



Universiteit
Leiden
The Netherlands

Jeunesse comme ressource des conflits violents: une lecture historique et anthropologique de l'arène politique en République centrafricaine
Mouguia, C.M.

Citation

Mouguia, C. M. (2023, November 22). *Jeunesse comme ressource des conflits violents: une lecture historique et anthropologique de l'arène politique en République centrafricaine*. Retrieved from <https://hdl.handle.net/1887/3663665>

Version: Publisher's Version

License: [Licence agreement concerning inclusion of doctoral thesis in the Institutional Repository of the University of Leiden](#)

Downloaded from: <https://hdl.handle.net/1887/3663665>

Note: To cite this publication please use the final published version (if applicable).

Jeunesse comme ressource des conflits violents : une lecture historique et anthropologique de l'arène politique en République centrafricaine

Proefschrift

ter verkrijging van
de graad van doctor aan de Universiteit Leiden
op gezag van rector magnificus prof.dr.ir. H. Bijl,
volgens besluit van het college voor promoties
te verdedigen op woensdag 22 november 2023
klokke 15:00 uur

door

Crépin Marius Mouguia

geboren te Kouango (Central African Republic)
in 1988

Promotor: Prof. dr. M.E. de Bruijn

Co-promotor: Dr. J.C. Both (Rutgers International)

Promotiecommissie: Prof. dr. D.A. Pargas

Prof. dr. Z. J. R. Mogba (University of Bangui)

Prof.dr. M.P.G.M. Mous

Dr. L.H. Berckmoes

DEDICACES

À la Famille MOUGUIA,

À mon épouse Ashley d'Or Kouangba et mes enfants Lisa, Andréa, Marius-Junior et William.

SOMMAIRE

LISTE DES IMAGES, TABLES ET CARTES.....	4
SIGLES ET ACRONYMES.....	6
REMERCIEMENTS.....	9
RESUME.....	11
SUMMARY.....	14
CHAPITRE I	
INTRODUCTION GENERALE: PROBLEMATISER LA JEUNESSE ET LA VIOLENCE RECURRENTE DANS L'ARENE POLITIQUE EN CENTRAFRIQUE.....	17
CHAPITRE II	
PRESENTATION DU CHAMP DE L'ETUDE : BANGUI ET PAOUA COMME « POINTS CHAUDS » DES CONFLITS VIOLENTS EN CENTRAFRIQUE.....	40
CHAPITRE III	
LA PRATIQUE ETHNOGRAPHIQUE EN CONTEXTE DE CONFLIT A BANGUI ET A PAOUA.....	61
CHAPITRE IV	
LES JEUNES DANS LA CONSTRUCTION DE L'ARENE POLITIQUE EN CENTRAFRIQUE : HISTOIRE D'UN CONTINUUM DES CONFLITS VIOLENTS.....	91
ERROR! BOOKMARK NOT DEFINED.	
CHAPITRE V	
EMERGENCE ET DYNAMIQUE DES MILICES ET GROUPES ARMES, ACTEURS DE L'ARENE POLITIQUE EN CENTRAFRIQUE.....	121
CHAPITRE VI	
PARCOURS DES JEUNES DANS LES GROUPES ARMES EN CENTRAFRIQUE : « L'ENTREE DANS LA BROUSSE », UN CHOIX SANS CHOIX.....	153
CHAPITRE VII	
L'AGENTIVITE DES ENFANTS ET JEUNES FACE AUX ACTEURS DE L'ARENE POLITIQUE EN CENTRAFRIQUE.....	184
CONCLUSION GENERALE.....	218
REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES.....	227
TABLE DES MATIERES.....	245
CURRICULUM VITAE.....	249

LISTE DES IMAGES, TABLES ET CARTES

I. IMAGES

Image 1 : Rochers ayant abrité l'installation définitive du poste colonial de Bangui au bord de l'Oubangui en face du poste colonial de Zongo devenue ville rurale (RDC)....	49
Image 2 : Une vue de la ville de Bangui - entrée du complexe sportif 20 000 places sur l'avenue des Martyrs.....	49
Image 3 : Pancarte indicative à l'entrée sud de la ville de Paoua.....	54
Image 4 : Maison des jeunes de la ville de Paoua réhabilitée par l'ONG Conseil danois pour les réfugiés (DRC) sur financement de la Coopération suisse.....	54
Image 5 : Equipe terrain du projet d'évaluation UNICEF : de la gauche vers la droite : Mouguia (auteur) Both, Poukoulé, Tchissikombre.....	69
Image 6 : Sjoerd Sijsma en pleine prise d'images au bord de l'Oubangui.....	69
Image 7 : Poste de surveillance sécuritaire de la MINUSCA à Bangui.....	69
Image 8 : Concession d'une église catholique (Paroisse St Paul), ancien site de déplacé à Bangui.....	69
Image 9 : Entretien filmé dans un centre d'accueil en temps de trouble sécuritaire à Bangui.....	69
Image 10 : Axe Bangui-Paoua bloqué par l'embourbement de deux véhicules venant de directions opposées lors de notre première visite de terrain.....	72
Image 11 : Une vue d'une ruelle principale menant au marché central de Paoua.....	72
Image 12 : Patrouille de la MINUSCA vers les villages (S/P de Paoua)	74
Image 13 : Ticket de "formalité" sur un poste de contrôle tenu par le MPC et la RJ (S/P de Paoua).....	74
Image 14 : Monument des Martyrs avec en arrière-plan droit le lycée des Martyrs.....	111
Image 15 : Une vue de l'entrée principale du Lycée des Martyrs sans lumière la nuit.....	111
Image 16 : Boutique de commerce comme outil de réinsertion des anciens combattants de l'APRD (Bétoko, nord de Paoua).....	132
Image 17 & 18: Jeunes anciens "enfants soldats" de l'APRD démobilisés, et devenus pères de foyers (Konpo, sud-ouest de Paoua).....	132
Image 19 : Ibré (en tenue désert) dans une queue d'enregistrement d'ex-combattants.....	162
Image 20 : Ibré, ex-colonel Séléka lors d'un entretien filmé.....	165
Image 21 : Entretien filmé avec la sœur de Mike, ex-ménagère anti-Balaka.....	165
Image 22 : Thyam, ex-Anti-Balaka blessé au combat.....	165
Image 23 : Paoua, Bureau du Projet <i>Löndo</i> ("debout" en sängö) - Travaux à haute intensité de mains d'œuvre (entretien des pistes rurales).....	189

Image 24 : Colonnes interminables de jeunes qui attendent leur tour de tirer au sort, l'un des 250 numéros gagnants sur les 1500 tickets dans une sorte de loterie publique.....	189
Image 25 : Groupe d'écoliers au bord de route (dans un village incendié par les rebelles) au retour de l'école en l'absence de l'enseignant.....	189
Image 26 : Landry en train de confectionner un vêtement avec sa machine à coudre reçue de la MINUSCA après une formation en couture.....	210
Image 27 : Mike en pleine formation mécanique automobile au centre de formation Don Bosco (Damala).....	210
Image 28 : Tableau récapitulatif des jeunes formés par le Centre Don Bosco où apparaissent 66 cas d'abandons.....	210

II. TABLES CHRONOLOGIQUES

Chronologie 1 : De la création du poste de Bangui à la fin du régime Bokassa.....	49
Chronologie 2 : Histoire administrative de Paoua et création des groupes armés.....	57

III. CARTES

Carte N° 1 : Localisation des sites de l'étude sur la carte de la RCA : Paoua et Bangui.....	41
Carte N°2 : Ville de Bangui (avec ses 8 arrondissements) et les communes adjacentes de Bimbo et Bégoua.....	47
Carte N°3 : Sous-préfecture de Paoua (devenue préfecture de Lim Péné) - nord-ouest de la RCA.....	51
Carte N°4 : Les migrations au XIXe siècle (Carte extraite de l'Atlas de la République centrafricaine).....	93
Carte N°5 : Principaux groupes ethniques centrafricains (Carte extraite de l'Atlas de la République centrafricaine).....	96

SIGLES ET ACRONYMES

3R	Retour, Réclamation, Réhabilitation
ACORD	Agence de Coopération et de Recherche pour le Développement
AEF	Afrique Equatoriale Française
AFRBD	Association des Femmes rurales de Batangafo pour le Développement
APPR-RCA	Accord politique pour la Paix et la Réconciliation en République centrafricaine
APRD	Alliance populaire pour la Restauration de la Démocratie
ASCL	African Studies Centre Leiden / Centre des Etudes africaines de Leiden
AUF	Agence universitaire de la Francophonie
BBC	British Broadcasting Corporation / Société britannique de Radiodiffusion et de Télévision
BIT	Bureau International du Travail
BINUCA	Bureau intégré des Nations unies en République centrafricaine
CEEAC	Communauté économique des Etats de l'Afrique centrale
CEMAC	Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale
CNJ-CA	Conseil national de la Jeunesse centrafricaine
COAC	Comité d'Organisation des Actions citoyennes
COCORA	Coordination citoyenne d'Opposition aux Rébellions armées
Codo-	Commando (exemple Codo- <i>mbakara</i> = commando <i>mbakara</i>)
Com-zone	Commandant de zone
CMRN	Comité militaire pour le Redressement national
CPI	Cour Pénale Internationale
CPC	Coalition des Patriotes pour le Changement
CSNU	Conseil de Sécurité des Nations unies
CVJRR	Commission Vérité Justice Réparation et Réconciliation
DDRR	Désarmement, Démobilisation, Réintégration, Rapatriement
DPI	Dialogue politique et inclusif
DRC	Danish Refugee Council/Conseil danois pour les Réfugiés
EAFGA	Enfants associés aux Forces et Groupes armés
ENERCA	Energie centrafricaine

EUMAM-RCA	European Union Military Advisory Mission in the Central African Republic / Mission militaire européenne de Conseil à l'Armée centrafricaine
EUFOR	European Union Force / Force de l'Union européenne
EUTM	European Union Training Mission / Mission de formation de l'Union européenne
FACA	Forces Armées Centrafricaines
FCFA	Franc de la Coopération financière en Afrique centrale / <i>anciennement</i> Franc des Colonies Françaises d'Afrique
FDPC	Front démocratique du Peuple centrafricain
FMI	Fonds monétaire internationale
FODEM	Forum démocratique pour la Modernité
FOMAC	Force multinationale de l'Afrique centrale
FOMUC	Force multinationale en Centrafrique
FPRC	Front populaire pour la Renaissance de la Centrafrique
FSI	Forces de Sécurité intérieure
HRW	Human Right Watch
IDH	Indice de Développement humain
JPN	Jeunesse Pionnière Nationale
ICASEES	Institut centrafricain des Statistiques et des Etudes économiques et sociales
LRA	Lord Resistance Army / Armée de Résistance du Seigneur
MESAN	Mouvement pour l'Evolution sociale de l'Afrique noire
MINURCA	Mission des Nations unies en République centrafricaine
MINUSCA	Mission multidimensionnelle Intégrée des Nations unies pour la Stabilisation en République centrafricaine
MISCA	Mission internationale de Soutien à la Centrafrique
MISAB	Mission internationale de Surveillance des Accords de Bangui
MLC	Mouvement de Libération du Congo (RDC)
MLCJ	Mouvement des Libérateurs centrafricains pour la Justice
MLPC	Mouvement de Libération du Peuple centrafricain
MPC	Mouvement patriotique pour la Centrafrique
NTIC	Nouvelles technologies de l'Information et de la Communication
OCHA	Office for the Coordination of Humanitarian Affairs / Bureau pour la

	Coordination des Affaires humanitaires
OMS	Organisation mondiale de la Santé
ONG	Organisation Non Gouvernementale
ONU	Organisation des Nations unies
OIT	Organisation internationale du Travail
PDI	Personnes déplacées internes
PNPJ	Politique nationale de Promotion de la Jeunesse
PNDDRR	Programme national de Désarmement, Démobilisation, Réintégration et Rapatriement
PNUD	Fonds des Nations unies pour le Développement
RCA	République centrafricaine
RDC	République démocratique du Congo
RGPH	Recensement général de la Population et de l'Habitation
RFI	Radio France Internationale
RJ	Révolution et Justice
RPRC	Rassemblement patriotique pour le Renouveau de la Centrafrique
SOCATEL	Société centrafricaine des télécommunications
TNS	Taux Net de Scolarisation
UA	Union africaine
UFR	Union des Forces républicaines
UFR-F	Union des Forces républicaines – Fondamentale
UNFPA	United Nation Population Fund (anciennement United Nation Fund for Population Activities) / Fonds des Nations unies pour la Population
UPC	Union pour la Paix en Centrafrique
UNICEF	United Nation of International Children's Emergency Fund / Fonds des Nations unies pour l'Enfance.

REMERCIEMENTS

Un travail de recherche scientifique, surtout de niveau doctoral avec tout ce qu'on lui reconnaît de laborieux, ne saurait aboutir sans une multiplicité de contributions et d'appuis multiformes. Ainsi, il m'est impérieux de remercier du fond du cœur, toutes celles et tous ceux qui ont contribué de quelque manière que ce soit à la réussite de ce travail de longue haleine.

En premier lieu, j'exprime ma profonde gratitude à l'endroit de ma Directrice de thèse, Prof. Dr Mirjam de Bruijn qui m'a assidument soutenu aussi bien sur les plans scientifique et administratif, que dans la recherche des opportunités de financements pour mes travaux. Du fond du cœur, je témoigne également ma reconnaissance à ma Co-Directrice, Dr Jonna Both pour ses divers appuis, son amabilité et son attention sans faille dans le suivi de mes travaux. Les mots ne suffiront aucunement pour lui exprimer toute ma gratitude.

Je remercie également tous les Enseignants de la Faculté des Lettres et Sciences Humaines et ceux du Département d'anthropologie de l'Université de Bangui pour le grain de rigueur scientifique qu'ils ont jeté en moi. Je pense particulièrement au Dr Jean-Bruno Ngouflo, Dr Joseph Baliguini, Dr Louis Baïnilago, Dr Josias Tébéro entre autres, et les Professeurs Mathurin Songossaye, Zéphirin Mogba, et Jean-Claude Azoumaye.

Je n'oublie pas la grande famille Mouguia pour le soutien moral et la compréhension dont elle a fait montre à mon égard durant ce parcours doctoral. Ce mérite revient à mon épouse Kouangba Ashley D'or et à mes enfants Lisa, Andréa, Marius-Junior et William, à mes parents Gertrude et Joseph Mouguia, ainsi qu'à tous mes frères et sœurs.

Les soutiens financiers étant déterminants pour la réussite de toute recherche scientifique, je saisi cette occasion pour remercier le Centre des Etudes africaines de Leiden (ASCL) pour avoir tout mis en œuvre pour que je puisse bénéficier d'un environnement de travail adéquat. Le financement de séjour comme *PhD Fellow*, le financement du loyer et les soutiens aux divers apprentissages (dont l'anglais) m'ont été d'un apport inestimable. A tous les Directeurs successifs de l'ASCL de 2017 à 2023, à Maaïke Westra, à Rik Jongenelen, à la regrettée Marieke van Winden ainsi que mes collègues doctorants du 'PhD Room' de ASCL pour leurs soutiens multiformes, je dis merci. Je témoigne également ma gratitude à l'endroit de l'Institut français des Pays-Bas pour m'avoir accordé un séjour doctoral à l'Institut des Mondes africains (IMAF-Aix) en France, me permettant ainsi de gagner en expérience comme doctorant débutant. J'adresse aussi mes remerciements à l'Agence universitaire de la Francophonie

(AUF) dont l'appui à un dernier séjour de recherche au Centre des études africaines de Leiden m'a permis de finaliser cette thèse. Je témoigne enfin ma reconnaissance à l'équipe administrative de l'Institut d'histoire de Leiden University, au Doyen de la Faculté ainsi qu'à Inge Ligtoet pour l'accompagnement soutenu dont j'ai bénéficié tout le long de ce parcours doctoral.

Les contributions de Sjoerd Sijsma, Marie-Louise Tchissikombre et Wilfried Poukoulé ne sauraient rester dans l'ombre. Ensemble, nous avons formé une équipe forte dans la collecte de données de terrain avec le Dr Jean-Bruno Ngouflo et Dr Jonna Both sous la coordination de Prof. Dr Mirjam de Bruijn. Je rends ici un hommage mérité à cette équipe dynamique. A l'UNICEF-RCA et au Centre Don Bosco qui m'ont ouvert leurs portes (ainsi qu'à l'équipe que je viens de présenter) afin de rencontrer les enfants anciens combattants, j'exprime ici toute ma gratitude. A Paoua, j'ai bénéficié de l'hospitalité des jeunes du démantèlement local du Conseil national de la jeunesse (CNJ), de l'accompagnement de papa Pascal Médjiam dans ma quête des anciens enfants combattants démobilisés et devenus adultes, de la générosité hospitalière de Erico Raphaël Feizoungai, de l'accueil chaleureux des staffs des ONG War-Child UK et AFRBD. Qu'ils soient tous remerciés ici pour leurs soutiens respectifs.

Mes informateurs de Bangui, Bégoua et Paoua ne sauraient en être du reste. Malgré le contexte centrafricain toujours aussi volatile, et le caractère délicat du sujet abordé, ils m'ont fait confiance et se sont ouverts à moi pour me partager leurs parcours en faisant preuve de ténacité face aux émotions diverses que généraient ces extériorisations. Je les rassure que leurs efforts n'auront pas été vains, mais ont contribué à faire entendre la voix des jeunes dans ce contexte centrafricain de choix sans choix.

J'adresse enfin mes remerciements à Didier Kassaï pour ses images d'illustration en première et quatrième de couverture, au Dr Catherina Wilson pour la lecture minutieuse de mon manuscrit, de même qu'aux Éminents Membres du Jury pour l'intérêt et le temps consacré à l'examen méticuleux de ce travail. Leurs remarques me sont plus que précieuses pour en améliorer la qualité. A mes amis de la Centrafrique, du Cameroun, des Pays-Bas, de la France ; à mes collègues et connaissances pour leurs encouragements, je réitère mes reconnaissances les plus sincères.

RESUME

Située au cœur du continent africain, la République centrafricaine (RCA) est un pays vaste de 623 000 km², mais sous peuplé avec environ 6 000 000 d'habitants en 2022. Récemment occupé (XIXe siècle) par les populations en provenance des régions actuelles du Soudan et du Cameroun, le territoire actuel de la RCA traine une longue histoire de conflits (armés) particulièrement violents, en dépit des tentatives internes et externes de ces dernières décennies tendant à rompre avec le malheur sur ce territoire. Plusieurs facteurs sont évoqués comme déterminants ou amplificateurs pour expliquer ce cycle toujours renouvelé de la violence dans le pays ; notamment un héritage colonial désastreux, la malgouvernance, l'abondance des ressources naturelles sur un territoire incontrôlé qui attire les puissances et prédateurs de tous bords, l'avidité du pouvoir, la faillite de l'Etat, ou un enchevêtrement de tout ou d'une partie de ces facteurs non exhaustifs. Cependant, au-delà de ces éléments tout aussi importants, il y a lieu de reconsidérer le poids de l'histoire et le rôle des jeunes comme des constantes de ces situations de conflictualité récurrente en Centrafrique.

En effet, depuis l'époque précoloniale, coloniale et postcoloniale, les jeunes ont été les plus recherchés : d'abord par les marchands d'esclaves en quête d'hommes-marchandises, ensuite par les impérialistes pour le portage et les travaux forcés, et enfin par les acteurs ou entrepreneurs politico-militaires comme bras armés dans les conflits pour la conquête du pouvoir de l'Etat et l'enrichissement personnel. Aujourd'hui encore, le territoire centrafricain continue de vivre au rythme des violents affrontements entre acteurs, un contexte décrit dans cette thèse par le concept d'arène politique. L'arène étant entendue ici comme une situation continuelle de confrontations qui s'est construite au fil de l'histoire. Certes, au regard de sa population jeune, mais peu instruite (61% de la population a moins de 20 ans et 6 personnes sur 10 ne sait ni lire ni écrire) et désœuvrée, les jeunes sont omniprésents dans les conflits violents qui caractérisent l'arène en République Centrafricaine. Cependant, ce groupe d'acteurs est moins pris en compte dans les approches explicatives de l'instabilité récurrente en Centrafrique, si ce n'est pour décrier les dérives violentes dans lesquelles ils sont impliqués. Ce qui implique de replacer les jeunes dans cette longue histoire des conflits et de la violence récurrente en Centrafrique.

Cela dit, il devient alors crucial de se demander comment le territoire actuel de la Centrafrique est-il devenu une arène politique particulièrement violente ; quel (s) rôle (s) jouent les jeunes dans un tel contexte, et avec quelle (s) capacité (s) d'action? Cette interrogation fondamentale

permet de comprendre en quoi la perspective historique est importante dans les études sur les conflits et les jeunes en Centrafrique. N'est-on pas finalement en face d'une pérennisation des anciens systèmes de prédation en terre centrafricaine où l'utilisation des jeunes s'apparente à l'accaparement des ressources naturelles? Autrement dit, les jeunes ne sont-ils pas devenus *in fine* des « ressources » pour les acteurs de l'arène politique centrafricaine au même titre que les ressources naturelles et « hommes-ressources » recherchés durant l'époque des razzias (esclaves), pendant la colonisation (porteurs, main d'œuvre forcée), et à l'époque postcoloniale (rebelles, miliciens, militants)? Ces questionnements que soulève cette thèse, permettent d'explorer l'importance ou le poids de l'histoire dans le façonnement de l'arène politique en Centrafrique certes, mais aussi et surtout, de décrypter les capacités d'action des jeunes face aux acteurs de cette arène à partir des rôles et places qu'ils y occupent. Pour ce faire, recours a été fait au concept d'arène politique, mais surtout à la théorie de la structuration et au concept de capacité d'action humaine (*human agency*) que propose Giddens (1984) en considérant les jeunes comme des *acteurs* qui font la guerre mais aussi comme des *innocents* qui subissent les mouvements de la société dans un *système déjà là* et dans lequel ils ont grandi (chap.1).

En dehors de l'exploitation de la documentation scientifique existante, les données qui ont permis de retracer les trajectoires (biographie) des jeunes durant les derniers conflits, viennent de deux sites de recherche : d'abord Bangui, capitale de la RCA, et ensuite Paoua une ville et sous-préfecture du nord-ouest centrafricain. Considérés comme des « points chauds » en termes d'instabilité sécuritaire en Centrafrique, les contextes de Bangui et Paoua illustrent parfaitement les conflits violents et récurrents auxquels les jeunes sont confrontés dans le pays et à travers l'histoire (chap. 2). D'ailleurs, les périodes d'instabilité sécuritaire durant lesquelles la collecte des données empiriques a été effectuée confirment cette situation d'arène politique particulièrement violente (chap. 3).

Plusieurs thématiques ont été abordées dans cette thèse, dont entre autres, la réflexion sur cette arène politique développée à travers une plongée dans les conditions d'apparition, de fusion, de clivage et de perduration des milices armées ou groupes de rébellion en Centrafrique. L'analyse a établi que les milices et groupes armés en Centrafrique s'inscrivent dans une continuité avec le passé (chap. 4) et qu'ils constituent une mise à jour des anciennes traditions de défense/riposte communautaire à la faveur d'un contexte toujours aussi favorable. Mieux encore, il en ressort que ces groupes armés ne doivent pas être compris comme des structures statiques à démanteler à l'arrêt des hostilités, mais doivent être appréhendés à travers leurs capacités à changer et à s'adapter pour subsister au gré des intérêts du moment (chap. 5).

Dans une démarche biographique, cette thèse examine également les trajectoires des jeunes impliqués dans les groupes armés en Centrafrique. En répondant à la question de savoir « qui sont les jeunes rebelles et miliciens? », elle s'attache à décrire les processus par lesquels les jeunes deviennent des combattants rebelles ou miliciens, puisqu'en dépit d'un contexte de conflits violents et récurrents, tous ne choisissent pas la voie de la violence armée (chap. 6). Cette thématique a permis d'explorer en profondeur les capacités d'actions des jeunes dotés de pouvoirs limités, mais pris dans une interaction avec un contexte contraignant qu'ils contribuent à reproduire. Examinant également l'interaction des jeunes avec les leaders de groupes armés ou chefs factions rebelles aux pouvoirs plus importants, il s'est dégagé la conclusion selon laquelle non seulement ces enfants et jeunes sont devenus des ressources durant et après les conflits pour leurs commandants, mais que le pouvoir de ceux-ci est renforcé par d'autres acteurs comme ceux de la protection de l'enfance pour qui ces commandants sont un passage obligé pour atteindre les enfants et jeunes à démobiliser (chap. 7). Cela illustre la complexité de cette arène politique dans laquelle il est difficile pour les jeunes de s'en sortir.

En définitive, cette thèse qui a mis à profit l'interfécondation de l'anthropologie et de l'histoire démontre que depuis fort longtemps, les jeunes en terre centrafricaine font objet d'exploitation au même titre que les ressources naturelles exploitables par l'homme pour satisfaire ses besoins. Etant omniprésents dans cette longue histoire des conflits, les jeunes sont devenus des « acteurs ressources » pour les politico-militaires dans un contexte centrafricain qui leur offre une sorte de choix sans choix... Cette thèse établit donc que les interventions sur les conflits violents en Centrafrique tout comme ailleurs, doivent nécessairement impliquer les jeunes et une profonde compréhension du contexte historique dans lequel ils évoluent. De ce fait, elle reste une mine d'informations pour les spécialistes des sciences sociales, les acteurs de développement, et de construction de la paix.

Mots clés : Centrafrique, arène politique, conflits violents, jeunes, agentivité, ressource.

SUMMARY

Located at the heart of the African continent, the Central African Republic (CAR) is a vast country of 623,000 km², but underpopulated with around 6,000,000 inhabitants in 2022. Recently occupied (19th century), the territory of today's CAR has a long history of particularly violent (armed) conflicts, despite internal and external attempts in previous decades to break the cycle of misfortune. A number of factors are cited as determining or amplifying this ever-renewed cycle of violence in the country, including a disastrous colonial legacy, poor governance, an abundance of natural resources in an uncontrolled territory that attracts both powerful and predatory forces, greed for power, the collapse of the state, or a combination of all or some of these non-exhaustive factors. However, besides these equally important factors, we need to reconsider the weight of history and the role of young people as constants in these recurring situations of conflict in the Central African Republic.

Indeed, since pre-colonial, colonial, and post-colonial times, young people have been the most desired: first by slave traders in search of “human-merchandise”, then by imperialists for portage and forced labour, and finally by politico-military actors or entrepreneurs as weapons in conflicts linked to the seizure of state power and personal enrichment. Even today, the territory of the Central African Republic follows the rhythm of violent confrontations between actors, a context described in this thesis by the concept of the political arena. The arena is understood as a continuous setting of confrontations building up in history. Admittedly, in view of its young, but poorly educated (61% of the population is under 20, and 6 out of 10 can neither read nor write) and unemployed population, young people are omnipresent in the violent conflicts that characterize the arena in Central African Republic. However, in most of the analyses of the conflict situation in CAR, youth are not put central, except to decry the violent excesses in which they are involved. This thesis has put youth central in the arena that is the context of the conflict and recurrent violence in the Central African Republic.

The thesis therefore searches to understand how and why the Central African Republic has become a particularly violent political arena; what role(s) do youth play in a such context, and with what capacity(ies) for action? It is important that we answer these questions in light of historical continuities. Are we not, after all, faced with a perpetuation of the old systems of predation on Central African soil, where the use of young people is similar to the exploitation of natural resources? In other words, haven't young people ultimately become “resources” for the actors of the Central African political arena, in the same way as the natural resources and

“human resources” sought during the *razzia* era (slaves), during colonization (porters, forced labour), and in the post-colonial era (rebels, militiamen, militants)? These questions raised by this thesis make it possible to explore the importance or weight of history in shaping the political arena in the Central African Republic, but especially, to decipher the capacities for action of young people in relation to other actors in this arena. To do this, we drew on the concept of the political arena, and on the theory of the relation between structure and agent as proposed by Giddens (1984). We consider young people as actors who wage war, but also as innocents, both in relation to the historically grown socio-political structures in which violence has always been present and that has become their normal environment (chap. 1).

Apart from exploiting existing scientific documentation, the data used to trace the trajectories (biographies) of young people during the last conflicts came from two research sites: firstly Bangui, the capital of CAR, and secondly Paoua, a town and sub-prefecture in north-west of CAR. Considered as “hot spots” in terms of insecurity in the Central African Republic, the contexts of Bangui and Paoua illustrate the violent and recurrent conflict dynamics that young people have faced throughout history (chap. 2 & 3).

The thesis addresses a reflection on this political arena by trying to understand the conditions of emergence, fusion, cleavage and perpetuation of armed militias or rebel groups in the Central African Republic. The analysis establishes that militias and armed groups in the Central African Republic are part of a continuity with the past (chap. 4), and that they are in a way a reformulation of ancient traditions of community defence in a context that remains as favourable as ever of political violence. It also shows that these armed groups should not be understood as static structures, but as having the capacity to change and adapt to survive according to the interests of the moment. Yet, when hostilities cease the deeper structures do not disappear, and may inform socio-political actions any moment as they continue (chap. 5).

Using a biographical approach, this thesis also examines the trajectories of young people involved in armed groups. Answering the question “Who are the young rebels and militiamen?”, it sets out to describe the processes by which young people become rebel fighters or militiamen, since despite a context of recurrent violent conflict, not all choose the path of armed violence (chap. 6). Therewith the thesis explores the agency of young people endowed with limited power in society but caught up in an interaction with a constraining context that they in their actions also reproduce. The examination of the interaction of young people with the powerful leaders of armed groups or rebel factions, shows that these children and young people have not only become resources during and after conflicts for their commanders, but

that the latter's power is reinforced by other actors such as child protection workers, for whom these commanders are an obligatory passage to reach the children and young people to be demobilized. This illustrates the complexity of young people's positions in this political arena (chap. 7).

This thesis, which takes advantage of the cross-fertilization of anthropology and history, shows that for a very long time now, young people in the Central African Republic have been object of exploitation in the same way as natural resources were exploited. Being omnipresent in this long history of conflict, young people have become "human resources" for the politico-military in a CAR context that offers them a kind of choice without choice. This thesis therefore establishes that interventions on violent conflict in the Central African Republic, as elsewhere, must necessarily include young people and an in-depth understanding of the historical context in which they evolve in order to breach the trend of their involvement in conflict and reach durable solutions. As such, the thesis hopes to contribute to discussions in the field of conflict studies, policy and peace building.

Key words: Central African Republic, political arena, violent conflict, youth, agency, resource.

CHAPITRE I

INTRODUCTION GENERALE: PROBLEMATISER LA JEUNESSE ET LA VIOLENCE RECURRENTE DANS L'ARENE POLITIQUE EN CENTRAFRIQUE

En 2018, nous faisons des entretiens de suivi avec Mike¹ (18 ans) qui venait de finir un stage de formation en mécanique-automobile financé par l'UNICEF au Centre Don Bosco à Damala (périphérie de Bangui), et qui cherchait vainement à trouver du travail, certificats de formation et de stage en main. Mike est un adolescent originaire de Bossangoa (centre ouest de la RCA) où ses parents ont été assassinés par les rebelles de la *Séléka*, une coalition de groupes armés qui a pris le pouvoir de l'Etat par la force en mars 2013. Dans sa fuite avec sa sœur cadette après l'assassinat de leurs parents, ils sont tombés sur un groupe de miliciens anti-*Balaka* (une force anti-*Séléka*) qui se sont chargés de les protéger. Cependant, alors qu'il n'avait que 13 ans, Mike a fini par intégrer le groupe comme combattant ; sa sœur assumant le rôle de "ménagère". Jusqu'à son arrivée à Bangui en décembre 2015, Mike est devenu le garde du corps du chef de la faction anti-*Balaka* qui les a pourtant initialement recueillis pour les protéger. En replongeant dans son passé pour comprendre davantage sa trajectoire biographique, nous découvrons qu'il a été depuis son plus jeune âge (10 ans), impliqué dans la lutte anti-*Zaraguina*² par ses oncles chez qui il allait passer les vacances scolaires. Voici comment il s'explique lorsque nous lui avons demandé la réaction de son père relativement à l'acte de ses oncles :

Au retour de ton aventure avec tes oncles, que t'a dit ton père sur le fait que tu sois associé aux luttes anti-Zaraguina étant enfant ?

Au fait, mes oncles lui ont déjà dit qu'ils voulaient que j'aille chez eux afin d'être formé. Comme c'est une pratique courante au village ; lorsqu'un membre de la famille dit qu'il a besoin de ton enfant pour le former, tu ne peux pas refuser. Puisque c'est pour aguerrir l'enfant. C'est ce qui s'est passé. Donc mon père en était averti.

Ton expérience antérieure avec les Anti-Zaraguina a-t-il été aussi à la base de ta décision de t'engager comme combattant avec les Anti-Balaka ?

Même si je n'étais pas allé là-bas [avec les Anti-Zaraguina], j'allais quand même intégrer le groupe des Anti-Balaka. Puisque les Séléka ont commis trop de massacres dans notre ville [Bossangoa]. Tout cela m'a énervé et je me suis dit que je dois intégrer le groupe des Anti-Balaka pour venger ce que les Séléka nous ont fait (entretien avec Mike, Bangui, mars 2018).

Ce récit est illustratif d'un contexte de contraintes et de violences récurrentes au sein duquel évoluent les jeunes en Centrafrique dans une interaction avec d'autres acteurs aux pouvoirs plus

¹ Par souci d'anonymat, le prénom a été changé. Dans cette thèse, nous faisons de même pour tous nos interlocuteurs de moins de 18 ans et ceux qui ne nous ont pas autorisé à citer leurs noms.

² Les anti-*Zaraguina* sont un groupe de villageois armés d'armes artisanales ou un groupe de peuls archers qui pourchassaient les *Zaraguina* (ou *Zargina*) qu'on peut décrire comme des coupeurs de route, kidnappeurs et bandits de grands chemins (voir notamment Chauvin & Seignobos, 2013).

importants. Cela dit, pour décrypter ce contexte trouble et les acteurs qui y gravitent, nous proposons le concept d'*arène* politique, descriptif d'une situation de confrontation qui s'est enracinée au fil du temps, dans la durée.

I. Trajectoire de Mike, une illustration de la dynamique historique de l'arène politique centrafricaine

Le parcours de Mike atteste de la prédominance d'un contexte marqué de confrontations, de luttes et d'interactions violentes entre acteurs, situation illustrative d'une arène politique (Faure, 2013). Ce parcours met également en évidence la dimension historique déterminante, d'abord pour comprendre la construction de cette arène politique, et ensuite pour établir les fondements de sa durabilité et appréhender sa dynamique actuelle. Ce récit met également en exergue une diversité et pluralité d'acteurs constitutifs de l'arène politique en Centrafrique : (Anti-) *Zaraguina*, *Séléka*, *Anti-Balaka*, enfants et jeunes affectés et délaissés, ONG et Agences d'aide, Etat failli, etc. Parmi ces acteurs, il y a lieu de mettre en lumière la place et les rôles des jeunes qui sont au cœur de cette arène politique et dont l'omniprésence sous-tend la reproduction et/ou la pérennisation des conflits violents en Centrafrique. Ainsi, étant enfant, Mike a été associé par ses oncles à la lutte anti-Zaraguina comme si ses oncles (et son père) savaient par avance qu'un jour, il aura à se défendre ou à défendre sa communauté face à l'envahisseur ou l'opresseur dans un contexte où la société traditionnelle attribue ce rôle à la jeune génération (Nzila, 2020). Certes, l'histoire semble donner raison aux oncles de Mike, puisque quelques années plus tard, après l'assassinat de ses parents³ en pleine guerre civile, il sera embarqué dans la lutte anti-Séléka étant devenu lui-même Anti-Balaka. C'est dire que les expériences du passé jouent un rôle crucial dans les comportements des individus dans un contexte d'incertitudes permanentes, d'où nécessité de réexaminer le poids de l'histoire - comme source de mémoire individuelle et collective (De Bruijn & Both, 2018) - dans la compréhension des conflits violents et récurrents en Centrafrique.

Cette trajectoire de Mike démontre enfin que dans cette arène politique, les jeunes, même soutenus après les conflits par des acteurs de la démobilisation type DDR, se confrontent toujours à un contexte qui ne leur offre aucune perspective en termes d'emplois pour leur

³ Plus loin, nous verrons que cette arène s'illustre par le fait même que les parents des jeunes dont les histoires illustrent cette thèse, ont vécu ou vivent également des situations de contraintes. C'est le cas du père de Mike qui a été d'abord contraint d'aller vivre dans les champs pendant des mois, et qui sera assassiné à sa sortie. La dimension historique prend ici toute son importance à travers les expériences des générations précédentes qui ont tendance à préparer les jeunes à affronter les probables violences futures.

réintégration socio-économique. Ce qui accentue leur vulnérabilité dans un environnement caractérisé par la violence et la lutte pour la survie où l'Etat paraît démissionnaire voire inexistant (Marchal, 2009 ; Mouguia, 2022), pour ne pas dire traître (dans la mesure où l'Etat devient auteur de violence et non protecteur) (ACORD, 2007 : 92). Un tel contexte offre des choix sans véritables choix (cf. Coulter, 2008, cité par De Bruijn & Both, *idem*) aux jeunes qui, par-là, deviennent non seulement des proies faciles pour des acteurs divers, mais aussi des facteurs de reproduction des conflits violents en Centrafrique par suite d'internalisation ou de normalisation de la contrainte (*ibid.*). Cette contrainte est observable dans l'intégration "inévitabile" de Mike dans le groupe Anti-Balaka, bien qu'il ajoute qu'il allait tout de même intégrer cette milice anti-Séléka à cause des violences perpétrées par les Séléka sur sa communauté d'appartenance, notamment l'assassinat de ses parents. Une analyse centrée sur l'histoire et les jeunes est donc cruciale pour comprendre la récurrence des conflits violents dans cette arène politique, aspects qui sont marginalement explorés dans l'explication des situations de conflictualité récurrente en Centrafrique.

II. Limites des approches explicatives des conflits et importance de l'histoire et de la jeunesse

Il existe en effet, une pluralité d'approches explicatives de la récurrence des conflits en Afrique qui varie selon les orientations disciplinaires, thématiques, théoriques et conceptuelles des auteurs. Cependant, mis à part leurs contributions respectives, ces approches qui n'occultent pas les dimensions historique et démographique, ne considèrent cependant pas l'histoire et la jeunesse comme des facteurs constants des conflits, en particulier en ce qui concerne la République centrafricaine. Nous mettons donc en avant le poids de l'histoire et l'omniprésence des jeunes pour expliquer les conflits violents et récurrents en Centrafrique, un contexte mieux décrit par le concept d'arène politique.

II.1- L'histoire comme facteur déterminant et explicatif de l'arène politique en Centrafrique

Beaucoup d'auteurs ont analysé la question de la prolifération des conflits infra-étatiques aussi appelés "nouvelles guerres" (Badie & Vidal, dir., 2016), surtout leur résurgence depuis la fin de la guerre froide sous l'angle institutionnel, notamment la faillite de l'Etat (Ramel, 2016 ; Taje, 2010 ; Bado, dir., 2015) ou la mal gouvernance (Kipré, 2003) couplée à la soif du pouvoir (Zozime Tamekamta, 2013), la manipulation des populations ou groupes ethniques (Camara,

2006), l'implication d'acteurs externes (Lallau, 2014 ; De Vries & Glawion, 2015, 2018 ; Gomina-Pampali, 2017) ou des complexes réseaux criminels régionaux ou internationaux (Hugon, 2009 ; Huyghebaert, 2009). D'autres auteurs qui ont mis l'accent sur les facteurs économiques, mettent en exergue l'accumulation économique (Le Billon, 2003) favorisée par l'abondance des ressources naturelles (ou "la malédiction des ressources") (Collier et Hoeffler, 2004 ; Luntumbue, 2014), celles-ci étant souvent convoitées (Harsch, 2007 ; Filakota, 2018). D'autres encore mettent en avant l'approche dite de "la nouvelle barbarie" ou les facteurs socio-culturels (Ramel, 2016, en référence à Kaplan, 2000) dont la pauvreté (Utas, 2005, cité par Debos, 2013 ; Nzila, 2020 en référence à Maslow), la haine ethnique, culturelle ou religieuse (Diouf & Collignon, 2001). Enfin, l'accent est également mis sur un enchevêtrement de ces facteurs (Hugon, 2003) qui peuvent intervenir aussi bien dans le déclenchement des guerres internes, que dans leur amplification (Ramel, *idem*).

Pour revenir aux explications des situations de conflictualité récurrente en Centrafrique, il est à noter que peu de référence est souvent faite à l'histoire. En effet, les derniers conflits ont même été systématiquement associés à un clivage nord musulman (Séléka) et sud chrétien (Anti-Balaka)⁴ (Ibanda Kabaka, 2015), ou à un affrontement chrétiens/musulmans par certains médias internationaux de façon caricaturale (BBC News, 2013), ou encore à un affrontement pour le contrôle des ressources (Chauvin *et al.*, 2015). C'est dans cette optique que Ibanda Kabaka (*idem*), méconnaissant l'histoire, soutient que le contexte sécuritaire de la Centrafrique n'a véritablement basculé que pendant la prise de pouvoir par la rébellion Séléka en mars 2013. De ce fait, très peu d'attention est portée à l'histoire et à l'omniprésence des jeunes dans cette arène politique, facteurs qui pourtant, forment la base des conflits armés en Centrafrique. Comme le montrent Béninga *et al.* (2017: 7), très peu d'attention est portée au poids du passé si souvent occulté. C'est le cas de la disparition tragique du Père Fondateur Barthélémy Boganda et son impact sur la vie politique du pays, et surtout une culture de la résistance populaire et de l'autodéfense héritée des résistances communautaires à l'administration coloniale et aux esclavagistes musulmans qui perdurent jusqu'à nos jours. Dans la même vaine, Klaas Van Walraven (2019) a également montré l'importance de la causalité historique de longue durée dans les manières dont les modes de conduite politique observables chez les leaders centrafricains (des politiciens aux chefs de guerre) pourraient être nourris par des notions

⁴ L'argument identitaire et régionale reste limitatif et ne facilite pas non plus une intelligibilité profonde des conflits violents en Centrafrique. C'est le cas de la récente fusion des ex-Séléka et Anti-Balaka que tout opposait, au sein de la Coalition des Patriotes pour le Changement (CPC), un groupe armé créé et piloté par l'ancien Président François Bozizé pourtant chassé du pouvoir par la Séléka.

anciennes (qualifiées de façon peu idoine de « précoloniales ») de ruse et de brutalité, qui sous-tendent des représentations plus profondes de violence et de pouvoir. Les expériences du passé semblent donc conditionner les comportements des individus même en temps de relative accalmie, comme nous venons de le voir dans le cas de Mike. C'est dire à quel point les luttes contemporaines sont plus particulièrement liées à des processus historiques plus profonds (Ellis, 2001).

Certes, quelques analystes s'intéressent aux facteurs historiques (Ellis, 2001 ; Chabal & Vidal, 2007), notamment les haines historiques, et la faiblesse économique et politique des pays d'Afrique noire qui trouvent leurs origines lointaines dans l'esclavage, la colonisation, et son système d'économie de rente (Camara, 2006). Toutefois, certains appréhendent le poids de l'histoire sur les conflits en compartimentant les époques (époque précoloniale, coloniale et postcoloniale) même si la question de la *longue durée* y est remarquable comme le note Christopher Clapham (1994) à propos des travaux de Jean-François Bayard. C'est dans cette logique que selon Nguinza Akamgbi Kodro (1978), la situation postcoloniale est une perpétuation du système colonial qui a dominé les rapports entre Blancs et Noirs, mais aussi entre les noirs vendus aux colons et leurs frères après l'indépendance. Or, plutôt que de se limiter à l'influence de l'époque coloniale, les analyses devraient de notre point de vue, être inscrites dans la continuité de l'histoire précoloniale.

A ce niveau, deux remarques peuvent être faites. D'abord il est à noter que dans le cas de la Centrafrique, les frontières entre ces différentes époques se brouillent, voire s'effacent complètement du fait de la continuité de la violence sur ce territoire depuis l'époque précoloniale. Par conséquent, les approches qui analysent les conflits comme la résultante des affres de la colonisation ou plus précisément les configurations politico-administratives héritées de la colonisation (Bedzigui, 2008) sont incomplètes du fait de l'ombre précoloniale dans les situations coloniales et postcoloniales. D'autres analyses qui portent sur les groupes rebelles les considèrent comme un produit de la malgouvernance postindépendante (Béninga, 2022). Or, le cas de la Centrafrique a une assise ancrée dans la lointaine histoire, à l'époque de l'occupation même de ce territoire. De ce fait, l'histoire apparaît ici comme une lentille pertinente pour appréhender les situations de conflictualité récurrente en Centrafrique. Comme le mentionne si nettement Michel Naepels (2012), la réflexion sur l'histoire s'inscrit ainsi dans une orientation maintenue vers la compréhension du présent. Il y a donc un continuum entre le passé lointain

et le présent. De ce fait, bien qu'étant convoqué dans l'analyse des conflits, l'histoire s'analyse ici comme une constante des conflits violents en Centrafrique.

Mis à part l'importance de l'histoire et la longue durée que nous approfondirons dans cette thèse, la moindre référence à la jeunesse, une deuxième constante des conflits violents et actrice permanente de l'arène politique en Centrafrique, traduit une limite dans les approches analytiques comme nous l'abordons au paragraphe suivant.

II.2- Jeunesse comme une constante des conflits violents et récurrents en Centrafrique

Jeunesse et conflit est une thématique assez explorée dans la littérature scientifique, en particulier l'inquiétude que revêt la croissance fulgurante de la population jeune en Afrique (D'Almeida-Topor *et al.* (éd.), 1992) au regard de la rareté de ressources (Malthus, [1798]1963) amplifiée par la pauvreté en Afrique subsaharienne. La jeunesse comme actrice de violence est également évoquée dans l'explication des conflits dans une lancée optimiste, mais surtout pessimiste (Coquery-Vidrovitch, 1992 ; Diouf & Collignon, 2001), notamment une jeunesse nombreuse et délaissée. L'ONG ACORD (2007 : 95, en référence à Population Action International, 2007) rapporte que les pays où les jeunes adultes représentent plus de 40 % de la population adulte courent deux fois plus de risques de sombrer dans les conflits civils par rapport aux pays ayant des proportions plus faibles. Il y aurait donc une corrélation entre le nombre élevé de jeunes et la violence ou le conflit, en particulier lorsque les économies à faible performance et la mauvaise gouvernance s'associent à une poussée démographique de jeunes au sein de la population (USAID 2005, Goldstone 1991, Fuller and Pitts 1990, cités par ACORD, *ibid.*). Ces approches se basent sur l'hypothèse que plus nombreux, les jeunes ont l'énergie et le dévouement, facteurs qui les rendent efficaces dans l'exécution de la violence dans les conflits.

C'est dire que la jeunesse n'est la plupart du temps évoquée que pour décrier les dérives violentes dans lesquelles elle est impliquée comme en Centrafrique (Ceriana Meyneri, 2014 ; Gomina-Pampali, 2017), alors que selon Butler (1990, cité par Comaroff & Comaroff, 2000), le trouble qu'engendrent les jeunes ne doit pas être perçu nécessairement d'une manière négative. C'est dans cette logique que certaines études sur les jeunes qui mettent l'accent sur leur mobilisation dans les actes violents, les envisagent comme bourreaux ou victimes (Honwana, 2000), constructeurs et destructeurs (De Boeck & Honwana, 2000), ou encore pacifiques et violents (Lebœuf, 2014). Certes, que ça soit dans l'un ou l'autre cas (positif ou

négatif), les jeunes sont omniprésents dans les conflits violents. Mais au de-là, ils jouent des rôles moteur et surtout reproducteur, aspects qui sont insuffisamment pris en compte dans les analyses. D'où nécessité de s'interroger sur la place et les rôles que jouent les jeunes dans la récurrence des conflits violents, surtout dans une Centrafrique rompue aux crises violentes, et où prolifèrent plusieurs groupes armés. Cela permet d'analyser les relations entre jeunes et les autres acteurs impliqués dans les violences au-delà des généralisations obscurcissantes en accordant le primat à l'analyse qualitative.

C'est dire à quel point, replacer les jeunes dans l'analyse des conflits en Centrafrique est fondamentale. L'importance de cette prise en compte est renforcée par la similarité des rôles joués par les jeunes par le passé dans le cadre des ripostes/défenses communautaires contre l'envahisseur, et les situations actuelles. Toutefois, une jeunesse nombreuse n'étant pas synonyme de crises violentes comme l'a relevé Cathérine Coquery-Vidrovitch (*idem*), il importe d'analyser le processus ayant conduit à la transformation des jeunes comme acteurs de violence dans cette arène politique, sachant qu'il existe une frange de cette population qui résiste à la mobilisation violente dans des contextes de violence (Iwilade & Ebiede, éd., 2022).

Pour revenir au cas centrafricain, il y a lieu de rappeler que si le regard des chercheurs sur les jeunes en Afrique s'est transformé, passant d'une vision alarmiste d'une génération « perdue » au début des années 1990, à une valorisation comme une catégorie sociale dynamique et créative depuis la fin des années 1990 (Gosselin, s.d.), la situation en Centrafrique ne semble malheureusement pas suivre cette évolution. Béninga *et al.* (2017) montrent dans ce sens que la situation sociale des jeunes en RCA est aujourd'hui marquée par des manipulations et promesses politiques fallacieuses, au point qu'on assiste depuis 1990 à une instrumentalisation politique des jeunes à travers des enrôlements incitatifs dans les milices et groupes armés hétéroclites. La question de leur éducation et promotion comme acteurs de développement n'ayant pas été efficacement prise en main par les pouvoirs publics, « Ils constituent des proies faciles pour les gourous de tous bords prêts à les enrôler dans les mouvements militaro-politiques et milices » (p. 14). D'où nécessité d'analyser cette omniprésence des jeunes dans cette arène politique marquée de conflits violents et récurrents en Centrafrique.

Les facteurs historique et démographique doivent donc à plusieurs égards, être interrogés en vue parvenir à une intelligibilité profonde des conflits en Centrafrique. Cela permettrait donc de déboucher sur des pistes prometteuses pour des solutions durables.

II.3- Questions et hypothèses : à la recherche de l'importance de l'histoire et du rôle des jeunes dans les conflits violents et récurrents en Centrafrique

Il est évident que l'absence de l'Etat et la malgouvernance, l'abondance des ressources naturelles dont regorge le territoire centrafricain, sa population parsemée et pauvre, les implications d'acteurs externes, une jeunesse nombreuse, mal ou non encadrée et désœuvrée, les différences culturelles et/ou religieuses ou un enchevêtrement de ces éléments pèsent sur l'instabilité politique et sécuritaire de ce pays. Si ces éléments constituent des facteurs qui expliquent la conflictualité en République centrafricaine, il est cependant crucial de sortir de ces sentiers battus pour explorer en profondeur les poids de l'histoire et des jeunes afin de comprendre la complexité de l'arène politique qu'on observe aujourd'hui en Centrafrique.

Cela dit, il est fondamental de se demander comment le territoire actuel de la Centrafrique est-il devenu une arène politique particulièrement violente ; quel (s) rôle (s) jouent les jeunes dans un tel contexte, et avec quelle (s) capacité (s) d'action? Cette question fondamentale à deux volets nous amène à nous demander en quoi la lecture historique est-elle importante dans les études sur les conflits et les jeunes en Centrafrique ? N'est-on pas finalement en face d'une pérennisation des anciens systèmes de prédation en terre centrafricaine où l'utilisation des jeunes s'apparente à l'accaparement des ressources naturelles? Autrement dit, les jeunes ne sont-ils pas devenus *in fine* des "ressources" pour les acteurs de l'arène politique en Centrafrique au même titre que les ressources naturelles et "hommes-ressources" recherchés durant l'époque des razzias (esclaves), pendant la colonisation (porteurs, main d'œuvre forcée), et à l'époque postcoloniale (rebelles, miliciens et militants politiques) ?

Ces interrogations nous conduisent à explorer l'importance ou le poids de l'histoire dans le façonnement de l'arène politique en Centrafrique certes, mais aussi et surtout, à décrypter les capacités d'action des jeunes face aux acteurs de cette arène politique à partir des rôles et places qu'ils y occupent. Pour ce faire, plusieurs hypothèses peuvent être émises :

- L'élément historique qui s'exprime par une succession des histoires violentes en Centrafrique est un facteur explicatif fondamental de la récurrence des conflits violents en Centrafrique ;
- Ces conflits violents et récurrents, une mutation du passé, ont progressivement fait du territoire de la Centrafrique une véritable arène politique particulièrement violente, terrain ou théâtre de jeux de plusieurs acteurs dont les entrepreneurs de la rébellion ;

- Les jeunes qui grandissent dans ce contexte trouble, ont une agentivité limitée face aux divers acteurs de cette arène qui les considèrent comme des ressources au même titre que les ressources naturelles exploitables ; ce qui conduit à reproduire le cycle de la violence armée dans le pays.

Ces préoccupations ouvrent la voie à l'exploration profonde des facteurs permanents de reproduction et de pérennisation des conflits violents dans un contexte centrafricain où, malgré les multiples interventions⁵ tendant à rompre le cycle de la violence, celle-ci semble constituer une constante de l'arène politique en RCA. Par ailleurs, une prise en compte des éléments histoire et jeunesse dans l'analyse de cette arène politique permettrait à termes, de comprendre au niveau global, la radicalisation ou l'implication croissante des jeunes dans les mouvements extrémistes ou violents à l'instar des régions du Sahel et des Grands Lacs.

Dans ce qui va suivre, nous allons expliquer le pourquoi du concept d'arène qui, de notre point de vue, décrit parfaitement la situation qu'on observe sur le territoire centrafricain. Nous verrons alors comment cette arène s'est construite au fil du temps, et avec quels acteurs. Ensuite, nous insisterons sur le concept d'agentivité, c'est-à-dire les capacités d'action dont disposent les jeunes face aux acteurs de cette arène de la conflictualité en Centrafrique.

III. L'arène politique en Centrafrique et l'agentivité des jeunes

Arène politique et agentivité sont deux concepts descriptifs et analytiques mobilisés ici pour comprendre la récurrence des conflits violents en Centrafrique. Loin de décrire des situations distinctes, ces deux concepts sont complémentaires, bien que le concept d'arène soit davantage rattaché au contexte que nous explorons en Centrafrique, et celui d'agentivité, lié à la capacité d'action des jeunes sur ce territoire.

III.1- La Centrafrique, un contexte et une histoire de violence

Logé en plein cœur du continent africain comme son nom l'indique "République centrafricaine", ce pays de 623 000 km², indépendant depuis le 13 août 1960, est l'un des plus méconnus de la planète si ce n'est par le biais de ce que les médias ont l'habitude de qualifier

⁵ Béninga *et al.* (2017) rappellent que depuis 1997, la RCA a enregistré treize missions de maintien de la paix, d'où cette appellation « terre de contingents de paix ».

de "scandales"⁶, au point de faire dire à Tuquoi (2016) que la RCA est un pays oublié, qui n'est resurgi des mémoires qu'en charriant drames et violences. Nous ne sommes d'ailleurs pas surpris du constat fait par Benoît Lallau (2015) qui, même après vingt-quatre ans de recherche en Centrafrique devrait constamment expliquer "où" se trouve son "terrain", si ce n'est d'indiquer, comme le montre Lombard (2016), le centre de l'Afrique sur la carte géographique du continent pour situer ses interlocuteurs.

Ce pays, nous le disions, en plus d'être moins connu, est en retard sur le plan socio-économique, en dépit de ses multiples potentialités naturelles et culturelles. Selon la Banque mondiale (2022: 36) le pays souffre d'un niveau de pauvreté élevé qui n'a que légèrement baissé depuis les années 1980. Pire, la part de la population vivant dans l'extrême pauvreté est passée de 65,9 % en 2008 à 71,4 % en 2019 (*ibid.*). Territoire instable et marquée par la violence depuis l'époque précoloniale, la Centrafrique ne s'attire que des qualificatifs péjoratifs par comparaison aux autres pays de la sous-région : « Dernière tâche blanche » sur la carte de l'Afrique, et « cendrillon » de l'empire colonial (Kalck, 1992) ; « Etat fantôme » (ICG, N°136 déc. 2007) ; Etat en « agonie » ou en « naufrage » (Niewiadowski, 2014) ; « cœur des ténèbres » (Lallau, 2015) ; un pays au « destin volé » (Yanis, 2016) ; un « Etat de rébellion [State of Rebellion] » (Lombard, 2016) ; ou encore un « pays qui n'existait pas » (Tuquoi, 2017). La seule évocation de ces termes qui apparaissent dans les titres de certains articles et ouvrages sur la Centrafrique témoigne à suffisance qu'il s'agit d'un pays qui traine une longue histoire particulièrement sombre.

Et pour cause, l'occupation territoriale de l'actuelle Centrafrique a été consécutive à des persécutions subies par des populations vivant ailleurs (Kalck, 1992). Ces populations d'installation récente ont ensuite été longtemps suppliciées à l'époque précoloniale (Prioul, 1981 ; Téné-Koyzoa, 2006) et pendant la colonisation (Gide, 1927 ; Bellec, 2014), puis tenue en haleine dans les crises à répétition dès l'indépendance avec les coups d'État militaires réussis ou manqués (Gomina-Pampali, 2017), ou des mutineries (Ounda, 2018) et autres massacres de populations (Chauvin, 2009 ; Bissakonou, 2015). Pour certains, cette situation d'insécurité est dû à la négligence ou au manque de contrôle étatique sur une partie du territoire devenue le fief des bandits et groupes rebelles (Lombard, 2012) qui excellent dans la prédation des ressources naturelles (Chauvin *et al.*, 2015), mais aussi à la mauvaise gouvernance et à l'insécurité

⁶ C'est le cas du sacre de l'Empereur Bokassa 1^{er} (le 4 décembre 1977) suivi du massacre des élèves et étudiants (janvier et avril 1979), les coups d'Etat et mutineries, et récemment les images des atrocités commises par les groupes armés Séléka et Anti-Balaka (fin 2012, 2013 et les années suivantes) entre autres.

généralisée dans la sous-région (Niewiadowski, 2014 ; International Crisis Group, 2017), à des ingérences externes (Filakota, 2018 ; Lallau, 2015 ; Nguinza Akamgbi Kodro, 1979). Ce tableau apparaît suffisamment obscurci pour qu'un observateur même non averti en parle en des termes exclusivement positifs. La violence est devenue pour ainsi dire, consubstantielle à l'histoire de la Centrafrique. D'où nécessité de s'interroger en toute légitimité : qu'est-ce qui sous-tend la récurrence d'une telle situation en dépit des tentatives répétées d'endiguer les conflits violents en Centrafrique?

En effet, à travers cette longue histoire, on se rend aisément compte que la jeunesse se trouve au centre de ces crises. Cette jeunesse qui organise avec les adultes valides les ripostes face aux razzias (Kalck, *idem*) à l'époque précoloniale, devenue ensuite cible et victime à bas âge⁷ (Both *et al.*, 2020), parle encore d'elle dès 1928 avec son implication dans la guerre anticoloniale du *Kongo-wara* (Nzabakomada-Yakoma, 1986). Ce fut encore le cas en 1979 avec le massacre des élèves et étudiants revendicateurs sous le règne dictatorial de l'Empereur Bokassa 1^{er}, la mobilisation des jeunes militaires durant les mutineries de 1996-1997, les luttes anti-Zaraguina, les tentatives de coups d'Etat manqués ou réussis. Mentionnons enfin plus proche de nous, l'emballement de la situation sécuritaire depuis fin 2012 sur fond d'instrumentalisation politique du religieux avec une multiplication sans précédents des groupes armés (Dukhan & Planner, 2017) qui sont officiellement au nombre de quatorze selon l'"Accord politique pour la paix et la réconciliation en Centrafrique" (APPR-RCA) dit *Accord de Khartoum* (février 2019). Représentés essentiellement par les ex-Séléka et les Anti-Balaka, ces groupes armés sont composés majoritairement des jeunes. Le gouvernement central, dépourvu de moyens de coercition a cependant du mal à contenir les ardeurs de ces groupes armés (dont les mercenaires étrangers) qui profitent de cette faiblesse pour racketter les pauvres populations (si elles ne sont pas massacrées) et exploiter les ressources dont regorgent les territoires qu'ils occupent : la RCA serait devenue ce que Tuquoi (2017) a appelé le "paradis des prédateurs". Tel que décrit, tous les ingrédients sont réunis pour faire du territoire centrafricain une "arène", concept que nous explicitons dans le paragraphe suivant.

III.2- La Centrafrique comme arène politique

Comme nous venons de l'expliquer, le territoire centrafricain a été longtemps marqué par les conflits violents et récurrents. Pour comprendre ce contexte de trouble persistant, nous

⁷ Nguinza Akamgbi Kodro (1978) avance par exemple qu'à l'époque coloniale, la culture du coton, du café et la cueillette du caoutchouc étaient obligatoires pour tout homme et toute femme à partir de 10 ans.

proposons le concept d'*arène politique*, cher à la science politique, très usité en anthropologie politique et en anthropologie du développement entre autres.

Historiquement, la notion d'*arène* est apparue en référence aux *corridas* (espagnoles), ces courses de taureaux organisées dans un espace clos de combat (d'abord des places fermées, ensuite des amphithéâtres circulaires spécifiquement dédiés). L'*arène* constitue donc *à l'origine un lieu d'affrontement et de violence*. Sa transposition dans l'univers politique véhicule l'idée d'une confrontation brutale et elle fait sens dans cette acception, aussi bien dans le langage courant que pour ses développements plus savants. Dans le sens où nous l'entendons, une *arène* est « Une scène, territoriale ou politique, d'interactions entre les individus en lien avec des luttes institutionnelles, un lieu où les acteurs politiques interagissent, s'affrontent, exercent le pouvoir ou y résistent, mais sans que l'issue des négociations ^[8] soit mécaniquement maîtrisée ou instrumentalisée par une catégorie d'acteurs » (Faure, 2013, déf. de l'entrée). Dans l'*arène*, il y a donc une scène avec de multiples acteurs (visibles ou invisibles⁹) qui disposent des marges de manœuvre ou capacités d'action basées sur des ressources et pouvoirs variables (Sardan, 1993).

Olivier de Sardan considère que c'est peut-être dans le contexte des analyses de Bailey que le terme *arène*, emprunté à la science politique, est le plus significatif. En effet, ce dernier voit la vie politique, nationale comme locale, en termes de « jeu »¹⁰, où se confrontent et s'affrontent les acteurs sociaux autour de leaders et de factions. « L'*arène* est, au fond, l'espace social où prennent place ces confrontations et affrontements », un lieu où « des groupes stratégiques hétérogènes s'affrontent, mus par des intérêts (matériels ou symboliques) plus ou moins compatibles » (Olivier de Sardan, 1995 : 232, 227-228).

Conscient de son caractère polysémique, le concept d'*arène* sera utilisé ici pour désigner essentiellement le « lieu » (Kasfir, 1976 ; Bako-Arifari, 1995, cités par Dartigues, 2001) où prennent place ces affrontements d'acteurs et leurs divers intérêts. Ce « lieu » sera donc la République centrafricaine et l'espace ou la scène socio-politico-militaire, le niveau national

⁸ Norman Long avec la notion d'interface, ou Thomas Bierschenk avec la notion d'*arène*, présentent ces « lieux » comme étant aussi des « espaces » de *négociation* (Dartigues, 2001), donc pas seulement de *confrontation*.

⁹ Comme le rappelle Swartz (1968, cité par Dartigues, 2001), ces acteurs peuvent être présents ou absents. Bailey (*ibid.*) parle à ce propos du « monde extérieur » (donc opposé au monde intérieur), le fait que tous les groupes ou individus ne sont pas présents physiquement dans l'*arène*.

¹⁰ Des situations d'interaction ou de compétition (Wojcik, S., 2015).

mais aussi local¹¹ où se déroulent ces « rapports sociaux de lutte » (Dartigues, *idem* : 3). Comme le dit Bailey ([1969] 1971: 224) « Les conflits (...) offrent la plupart des caractères d'une arène de compétition : la subversion, l'affrontement, la collusion, le duel, etc. ».

La République centrafricaine offre de nos jours une configuration telle que ce concept d'arène paraît mieux la décrire : existence de multiples acteurs présents ou absents (politico-militaires, étrangers ou nationaux, ONG, enfants et jeunes délaissés, groupes armés non étatiques, miliciens pro-gouvernementaux, mercenaires, etc.) et des intérêts divers, parfois contradictoires, luttes internes et antagonismes souvent en lien avec les institutions de l'Etat, affrontements et négociations, instrumentalisations, ... Rétrospectivement, le passé précolonial et colonial centrafricain présente également une situation de prédation, d'affrontements, de compétitions et d'antagonisme : rivalités interethniques, razzias et déportations, conquête occidentale et collision avec les esclavagistes arabo-musulmans, oppressions coloniales, résistances autochtones et populaires (défense et pièges tendues aux esclavagistes, révoltes et affrontements entre colons et autochtones), expéditions punitives, etc. Sans discontinuité apparente, ces dernières années, des régions entières et une population entière (jeune essentiellement) est confrontée à une violence persistante, avec une accentuation sans précédent de celle-ci depuis fin 2012 et début 2013. Au final, la notion d'arène politique devient ici un dispositif d'élucidation à la fois descriptif et analytique pertinent pour une intelligibilité des conflits violents et récurrents survenus en Centrafrique. Cela conforte ce regard à la fois historique et anthropologique dans la mesure où, l'arène implique également l'idée d'une construction progressive au fil du temps, et inscrit dans un long processus.

Cela dit, il nous faut noter en revanche que le concept d'arène politique, loin de donner une description complète de la situation observée en Centrafrique, comprend aussi quelques limites. C'est ce que souligne Laurent Dartigues (2001) qui précise que l'intelligibilité immédiate produite par le concept d'arène n'est probablement pas sans rapport avec la conceptualisation d'un espace plus ou moins clos de luttes. Ramené à notre sujet, cela reviendrait à considérer la Centrafrique comme un territoire renfermé. Or, il est de notoriété que les crises centrafricaines ont non seulement une dimension régionale (Marchal, 2009 ; Chauvin *et al.*, 2015), mais sont également insérées dans la géopolitique internationale (Béninga *et al.*, 2017). Par contre, pour

¹¹ Laurent Dartigues rappelle que Ted C. Lewellen (1983) circonscrit l'arène à l'intérieur du champ et note cependant qu'en règle générale on utilise indifféremment l'un des termes pour l'autre et vice versa. Olivier De Sardan (1993) considère également le niveau local (le développement local) comme un "champ" politique local.

les acteurs jeunes, cet espace (la RCA) reste relativement clos, et ce lien/insertion dans les réseaux externes passe donc indirectement par d'autres acteurs en l'occurrence les hommes politiques, les politico-militaires, les chefs rebelles, les mercenaires et chefs de guerres, les ONG, etc. Considérant avec Olivier de Sardan (2013) que les acteurs qui évoluent dans une arène sont tous dotés de pouvoirs inégalement distribués, il y a lieu de s'interroger sur la capacité à disposer de ce pouvoir chez les jeunes en Centrafrique dans une configuration aussi complexe qui les a vus naître et où ils jouent également des rôles. Car l'exercice même d'une capacité d'action stratégique (*strategic agency*) implique une base de pouvoir, de même que la maîtrise d'un horizon plus large et des conséquences de ses actions à long terme sous forme de gains ou de profits politiques (Alcinda Honwana, 2000). En supposant leur non maîtrise des horizons de leurs engagements au-delà du niveau local et national (dans une moindre mesure), les jeunes ne deviennent-ils pas des ressources pour d'autres acteurs dotés de pouvoirs plus importants ? Avant d'aller plus loin, tâchons de décortiquer d'abord ce concept d'agentivité (*Agency*).

III.3 *Agency*¹² et la position de la jeunesse dans l'arène politique en RCA

Commençons par rappeler ici que le concept d'arène que nous venons d'expliquer est inscrit dans une approche dite « orientée vers les acteurs » et inspirée de Anthony Giddens ([1984] 1987) dans sa théorie de la structuration qui met l'accent sur les capacités d'action humaine (*human agency*) des acteurs au sein d'un système avec lequel ils interagissent. La notion d'arène étant liée au contexte du pays dans cette thèse, celle d'agentivité permet d'élucider le positionnement et les capacités d'action des jeunes à agir ou réagir comme acteurs dans cette arène, et liée à leurs comportements pragmatiques en relation dialectique avec l'arène (Olivier de Sardan, 1995, en référence à Giddens, 1979, 1984, 1987). La notion d'arène éclaire et est donc complémentaire à celle d'agentivité dans une reconnaissance de la dialectique entre acteurs (ici les jeunes) et le système (la société centrafricaine marquée de violences). C'est dire que les individus font la société, mais sont en même temps contraints par elle comme Giddens nous le propose dans sa théorie de la structuration, laquelle nous permet d'explicitier cette relation dialectique entre les jeunes et un contexte de conflits violents et récurrents.

¹²Terme anglo-saxon difficilement traduit en français par *agenceité* ou *agentivité*, à tel point que Jerome Vidal (2010) se demande s'il ne faut pas plutôt "renoncer à traduire *agency* ?". Olivier de Sardan (1995) traduit *agency* par "agenceité", et Michel de Fornel (2013) traduit ce terme par "agentivité". Nous n'avons pas de préférence particulière pour l'une ou l'autre de ces deux traductions, même si "agentivité" semble l'emporter dans cette thèse.

Giddens considère en effet l'action ou la capacité d'action, comme une capacité à faire quelque chose plutôt que comme l'intention de faire quelque chose. Pour Giddens (*ibid.*), l'agent est une personne ayant une certaine capacité transformatrice, dotée du pouvoir d'intervenir ou de s'abstenir. L'action est intrinsèquement liée au pouvoir, « capacité transformatrice ». Ainsi, pour être à même d'agir autrement, l'individu doit être capable d'exercer un certain pouvoir.

Cette conceptualisation s'illustre par notre cas d'étude de départ où Mike, confronté à la complexité de l'arène et la situation de contrainte qu'il vivait ensemble avec sa sœur, n'avait aucune autre option que d'accepter le secours des Anti-Balaka. Mike n'avait donc pas la capacité ni la possibilité de faire autrement. Mais comme nous l'avons souligné, au lieu d'être protégé, il finit par devenir protecteur (garde du corps) du chef de leur faction rebelle. On voit apparaître alors à quel point cette arène est transformatrice des individus, et particulièrement des jeunes. Si Mike avoue s'être porté "volontaire" pour combattre les Séléka, cela est une raison de plus pour expliquer que les actions/décisions des individus (et donc des jeunes) ne sont pas isolées, mais informés par les structures dans lesquels ils sont inscrits¹³. Pouvait-il refusé l'aide des Anti-Balaka ? Pouvait-il refusé d'être garde du corps ? La situation ne lui était pas favorable au regard du pouvoir limité dont il disposait. Plus loin, nous verrons que l'un des jeunes, garde de corps lui aussi, ayant refusé d'exécuter l'ordre de son commandant, s'est vu tiré une balle dans le bras par celui-ci. Cela corrobore le fait que les jeunes sont non seulement des innocents qui subissent les mouvements de la société du fait du faible pouvoir dont ils disposent dans un système contraignant, mais aussi comme des acteurs coupables qui font la guerre ou qui sont engagés dans les conflits violents du fait de leur poids démographique entre autres, vu que leurs conduites sont informées par ce système qu'ils contribuent également à reproduire (Alcinda Honwana, 2000 : 60-61).

Les jeunes réagissent donc en fonction des moyens (pouvoirs) dont ils disposent, car, pense Alcinda Honwana (*idem.*) à la suite de Michel de Certeau, ils disposent de « capacité d'agent tactique » (*tactical agency*) ; la tactique étant l'art du faible qui doit constamment manipuler les événements dans l'objectif de les tourner en « opportunités ». D'ailleurs, les parcours des jeunes que nous explorons dans cette thèse, démontrent à la fois une forte mobilité géographique¹⁴ de ces derniers, mais aussi une saisie au vol des événements en vue de les

¹³ C'est dire que les comportements et les décisions des oncles de Mike étaient également informés par un contexte de violence récurrente.

¹⁴ Voir Wilson (2019), notion de mobilité. Voir aussi Max Kassai (2020).

tourner en opportunités. Nous essayerons donc de démêler cette situation à travers les récits de vie des jeunes dans une tentative visant à comprendre leurs décisions, leurs actions, leurs comportements, leurs discours, leurs représentations, leurs valeurs, leurs intérêts, etc.

Une autre préoccupation émerge cependant, celle de savoir s'il y a continuité ou discontinuité dans les conflits violents en Centrafrique. L'agentivité peut encore être utile ici comme approche. Selon Bhaskar (1979, cité dans le *Dictionnaire des sciences humaines*, 1994) le concept d'*agency* comme exprimant une réalité collective intermédiaire entre l'acteur et le système, « circonscrirait des agents qui puisent dans leur passé pour y trouver une interprétation commune guidant leur action et des moyens leur permettant d'atteindre des objectifs partagés. Elle contribuerait donc à faire exister une dynamique collective ». A la lumière de l'histoire centrafricaine que nous exploreront en profondeur, il apparaît que non seulement les hommes politiques font référence au passé conflictuel pour justifier la mobilisation des jeunes (cf. Chap. IV), mais les jeunes eux-mêmes y font référence pour se prévaloir d'une invincibilité mystique sur les champs de bataille (cf. Chap. VI) dans cette arène politique particulièrement violente.

Cependant, le concept d'agentivité comporte des limites en ce sens que pour Dartigues (*idem*), se référer à la notion d'« agency » promue par Anthony Giddens, c'est assigner les acteurs à jouer en quelque sorte une partition pré-établie, celle que les normes de leur appartenance leur imposent. C'est le cas ici d'une arène politique qui imposerait aux jeunes le statut d'acteurs violents dans un contexte de conflits violents et récurrents en Centrafrique. Or, selon Alcinda Honwana (*idem*) si ces jeunes peuvent être envisagés comme des innocents, il faut comprendre qu'ils ne sont pas « ces récipients vides dans lesquels on [la société] insufflerait la violence ». Autrement dit, ces jeunes disposent d'un certain pouvoir d'agir ou de s'abstenir qui peut les rendre coupables. Nous verrons plus loin à travers la trajectoire de Mike que nous avons expliquée précédemment, qu'il a été capable, bien que faisant face à une situation difficile au quotidien, de refuser la remobilisation armée pour aller combattre de nouveau lorsque la guerre a encore éclaté en 2020, en dépit de la sollicitation de ses anciens collègues qui s'y sont par contre engagés. Si ces derniers ont contribué à reproduire le cycle de violence, Mike a été capable de s'abstenir. Enfin, et plus important pour nous dans cette thèse, que ce soit dans l'un ou l'autre cas (bourreaux ou innocents), les jeunes sont là, et constituent une constante dans l'histoire des conflits en Centrafrique.

Poursuivons cette excursion conceptuelle en abordant cette fois les notions de jeunesse, conflit et violence. Bien que les acceptions de ces concepts puissent parfois aller de soi, il importe de préciser les sens précis dans lesquels ils sont utilisés dans cette thèse.

IV. Qu'entend-on par jeunesse, conflit et violence ?

Cette thèse s'articulant autour des jeunes dans un contexte de conflits violents et récurrents en Centrafrique, il est important de préciser dans quels sens les notions de "jeunesse", "conflit" et "violence" seront utilisées.

IV.1- Acception du concept *jeunesse*

Concept à controverse, la notion de jeunesse offre une entrée stimulante pour l'analyse des conflits au regard même de la croissance démographique en Afrique et ses effets controversés. Mais que signifie exactement cette catégorie démographique appelée "jeunesse"? Qui peut être désigné comme "jeune", surtout dans le cas de la Centrafrique qui nous intéresse ici ? A cette dernière question, un cadre du ministère de la jeunesse centrafricaine nous répondait ainsi : « Quand on parle de la jeunesse, c'est une jeunesse plurielle...parce que vous avez les déscolarisés, les sans-emplois et autres...les handicapés. Et dans le cadre de ce que nous avons arrêté dans le document de politique nationale, la tranche d'âge de la jeunesse se situe entre 18 et 35 ans » (entretien avec le Directeur général de la jeunesse, Bangui, février 2018). Il en ressort que dans le cas de la Centrafrique, la jeunesse est plurielle compte tenu de sa diversité évidente (PNPJ-2, 2020).

En effet, selon la Charte africaine de la jeunesse, est jeune « toute personne âgée de 15 à 35 ans » (Union africaine, 2006 : 3). L'Assemblée générale des Nations unies quant à elle, définit les jeunes comme étant des individus âgés de quinze à vingt-quatre ans et les enfants comme des personnes ayant moins de quinze ans. Cependant, il est à noter que ces définitions, calquées sur une approche démographique, reflètent le langage normalisé de l'Occident qui appréhende la jeunesse par rapport à l'autonomie et à un statut économique stable. Or, il est connu que dans beaucoup de cultures non occidentales, le statut social de « jeune » peut durer une période plus longue ou plus courte (ACORD, 2007 : 75-75). Car, dans les sociétés africaines, la jeunesse « ...est une construction sociale et politique plutôt qu'économique ; sont jeunes, [...], tous ceux qui ne sont pas ces *vieux* seuls détenteurs du savoir et du pouvoir » (d'Almeida-Topor *et al.* (éds), 1992 : 6-7). La « jeunesse » n'est donc pas une simple question d'âge

(Debos, 2013). Comme le précisent Filip de Boeck et Alcinda Honwana (2000: 5-6), « les notions d'enfance et de jeunesse ne peuvent être fondées sur de simples critères biologiques ; elles doivent plutôt englober des variables sociales et culturelles telles que le sexe, la religion, la classe, le rôle social, les responsabilités, les attentes, la race et l'ethnicité ». Cela démontre à quel point la jeunesse est et reste socialement pensée ou conceptuellement définie comme l'ont fait les anciens travaux anthropologiques à l'instar de ceux de Margaret Mead qui a conclu au caractère variable de cette catégorie selon la société considérée (Mead 1928, cité par Gosselin, s.d.).

Cela dit, dans cette thèse consacrée au contexte centrafricain, le terme *jeune* fera référence bien-sûr aux 18-35 ans, mais avec un élargissement aux adolescents, de même qu'aux personnes ayant dépassé 35 ans, mais qui se considèrent comme "jeunes" tout en sachant qu'il y en a qui appartiennent officiellement à la catégorie d'enfants (moins de 18 ans) ou d'adultes (plus de 35 ans). Car, de même qu'il est fréquent de voir des « jeunes dépasser l'âge de la jeunesse » (Pontiggia, 2020), de même il existe au sud du Sahara comme en Centrafrique des jeunes de 45, voire de 50 ans. Leur éternelle jeunesse étant synonyme d'échec social (Leboeuf, 2014) qui peut s'interpréter comme la légitimation de l'appartenance à une même « cohorte d'âge » marquée par l'expérience du chômage et des crises à répétition, de la rébellion, etc. Ils en arrivent alors à se considérer comme constituant une « génération historique » (Rasmussen, 2020). Comme le note Gosselin (s.d.), en scrutant les marqueurs sociaux conventionnellement considérés comme signes de l'entrée dans l'âge adulte (mariage, départ du foyer familial, emploi, etc.), les chercheurs ont constaté que ces derniers surviennent en général plus tard, créant une nouvelle période floue et généralement précaire entre l'adolescence et l'âge adulte, visible en Afrique comme ailleurs dans le monde. La jeunesse renvoie donc « [...] à la condition de dépendance et l'absence d'autonomie vis-à-vis de la famille, de la communauté ou de l'État » (Diouf et Collignon, *ibid.* : 10).

Selon le Plan opérationnel de promotion de la jeunesse centrafricaine (2021), 78% de la population est constituée des 0-35 ans. Cependant, si l'on considère les 10-35 ans, les jeunes constituent 46% de la population totale; c'est-à-dire, presque la moitié de la population totale¹⁵. Si l'on prend en compte la flexibilité sur laquelle nous insistons, il va sans dire que les "jeunes"

¹⁵ En 2003, 49,4% de la population centrafricaine était constituée de jeunes de moins de 18 ans, soit presque la moitié de cette population. La population âgée de 55 ans et plus constituait 6% de la population globale et celle âgée de 60 ans et plus, 4,2% de la population totale (RCA, RGPH 2003). Ces chiffres attestent de la forte proportion des jeunes dont le nombre ne cesse de croître.

constituent la majorité écrasante en RCA. Un groupe vraiment important qui aurait dû être la priorité de tous les gouvernements successifs que le pays a connus et qui devrait être au centre de toutes les analyses sur les conflits violents dans ce pays. Dans les pages qui suivent, seront désignés comme jeunes, les élèves, lycéens ou étudiants, les ex-combattants, les jeunes combattants (rebelles ou miliciens en activité), les jeunes non armés, certains éléments des FACA, les jeunes désœuvrés, citadins et ruraux, etc. Nous parlerons aussi de jeune pour désigner indistinctement tout jeune de sexe masculin ou féminin en dépit des rôles spécifiques qui sont les leurs dans les situations de conflictualité que nous analysons dans cette thèse.

Pour être complet, abordons à présent d'autres vocables tout aussi importants qui reviendront régulièrement dans cette thèse, et plus caractéristiques de l'arène politique centrafricaine : conflit et violence.

IV.2- Conflit et violence

Depuis le début de cette thèse, nous avons adopté l'expression *conflit violent* pour qualifier la situation qu'on observe en Centrafrique. Tâchons à présent de comprendre comment nous en sommes arrivé à cette formulation en commençant par le concept de *violence* avant d'aborder celui de *conflit*.

A l'instar des autres notions en sciences sociales, la notion de *violence* apparaît comme l'une des plus analysée et donc plus controversée dans la littérature savante. Retenons pour commencer, l'une des définitions (plutôt englobante¹⁶ selon Naepels, 2006.) proposée par Françoise Héritier (1996) pour planter le décor. Celle-ci entend par violence « toute contrainte de nature physique, ou psychique susceptible d'entraîner la terreur, le déplacement, le malheur, la souffrance, ou la mort d'un être animé ; tout acte d'intrusion qui a pour effet volontaire ou involontaire la dépossession d'autrui, le dommage ou la destruction d'objets inanimés (...) » (Héritier, 1996 : 17). Dans la même veine, Jacky Bouju et Mirjam de Bruijn (eds) (2005 :5) considèrent comme violent « tout acte intentionnel visant à assujettir autrui contre sa volonté en lui infligeant une souffrance psychique [...] ou physique [...] ».

Loin de refaire le débat sur une étiologie de la violence, il faut noter que les travaux anthropologiques se sont généralement portés en faux contre les théories de la violence

¹⁶ Suffisamment englobante, cette définition nous épargne des longs débats sur les différents types de violences, telles la violence physique, psychologique, symbolique, structurelle, etc.

d'inspiration éthologique ou biologique, qui font de la violence une pulsion primordiale et une manifestation de « tendances agressives », et insistent sur le caractère culturellement codé de la violence dont l'exercice, loin d'être la simple manifestation d'une décharge instinctuelle, requerrait en toute société une ou des formes d'apprentissage (Gérard Lenclud *et al.*, 1984 : 13).

En abordant le concept de violence dans cette thèse sur la Centrafrique, il nous est inévitable d'aborder celui de *conflit*. Car nous avons déjà commencé à parler de *conflit violent*. Pour comprendre ce groupe de mots, nous ferons référence à Michel Wiervioka (1996: 93) qui entend par *conflit* « un rapport, structuré de façon plus ou moins stable ou durable. Les acteurs qui s'opposent dans un conflit, dit-il, sont des adversaires, et non pas des ennemis, et même si tout n'est pas négociable dans un conflit, celui-ci est le contraire de la violence, qui ferme l'espace de la discussion et du débat au profit de la rupture ou du seul rapport de force ». Pour Lagrange (1982, cité par Sylla, 2015 : 21), « le conflit est un processus organisé qui met aux prises des adversaires dans un duel. Il comporte des phases successives d'avances et de reculs, s'étalant sur une période longue ; pas de paroxysme unique. Sur le plan politique, il est interprétable en termes d'enjeux, d'acteurs, de stratégies ».

Certes, nous considérerons à la suite des propos de Wiervioka, que est conflit toute situation d'antagonisme et d'adversité structurellement constituée avec des possibilités de dialogue, et est violence toute rupture de dialogue et de négociation entre adversaires entraînant des situations de souffrances physique, psychologique ou autres. Par conséquent, un *conflit violent* est une situation dans laquelle les acteurs sont dans une adversité constante parfois rythmée de dialogues (et des phases d'avances et de reculs), mais dans laquelle aucune solution durable n'est trouvée au conflit, conduisant à des éclats récurrents de violences. Cela dit, nous utiliserons à travers les lignes qui suivent la formulation *conflit violent* pour parler des pics de violences survenues en Centrafrique, car nous postulons que la Centrafrique, au vu de la récurrence des crises violentes qu'elle a connues (et qu'elle connaît encore), vit dans une situation quasi permanente de conflit. Cela n'exclut pas que nous utiliserons les concepts de violence ou de conflit pour désigner les réalités que chacun de ces concepts exprime spécifiquement comme ci-haut explicité.

Enfin, adoptant une posture méthodologique, il est à considérer avec Turner (1957, cité par Laurent Dartigues, 2000) que le conflit constitue une épreuve (du point de vue de l'observateur) permettant de dévoiler, à partir de situations concrètes, le fonctionnement de la société dans sa continue transformation. D'une certaine manière (dans un paradigme fonctionnaliste et

méthodologique notamment), le conflit, débarrassé de toute connotation négative, se trouve au cœur de l'interprétation de la vie sociale (Gluckman, 1956) ; même s'il apparaît que les conflits peuvent aussi bien mener à la désagrégation d'un ensemble social qu'à sa reproduction (Olivier de Sardan, 1995). C'est dire que le concept de conflit permettra non seulement de comprendre le fonctionnement de l'arène politique en RCA, mais aussi de saisir la réorganisation/transformation de la société centrafricaine.

Terminons ce paragraphe en précisant que les concepts conflit, violence et crise, sont si souvent tellement liés qu'ils finissent par être parfois pris comme des synonymes. Quant au concept de guerre, il est le stade suprême de la crise et du conflit dont la violence (organisée) en est le trait essentiel (Sylla, *idem*). Dans le cas de RCA, on a souvent parlé de guerre civile (angl. *inter-state war*), ce qui place le pays dans le sillage des « nouvelles guerres » (Badie & Vidal, dir., 2016) ou des « guerres contemporaines » dont la définition suivante corrobore cette situation d'arène politique caractérisée par

la présence sur les théâtres d'affrontement de belligérants qui n'appartiennent à aucune troupe régulièrement constituée, mais a des groupes, plus ou moins formels et organisés, plus ou moins mobiles et éphémères, plus ou moins politisés ou criminels, composés de rebelles, de partisans, de miliciens, d'activistes, de terroristes ou de mercenaires, aux loyautés sociales et politiques qui les placent en décalage et en opposition aux Etats, et employant des moyens de combat dont le spectre va des plus conventionnels aux plus répréhensibles (Azzellini & Kanzleiter, eds, 2003, cité par Linhardt & Moreau de Bellaing, 2013).

Cette excursion conceptuelle achevée, tâchons à présent de donner un aperçu du contenu de cette thèse avant de nous plonger de manière détaillée dans les débats.

V. Structure de la thèse

Cette thèse est structurée en sept chapitres dont le chapitre introductif (chapitre I). Au deuxième chapitre, nous présentons Bangui et Paoua, respectivement zones urbaine et rurale, comme des terrains pertinents pour la recherche sur les jeunes et les conflits violents en Centrafrique. Nous y abordons aussi le contexte de précarité dans lequel les nombreux jeunes vivent dans ces contrées. Considérés comme les « points chauds » en termes d'instabilité en Centrafrique, Bangui et Paoua illustrent parfaitement les conflits violents et récurrents auxquels les jeunes sont confrontés dans le pays à travers l'histoire. Suite logique du deuxième chapitre, le chapitre trois présente les contextes d'instabilité durant lesquels nous avons effectué les collectes de

données empiriques, et les bricolages méthodologiques auxquels nous avons recourus sur des terrains aussi bien sensibles que difficiles, illustrant par la même occasion la situation d'arène politique particulièrement violente en Centrafrique. Étant Centrafricain et jeune nous-même ayant vécu les derniers conflits violents, nous avons pu comprendre que l'endoethnographie a été bénéfique dans certains cas, mais préjudiciable dans d'autres. Ce chapitre s'achève avec la présentation du cadre de traitement et d'analyse des données recueillies.

En répondant à la question de savoir comment s'est formée l'arène politique au fil de l'histoire de la Centrafrique, et quels rôles y ont joué les jeunes, le chapitre quatre décrit la construction de l'arène politique (au cœur de laquelle évoluent les jeunes) au fil de l'histoire (précoloniale, coloniale et postcoloniale) de la Centrafrique. Dans ce chapitre, nous démontrons que les conflits violents actuels s'inscrivent dans la continuité des violences qui ont jalonné toute l'histoire du territoire centrafricain, et que les jeunes ont été depuis fort longtemps au cœur des actes de violences et ripostes communautaires. Les situations de prédation au sein desquelles les populations dont les jeunes ont été fort longtemps prises comme des ressources par les acteurs externes et internes y sont également explicitées.

Au chapitre cinq, nous prolongeons la réflexion sur l'arène politique en terre centrafricaine en analysant les conditions d'apparition des milices armées ou groupes de rébellion, de leur fusion et/ou éclatement en plusieurs sous-groupes et de leur perduration comme principaux acteurs de violence. Nous y montrons que les milices et groupes armés en Centrafrique s'inscrivent dans une continuité avec le passé et qu'ils constituent *in fine* une mise à jour des anciennes traditions de défense/riposte communautaire à la faveur d'un contexte toujours aussi favorable. Nous en concluons que les groupes armés en Centrafrique ne doivent pas être saisis comme des structures statiques à démanteler à l'arrêt des combats, mais appréhendés à travers leurs capacités à changer et s'adapter pour se pérenniser. Les chapitres quatre et cinq ont donc le mérite de décrire la construction de l'arène politique (chapitre IV), la résurgence et la pérennisation (chapitre V) des conflits dans cette arène en Centrafrique via les acteurs armés non étatiques.

Dans une démarche biographique, le chapitre six examine les parcours des jeunes impliqués dans les groupes armés en Centrafrique, en répondant à la question de savoir "qui sont les jeunes rebelles et miliciens?". Centré sur les itinéraires des acteurs jeunes de cette arène politique, nous y décrivons le processus par lequel ceux-ci deviennent des combattants rebelles, puisqu'en dépit

d'un contexte de conflits violents et récurrents, tous ne choisissent pas la voie de la violence armée. À travers ce chapitre, nous explorons en profondeur la capacité d'action (agentivité) des jeunes dotés de pouvoirs limités, mais pris dans une interaction avec un contexte contraignant qu'ils contribuent à reproduire. Le chapitre sept fait entrer dans le débat les chefs rebelles et leaders des factions rebelles qui disposent de pouvoirs plus importants sur les jeunes : les commandants de zones ou "com-zones" et le système de réseaux qu'ils mettent en place pour maintenir ces jeunes dans leurs sillages. Nous y montrons que non seulement les enfants et jeunes sont devenus des ressources durant et après les conflits pour leurs commandants, mais que le pouvoir de ceux-ci sur ces enfants et jeunes est renforcé par d'autres acteurs tels ceux de la protection de l'enfance pour qui les "com-zones" sont un passage obligé pour atteindre les enfants et jeunes à démobiliser. Cela illustre la complexité de cette arène politique dans laquelle il est difficile pour les jeunes de sortir. D'une certaine manière, le chapitre six aborde l'agentivité des jeunes dans une société déstructurée, et le chapitre sept traite de cette agentivité des jeunes face à leurs commandants et autres acteurs dans une relations dialectique.

Enfin, pour clore notre argumentation, nous précisons dans la conclusion générale en quoi depuis fort longtemps, les jeunes en terre centrafricaine font objet d'exploitation au même titre que les ressources naturelles exploitables par l'homme pour répondre à ses besoins.

CHAPITRE II

PRESENTATION DU CHAMP DE L'ETUDE : BANGUI ET PAOUA COMME « POINTS CHAUDS » DES CONFLITS VIOLENTS EN CENTRAFRIQUE

Introduction

Les données contenues dans cette thèse avec les analyses qui en découlent, même si elles visent à expliquer une situation plus globale, proviennent particulièrement de deux zones de la Centrafrique : Bangui au sud et Paoua au nord-ouest. Cela dit, pourquoi avoir choisi de mener cette recherche à Bangui et à Paoua parmi la multitude des choix possibles qui s'offraient à nous ? Autrement dit, qu'est-ce qui fait de ces deux sites des contextes appropriés pour cette recherche ? Pour répondre à ces questions, nous allons dans ce qui va suivre, faire une présentation de ces sites de recherche, puis montrer la pertinence de ces choix quant à la question principale des jeunes en lien avec les conflits violents de longue durée dans l'arène politique en Centrafrique.

Distanciées l'une de l'autre de plus de 499 kilomètres (Nzossaya, 2006 :13), Bangui et Paoua ont des caractéristiques divergentes, voire antinomiques (zone urbaine d'un côté et rurale de l'autre), mais partagent aussi des traits communs (conflits violents et récurrents, population nombreuse et jeune, emplacements frontaliers). Ancien poste colonial devenu capitale de la République centrafricaine et siège du pouvoir politique, Bangui est souvent touchée par les différentes crises que la Centrafrique a connues. Elle est également la plus grande ville du pays où l'on retrouve toutes les couches de la population centrafricaine dont la majorité jeune. Pour ce qui est de la thématique qui nous concerne ici, choisir Bangui est particulièrement pertinent du fait qu'elle a été le point de départ de la colonisation d'où est partie nombre d'abus impérialistes que nous décrivons plus loin (*cf. infra* chap. IV), mais aussi pour avoir connu la toute première révolte des jeunes de grande envergure en Centrafrique post-indépendante (Germain, 2000). De même, Bangui est aussi directement touchée par tous les coups d'Etat (manqués ou réussis) survenus dans le pays avec leurs cohortes d'actes violents.

Quant à Paoua, elle fut jusqu'à une époque récente (janvier 2021), une ville et sous-préfecture du nord-ouest du pays. Densément peuplée mais faiblement urbanisée, comme c'est le cas des autres villes du nord-ouest centrafricain (Chauvin, 2014), Paoua est une zone rurale dominée par les activités agricoles. Au regard de son éloignement de la capitale et sa proximité avec le sud instable du Tchad, Paoua a souvent été touchée par les conflits armés internes avec la naissance de plusieurs groupes armés non étatiques, et a la particularité d'avoir connu le premier

groupe rebelle formel sur le territoire centrafricain post indépendant (*cf. infra* chap. V). Bangui et Paoua partagent donc d’une certaine manière, les caractéristiques de « points chauds » des conflits en Centrafrique si l’on considère l’histoire de ce pays en lien avec les conflits armés.

Ajoutons que pour des raisons de la densité de leurs populations, chacune de ces deux contrées ont été érigée en préfecture. Bangui est devenue une préfecture autonome, alors qu’elle faisait partie de la préfecture de l’Ombéla-Mpoko ; et Paoua n’est plus une ville et sous-préfecture de l’Ouham-Péndé, mais est devenue le chef-lieu d’une nouvelle préfecture appelée Lim-Péndé à la suite d’une loi (numéro 21-001) relative aux circonscriptions administratives adoptée par les députés et promulguée par le chef de l’Etat le 21 janvier 2021.

Au cours du présent chapitre, nous allons présenter de manière détaillée ces deux sites de recherche. Tour à tour seront abordés les aspects historiques, démographiques, socio-économiques et sécuritaires de Bangui d’abord, puis de Paoua. Enfin, loin de chercher à faire systématiquement des comparaisons (même si cela est inévitable par endroits), il s’agira de comprendre une situation globale à partir de deux contextes distincts, mais représentatifs.

Carte N° 1 : localisation des sites de l’étude sur la carte de la RCA : Bangui et Paoua



I. BANGUI, POINT DE DEPART ET DE CHUTE DE LA VIOLENCE ARMEE EN CENTRAFRIQUE

I.1- Un ancien poste colonial à installation difficile devenu capitale

D'après Jean Cantournet (1986), le nom « Bangui » en langue Bobangui signifie « les Rapides¹⁷ », en référence aux rapides de la rivière Oubangui qui se situent juste en amont du lieu de l'implantation du poste de Bangui en face de Zongo (ancien poste colonial de l'Etat Indépendant du Congo, actuelle RDC). Poste colonial à l'origine, Bangui a été créé le 26 juin 1889 par Alfred Uzac qui le confie à Michel Dolisie (frère de Albert Dolisie -Administrateur de Brazaville¹⁸- qui en a ordonné la fondation le 10 mai 1889) (Villien *et al.*, 1990 :20).

En ce qui concerne les circonstances de la création du poste colonial de Bangui, François Villien *et al.* (*idem* : 19-20) proposent de replacer l'événement dans le contexte politique des rivalités coloniales de l'époque, et plus particulièrement la concurrence franco-léopoldienne sur les rives de l'Oubangui. Car le poste français (Bangui) est installé sur la rive droite le lendemain même du jour (25 juin 1889) où le capitaine Van Gèle a fondé sur la rive gauche, un peu en amont et à la hauteur des rapides, le poste Belge de Zongo (actuelle RDC).

L'histoire nous apprend que face au difficile franchissement des rapides de Bangui par les explorateurs, un emplacement avait été initialement choisi en aval à quatre kilomètres desdits rapides, puis transféré plus en aval encore à 6 kilomètres à cause d'un environnement inhospitalier (zones inondables, marécages malsains, populations hostiles et redoutables). Il a finalement été rapproché des rapides d'abord à 300m (à l'aval), puis replacé sur les rochers même des rapides appelés « rochet de l'artillerie¹⁹ » dès la fin de 1892 ou le début 1893 (Villien *et al.*, *idem* : 22). Ce rapprochement fait suite à un rapport mensuel de Chavannes datée du 15

¹⁷ François Villien *et al.* (1990) ajoutent que d'après une tradition orale [les auteurs ne précisent pas laquelle], le mot *Bangui* ne se rapporterait pas aux rapides mais désignerait plutôt un arbre à bois rouge et très dur, sans doute l'iroko, qui, se trouvant à proximité desdits rapides servaient de point de repère aux habitants. Toutefois, la signification « rapides » semble la plus répandue dans la littérature écrite (Villien *et al.*, 1990 ; Boulvert, 1993).

¹⁸ La conquête du territoire de l'actuelle Centrafrique se faisait uniquement par voie d'eau, et depuis le poste de Brazaville fondé en 1880 par Pierre Savorgnan de Brazza (jeune officier de marine française d'origine italienne) qui jeta ainsi les bases du Congo français (Téné-Koyzoa, 2006). Les difficultés d'accès au poste de Bangui ont même fait germer l'idée de son abandon à un moment donné. Cependant, il a été maintenu car étant le seul poste français véritable point de départ et étape obligatoire de la marche vers le Tchad et le Nil en cette fin du XIXe siècle (Auzias, *et al.*, 2017-2019; Villien *et al.*, 1990; Molion, 1992).

¹⁹ Emplacement actuel de l'Hotel Oubangui, ancien Hotel Sofitel, cet endroit représentait un bon site pour se défendre aussi bien contre les inondations que contre les attaques et les rapines des populations autochtones (Villien *et al.*, 1990: 22). Jacques Serre (s.d.) avance que c'est pour des raisons de sécurité que Ponel a changé l'ancien emplacement pour installer le poste trois-cents mètres en aval du "Rocher de l'artillerie" en juin 1890. Puis, en 1891, le poste, à la suite d'une inondation, s'installe sur les pentes de la colline qui forme l'étranglement du fleuve.

septembre 1889 dans lequel il regrettait que le poste de Bangui ait été installé aussi loin [à six kilomètres] des rapides²⁰ (donc loin du poste de Zongo sur le côté opposé). Le rapport de l'explorateur Cholet sur l'occupation de l'île de Zongo par les Belges ne pouvait que confirmer l'impression initiale de Chavannes qui envoya des recommandations pour faire rapprocher des rapides le poste français (Cantournet, *idem*). Ce qui confirme l'idée d'une concurrence franco-belge sur l'Oubangui quant à l'occupation du territoire actuelle de la Centrafrique²¹.

Il est à noter cependant que l'installation du poste de Bangui s'est accompagnée de quelques démêlés avec les populations environnantes. Outre le caractère inhospitalier de l'environnement naturel, il y a eu en effet, des hostilités entre colons et autochtones. A titre d'exemple, après la fondation du poste de Bangui et le pacte de sang conclu avec les autochtones, un chef de poste, M. Musy est laissé à Bangui. Mais en voulant séparer les habitants de deux villages, il est tué le 2 janvier 1890 avec plusieurs de ses hommes (Brégeon, 1998 ; Flichy de la Neuville (dir.), 2014). Dès lors, on va assister à la montée d'un esprit de vengeance de la part des colons pourtant supérieurs techniquement. Comme le note Christian Prioul (1981), les explorateurs qui viendront après vont se prémunir afin de prévoir de tels incidents. Il en résultera donc de lourdes conséquences pour les populations. Les événements subséquents ne seront donc pas dénués de représailles intentionnelles. Si on considère que l'acte des autochtones consistait à défendre leur territoire de la présence d'un envahisseur, il a au contraire engendré une violence vindicative envers les populations locales hostiles. Ainsi, point de départ de toutes les missions coloniales dont la conquête du Tchad, Bangui sera aussi le point de départ de toutes les dérives sanglantes sur lesquelles nous reviendrons.

Capitale de l'Oubangui-Chari depuis décembre 1906 (Téné-Koyzoa, 2006 : 48), érigée ensuite en commune mixte en 1911, l'ancien poste colonial devenu capitale de la RCA en 1958 (Villien *et al.*, *idem* :3) est située entre 4°21' et 4°26' de latitude nord et entre 18°32' de longitude est. Géographiquement située au sud de la RCA, la ville de Bangui est limitée au sud par le "fleuve" Oubangui (frontière naturelle avec la République démocratique du Congo), à l'ouest et au nord par la commune de Bégoua, et enfin à l'est par une partie de la commune de Bimbo. Bangui couvre une superficie de 67 km² avec une densité de 8548,36 habitants au km² en 2003, soit

²⁰ Chavannes assurait alors à Libreville l'intérim de commissaire général [de Brazza] et ses rapports mensuels tenaient Paris informé des événements (Cantournet, *idem*).

²¹ Voir aussi à ce propos Tuquoi (2017) sur les détails sur les rivalités entre Français et Belges sur le partage de ce territoire.

environ 1508 fois la densité de la RCA (RCA, RGPH, 2003). Avec environ 812 407 habitants d'après le résultat de la cartographie censitaire numérique du RGPH-4 (ICASEES, 2021), la population de la ville de Bangui a sensiblement augmenté²² de nos jours, si nous y ajoutons les nombreuses personnes déplacées qui sont venues de l'arrière-pays où la vie est devenue un calvaire, consécutivement à la dégradation de la situation sécuritaire dans le pays depuis fin 2012 et début 2013. Essayons maintenant de voir ce qu'il en est de la composition de cette population et ses effets sur la stabilité à Bangui.

I.2- Peuplement de Bangui, un précédent aux confrontations interethniques

Historiquement, l'espace actuel de la ville de Bangui était occupé par les populations désignées sous les noms génériques de Bondjo, de Ngbandji, de Ndris et de Bouzerou (Villien *et al.*, *op. cit.*). Par suite de l'exode rural, Bangui est globalement occupée par les différents groupes ethniques du pays qui se sont installés en fonction de leurs origines et de leurs provenances, excepté le secteur administratif et commercial, ainsi que d'autres quartiers lotis dits des « évolués » (Lakouanga, Sica, Castors). Comme l'expliquent François Villien *et al.* (*idem* : 111), « De par son origine essentiellement rurale, elle [Bangui] comprend des personnes venues de tout le pays. [...] Ici les peuples se côtoient sans vraiment se mêler et le creuset n'en est encore qu'à ses balbutiements. La population de Bangui est marquée par la toute-puissance du facteur ethnique ».

Ainsi, les Mbati et les Ngbaka qui peuplent le sud-ouest du territoire centrafricain, occupent la partie sud-ouest de Bangui, avec une présence plus affirmée dans la commune adjacente de Bimbo. Les Gbaya majoritaires à l'ouest du pays se sont établis au nord-ouest de Bangui en fonction de leur entrée dans la capitale. Il en est de même pour les populations Yakoma au sud-est et les Banda à l'est de Bangui. Toutefois, le tableau ethnique de Bangui n'est pas figé ; il évolue constamment. Selon François Villien *et al.* (*idem*, 117), le schéma habituel d'implantation d'une ethnie près de la route conduisant vers son lieu d'origine est contredite par une ethnie : les Banda qui sont disséminés sur l'ensemble de l'espace urbain. Certains quartiers populaires, proches de la vie européenne deviennent alors polyethniques. Ce phénomène est aujourd'hui amplifié par le manque de place dans les quartiers mono-ethniques qui poussent de plus en plus les migrants à s'installer au hasard des terrains disponibles. A cela

²² Plus exactement 1 425 276 en regroupement avec les communes de Bimbo et Bégoua depuis 2021 (Cf. Loi 21-001 relative aux circonscriptions administratives de la Centrafrique) dans le Grand Bangui (ICASEES, 2021).

s'ajoute le fait que les habitudes de vie à Bangui tendent vers un style de vie occidental-centré où la famille élargie se rétrécit peu à peu ; certains jeunes préférant vivre à l'écart de leurs parents et de la belle famille.

Signalons que si ces regroupements et occupations spatiales fortement liés à l'appartenance ethnique comportent l'avantage pour les nouveaux arrivants de se retrouver dans un environnement familial, il comporte l'inconvénient d'une manipulation à des fins politiques au point de donner lieu à ce qu'Emmanuel Chauvin (2009) appelle « une configuration préconflictuelle de la ville ». C'est le cas en 2001 où suite au coup d'Etat manqué du général André Kolingba (sudiste), les habitants des quartiers du sud de Bangui, majoritairement Yakoma ont été persécutés car accusés d'être complices de l'auteur du coup d'Etat qui appartient à cette ethnie. On a même assisté à la mise en place des « barrières ethniques » dans les rues de la capitale où étaient examinés les faciès, le nom et l'accent des passants (*ibid.*). Ce qui donne le ton d'une figure emblématique des conflits violents à la ville de Bangui.

I.3- Bangui, capitale emblématique des conflits violents en Centrafrique

Située au bord du "fleuve Oubangui"²³, la ville de Bangui est gérée par un Maire et est divisée en huit (08) arrondissements (elle est passée à 10 arrondissements depuis janvier 2021). Chaque arrondissement est placé sous la responsabilité des Présidents de délégation spéciale et conseillers municipaux et subdivisé en des groupements (administrés par des chefs de groupe) qui regroupent des quartiers (gérés par des chefs de quartiers).

A la fois capitale politique et économique de la RCA, Bangui concentre la quasi-totalité des activités du secteur moderne telle que l'administration centrale et tous les services qui y sont liés, les industries et les commerces, les grandes infrastructures scolaires (dont l'unique université publique du pays) et les équipements, sans partage équitable avec l'arrière-pays (RCA, RGPH, 2003). A elle seule, la ville de Bangui concentre également l'ensemble des départements ministériels et les autres institutions nationales et internationales. Elle héberge le siège de la Présidence appelé "Palais de la Renaissance" ainsi que le Parlement et la Primature.

²³L'*Oubangui* est en réalité une rivière par rapport au fleuve Congo dont il est l'affluent. Cependant, dépassant la taille de nombreux fleuves africains ou européens, on en est venu à lui accorder ce statut de *fleuve*. Cela relève aussi probablement des raisons d'ordre économique: parler de *fleuve* à des potentiels investisseurs est théoriquement représentatif de grandeur que parler de *rivière*. Dans *Le bassin de l'Oubangui*, Callède et al. (2009) n'utilisent que le terme *rivière*. Les auteurs ne parlent de *fleuve* qu'en référence à ce « grand et beau cours d'eau qui mérite bien son appellation de *fleuve* donnée par les banguiquois ».

Excepté quelques rares services déconcentrés de l'Etat qu'on retrouve dans l'arrière-pays, tout se passe à Bangui²⁴.

En dépit du degré de centralisation administrative dans cette capitale, unique ville vraiment urbaine de Centrafrique, Adrien-Rongier (1981), en la présentant dans une perspective urbanistique révèle une grande dichotomie révélatrice de la réalité socio-économique de cette ville; une vieille observation qui reste étrangement d'actualité quarante ans plus tard. Cette dichotomie, nous dit l'auteur, fait de Bangui une ville constituée :

[...] d'une part d'une cité administrative, commerciale et résidentielle, établie à l'emplacement de l'ancien poste colonial, entourée de quartiers lotis et, d'autre part, des *kodro*, quartiers qualifiés de « spontanés » par le système administratif, éloignés parfois de plusieurs kilomètres du centre [ville] où vit et travaille la plus grande partie de la population banguissoise.

Il n'y a pas d'électricité, excepté le long des axes principaux et dans quelques établissements publics, et l'approvisionnement en eau se fait au moyen de quelques rares bornes-fontaines, de sources et de marigot. (Adrien-Rongier, 1981: 93).

Bangui n'aurait pas été ainsi au départ. Devenue capitale de la République centrafricaine dès l'accession du pays à l'indépendance en août 1960, elle offrait une splendeur et une beauté qui répondait au défi de la modernité. En effet, le charme de cette capitale centrafricaine a toujours fasciné par le passé à telle enseigne qu'un journaliste européen l'avait surnommée en 1934, « Bangui la coquette » (Papoto, 2017 : 4). Mieux encore, en 1963, ajoute l'auteur, le célèbre homme politique ghanéen Kwame Nkrumah avait proposé à ses homologues de l'époque que Bangui soit le siège de l'Organisation de l'Unité africaine (OUA), mais en vain.

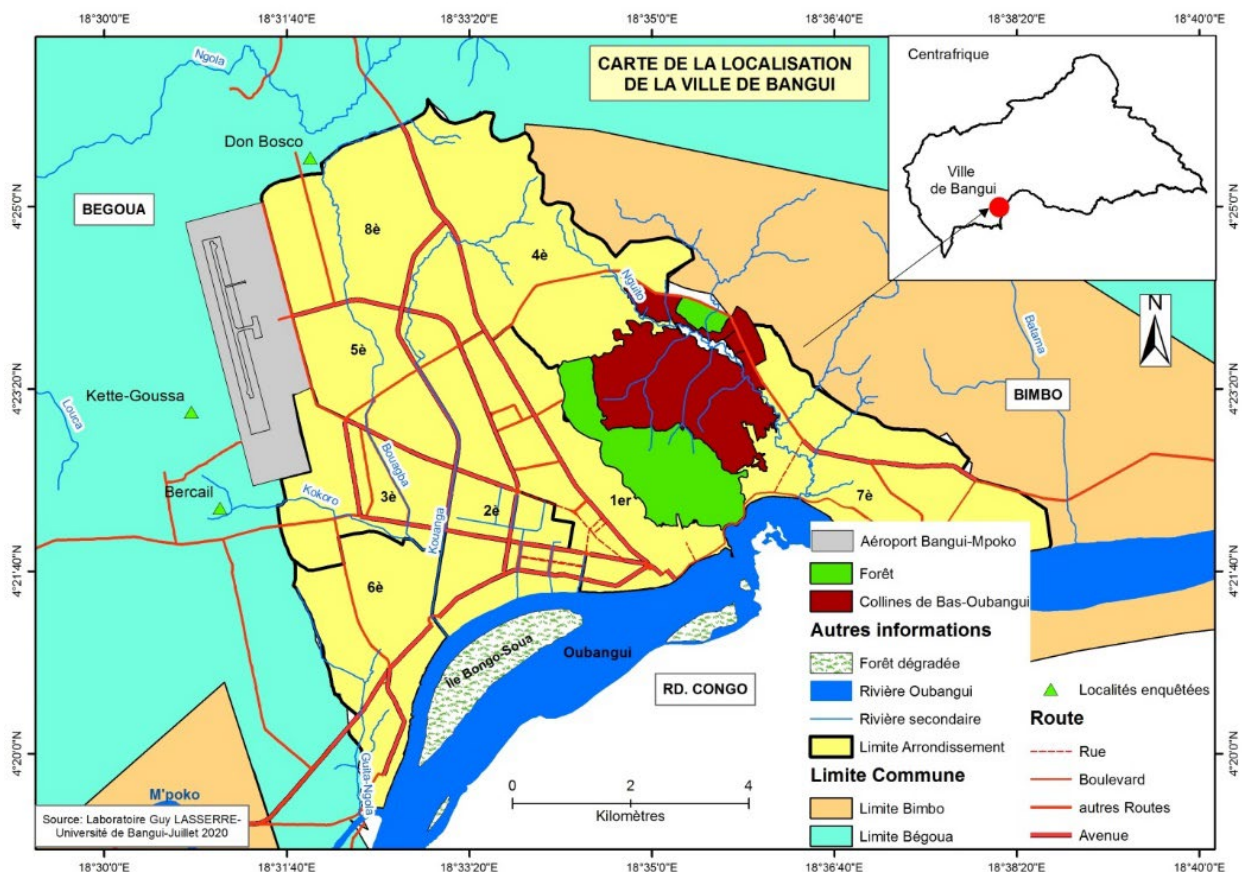
C'est dire que consécutivement aux crises sécuritaires répétitives survenues après les indépendances, l'agrandissement de la ville de Bangui n'est pas allé de pair avec son urbanisation : elle a donc stagné ou a régressé. Ainsi, à la suite des mutineries de 1996-1997, des coups d'Etat et les soubresauts militaro-politiques subséquents, des voix s'élèvent pour décrier la descente aux enfers de la capitale centrafricaine que d'aucuns qualifient désormais ironiquement de "Bangui, la roquette" (Finn Church Aid, 2014 ; Kassaï, 2015 ; Nasser Talel, 2021). Cela en référence aux détonations récurrentes des lances roquettes et armes lourdes qui font de Bangui un théâtre d'affrontements militaires, et pour signifier ce changement de « Bangui (ville) de charmes » à « Bangui (ville) de bombes » (Banque mondiale, 2016). Pour Papopto (*ibid.* :4), cette capitale n'émet simplement plus les mêmes échos d'antan en raison de la dépréciation de

²⁴ Par exemple, malgré les multiples plaidoyers auprès du gouvernement depuis 2021, l'obtention d'une nouvelle carte d'identité est conditionnée à la présence physique du demandeur à Bangui, quelque soit son lieu de résidence et les défis sécuritaire ou l'éloignement dont il fait face (Radio Ndéké-Luka, 04 mai 2021).

ses principaux critères d'attractivité urbaine, c'est-à-dire la dégradation généralisée de son cadre physique avec des rues poussiéreuses, un environnement méprisable en comparaison avec les autres grandes métropoles mondiales.

Carte N°2

Ville de Bangui (avec ses 8 arrondissements) et les communes adjacentes de Bimbo et Bégoua



✓ Bangui, un choix pertinent pour les études sur les jeunes et les conflits en RCA

Au regard de ces caractéristiques de la ville de Bangui (ancien poste colonial, capitale politique et économique, mais aussi théâtre des affrontements armés), parler des jeunes en lien avec les conflits violents en Centrafrique, c'est inévitablement choisir comme terrain la ville de Bangui où près de la moitié de la population (47%) a 18 ans (RCA, RGPH, 2003). Toutes les franges de la population centrafricaine dont la majorité jeune, tous les groupes ethniques et religieux y sont représentés et sont donc touchés d'une manière ou d'une autre par les crises qu'a connues la Centrafrique. Il est à comprendre que depuis l'indépendance (13 août 1960) jusqu'à nos jours, la quasi-totalité des conflits violents, quelles qu'en soient les formes, ont touché la ville de

Bangui : révoltes, coups d'Etat manqués ou réussis, mutineries, grèves, marches de protestations suivies ou pas de répressions, etc.

Bangui apparaît donc comme un terrain de prédilection pour qui veut investiguer le domaine des conflits violents survenus en Centrafrique. Ce choix a quelque chose de plus important encore : mener les enquêtes à Bangui (qui est notre ville de résidence), c'est aussi avoir accès aux différents acteurs du passé et du présent et être informé en temps réel²⁵ de l'évolution des crises récentes qui ont gagné la quasi-totalité du territoire centrafricain. C'est aussi être en mesure de côtoyer les communes périphériques de Bangui telles que Bimbo et Bégoua, sièges de certains groupes armés, en l'occurrence les Anti-Balaka.

D'ailleurs, il suffit de se balader en observateur dans la ville de Bangui pour constater les traces laissées par les conflits dans la ville : maisons détruites ou incendiées, traces des balles sur les murs des édifices publics ou privés non réhabilités, voitures calcinées, tombes spontanés dans certains quartiers, etc. Il en est de même des souvenirs frappants de certains endroits comme les sites des déplacés créés spontanément dans l'enceinte des endroits comme l'aéroport de Bangui, les églises et mosquées après le coup d'Etat de mars 2013. Ces sites sont appelés ironiquement « Ledger » par la population en référence au nom d'un hôtel cinq étoiles de Bangui où résidaient et travaillaient le Président putschiste Michel Djotodia et sa suite, alors que la majeure partie de la population vivait dans le dénuement total sur ces lieux de refuge. Nous étions nous-même l'un des habitants de ces fameux « Ledgers » entre 2013 et 2014.

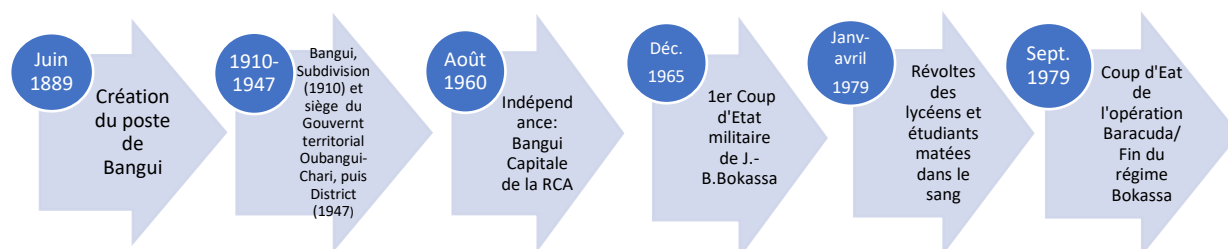
Bangui est par conséquent un site qui permet de comprendre la situation d'arène politique que nous décrivons, car elle permet d'appréhender les décisions politiques et les réactions immédiates de la population et des jeunes face aux différents événements sociopolitiques. Et surtout comment les différents acteurs en présence (représentants de l'État et de l'administration, hommes politiques, chefs rebelles, ONG, etc.) interagissent avec cette jeunesse nombreuse et plurielle.

C'est donc à Bangui et dans sa commune périphérique de Bégoua que nous avons collecté certaines informations pertinentes auprès des jeunes et leaders de jeunes, des administrateurs

²⁵ En dehors de Bangui, l'on semble « déconnectée » du monde (du moins lors de la phase empirique de cette recherche): la plupart des stations radio n'émettent pas au de-là de Bangui ; et en province, l'accès à l'internet est aussi hypothétique. Travailler à Bangui, c'est aussi prendre en même temps une distance avec Paoua (dans notre cas) et suivre comparativement l'évolution de la vie à l'autre bout.

ou autorités, des (anciens) militaires, mais aussi des (anciens) chefs rebelles (Séléka ou anti-Balaka) et anciens jeunes combattants des groupes armés.

Chronologie 1 : de la création du poste de Bangui à la fin du régime Bokassa (Notre reconstitution). La suite logique de cette chronologie est liée à l'histoire générale du pays.



De la gauche vers la droite : image 1 : rochers ayant abrité l'installation définitive du poste colonial de Bangui au bord de l'Oubangui en face du poste colonial de Zongo devenue ville rurale (RDC) ; **image 2** : une vue de la ville de Bangui - entrée du complexe sportif 20 000 places sur l'avenue des Martyrs.

@ : Sjoerd Sijsma, Projet UNCEF-ASCL, Bangui, décembre 2017.

II. PAOUA, UNE ZONE RURALE EN PROIE A L'INSTABILITE

II.1- Vue d'ensemble de la sous-préfecture et ville de Paoua

Le substantif *Paoua* est une altération de *Pârâouâ* ou encore *Pâouâ* par les colons, et signifie en langue Talé « nous cultivons la terre » (« nous sommes en train de cultiver la terre ») (entretien avec le 1^{er} Adjoint au Maire de Paoua, entretien avec un notable de Paoua, oct. 2016). Le nom *Paoua* est utilisé pour désigner aussi bien la *ville* de Paoua ("Paoua-centre" comme on dit localement), que la *sous-préfecture* avec ses huit communes dont la municipalité de Paoua (Wikiwand, *Paoua*, 2020). Elle est l'une des six sous-préfectures de l'Ouham-Péndé, et est située dans le nord-ouest de la Centrafrique, entre 7° et 8° de latitude nord, 16° et 17° de longitude est (Lucas, 1981).

Historiquement, Paoua (en tant que sous-préfecture) est une ancienne subdivision de la circonscription de l'Ouham-Péndé (dans ce qui était l'Oubangui-Chari), créée par arrêté du 17 novembre 1930 (à effet du 1^{er} janvier 1931) dont elle suit les évolutions administratives jusqu'à l'indépendance sous forme de district à partir de 1947 (Fiche de l'ANOM, 2017). La ville de Paoua est devenue chef-lieu de subdivision en remplacement de l'ancien chef-lieu (de canton - 1920-1930) établi à Lia depuis 1921 (Wikiwand, *ibid.* ; Agence de la France d'Outre-Mer, 1950). Deux notables de Paoua nous ont expliqué ce déplacement de chef-lieu de Lia à Paoua par la gentillesse et l'accueil chaleureux que les habitants de Paoua avaient l'habitude de réserver aux administrateurs coloniaux (entretien avec le 1^{er} adjoints au maire, entretien avec un ancien militaire retraité, Paoua, octobre 2016). Paoua n'est devenue chef-lieu de sous-préfecture qu'en 1961 après l'indépendance et par suite de la loi N° 60.179 du 23 janvier 1961 portant création des préfectures et sous-préfectures sur le territoire de la (nouvelle) République Centrafricaine.

La population de la sous-préfecture de Paoua est estimée quant à elle, à 223 563 habitants²⁶, soit presque la moitié des habitants de la préfecture de l'Ouham-Péndé. Elle est la plus peuplée de toutes les sous-préfectures de l'Ouham-Péndé (Monographie de la préfecture de l'Ouham-Péndé, déc. 2007). Ce qui explique son érection en préfecture appelée Lim-Péndé depuis 2021. Cependant, Paoua en tant que ville, compte plus de 49 459 habitants pour une superficie de 1 750 Km². La population de la sous-préfecture de Paoua est composée en majorité des groupes ethniques Tali (ou Talé, un sous-groupe Mboum²⁷) et Kaba (qui appartiennent au groupe Sara²⁸). A côté de ces principaux groupes ethniques majoritaires, on y trouve aussi les Banda²⁹,

²⁶ Le 1^{er} Adjoint au Maire de la ville de Paoua nous fournit en 2016, le chiffre de 245 000 habitants, pour cette même population de la sous-préfecture de Paoua avec ses huit communes. En 2003, Paoua avait à elle seule, 36,8 % de la population totale de la préfecture de l'Ouham-Péndé (Monographie de l'Ouham-Péndé, 2007).

²⁷ Les Mboum sont originaires du Plateau de l'Adamaoua au Cameroun, ayant comme capitale Ngaoundéré, où ils sont installés avant le X^e siècle. Ils se disent originaires du Badar au Yemen d'où ils ont fui aux temps du Prophète parce qu'ils ne voulaient pas se convertir. [...] Dans l'actualité ils occupent l'extrême nord-ouest de la Préfecture de l'Ouham-Pende. Selon Nozati (2001:43, cité par Unicef-Mendiguren, 2012) « *Le mot MBOUM lui-même est ambigu*. Il désigne parfois l'ensemble des locuteurs centrafricains de langues apparentées au MBOUM camerounais: *PANA, KARE, GONGHE, TALI, PONDO* » (Unicef-Mendiguren, *idem*: 332). A Paoua, on retrouve particulièrement les Tali.

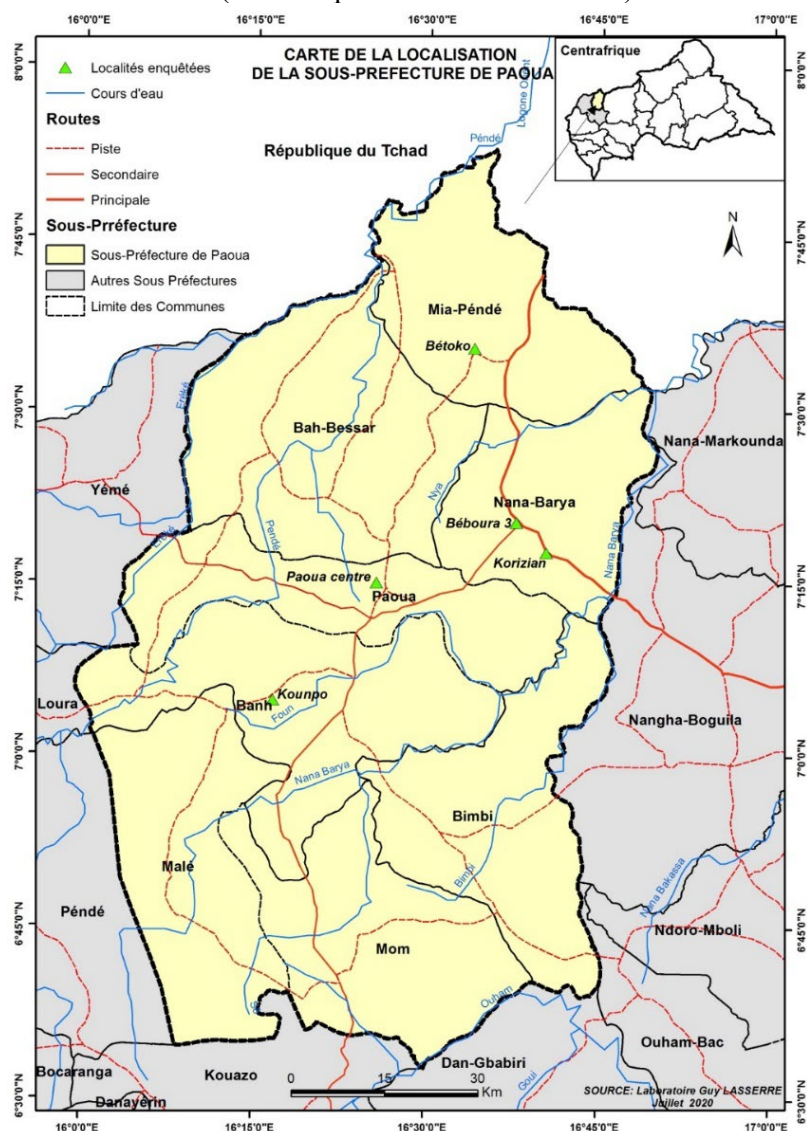
²⁸ Les Sara (déformation de *n'sara* en arabe, veut dire chrétien (Saragba, 2004)) sont arrivées dans la région en provenance de la Nubie entre le XVI-XVII siècles. Leur fief est situé à l'extrême sud du Tchad (préfectures du Logone Occidental, Oriental et du Moyen Chari) ayant comme capitale la ville de Sahr. Ils occupent également l'extrême nord-ouest de la RCA, où le Logone oriental prend sa source (Mont Ngaoui) sous le nom de la Péné, occupant une étroite frange de Paoua jusqu'au Parc National de Bamingui-Bangoran. Il existe plusieurs sous-groupes Sara dont les Dagba, les Kaba, les Kaba dunjo ou ndinjo, les Kaba laka, les Laka (Unicef-Mendiguren 2012:332). Les Kaba constituent le sous-groupe présent à Paoua.

²⁹ Possibles descendants des Yanguéré que Jacques Serre (s.d.) situe l'arrivée vers Paoua en 1940.

les Mandja, les Peulh (Foulbé et Mbororo), les Haoussa, les Bornou (commerçants venus de l'Adamaoua et du Bornou) et des commerçants tchadiens qui composent les groupes minoritaires (*ibid.*). Signalons que l'effectif global et la composition de cette population ne sont pas stables du fait de l'insécurité qui occasionne les mouvements et fuites de certaines populations vers les contrées voisines, ou des localités voisines vers la ville et sous-préfecture de Paoua. Administrativement, la sous-préfecture de Paoua compte plus de cinq cents³⁰ quartiers et villages répartis dans huit communes sur une superficie de 8 630 km².

Carte N° 3

Sous-préfecture de Paoua (devenue préfecture de Lim Péné)- nord-ouest de la RCA



³⁰ En 2007, la sous-préfecture de Paoua comptait 407 quartiers et villages (Monographie de l'Ouham-Péné, déc. 2007). Avec plus de 8 habt./km² d'après le recensement de 1975, Paoua avait déjà la densité la plus élevée de population par rapport à la moyenne nationale qui était de 4 hab./km² (Lucas Yves., 1981).

Les activités économiques à Paoua reposent essentiellement sur l'agriculture³¹ et l'élevage. Ces activités occupent les 3/4 de la population. Outre la consommation locale, les produits des cultures vivrières sont acheminés et vendus sur les marchés à Bangui ou au Tchad voisin (Chauvin, 2014). Les cultures maraîchères sont pratiquées sur les berges des cours d'eau qui arrosent la ville de Paoua ou dans les champs proches des cours d'eau. Le coton, culture de rente introduite par l'administration coloniale, constitue la principale source de revenus au niveau local. Cependant, depuis ces dernières années, cette culture est objet de délaissement à cause de l'insécurité combinée à la mévente des produits. Le tabac y est aussi cultivé en petite quantité pour l'exportation et la consommation locale.

On y pratique également l'élevage de gros bétail (bovins, élevés essentiellement par les peuls), l'élevage traditionnel de petit cheptel (caprinés -boucs, chèvres, moutons-, cochons) et de volaille (poulets, canards). Le petit commerce des produits de première nécessité, en majorité tenu par les commerçants musulmans y est aussi florissant (Monographie de l'Ouham-Pendé, *idem* ; entretien avec le 1^{er} Adjoint au Maire de Paoua, oct. 2016). Il se développe à Paoua des échanges commerciaux avec la Tchad voisin en dépit de la fermeture de la frontière avec la Centrafrique depuis avril 2014 suite aux accusations portées contre le Tchad d'avoir soutenu les groupes rebelles centrafricains (Chauvin, 2018 : 79). Cependant, les timides reprises de ces activités économiques cachent mal leur effondrement général à cause de l'insécurité et les déplacements de populations.

II.2- Infrastructures et dispositifs sécuritaires à Paoua et ses environs

Sur le plan administratif, la sous-préfecture de Paoua est administrée par un Sous-préfet. La municipalité de la ville de Paoua quant à elle, est gérée par une Délégation spéciale composée d'un Maire et des Conseillers municipaux. C'est aussi le cas des sept (07) autres communes environnantes (Mia-Pendé, Bah-Bessar, Nana-Barya, Banh, Malé, Bimbi et Mom). Sur le plan judiciaire, Paoua dispose d'un Tribunal dirigé par un Président de Tribunal avec la présence d'un Procureur, même si ces personnalités sont rares dans cette ville (du moins lors de nos visites de terrain en 2016 et 2017). Le service des impôts et des douanes est aussi en place, mais ne travaille pas en dehors de la ville de Paoua où les axes sont encore sous le contrôle des groupes armés. Une radio communautaire, *La Voix de la Pendé* émet depuis Paoua sur 102.6

³¹ Favorisée par une pluviométrie de 1400 mm/an avec une saison sèche allant de 5 à 6 mois (novembre à mars-avril) et une saison des pluies d'environ 6 mois (de mai à octobre). Les mois les plus pluvieux sont les mois de Juillet, août, septembre, pendant lesquels il tombe les 2/3 des pluies annuelles (Lucas., ORSTOM, 1981 ; Weatherspark, *Paoua*, consulté le 27 février 2020)

FM, dans un rayon de 60 km. La radio de la MINUSCA *Guira FM* est aussi écoutée à Paoua et ses environs (enquêtes de terrain, Paoua 2016 et 2017 ; entretien avec un journaliste de la radio *Voix de la Péné*, mars 2017). D'autres structures administratives qui existaient à Paoua ont purement et simplement disparu. Il s'agit du Département de l'Elevage, de la Division de contrôle des Impôts, du Cantonnement forestier, du Trésor public (Agence spéciale) et de la Garde républicaine. Ces structures étaient fonctionnelles lors de l'élaboration de la Monographie de la préfecture de l'Ouham-Péné publiée en 2007, alors que lors de nos visites de terrain, elles étaient inexistantes.

A l'exception de certains villages environnants où l'école ne fonctionne presque pas, on note une lente et progressive reprise des activités scolaires dans le centre-ville de Paoua qui compte un lycée public et quelques écoles primaires publiques mixtes réparties entre deux secteurs scolaires (Paoua1 et Paoua2) (enquêtes de terrain ; entretien avec le Chef de secteur scolaire de Paoua 1, mars 2017).

Sur le plan sécuritaire, on compte la présence d'un commissariat de police (avec à sa tête un commissaire de police et quelques policiers), et une brigade de gendarmerie (dirigée par un commandant de brigade et quelques gendarmes). Cependant, ces structures étatiques manquent de moyens nécessaires à l'accomplissement de leurs missions. A ces structures de sécurité intérieure, s'ajoute une base de la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations unies pour la stabilisation en Centrafrique (MINUSCA) présente dans la ville de Paoua avec ses ailes militaire et civile (enquêtes de terrain, 2016 et 2017 ; de Vries & Glawion, 2015). Cependant, en dépit de ces dispositifs sécuritaires *à minima*, « la ville de Paoua reste quadrillée par les forces et groupes rebelles » comme nous le faisait savoir le 1^{er} Adjoint au maire de Paoua en octobre 2016.

On peut répartir ces groupes armés non conventionnels en trois groupes : le Mouvement Patriotique Centrafricain (MPC) du "général" AlKatim Ahamat Mahamat, encadré localement par le "général" Bahar ; le groupe Révolution et Justice (RJ) dirigé par Armel Sayo, et un groupe des Anti-Balaka³² dont une branche dissidente se faisait appelée *Les Patriotes* (entretiens de terrain, Paoua, 2016, 2017). Ces trois groupes occupent tous les axes routiers et par moment, s'affrontent ou font des exactions sur les populations civiles. Le groupe MPC est composé

³² Selon une étude menée par de Vries et Glawion en 2015, il n'existerait aucun groupe anti-Balaka dans la région de Paoua. Nos entretiens formels et informels avec les autorités locales et autres personnes ressources nous ont par contre attestés (du moins à partir de 2016), une présence de groupe de jeunes se faisant appelés les Anti-Balaka.

majoritairement des ex-Séléka à dominante musulmane. La RJ quant à elle, est considérée comme un groupe constitué en majorité des éléments membres de l'ethnie Tali (ou Talé). Le groupe Anti-Balaka enfin, est supposé constitué pour la plupart des éléments du groupe ethnique Kaba. Il en ressort une situation de belligérance entre ces trois groupes pour des raisons et intérêts divers. Cependant, lors de notre dernière visite en mars 2017, nous avons constaté une collaboration/fusion entre les ex-Séléka du MPC et le groupe armé RJ. Cela se vérifie entre autres, par leur présence commune sur les barrages installés sur les différents axes routiers. Par contre, les ex-Séléka du MPC sont en constante rivalité et affrontements avec les Anti-Balaka (Entretiens avec les autorités locales, Paoua, mars 2017). Aux dernières nouvelles, le groupe RJ s'est scindée en deux : une tendance Armel Sayo et une tendance Bélanga (Entretien avec la Conseillère RJ aille Bélanga, Paoua, mars 2017 ; APPR-RCA, 2019), et on constate une incursion régulière des éléments peuls du mouvement rebelle 3R (Retour, Réclamation et Réhabilitation) du "général" Bi-Sidi Soulemane alias Sidiki dans les environs.

Voilà pour ce qui est de la présentation de Paoua vue ici à la fois comme ville et sous-préfecture du nord-ouest centrafricain. Alors, quelles sont les raisons qui ont conduit au choix de ce site comme terrain de recherche parmi tant d'autres zones rurales de la République centrafricaine ? Ou encore, que représente Paoua au regard de la recherche sur les jeunes et les conflits violents et récurrents en Centrafrique ?



Du haut vers le bas :

image 3 : Pancarte indicative à l'entrée sud de la ville de Paoua ;

image 4 : maison des jeunes de la ville de Paoua réhabilitée l'ONG Conseil danois pour les réfugiés (DRC) sur financement de la Coopération suisse

@ : images de l'auteur, Paoua, octobre 2016



II.3- Paoua, une longue histoire de rébellion

"Pourquoi avoir choisi Paoua pour une recherche sur les jeunes et les conflits violents en Centrafrique ?" est une question à se poser en toute légitimité. En effet, si à l'époque coloniale, Paoua avait bonne presse pour son accueil chaleureux au point de ravir au village Lia le statut de chef-lieu de subdivision administrative, il en est autrement à l'époque post-indépendance. En effet, Paoua est l'une des rares villes centrafricaines après l'indépendance à avoir connu la première, et à répétition par la suite, des situations de rébellion auxquelles s'ajoutent les exactions des coupeurs de routes (*Zaraguina ou Zargina*³³), et d'avoir eu une longue histoire de résistance communautaire avec les gouvernements successifs en Centrafrique. Paoua a ainsi une longue histoire avec les groupes armés et groupes d'autodéfense, et permet de proposer une interprétation décentrée des conflits en Centrafrique, à la marge du pouvoir confiné à Bangui.

Sa proximité avec le sud instable du Tchad, et surtout son éloignement de la capitale Bangui en sont aussi d'autres raisons. Pour se rendre à Paoua depuis Bangui, il y a la possibilité de voyager par la route ou par les airs. Toutefois, en l'absence de compagnies aériennes commerciales qui pourraient desservir la localité, le voyage par avion n'est réservé qu'aux employés du système des Nations unies et aux acteurs humanitaires. Ayant eu l'occasion de nous rendre à Paoua en empruntant les deux voies, nous avons connu les vicissitudes de la voie routière menant à Paoua en parcourant les 499 km (Bangui-Paoua) en une semaine ! Cela explique à quel point, dirons-nous, Paoua apparaît comme "déconnectée" de la capitale Bangui, centre administratif, politique et économique du pays. Cette déconnexion est non seulement spatial, mais aussi social (Glawion & De Vries, 2018), économique, administrative, et surtout sécuritaire. Cela ferait-il d'elle une zone "hors du contrôle", ou confirmerait qu'elle constitue un exemple type de l'« *hinterland* » centrafricain (Lombard, 2012) ? Les faits tendent amplement à le confirmer.

Zones d'érection des groupes d'autodéfense ou de rébellion, Paoua a « la réputation d'être rebelle car elle abrite plusieurs groupes armés insaisissables » (de Vries & Glawion, 2015). Ce qui en fait un terrain de prédilection pour notre recherche. L'un de nos informateurs nous l'a si bien expliqué quand il faisait remarquer qu'« après un coup d'Etat manqué d'un certain nombre d'acteurs politiques, les leaders du putsch se sont très vite retranchés à Paoua et profitaient de la proximité avec le sud du Tchad (instable à l'époque) où ils ont mis en place un groupe rebelle

³³ Les équipes de *zargina* en opération relèvent le plus souvent d'un mélange d'ex-militaires tchadiens arabophones, de Mbororo uuda'en et d'indicateurs locaux. Des commerçants jouant le rôle de receleurs ou de facilitateurs pour des financements et des armes peuvent parfois s'engager sur le terrain les armes à la main (Seignobos, 2013, cité par Chauvin et Seignobos, 2013).

appelé les *Codo-Mbakara*³⁴ » en 1982 (Interview d'un chef de groupe, Paoua, mars 2017). Ensuite, après le renversement du pouvoir de l'Etat en 2003 par le général Bozizé, la région de Paoua (qui est une région d'origine du président évincé) a encore fait parler d'elle par la création en 2005 d'une rébellion dénommée Armée Populaire pour la Restauration de la Démocratie (APRD). L'APRD se battait contre les éléments FACA de la garde présidentielle du nouveau président putschiste François Bozizé et accusés d'exactions contre la population civile (HRW, 2007 ; *Wikiwand*, Paoua, consulté le 15 oct. 2019), mais aussi contre les Zaraguina qui écumaient déjà la région au début de la décennie 1990 et contre lesquelles se battaient les anti-zaraguina (Chauvin et Seignobos, 2013). C'est d'ailleurs « sur les cendres de l'APRD qu'est né la Révolution Justice (R.J.) » suite à l'exaspération des populations face aux exactions des groupes de la Coalition Séléka (entretien avec un notable de Paoua, octobre 2016 ; voir aussi de Vries & Glawion, *ibid.*). Pour un leader de la Révolution et Justice (entretien avec la Conseillère RJ, Paoua, mars 2017), ce mouvement a donné le ton de la résistance armée anti-Séléka dont la version aboutie est aujourd'hui appelée Anti-Balaka, avec une mobilisation toujours importante des jeunes.

Comme on peut le voir, le choix porté sur la sous-préfecture de Paoua dans cette étude de l'arène politique en RCA est pertinent à plusieurs titres : des expériences de longue durée avec les conflits violents et les groupes armés ou groupes d'autodéfense, la résistance aux *Zargina*, aux FACA et aux (ex-) Séléka sur fond d'une participation constante des jeunes dans les violences (Both *et al.*, 2020). L'éloignement de Paoua de la capitale fait d'elle un espace particulier où l'on peut observer et analyser la faillite de l'Etat qui ouvre la voie à la violence et à l'instabilité. Paoua fait également frontière avec le Tchad, l'un des pays de la sous-région en proie à des crises récurrentes avec effets notables sur le nord et le nord-ouest centrafricain³⁵. Connue dans un passé récent pour sa productivité agricole grâce à la culture attelée, la sous-préfecture de Paoua est aussi sous l'influence directe de certains habitants peu scrupuleux du Tchad voisin que la population agricole locale accuse de profiter des troubles pour voler les bœufs de traie ou perpétrer des forfaits (entretien avec le 1^{er} Adjoint au Maire de la ville de Paoua, oct. 2016). Cette instabilité récurrente a d'ailleurs valu à Paoua son sobriquet de "Palestine"³⁶ en référence aux récurrentes crises israélo-palestiniennes. Nous y avons d'ailleurs commencé nos

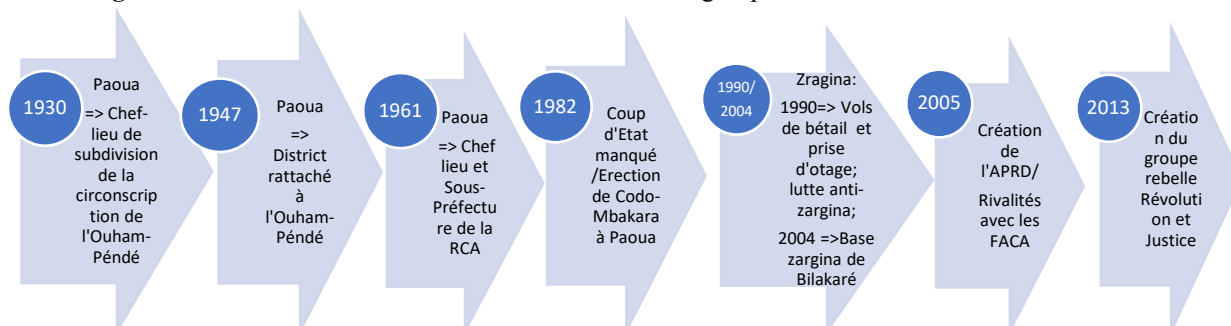
³⁴*Codo-Mbakara* vient de *Codo* diminutif de *Commando* et *Mbakara* du nom d'un serpent venimeux dans la région de Paoua (Interview d'un chef de groupe, Paoua, mars 2017).

³⁵ C'est le cas dans les années 1980, des liens entre « codos verts » de Logone et « codos rouge » du Moyen-Chari au Tchad et les « codos mbakara » en Centrafrique. Il y a aussi eu le cas du rebelle tchadien Baba Laddé dans le nord de la Centrafrique (Chauvin et Seignobos (2013).

³⁶ Une analogie est faite ici aux premières syllabes "Pa" des noms *Paoua* et *Palestine*.

recherches avant d'ajouter ensuite Bangui et sa périphérie de Bégoua comme second site de recherche.

Chronologie 2 : Histoire administrative de Paoua et création des groupes armés



III. REPRESENTATIVITE DE LA JEUNESSE EN CENTRAFRIQUE

Nous ne saurions terminer cette présentation de nos sites de recherche sans parler de la représentativité de la jeunesse en République centrafricaine. En effet, les jeunes sont représentés en Centrafrique au sein d'une plateforme appelée Conseil National de la Jeunesse centrafricaine (CNJCA) avec un bureau exécutif national à Bangui. Le CNJCA est placée sous la tutelle du ministère de la jeunesse, des sports et de l'éducation civique. Structure faîtière qui regroupe en son sein toutes les organisations de la jeunesse, le CNJCA est divisé en conseils préfectoraux, sous-préfectoraux et communaux en province, en conseils d'arrondissements à Bangui, et enfin en Sections CNJCA pour la diaspora (Statuts du CNJCA, 2015). Selon ses Statuts (art.6), le CNJCA a pour but de « promouvoir l'épanouissement de la jeunesse, de mobiliser, de coordonner les actions des organisations de jeunesse et de défendre leurs intérêts au niveau national et international ». Bien que apolitique, à but non lucratif et laïque, le CNJCA se réserve toutefois le droit de se prononcer sur les questions d'intérêt général de la nation. Ce qui justifie la devise « Jeunesse, debout pour ta patrie » (Statuts du CNJCA, 2015 : art. 1 & 2).

A Bangui, le CNJCA dispose des démembrements dans tous les arrondissements, appelés Conseils d'arrondissement et coordonne les activités liées à la jeunesse, à son émancipation et sa représentativité au sein des instances publiques. Ces démembrements travaillent en collaboration avec les maisons de jeunes et de cultures de chaque arrondissement qui sont généralement chargées de l'animation culturelle et sportives dans leurs secteurs respectifs. Dans la Préfecture de l'Ouham-Pendé, il existe un conseil préfectoral du CNJCA et des conseils sous-préfectoraux comme à Paoua. Cependant, nous n'avons pas constaté l'existence des conseils communaux. Le conseil sous-préfectoral de la jeunesse de Paoua dispose d'un bureau composé

de 25 membres (en 2016). Ce comité a mis en place des « antennes³⁷ » de jeunes dans chacun des quatre groupements (de quartiers) de la ville de Paoua. Ces « antennes » sont chargées de représenter les jeunes auprès du comité ou bureau sous-préfectoral, mais aussi de lui rapporter des informations relatives à la jeunesse dans leurs quartiers ou groupements respectifs.

Tout comme à Bangui où les Conseils d'arrondissement travaillent en collaboration avec les Maisons des jeunes et de la culture, le comité sous-préfectoral de la jeunesse de Paoua travaille avec la Maison des jeunes et de la culture de Paoua. Celle-ci abrite la coordination des activités culturelles et sportives dans la sous-préfecture de Paoua. La Maison des jeunes et de la culture de Paoua a été réhabilitée par l'ONG Conseil danois pour les réfugiés (DRC) avec l'appui financier de la Coopération suisse, et dispose d'une salle de réunion, de quelques bureaux et d'une bibliothèque équipée de deux ordinateurs de bureau et de quelques livres pour les abonnés (enquête de terrain, sept. 2016). A Bangui, les bâtiments abritant les maisons de jeunes ont aussi souvent les mêmes compartiments.

Cependant, il est à noter que cette structure nationale de la jeunesse et ses démembrements peine à imposer son point de vue dans les grandes instances de prise de décision au niveau national, et ne dispose pas des moyens de ses ambitions. Cela tient aussi de l'exclusion dont cette jeunesse est l'objet quant à son implication dans la gestion de la chose publique. Par exemple, dans plusieurs textes de lois, le législateur conditionne l'accès à certains postes de responsabilité à un âge minimum de 35 ans révolus, et à l'acquisition d'une expérience d'au moins 10 ans. Ce qui constitue un critère de mise à l'écart, alors que même l'ancien Président David Dacko était devenu chef de l'Etat à l'indépendance de la RCA à l'âge de 30 ans³⁸. C'est le cas de la Loi organique n°20.002 et la Loi n°17.005 portant respectivement composition, organisation et fonctionnement de l'Autorité Nationale des Elections, et de la Haute Autorité Chargée de la Bonne Gouvernance (Béninga, 2021). D'où nécessité de mettre en place une Loi relative aux droits politiques de la jeunesse en Centrafrique qui aura l'avantage d'encadrer l'implication des jeunes dans la vie politique et fera obligation aux autres textes de s'y conformer (*ibid.*).

Pour un ancien président du CNJCA, le délaissement des jeunes de la Centrafrique s'explique par le manque de volonté politique et d'actions concrètes de la part du gouvernement. Pour ce

³⁷ Sorte de point focal des jeunes par groupement de quartiers. Certaines "antennes" ont été mises en place lors de notre visite de terrain en 2016.

³⁸ Même si ces ascensions sociales rapides de nombreux jeunes adultes (la minorité instruite) étaient dues à l'époque, aux places laissées vacantes par le départ des administrateurs coloniaux à l'indépendance des pays africains autour de 1960 (Gosselin, s.d.).

jeune leader, de bons documents de programme existent sur papier (les Politiques nationales et les Plans opérationnels de Promotion de la jeunesse), mais personne ne se gêne quant à leur mise en œuvre concrète (entretien avec le Président de la CNJCA, août 2017). Pire, le CNJCA et d'autres organes phares de la jeunesse comme l'Association nationale des Etudiants centrafricains (ANECA) sont souvent objets de manipulation par des hommes politiques. D'ailleurs, au moment où nous terminons cette thèse, le CNJCA et l'ANECA ont été dissouts, officiellement à cause des dissensions internes entre leaders des jeunes. Cependant, de l'avis d'observateurs sociopolitiques, cela traduit une volonté des autorités de museler la jeunesse en étouffant ses organisations (Radio Ndékéluka, Emission *Patara*, 30 sept. 2023).

C'est dire qu'en plus de Bangui et Paoua, le CNJCA a été un autre terrain que nous avons exploré. Nous approcher de cette structure et ses démembrements nous permettait aussi d'avoir un aperçu du positionnement des jeunes dans cette arène politique à un niveau formel. Comme le soulignent Diouf et Collignon (2001 :06), la catégorie "jeune" apparaît sur la scène des sciences sociales, de même que pour nous, comme « territoire d'investigation ».

Conclusion du chapitre

Pour mener cette recherche empirique, deux sites ont été sélectionnés à savoir Bangui au sud et Paoua au nord-ouest de la RCA. Bangui est choisie pour le fait qu'elle est le point de départ de la longue histoire violente de la RCA, celle de la colonisation dont nous analysons les effets à long terme. Elle est aussi le centre d'éclosion et de convergence de nombre de révoltes, de mouvements de rébellion et de coups d'Etat militaires à l'époque postcoloniale. Bangui a enfin la particularité d'avoir connu l'une des premières révoltes des jeunes de plus grande envergure (janvier-avril 1979) qui a conduit à des changements de grandes ampleurs (la chute d'un Empire en Centrafrique). Quant à Paoua, une sous-préfecture et ville rurale de la Centrafrique, elle est représentative des zones éloignées de Bangui la capitale, et a la particularité de s'être illustrée par la naissance du premier groupe armé formel (les *Codo-Mbakara*) connu dans ses actions contre le gouvernement central après le coup d'Etat manqué de 1982. Paoua a aussi la particularité d'être une zone instable où vit une jeunesse nombreuse, et où s'érigent des groupes d'autodéfense et de rébellion. Ce qui lie parfaitement jeunesse, conflit et violence inscrits dans la longue durée : point de départ et d'aboutissement des actes violents, des contestations/révoltes des jeunes réprimés dans le sang ou coups d'Etat d'un côté, et groupes d'autodéfense ou de rébellion armés de l'autre. Ces deux terrains ont également en commun d'avoir été directement touchés par les rébellions et autres actes de violences impliquant les

jeunes aussi bien dans le passé que dans le présent. La pertinence de ces choix s'exprime aussi à travers l'emprise étatique : périphérie et hors de contrôle pour Paoua, centralité et zone de contrôle du pouvoir pour Bangui.

Sur le plan démographique, ce sont aussi des endroits du pays où est concentré le plus grand nombre de la population centrafricaine, et donc comptant le plus grand nombre de jeunes : Bangui étant la ville la plus peuplée, et Paoua, la sous-préfecture la plus peuplée ; toutes deux aujourd'hui érigées en préfectures. Enfin, ce sont des contrées qui font frontière avec des pays voisins qui vivent également dans des situations intermittentes d'instabilité avec des effets non négligeables sur la Centrafrique. Le Tchad a, à maintes reprises été accusé d'influer sur le cours des conflits en Centrafrique en passant par Paoua et certaines villes du Nord. Bangui a aussi par le passé (2001) bénéficié des soutiens des combattants du Mouvement de Libération du Congo (MLC) de Jean Pierre Bémba Gombo.

Comme cela pourrait aller de soi, nous ne sommes pas en train de démontrer que Paoua et Bangui sont des zones de conflits violents par excellence, et que les jeunes qu'on y trouve sont les plus agressifs et violents de la Centrafrique. Il n'en est rien, et cela n'est nullement notre prétention. Étant donné qu'il s'agissait simplement de décrire le long processus de la construction de l'arène politique en Centrafrique au cœur de laquelle on retrouve les jeunes entre autres acteurs, ces sites sont apparus comme des cas illustratifs pertinents pouvant renseigner nos analyses et répondre à nos préoccupations. De toutes les manières, une telle recherche n'aurait pas de chance d'aboutir si elle était menée sur toute l'étendue du territoire national. Il fallait donc choisir en tenant compte des moyens matériels et humains dont nous disposions, du temps imparti et de la réalité du terrain, tout en restant le plus proche possible des objectifs recherchés afin de gagner en profondeur. D'ailleurs, comme nous le verrons, il y a une frange de cette jeunesse qui a choisi un autre itinéraire en dépit d'un contexte de crise ambiante, celui de ne pas s'impliquer comme acteur armé dans la violence (s'exiler ou se mettre à l'abri). Cette catégorie de jeunes, majoritaire mais silencieuse voire victime, ne sera pas exclue de notre analyse. Cela dit, comment avons-nous procédé pour recueillir les données auprès des jeunes dans ces contextes où la violence reste un trait marquant ? Nous répondons à cette interrogation au chapitre suivant.

CHAPITRE III

LA PRATIQUE ETHNOGRAPHIQUE EN CONTEXTE DE CONFLIT A BANGUI ET A PAOUA

Introduction

La collecte intensive des données à la base de cette thèse s'est effectuée durant une période d'accalmie précaire rythmée des pics de violence entre 2016 et 2018³⁹. Si la pratique ethnographique dans un contexte de violence a longtemps préoccupé les chercheurs en sciences sociales et humaines, elle n'en reste pas moins un défi pour chaque chercheur souvent confronté à des contextes singuliers. Ainsi se pose alors la question de savoir comment avons-nous procédé pour collecter les données empiriques durant ces périodes de tensions à Bangui et à Paoua ? Quels sont les adaptations et les bricolages méthodologiques auxquels nous avons recourus afin de surmonter les difficultés inhérentes à un tel type de recherche, sur une thématique aussi sensible, et dans un contexte sécuritaire volatile ?

Rappelons qu'aussi bien à Bangui qu'à Paoua, pour assembler les informations utiles à nos analyses, nous avons ciblé deux catégories d'informateurs (tous des acteurs de l'arène politique en Centrafrique). D'abord les autorités politico-administratives et militaires, les acteurs humanitaires, les leaders communautaires et notables pour obtenir des données globales et spécifiques sur les jeunes, les histoires et contextes locaux, les conflits et les groupes armés. Ensuite, nous avons échangé avec les jeunes eux-mêmes et leurs leaders, qu'ils soient associés ou non à un groupe de rébellion, de miliciens ou d'autodéfenses, dans l'ultime but de comprendre leurs situations, recueillir leurs histoires personnelles, et en particulier celles ayant conduit à leur entrée ou non dans les milices et groupes armés non étatiques. Toutes ces informations ont été collectées et validées grâce à la triangulation qui nous a facilité le traitement croisé de données issues de sources multiples (triangulation des données) avec la contribution de différents observateurs ou intervieweurs (triangulation des chercheurs), mais aussi la combinaison de différentes méthodes (triangulation des méthodes) (Denzin, 1970, cité par Caillaud et Flick, 2016 :5). Nous nous employions donc à analyser les (ir) régularités et les constantes qui émergent à partir de ces données (Odonoghue & Punch, 2003) via un processus progressif de construction théorisante appelée la « théorisation ancrée » (Paillé, 1996).

³⁹ Après cette période de collecte intensive à Bangui, Bégoua et Paoua, nous avons continué la réalisation d'autres entretiens et effectué des suivis auprès de nos anciens interlocuteurs jusqu'en 2022.

Cela dit, après avoir esquissé une présentation des contextes sécuritaires de nos deux sites de recherche lors de la période qui s'étend particulièrement de 2016 à 2018, nous nous pencherons sur l'aspect purement méthodologique et éthique pour démontrer comment nous avons pu collecter et analyser des données (dont certaines sont sensibles) auprès des informateurs (parfois avec des statuts controversés) dans une situation d'insécurité ambiante. Enfin, un accent particulier sera mis sur le cadre de traitement et d'analyse des données collectées.

I. ENQUÊTER DANS UN CONTEXTE DE CONFLIT A BANGUI ET A PAOUA

Ces dernières années, la Centrafrique est connue pour être le théâtre des affrontements armés, situation qui s'est davantage dégradée depuis le déclenchement de la conquête du pouvoir par la Coalition Séléka vers la fin de l'année 2012. En dépit des élections présidentielles et législatives qui ont été organisées et l'installation des nouvelles autorités issues des urnes en mars 2016, les troubles n'ont pas cessé de rythmer le quotidien des Centrafricains. Les années 2016, 2017 et 2018 sont celles durant lesquelles nous avons mené intensivement nos enquêtes de terrain. Ces périodes sont aussi celles pendant lesquelles on note une détérioration de la situation sécuritaire marquée par les fréquents affrontements entre groupes armés et massacres de populations aussi bien à Bangui que dans l'arrière-pays, et plus particulièrement à Paoua (Médecins sans frontières, 2019). De ce fait, réussir une telle recherche sur une thématique aussi sensible et auprès des informateurs possiblement imprévisibles dans une situation d'insécurité constante, revient tout d'abord à répondre à quelques questions fondamentales : comment enquêter sur les conflits armés et recueillir les histoires de vie des jeunes, souvent des ex-rebelles, dans une situation d'insécurité où les vies humaines sont en permanence menacées, et où le moindre manquement, la moindre information sensible peut constituer une preuve d'emprisonnement, un motif de torture, de représailles ou d'assassinat ? Comment convaincre ceux que nous ne connaissons pas, et pour qui nous sommes aussi un parfait inconnu (et donc un probable policier déguisé en chercheur, un agent du gouvernement ou des instances judiciaires en quête d'informations sur des présumés criminels, ou encore simplement, un jeune d'un autre groupe armé à la recherche d'informations pour affiner ses tactiques de guerres), à nous donner des informations personnelles, confidentielles et parfois hautement sensibles, surtout dans un contexte où la Cour pénale spéciale (CPS) pour la Centrafrique⁴⁰ lance des

⁴⁰ La Cour pénale spéciale pour la Centrafrique a été officiellement installée le 03 juin 2015 par la [loi organique n°15.003 portant Création, organisation et fonctionnement de la Cour pénale spéciale](#) en République Centrafricaine

enquêtes sur des cas de crimes commis durant les derniers conflits armés ? Pour répondre à ces questions, nous commencerons par présenter la situation sécuritaire de ces deux sites de recherche (insérés dans un contexte général de la Centrafrique⁴¹) pour faciliter la compréhension. Nous aborderons ainsi le contexte sécuritaire qui prévalait à Bangui avant de mettre en lumière celui de Paoua avec les défis que nous y avons respectivement rencontrés durant cette recherche. Ce préalable permettra de comprendre les compromis méthodologiques effectués lors de la phase empirique de cette recherche, situation que les anthropologues rencontrent souvent en zones de guerre mais dont la restitution documentée semble de plus en plus acaparée par les journalistes.

I.1- Bangui, un contexte sécuritaire hostile à la pratique ethnographique ?

L'allure à laquelle se répètent les événements violents à Bangui ne peut que pousser à se poser la question de savoir si Bangui est-elle devenue une capitale de tensions sécuritaires, des révoltes et coup d'Etats (manqués ou réussis) au point de présenter un contexte hostile à la pratique ethnographique. Cela trouve une explication dans ce propos d'un notable de Paoua : « les groupes armés ne peuvent pas rester ici à Paoua et dire qu'ils veulent prendre le pouvoir de l'Etat. Il faut aller à Bangui là-bas pour discuter le pouvoir avec les autres » (entretien avec un chef de groupe, Paoua, mars 2017). Bangui est donc le point de convergence ou d'aboutissement des événements violents: rébellions, mutineries, (tentative de) coups d'Etat, manifestations de tous genres, grèves, répressions, etc. Cela dit, comment le contexte sécuritaire se présente à Bangui durant la période de la collecte des données (2016-2018), et comment avons-nous fait pour surmonter les défis rencontrés sur terrain ?

(CPS-RCA, url : <https://www.cps-rca.cf/documentation.php?idcategorie=14>; Journal Officiel de la RCA, 05 juin 2015, édition spéciale, url : https://www.cps-rca.cf/documents/Loi_Cour_penale_speciale_.pdf)

⁴¹ Il est à noter qu'avant et pendant la période de cette recherche, nous avons également consacré une partie de notre agenda à travailler pour certaines organisations non gouvernementales et institutions gouvernementales nationales. C'est le cas de nos activités avec le Conseil Norvégien pour les Réfugiés (2014-2016), la MINUSCA (2018), le Ministère centrafricain de l'action humanitaire et de la réconciliation nationale (2019), et plus récemment les ONG World Vision et War Child (2020). Ces différentes interventions nous ont permis d'effectuer des déplacements dans plusieurs villes du pays, et cela nous a permis d'avoir une vue empirique plus large de la situation observée en Centrafrique que nous essayons d'analyser, en dehors de la documentation existante.

I.1.1- Bangui, une ville en proie aux coups de feu des groupes et milices armés

Depuis la prise du pouvoir de l'Etat par la Coalition Séléka en mars 2013, la tranquillité semble avoir disparu de la capitale centrafricaine. Cette situation s'est empirée depuis l'entrée des Anti-Balaka à Bangui en décembre de la même année.

En effet, à la démission du président putschiste Michel Djotodia⁴², le patron de la Séléka, une partie de ses éléments (les désormais ex-Séléka) s'est retirée dans le nord, le nord-ouest, le nord-est et l'est du pays. Une autre frange déjà engagée pour une formation militaire plus formelle ou pour un retour à la vie civile était cantonnée au camp militaire Béal à Bangui dans l'attente du DDR (1500 ex-rebelles selon la Banque mondiale, 2016), tandis qu'un groupuscule s'est rétréci dans le quartier commercial du PK5 situé dans le troisième arrondissement de Bangui. Lourdemment armés, ces éléments du PK5 qui se sont autoproclamés "autodéfenses" (au sens de "gardiens" de la communauté musulmane) soufflent le chaud et le froid sur une partie de la capitale avec des attaques régulières sur les quartiers environnants (Castors, Pétévo, Catin) accusés (à tort ou à raison) de les attaquer à cause de la présence des Anti-Balaka. Les tueries y sont aussi régulièrement signalées, notamment par les habitants des quartiers environnants comme à Pétévo dans le 6^e arrondissement (Rapport de la Consultation populaire gouvernementale pour la CVJRR, juin 2019). De même, il est frappant de remarquer que toutes les fois où une attaque ou une tuerie à l'encontre des membres de la communauté musulmane dans l'arrière-pays est rapportée, ces "autodéfenses" du PK5, "par solidarité", réagissent soit par des représailles à l'encontre des populations environnantes, soit en décrétant unilatéralement une "ville morte" (limitée au PK5) cadencée des coups de feu nourris parfois avec effets ralentissants sur les activités dans toute la capitale. Comme le notait si bien Elisabeth Dorier-Apprill (1999) dans le cas de la néo-ethnicité niole au Congo Brazzaville dans les années 1990, l'identité musulmane est utilisée ici comme instrument pour susciter une territorialisation urbaine, et ce, à des fins politiques.

Ce groupe d'autodéfenses s'étant scindé en deux à un moment donné, des affrontements réguliers sont enregistrés entre les deux factions ainsi créées pour des questions d'intérêts : les taxes qu'ils imposent aux commerçants qui continuent d'exercer leurs activités commerciales, sous prétexte de les protéger ou les défendre contre les attaques des Anti-Balaka. Même à

⁴² Cette démission du 10 janvier 2014 ressemble plus à une mise en scène (une véritable mascarade pour Thomas Yanis, 2016) où tous les membres du Parlement de transition centrafricaine ont été déportés à Ndjaména (Tchad) en vue d'élire un nouveau Président de la Transition. Djotodia sera contraint à la démission par ceux qui l'auraient auparavant soutenu dans son entreprise pour la prise du pouvoir en l'occurrence le Tchad, le Congo-Brazzaville et la France selon un principe de « coup d'Etat régional » (Yanis, *idem* : 94).

l'intérieur de la capitale Bangui, s'était créée une arène politique de conflit violents; une sorte de guérilla urbaine (Bazenguissa-Gaga, 1996).

Les Anti-Balaka, quant à eux, se sont installés à la périphérie de la ville de Bangui, notamment au sud-est sur le fleuve Oubangui, à l'ouest derrière l'aéroport Bangui M'Poko et dans la commune de Bégoua, et à la sortie nord de Bangui. Ils sont aussi présents et dispersés dans une certaine mesure, parmi la population dans les quatrième, cinquième et huitième arrondissements de Bangui (enquête de terrain, Bangui, mai 2018 ; suivis médias). N'étant pas encore désarmés, mais disposant d'un arsenal militaire inférieur à celui des groupes d'autodéfense du PK5 armés jusqu'aux dents⁴³, ce positionnement leur permet de perpétrer des actes de banditismes sur la population civile, de constituer une menace pour la communauté musulmane, et surtout les autodéfenses rétractées au PK5 qu'ils se donnent pour mission de désarmer. On assiste à une véritable guérilla urbaine ponctuée de grands banditismes : vols de motos, braquages, rackets, menaces de mort et représailles, tueries sporadiques, etc. Les coups de feu étaient donc monnaies courantes à Bangui, et ne sont souvent contenus que par les interventions des casques bleus de la MINUSCA.

Ouvrons ici une parenthèse pour préciser qu'avant et après ce coup d'État de mars 2013, Bangui a successivement et conjointement viré sous la protection de plusieurs Forces internationales de maintien de la paix: d'abord la Force multinationale de l'Afrique centrale (FOMAC) qui a été remplacée par la Mission internationale de soutien à la Centrafrique (MISCA), mais aussi la Force française de l'Opération Sangaris et la Force de l'Union européenne (EUFOR, remplacé par l'EUMAM puis l'EUTM), et enfin la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations unies pour la stabilisation en Centrafrique⁴⁴ (MINUSCA) (Papoto, 2017). Lors de nos travaux de terrain, une timide mise sur pieds des forces de défense et de sécurité intérieures pour accompagner les actions des forces internationales de la MINUSCA était en cours. Toutefois, ces efforts louables avaient des effets limités sur la stabilité sécuritaire à Bangui et ses environs.

⁴³ Une tentative de désarmement de ces autodéfenses du PK5 par les forces de sécurité intérieure et la MINUSCA a même lamentablement échoué en avril 2018. Le bilan provisoire des opérations s'élevait à au moins « 30 morts dont un casque bleu rwandais, des dizaines de blessés et des centaines de déplacés ». Le 11 avril, des manifestants en colère en provenance du PK 5 ont abandonné 17 corps des civils devant le Quartier général de la MINUSCA (OCHA- RCA, Monitoring des médias, avril 2018).

⁴⁴ La Mission multidimensionnelle intégrée pour la stabilisation en République centrafricaine a été créée par la Résolution 2149 du Conseil de sécurité des Nations unies, le 10 avril 2014 (Amnesty international, 2016), et a officiellement pris la relève de la MISCA et du BINUCA le 15 septembre 2014 (MINUSCA, Historique).

Ici aussi, les jeunes vivent au rythme de l'évolution de la situation sécuritaire. Elèves et étudiants cessent d'aller aux cours à chaque fois que la situation se dégrade. Les jeunes commerçants suspendent leurs activités de la même manière par précaution. Les administrations restent fermées, et les autres débrouillards que les Banguissois appellent communément les "chercher à manger"⁴⁵ limitent généralement leurs activités en attendant un retour au calme et à la stabilité. Comparativement à Paoua où les forces de la MINUSCA sont souvent très critiquées pour leurs arrivées tardives sur les théâtres des affrontements (comme des pompiers après les incendies), à Bangui, la situation sécuritaire est relativement vite stabilisée par ces forces de la MINUSCA en collaboration avec les forces de défense et de sécurité intérieures, ou avec l'interposition/intervention des forces de l'opération française sangaris. Cette disparité serait aussi due à la présence des institutions légitimes de l'État dans la capitale Bangui.

Voilà à quoi ressemblait le contexte sécuritaire ambiant à Bangui au moment où nous entreprenions cette recherche. Alors, comment avons-nous procédé à la collecte de données à Bangui dans ce contexte trouble ? C'est ce que nous allons découvrir dans le paragraphe suivant.

I.1.2- La co-construction et les défis de collecte de données en situation d'insécurité à Bangui

Revenons à la collecte des données réalisée à Bangui, et précisons d'emblée que celle-ci a d'abord été le résultat d'un travail d'équipe avant de devenir plus tard, une investigation personnelle. Collectivement, les travaux à Bangui sont menés dans le cadre d'un projet d'évaluation des programmes de réinsertion des enfants précédemment associés aux forces et groupes armés financés par UNICEF. Composée de plusieurs chercheurs anthropologues sous la houlette de Professeure Mirjam de Bruijn, cette équipe était composée de Dr Jonna Both (Coordonnatrice de projet), Dr Jean Bruno Ngouflo (Chercheur principal), Sjoerd Sijsma (Documentariste), Wilfried Vianney Poukoulé et Marie-Louise Esther Tchissikombré (tous deux étudiants en Master2 d'anthropologie), et nous-même en qualité de Chercheur junior, puis doctorant. Au de-là de la période de ce projet qui s'étendait de 2016 à 2018, les suivis ont été réalisées par nous-même auprès des jeunes anciennement associés aux forces et groupes armés

⁴⁵Jeunes qui se débrouillent pour vivre au jour le jour : vendeurs à la sauvette, petits commerçants, pousseurs, fabricants de briques, démarcheurs, conducteurs de moto-taxis, boutiquiers, etc.

(ex-EAFGA), de même que les récents entretiens avec les leaders ex-Séléka et anti-Balaka dans le cadre de notre recherche doctorale.

Concrètement, les données ont été collectées à Bangui mais aussi dans la commune périphérique de Bégoua (ouest de Bangui), fief des Anti-Balaka. Ce dernier choix était guidé par la volonté de rencontrer les ex-EAFGA en formation par Caritas Centrafrique dans le centre de formation Don Bosco de Damala (périphérie de Bangui). Nous y avons donc rencontré les filles et garçons anciennement associées aux forces et groupes armés dont certains sont originaires des villes et villages de l'arrière-pays, alors que d'autres sont des natifs de la commune de Bégoua ou de Bangui. Les rencontres se sont déroulées dans des cadres plus ou moins sécurisants à l'intérieur du centre de formation Don Bosco avant les changements de lieu une fois la confiance établie. Cependant, en raison de l'insécurité ambiante, il nous a été parfois difficile de nous rendre chez nos interlocuteurs pour plus d'observations lors des entretiens. Par conséquent, nous étions obligés de discuter avec eux en dehors de leur lieu de résidence et de réaliser les échanges dans des endroits où tous (chercheurs et informateurs) se sentaient en sécurité (écoles, université, centres d'accueil).

Dans d'autres cas en revanche, la méfiance étant de mise, les rencontres ont parfois été difficiles. L'exemple factuel de cette méfiance concerne les leaders des factions ou de groupes armés. A titre illustratif, en septembre 2017, un des leaders d'une faction anti-Balaka a accepté après moult négociations, de rencontrer notre équipe composée de trois chercheurs pour une interview. Mais lors du rendez-vous fixé dans l'enceinte d'un établissement scolaire en cette période de vacances scolaires, ce dernier est venu accompagné d'un de ses lieutenants et faisait apparaître ostensiblement son pistolet autour de la taille (comme s'il nous avertissait !) avant de refuser l'entretien par la suite. Au fait, nous étions dans un contexte où ces leaders avaient un certain niveau élevé de pouvoir et étaient des interlocuteurs privilégiés des hauts représentants des Institutions nationales et internationales (selon les dires de nos deux invités) qui les faisaient déplacer à coups de billets de FCFA, alors que nous n'offrions pas ce genre de "traitement". Ce refus, combiné à l'identité de chercheurs que nous étions, pouvaient aussi être interprété comme la crainte de voir des "inconnus" à la solde des institutions judiciaires enquêter sur des probables crimes commis par ces leaders. La présentation ostentatoire de l'arme témoigne d'un contexte sécuritaire où les détenteurs d'armes menaient la danse, où la loi du plus fort et la toute-puissance des forces irrégulières prévalaient. Plus tard en 2020, à seul et dans un contexte déjà apaisé à Bangui, nous avons pu discuter avec les leaders de factions ex-Séléka et anti-Balaka en usant principalement des relations amicales. Mais cela a nécessité

plus d'efforts pour les leaders de la faction ex-Séléka que pour celui qui appartient à l'une des factions anti-Balaka qui vivait dans le même arrondissement que nous.

Un autre défi provient de la pénétration de la zone de PK5 majoritairement musulmane où une frange des ex-Séléka s'est retranchée. Comme souligné ci-haut, cette zone fut un moment hors du contrôle du Gouvernement centrafricain et même des forces internationales. Des braquages, vols à mains armés, tueries y étaient monnaie courante au point de rendre la descente dans ce secteur quasiment impossible. Toutefois, en misant sur les jeunes issus des groupes armés, nous avons pu rencontrer quelques jeunes anciennement associés aux ex-Séléka pour recueillir leurs histoires et comprendre leurs parcours.

L'équipe des chercheurs avait donc recours à une batterie d'outils et d'astuces pour atteindre ses objectifs : utilisation des liens d'amitié et même familiaux des chercheurs locaux, location de véhicules obligatoire pour accéder à certains endroits et pour vite quitter les lieux en cas d'incident sécuritaire, reports de certains rendez-vous pour cause d'insécurité et recours réguliers aux messages et appels téléphoniques pour les suivis en cas de rencontre physique impossible. Dans certains cas, nous avons opté pour les concessions religieuses (anciens sites de déplacés appelés "ledgers") pour les échanges et discussions. Voilà qui rythmait le quotidien des chercheurs que nous étions. La méfiance des interlocuteurs était aussi accrue (ce qui était logique) et obligeait les chercheurs à qui nous rendons un hommage mérité ici, à fournir suffisamment de garantie pour ce qui est de la confidentialité des données recueillies surtout qu'à certains moments, l'équipe devrait réaliser un documentaire⁴⁶.

Ainsi se présente le contexte volatile et les options de mitigation de risques encourus par les chercheurs et les informateurs en situation d'insécurité à Bangui. En dépit de cet environnement presque hostile à une pratique ethnographique pour le moins stressante, des données pertinentes ont pu être collectées et analysées grâce à la détermination et les initiatives astucieuses des chercheurs. Une véritable ethnographie en période de conflit dans une ville de Bangui supposée sécurisée. Alors que dire de Paoua, zone éloignée de la capitale où cette fois nous étions seul face à une insécurité insistante ?

⁴⁶ Signalons que le second séjour du documentariste de l'équipe a été annulé à cause de la situation sécuritaire alarmante. Entretemps, lors de son premier séjour (2017), l'équipe a été interpellée par un groupe de jeunes qui se baignaient au bord l'Oubangui alors que le documentariste filmait la rivière pour le besoin de la recherche, et les avait même évités vu qu'ils étaient nus. L'entente était retrouvée après quelques échanges en sängö et en patois entre ces jeunes et les chercheurs locaux avec présentation des images prises à l'appui. La prise d'images en temps de guerre était donc extrêmement délicate en cette période.



Du haut vers le bas et de la droite vers la gauche :

image 5 : Equipe terrain du projet d'évaluation UNICEF : de la gauche vers la droite : Mouguia (auteur) Both, Poukoulé, Tchissikombre ;

image 6 : Sjoerd Sijsma en pleine prise d'images au bord de l'Oubangui;

image 7 : Poste de surveillance sécuritaire de la MINUSCA à Bangui.

@ : Sjoerd Sijsma & Jonna Both, Bangui, octobre 2017



De la gauche vers la droite :

image 08 : concession d'une église catholique (Paroisse St Paul), ancien site de déplacé à Bangui ;

image 09 : entretien filmé dans un centre d'accueil en temps de trouble sécuritaire à Bangui

@ : Sjoerd Sijsma, documentariste UNICEF-ASCL, Bangui, déc. 2017

I.2- Vivre et enquêter à Paoua dans une incertitude sécuritaire persistante

Durant la période de notre recherche (2016-2018), annoncer à ses proches, collègues, amis et membres de famille qu'on va à Paoua pour un objectif quelconque emmène souvent des questions du genre : « tu connais quelqu'un là-bas ? », « la zone est-elle calme ? », « tu y vas comment et pour combien de temps ? » ; ou des conseils : « fais profil bas si tu arrives là-bas », « cherches à habiter dans des endroits sécurisés », etc. Autant de propos susceptibles de décourager toute volonté d'aller à Paoua. Mais pourquoi toutes ces questionnements et précautions ? Paoua est-elle devenue une province centrafricaine de l'insécurité par excellence ? Nous ne saurions le confirmer. Cependant, en adoptant une approche compréhensive, l'ambiance locale qui prévalait ne pouvait que pousser à de telles inquiétudes.

Comme nous l'avions souligné plus haut, en plus d'être éloignée de la capitale Bangui (où nous résidons), Paoua a une longue, très longue histoire avec les conflits violents et les situations d'insécurité. Ce qui lui attribue une très mauvaise réputation sur le plan sécuritaire. La confirmation de ces craintes se retrouve dans les propos de ce jeune leader de ladite localité qui nous a expliqué à travers une anecdote son périple vers Bangui, alors que nous l'interrogeons sur les idées reçues concédant une très mauvaise réputation aux jeunes de Paoua :

J'étais en voyage pour Bangui ensemble avec le Commandant de Brigade de la gendarmerie de Paoua. Arrivé à Bouali où on a passé la nuit, j'étais en train d'échanger en patois avec ce dernier qui est aussi un ressortissant de Paoua. Du coup, les gens ont commencé à nous dévisager comme si nous étions tous des bandits ici à Paoua. Ils chuchotaient entre eux : "ne sont-ce pas *ces gens* de Paoua ?!"... [Puis, il s'adresse à nous] Toi par exemple, depuis que tu es là [pour tes recherches], qu'est-ce qu'on t'a fait de mal ? Rien du tout ! (Entretien avec le Président de la jeunesse, Paoua, oct. 2016)

Disons que les Centrafricains ont l'habitude de parler en patois dans le cercle familial, par sentiment d'appartenance linguistique ou pour se dire des confidences dans un milieu public et hétérogène où tout le monde comprend le *sängö*. Mais pour ce jeune, ce regard étrange sur leurs personnes était la preuve que les gens ne "regardent" pas les jeunes de Paoua d'un bon œil en Centrafrique. Cette "crainte" est aussi liée à l'histoire de cette région en rapport avec les groupes de rébellion dont les plus emblématiques sont les *Codo-mbakara* et l'Armée populaire pour restauration de la démocratie (APRD). Ces groupes armés ayant été créés dans cette région et engagée dans une opposition armée directe avec le pouvoir central, les habitants et jeunes de Paoua en sont venus à être diabolisés pendant longtemps par ces régimes qui les taxaient de rebelles ou de soutiens aux groupes rebelles. Il en découle une forte propension des gens à rattacher à la ville et sous-préfecture de Paoua des images de conflits et de violences. Cela s'est

poursuivie et renforcée jusque dans l'actualité avec les récentes vagues de violences dont cette ville et sous-préfecture en est le théâtre. L'émergence récente de la Révolution et Justice, n'a fait qu'amplifier ces causes antérieures. Pourtant, d'autres régions de la Centrafrique ont également une telle réputation. Travailler à Paoua sur conflits violents revient donc à déconstruire cette image d'une jeunesse violente comme nous le verrons plus loin à travers l'exemple des jeunes non violents. Alors, qu'en est-il du ressenti sécuritaire pour la population et pour nous-même lors de notre enquête de terrain à Paoua et ses environs ?

I.2.1- Une insécurité persistante dans la sous-préfecture de Paoua

I.2.1.1. Premier séjour à Paoua centre

Nous avons effectué notre premier voyage de Bangui à Paoua par la voie terrestre. La rareté des moyens de locomotion nous avait déjà fait changé de véhicules plus de deux fois. Avec l'état cahoteux des routes en cette saison des pluies (c'était en septembre 2016), notre voyage avec le troisième véhicule était à un moment bloqué par un groupe de jeunes armés (*Anti-Balaka*) qui accusaient deux passagers de confession musulmane dans notre véhicule d'être des *ex-Séléka*, et donc des ennemis à abattre !

En effet, à la nuit tombante à mi-chemin entre Bangui et Paoua, une forte pluie a obligé notre conducteur à s'arrêter dans un petit village où nous avons passé la nuit. Le lendemain matin, nous avons découvert qu'un autre camion de transport de marchandises venant du côté opposé s'est embourbé non loin de notre emplacement et nous a totalement bloqué le passage. En essayant de contourner le camion embourbé, notre véhicule s'est à son tour enfoncé dans la boue. Il a fallu des heures de travail acharné pour dégager notre véhicule plus tard en début d'après-midi. Cet épisode passé, nous nous croyions tirés d'affaire. C'est là qu'on va découvrir juste après un kilomètre en dehors du village un groupe de jeunes armés d'armes artisanales et de machettes (ce furent des *anti-Balaka*) qui nous barraient la route exigeant qu'on leur remette les deux musulmans qui se trouvaient à bord de notre véhicule. Il se trouve que l'affaire se discutait depuis le village où nous avons passé la nuit, et un autre groupe de jeunes *anti-Balaka* dits "modérés" avait décidé de nous suivre à la sortie du village. Ce groupe a âprement pris la défense des deux musulmans et nous a accompagné jusqu'à environ cinq kilomètres du village avant de nous laisser continuer notre route moyennant une somme de 50 000 FCFA (environ 76 euros). Tout se passait sous nos yeux ; nous voulions prendre quelques images, mais avions peur d'être pris à partie par ces jeunes armés et surexcités dont on peut supposer que le véritable mobile de leur agissement était de piller notre véhicule chargé de produits alimentaires. Car,

dans la foulée des discussions, un élément anti-Balaka avait déjà volé un bidon d'huile dans le véhicule.



De la gauche vers la droite : image 10 : axe Bangui-Paoua bloqué par l'embourbement de deux véhicules venant de directions opposées lors de notre première visite de terrain ; **image 11** : une vue d'une ruelle principale menant au marché central de Paoua. @ : images terrain de l'auteur, Paoua, sep. et oct. 2016

Arrivé à Paoua, nous avons constaté une situation sécuritaire précaire avec l'occupation des alentours de la ville par les groupes armés : les sorties est et nord sont occupées par les groupes MPC (ex-Séléka) et les sorties ouest et sud sont contrôlées par les éléments de la Révolution et Justice (RJ) et les Anti-Balaka. Ces groupes armés ont érigé des barrières stables sur les axes peu fréquentés par les forces de la MINUSCA. Pour nous résumer la situation sécuritaire de la ville de Paoua, un chef de groupe local a utilisé la métaphore suivante : « la ville de Paoua est comme un îlot au milieu de la mer que constituent les groupes armés » (Entretien avec un chef de groupe de Paoua, mars 2017). Ce qui décrit parfaitement la situation dans laquelle vit la population de cette ville depuis des mois avant notre première arrivée, et même pendant et après notre séjour.

1.2.1.2. Second séjour à Paoua et ses environs

Notre second séjour au début du mois de mars 2017 était encore plus instructif. Alors que nous avons limité notre première visite de recherche à la seule ville rurale de Paoua, nous avons décidé durant notre seconde visite d'aller au-delà du centre-ville dans les villages environnants. Le facteur déclencheur de ces périples a été une réunion d'échange entre les jeunes de la ville de Paoua et la MINUSCA sur la situation sécuritaire et le recrutement des jeunes par les ONG

internationales humanitaires installées dans la localité. A l'entame de cette réunion convoquée sur l'initiative des jeunes du CNJ locale et tenue le 11 mars 2017 à la maison des jeunes de Paoua, tous les participants étaient d'avis que des efforts sont déployés par la MINUSCA pour maintenir la stabilité dans le centre-ville de Paoua, mais que l'insécurité règne dans les villages environnants puisque contrôlés par les groupes armés en dépit des patrouilles intermittentes des forces de la MINUSCA. Pour toucher du doigt cette réalité, nous avons décidé d'effectuer cinq voyages (le voyage se fait alors méthode comme le dit Carole Lanoix, 2014 ⁴⁷) sur les axes et certains villages aux alentours de la ville de Paoua. Cependant, deux voyages ont été annulés à cause de la situation sécuritaire jugée critique. Néanmoins, les trois autres voyages nous ont appris beaucoup de choses (cf. De Bruijn & Brinkman, 2012, "travel as discovery") sur le vécu de la population en dehors du centre-ville : barrières des groupes armés, rackets sur la population et les passants, occupation des villages par les groupes armés, absence de l'autorité de l'État, villages incendiés, etc. Pour décrire cette situation, un staff de la Coordination des Affaires humanitaires (OCHA) installé dans la ville de Paoua nous affirme que « la population est comme un supermarché pour les groupes armés » (entretien avec un staff de OCHA, Paoua, mars 2017). Certes, alors que dans le cas d'un supermarché, on achète les marchandises, ici, les groupes armés, qui empêchent déjà les gens de vaquer librement à leurs diverses occupations (petits commerces et agriculture de subsistance principalement), "prennent gratuitement" entre les mains de cette même population, les maigres produits de leurs labeurs non seulement dans les villages directement, mais aussi sur les barrières. A ce propos, un notable d'un village de la sous-préfecture de Paoua nous a confié ceci :

En matière de "formalités"⁴⁸, les hommes en arme ne transigent pas. Si tu n'as pas d'argent pour ces "formalités", la meilleure des choses à faire est de ne pas se déplacer ; car les hommes armés ont installé leurs barrières partout. De temps en temps, ils font irruption dans les villages et exigent des cabris ou des bottes de paille aux habitants. Parfois ils nous obligent d'attraper nos propres chèvres et de les leur donner. Et malheur aux réfractaires ! (Entretien avec un notable du village Korozian, mars 2017).

En 2017, un rapport des chercheurs de l'IPIS/DIIS, estime que les groupes armés ex-Séléka gagnaient environ six millions d'euros par an de leur imposition sur les principaux circuits économiques dans leur zone de contrôle.

⁴⁷ Le terrain étant nécessairement issu d'un voyage, d'un déplacement – au sens strict comme au figuré – de notre aptitude à nous confronter à l'ailleurs et aux différentes altérités (Lanoix, 2014).

⁴⁸ « Formalités » est un terme générique qui désigne dans le langage familier toutes les taxes et amendes infligées aux usagers des voies publiques et sur les marchandises par ceux qui montent la garde sur les barrières routières. Cette pratique fréquemment utilisée par les forces de l'ordre qui vont au-delà du légal est reprise par les groupes armés pour se faire de l'argent illégalement sur les passants, et au-delà, financer la guerre.



De la gauche vers la droite : image 12 : Patrouille de la MINUSCA vers les villages ; **image 13** : Ticket de "formalité" sur un poste de contrôle tenu par le MPC et la RJ. Ici, lire « Date le 13/03/2017, Poste Contrôle de Béboua3 /MPC.RJ - Taux 500 [FCFA] » (ticket payé par nous-même au tarif réservé aux motos sans bagages).
@ : images terrain de l'auteur, Paoua, mars 2017.

C'est dire à quel point l'expérience du voyage est essentiel pour comprendre le fonctionnement et surtout l'état des communautés, surtout en temps de conflit comme dans notre cas. Ces voyages nous ont permis de comprendre les privations, les enthousiasmes (s'il y en a) et les (dé)connexions des communautés (De Bruijn & Brinkman, *idem*).

Toute cette situation fait de la sous-préfecture de Paoua une zone d'insécurité persistante et d'entrave à la libre circulation qui ajoute à la crainte d'y mener des recherches liées à la violence et aux acteurs armés tout en abordant des questions personnelles et délicates à travers les histoires de vie des informateurs. En dépit de ces faits, nous avons rencontré durant nos visites une population qui s'adapte, qui résiste (ou qui essaie de résister) et qui "fait avec" la guerre afin de continuer de vivre (Kanafani-Zahar, 1999 ; voir aussi De Bruijn & Both, 2018) avec la peur au quotidien et dans l'incertitude du lendemain... Mais comment avons-nous aussi "fait avec" la guerre lors de nos deux séjours de terrain (2016 et 2017) afin de parvenir à collecter les informations devant étayer nos questions de recherche ?

I.2.2- Faire la recherche dans une incertitude sécuritaire permanente à Paoua

D'un point de vue linguistique, Paoua est une localité où les gens s'expriment davantage en patois (Kaba ou Tali/Talé) qu'en Sängö. Or, nous ne maîtrisons pas ces patois, mais avons l'avantage de parler le sängö qui est pratiquée par tous, heureusement. En cette période de crise que le pays traversait, les rumeurs d'affrontements et d'attaques étaient monnaie courante aussi bien à Bangui qu'à Paoua. A Paoua donc, en octobre 2016, il n'y avait pas encore d'alliance formelle entre les groupes armés en présence (MPC, RJ et Anti-Balaka). Les attaques entre ces

groupes armés, mais aussi contre la population dans les villages environnants étaient quasi régulières et imprévisibles. Nous étions donc souvent informé de ces cas de violences. En revanche, il y avait aussi de folles rumeurs sur les affrontements armés et une annexion imminente de la ville de Paoua par les ex-Séléka du MPC. Les informations semblaient tellement sérieuses que les gens n'en parlaient qu'en patois. Même nos compagnons de terrain ne nous en parlaient pas. Voulaient-ils simplement éviter de nous plonger dans la frayeur ? Nous ne saurions le dire. Pourtant, la psychose gagnait les esprits et par moment, des gens peu scrupuleux en profitaient pour semer la panique afin de faire fuir les habitants et en profiter pour les déposséder de leurs biens.

Ce fut le cas un jour de marché à Paoua où les gens ont semé la pagaille juste en annonçant l'entrée des éléments armés dans le marché, faisant fuir les gens dans tous les sens. Nous étions là, mais nous n'avions rien compris et avons fui aussi comme les autres avant de revenir une fois rassuré de la supercherie. Nous serons informé plus tard qu'un « jeune moulineur était en train de moudre du manioc à l'intérieur du marché, et dès que la machine a fait "poum !", deux jeunes gens ont cru entendre des coups de feu et se sont empressés de fuir en débandade. Dès cet instant, des voix ont crié "les Séléka arrivent !" et c'est la débâcle totale au marché. C'est dire que tous les matins, tous les soirs, tout le monde vit dans la peur ici dans la ville de Paoua » (entretien avec le Président du CNJ local, Paoua, oct. 2016). Après cet épisode trouble, on va dénombrer des cas de vols au retour des vendeurs auprès de leurs marchandises, mais aussi des pertes d'argent par les clients dans leurs fuites.

Ce fut aussi le cas une nuit lorsqu'un quartier du sud-ouest de Paoua s'est vidé de ses habitants qui ont passé la nuit ailleurs, suite à des rumeurs d'une attaque imminente de la ville à partir de ce secteur. Le lendemain matin, on a recensé des cas de cambriolages des maisons en l'absence de leurs propriétaires.

Il s'agit donc là d'une situation de « danger ambiant » (Lee, 1995) qui rythmait notre séjour de recherche limitant ainsi nos mouvements à des endroits et à des heures précises. Paoua en tant que ville n'a depuis ce jour jamais été assiégée. Cependant, les environs de la ville n'ont pas cessé de faire l'objet des attaques régulières (comme en 2018 et 2019) faisant fuir la population vers le centre-ville de Paoua où un contingent des Forces armées centrafricaines (FACA) était finalement déployé. C'est dans ce contexte instable et imprévisible que nous avons effectué la collecte de nos informations, sous les appels répétés des parents, et autres connaissances qui insistaient que nous quittions immédiatement notre terrain, car la ville de Paoua allait être assiégée d'un moment à l'autre.

Certes, ce « contexte de rumeurs incessantes et d'incertitude du lendemain » n'a pas manqué de renforcer la réticence de certains informateurs avec qui nous essayions d'instaurer un climat de confiance en dépit de cet « inconfort ethnographique » (Ayimpam & Bouju, 2015) ambiant. Toutefois, notre proximité ou familiarité, notre franchise, notre simplicité et surtout notre patience nous ont permis d'infléchir la tendance, de faire des rencontres décisives, et d'avoir des échanges fructueux avec nos interlocuteurs qui nous en ont recommandés d'autres. A titre d'exemple, cherchant à recueillir des données sur l'histoire du groupe armé *Codo-Mbakara* auprès des témoins vivants de l'époque, les autorités et certaines personnes ressources de Paoua nous ont toutes orienté vers un chef de groupe de la localité. Nous avons entretemps (octobre 2016) eu le privilège d'être introduit auprès de ce doyen de la localité par le bureau du CNJ de Paoua. Cependant, par prudence (ou plutôt méfiance) au regard du contexte sécuritaire fragile, il a d'abord refusé de nous donner ces informations, de même que l'enregistrement de l'interview. Nous avons donc parlé des jeunes et de la violence en général, mais aussi des anciens programmes DDR en nous contentant des prises de notes, sans véritablement approfondir notre sujet de préoccupation sur l'histoire de ce groupe armé. A la seconde occasion (mars 2017), malgré le fait que nous étions devenu une figure familière pour cet interlocuteur, il a une fois de plus refusé de nous raconter cette histoire par prudence, car selon lui, cela devrait l'emmener aussi à dévoiler les causes du décès de l'un des instigateurs de cette rébellion en l'occurrence monsieur Mbaïkoua. Nous lui avons donc expliqué qu'il n'y était pas obligé, et que notre souci premier était de connaître cette histoire racontée par un témoin vivant afin de confronter la version orale à ce que nous avions déjà lu dans la littérature savante. Il a donc accepté et nous a demandé de mettre en marche notre dictaphone, car il nous "connaissait"⁴⁹ déjà. Il est certes prudent, mais cette prudence voire méfiance est incontestablement liée à l'insécurité persistante ayant occasionné la crainte de l'autre, crainte sous-tendue par l'incertitude du lendemain.

Revenons enfin à la question de la langue pour dire d'emblée qu'en Centrafrique en général, le fait de ne pas s'exprimer dans le patois local place souvent les gens venus d'autres contrées du pays, même s'ils parlent sängö, dans une posture d'"étranger" (en sängö, on dit *ga gango*, ou littéralement, "quelqu'un venu d'ailleurs"). De ce fait, une confiance réelle (même superficielle) ne s'établit souvent qu'après que le chercheur ait été introduit/recommandé par une autorité, une connaissance, un parent, etc. Dans le cas contraire, les relations doivent être développées

⁴⁹ Il faisait ici référence à nos appels téléphoniques depuis Bangui pour prendre de ses nouvelles et de sa famille, actes qu'il appréciait comme une preuve de familiarité.

au fil du temps pour instaurer une confiance somme toute totale, surtout dans les situations de recherche telle que la nôtre, menée en pleine crise sécuritaire. Faisons remarquer que la langue n'a pas vraiment affecté négativement notre recherche. Elle n'a constitué qu'un frein anodin avec quelques rares interlocuteurs jeunes qui ne maîtrisaient pas parfaitement certains concepts et formules que nous utilisions en sängö, vu qu'il y'a des petites nuances entre le sängö parlé à Bangui et le sängö parlé au niveau local. Mais avec des reformulations nécessaires, les échanges se sont déroulés normalement. Nous n'avions donc pas eu recours au service d'un interprète puisque nous avons aussi la possibilité de revenir vers un informateur pour repréciser des aspects obscurs d'un discours ou en approfondir d'autres. Même si le service d'un guide était nécessaire pour aller dans les quartiers reculés, celui-ci se mettait à l'écart lors des entretiens. Ajoutons enfin que la non maîtrise des patois locaux (nous ne parlons ni le Kaba ni le Tali/Talé) qui nous a empêché d'être exposé à toutes les folles rumeurs, nous a permis de ne pas suspendre prématurément la collecte de données, car n'ayant pas été gagné par la panique. Par contre, nous courrions le risque d'un danger réel, et allions mettre en danger nos informateurs et guides de terrains si ces rumeurs venaient à se confirmer.

Insécurité dans la communauté, crainte de l'autre, rumeurs déstabilisantes, incertitudes du lendemain, sont le lot quotidien de la population et du chercheur en cette période trouble. Il a donc fallu user de patience, de ténacité et adapter nos pratiques et agenda selon l'humeur du temps pour être en mesure de visiter certains lieux et se rendre compte de la réalité des faits en tant qu'observateur sans recourir systématiquement et exclusivement aux commentaires des observés (Lanoix, 2014) ou des informateurs privilégiés.

I.3- De la "continuité" de la vie et de la recherche empirique en temps de guerre

Tel que développé jusque-là, Bangui et Paoua apparaissent comme des endroits sous la pression des armes (et des machettes) depuis des mois ou des années, durant nos recherches de terrain de 2016 à 2018 et au-delà. Certes, dans les deux contextes, nous étions sur des terrains « où la mort est [était] endémique, familière, révoltante ; la vie qui continue [ait] exprime [ait] la résistance d'une population soumise à l'arrêt de la normalité⁵⁰. A certaines périodes du conflit, on pouvait constater des "cadences " qui s'installaient et qui duraient quelque temps : un matin plus ou moins calme, puis une détérioration en fin d'après-midi... », et on pouvait même

⁵⁰ La guerre ayant intégré le quotidien depuis fort longtemps, la continuité de la vie pendant la guerre était devenue inévitable et "normalisée" (De Bruijn & Both, 2018). La "normalité" a donc pris une forme particulière et liée au contexte inchangé que nous analysons dans les chapitres suivants.

remarquer une « familiarisation » plus ou moins approximative avec les armes les plus fréquemment utilisées et leurs effets afin de s'en prémunir autant que possible (Kanafani-Zahar, 1999 :37-38). Ce dernier constat apparaissait même dans les propos de nos interlocuteurs capables de dire approximativement, rien qu'en écoutant les détonations, de quelle arme il s'agissait (kalachnikovs, roquettes, obus, etc.), voire d'où cela pouvait provenir. Enfin, les rumeurs aussi n'étaient pas du reste, et constituaient le lot quotidien de la population aussi bien à Bangui qu'à Paoua comme nous l'avions souligné. Il fallait donc mettre à jour nos informations sécuritaires avant toute sortie et s'adapter pour avancer dans la collecte des données surtout dans un contexte habitué à l'oralité où les rumeurs ont tendance à se concrétiser...

Ainsi se présentent les contextes assez mouvementés durant lesquels cette recherche a été conduite. Ajoutons pour finir que ce climat tel que décrit, faisait nécessairement appel à une démarche minutieusement pensée afin de ne pas se mettre en danger et d'exposer la vie de nos informateurs si les informations en venaient à tomber « en de mauvaises mains » (Wood, 2006, cité par Boumaza & Campana, 2007:16). Cela nous plaçait dans la situation suivante décrite par Pottier *et al.* (2011, cité par Ayimpam, 2015 : 58) : «The specific ethical dilemmas of the work that researchers are engaged in while working in violent and conflict-affected settings lead researchers to question what methodological adaptations can be made to, for instance, protect informants, reduce risk for research team [...] or find reliable information in a climate of rumour, silence, innuendo, and suspicion⁵¹ ». Nous approfondissons cette question dilemmatique dans le sous-chapitre suivant au cours duquel nous abordons la question de l'éthique et de l'adaptation méthodologique en terrains sensibles et difficiles.

II. L'ENDOETHNOGRAPHIE ET LES ADAPTATIONS METHODOLOGIQUES EN TERRAINS SENSIBLES ET DIFFICILES

Comme on le voit apparaitre clairement dans les lignes précédentes, nous avons mené cette recherche "chez nous" en Centrafrique en milieu jeune étant jeune centrafricain nous-même. Dans cette situation où le sujet est aussi objet, il est intéressant d'aborder la question des défis

⁵¹ «Le dilemme éthique spécifique dans lequel les chercheurs sont engagés lorsqu'ils travaillent dans des contextes de violence et de conflit les conduit à s'interroger sur les adaptations méthodologiques devant être effectuées pour, par exemple, protéger les informateurs, réduire les risques pour l'équipe de recherche [...] ou trouver des informations fiables dans un climat de rumeur, de silence, d'insinuation, et de suspicion" [notre traduction].

de terrains et les bricolages méthodologiques auxquels nous avons recourus lors de cette pratique ethnographique chez soi, même si notre rapport à l'objet ne sera pas approfondi ici.

II.1- L'endoethnographie et la question identitaire en terrains sensibles et difficiles

II.1.1- Bangui et Paoua, des terrains difficiles ou sensibles ?

Avant de nous engager dans cette recherche sur les jeunes et les conflits violents de longue durée en Centrafrique, nous savions que des difficultés nous attendaient, mais nous ne savions pas quelle en serait l'ampleur. En effet, il est bien connu que la notion de *terrain* même est empruntée au vocabulaire militaire et sous-tend une certaine opposition dans la relation lors du déroulement des opérations : « [...] tout un lieu où se déroulent des affrontements divers » (Pulman, 1988, cité par Boumaza & Campana, 2007: 08). Ainsi, nous étions quelque part averti, et pouvions donc prendre des précautions en amont pour adapter nos pratiques sur terrain. Mais les réalités mouvantes du terrain vont très vite nous révéler les limites de nos stratégies anticipatoires. Alors, comment nous nous sommes débrouillé face à cette situation? Pour répondre à cette préoccupation, commençons par répondre à la question de savoir si nos terrains⁵² peuvent être qualifiés de *sensibles* ou de *difficiles*.

D'après Boumaza & Campana (*idem* : 08, 23) le *terrain difficile* est « [...] communément associé aux zones de violence ou aux contextes d'insécurité, elle englobe de fait d'autres types de terrains. Ainsi, les enquêtes menées sur des objets considérés comme socialement illégitimes ou sur des acteurs stigmatisés ou prosélytes peuvent y être incluses ». Toutefois, ajoutent les auteurs, cette difficulté « varie non seulement selon l'identité sociale du chercheur, mais aussi en fonction des effets de structures (institutions totales, groupes radicaux, marginalisés, contextes de conflits,...) qui réduisent d'autant la marge de manœuvre de l'ethnographe. » En revanche, les terrains deviennent *sensibles* lorsque :

[...] porteurs d'une souffrance sociale, d'une injustice, de domination, de violence, [...] [ils] impliquent de renoncer à un protocole d'enquête par trop canonique, [...] avec un souci permanent de rigueur, de nouvelles manières de faire, les espaces enquêtés sont souvent isolés, fermés, à la marge, et le caractère éphémère de certaines situations est susceptible de précipiter la recherche, ou de la clore. (Bouillon *et al.*, 2005, cité par Hadiza Moussa, 2014 :103).

⁵² Ayant choisi de travailler à Paoua et à Bangui et sa commune adjacente de Bégoua, nous nous sommes inscrit d'emblée dans le cas d'une enquête multisituée: "Multi-sited research is designed around chains, paths, threads, conjunctions, or juxtapositions of locations in which the ethnographer establishes some form of literal, physical presence, with an explicit, posited logic of association or connection among sites that in fact defines the argument of the ethnography" (Marcus, 1995)

A la lumière de ces deux définitions, nous pouvons dire que nos terrains ont été à la fois difficiles et sensibles, puisque la différence entre les deux se brouille dans notre cas. D'abord, nos terrains ont été difficiles du fait que nous naviguions dans un environnement d'insécurité et difficile d'accès, mais aussi où tout peut changer du jour au lendemain alors que les chances de nous éloigner le plus rapidement possible du danger étaient quasiment nulles, contrairement à Michel Naepels qui pouvait s'éloigner du danger à Pweto (Congo) seulement grâce à son passeport et de l'argent (Casanova & Chemery, 2015). Le conflit était encore perceptible et tout pouvait arriver à tout moment. A Paoua en 2016 et 2017, nous étions inquiété de multiples fois, par la situation sécuritaire, parce que la moindre erreur était un "motif" qui pouvait nous exposer aux courroux des rebelles dans un milieu où l'ordre et la loi ne sont que des mots. Ce qui atteste de la difficulté à travailler dans un contexte où le danger n'est pas loin. La sécurité devient alors personnelle.

Nos terrains deviennent sensibles du fait des informations qu'il fallait recueillir surplace et auprès des jeunes précédemment associés à des groupes armés avec leurs statuts de vulnérables et/ou condamnables. Certains de nos interlocuteurs étaient porteurs de souffrances sociales, d'une injustice, de domination ou de violence ; d'autres plus actifs comme auteurs d'atrocités, étaient enclins à être moins ouverts. Durant les dernières interviews avec les leaders des groupes armés à Bangui, certaines questions sensibles (tueries, vols, braquages, etc.) pouvaient nous exposer davantage à la suspicion et précipiter la fin de la relation d'enquête déjà difficile à établir. Toutefois, une fois ces questions abordées, tous ont tendance à mettre en avant leur côté humaniste. Par contre, l'un des jeunes plus fermé sur sa participation aux atrocités lors de nos premiers entretiens, s'est extériorisé lorsque nous l'avions rencontré des mois plus tard en informel.

A Bangui, en juin 2019, nous avons été inquiété lorsque nous avons demandé à un précédent informateur de nous accompagner chez un de ses ex-compagnons anciennement associés aux Anti-Balaka. A notre grande surprise, il nous a emmené chez un ancien contact que nous n'avions pas rencontré pendant un moment, lequel est un ancien chef de faction anti-Balaka, son tuteur. Nous étions perturbé du fait que sans nous demander, il nous a conduit directement à ce dernier à la périphérie de Bangui. Nous connaissions son tuteur et avions été chez lui pour des entretiens ; mais comme ces jeunes sont ses "protégés", nous aurions au moins eu le temps de le contacter directement ou l'informer par courtoisie au moins, si nous étions averti à l'avance. Notre jeune informateur avait-il une idée derrière la tête ou ignorait-il simplement ces gestes de courtoisie préalables ? Bien que tout se soit finalement bien passé, la sensibilité des

informations recherchées ne nous autorisait pas à nous retrouver dans une situation aussi gênante dans une zone éloignée du contrôle immédiat des forces de sécurité. Du terrain sensible au terrain difficile, et du terrain difficile au terrain sensible, il n'y a qu'un pas.

II.1.2- La question de l'identité du chercheur en contexte de conflit

Dans ce climat d'incertitudes, un autre défi non négligeable auquel nous faisons face était relatif à notre identité religieuse, mais aussi notre statut de chercheur. En effet, il a été démontré plusieurs fois que la dernière crise centrafricaine n'est pas un conflit interreligieux (Gomina-Pampali, 2017) ou interconfessionnel pour être précis, bien qu'il possède une forte dimension religieuse comme l'a reconnu le Pape François en visite à Bangui en novembre 2015 (Dickès, 2015). Cependant, cette explication simpliste (affrontements chrétiens-musulmans) ayant été longuement médiatisée, une bonne partie de la population a donc intégré le fait qu'il s'agissait clairement d'un conflit intercommunautaire entre des Séléka musulmans et des Anti-Balaka chrétiens (et/ou animistes). Pourtant, comme nous le verrons plus loin (cf. *infra* chap. V), les groupes armés en Centrafrique ont des pratiques plus animistes que proprement chrétiennes ou musulmanes, en dépit de leurs tendances pro-chrétiennes (Anti-Balaka) et pro-musulmanes ((ex-) Séléka) qui ont été instrumentalisées à des fins politiques. Ainsi, bien que nous n'affichions pas une chrétienté (port du crucifix par exemple), le fait de ne pas être un musulman (l'habillement et le parler arabe) faisait de nous *de facto* quelqu'un qui appartient au "camp des chrétiens" en dépit de nos efforts de « neutralité axiologique » et des « précautions sémantiques » adoptées (Moussa, 2014) pour éviter toute interprétation contraire. Dans la plupart des cas, cette "apparence identitaire" nous interdisait de nous rendre dans les milieux musulmans comme au quartier PK5 dans le 3^e arrondissement de Bangui, pour y effectuer des collectes de données. Dans les rares cas où nous avons pu le faire, nous étions pris pour un porteur/dépositaire des messages des souffrances et des stigmatisations qu'a subies la communauté musulmane (particulièrement à Paoua).

Dans les environnements plus chrétiens et animistes, nous avons également repéré une tendance à porter des accusations contre des Séléka étrangers et persécuteurs assimilés aux musulmans. Cela explique à quel point « ... la situation d'enquête peut parfois susciter des discours d'accusation (émanant des enquêtés contre d'autres acteurs) dont la pertinence relève surtout de l'autolégitimation (face au chercheur), et qui ne préjugent pas de l'existence de coopération à d'autres niveaux avec les acteurs ainsi stigmatisés » (Olivier de Sardan, 2008: 82). Notre neutralité axiologique s'en trouvait plutôt renforcée.

A Bangui, nous avons pris attache avec un vieil ami, ancien "Libérateur"⁵³ démobilisé après 2003, afin de nous faciliter l'entrée et les contacts avec des potentiels informateurs ou anciens combattants du PK5. Bien qu'il ait accepté sur le coup, il n'a pas procédé à cette mise en relation, du fait sûrement de la sensibilité des informations recherchées et de l'inaccessibilité du milieu. En cette période de tensions encore perceptibles, forcer les choses a plus de chances d'être très vite interprété comme une forme d'"espionnage" préjudiciable à l'enquête, au chercheur ou à l'informateur. Ce qui était un peu risqué du fait que notre présence pourrait susciter la méfiance par notre connaissance des « affaires » locales et notre implication possible dans les enjeux locaux (Ouattara, 2004).

Enfin, notre identité statutaire de chercheur était aussi flottante. A Paoua, nous étions tour à tour considéré comme un "agent du département ministériel de la jeunesse", un "évaluateur" des projets de démobilisation pour enfants financés par l'Unicef (ce qui n'était pas faux pour le début de cette recherche, mais cela a perduré), un "journaliste" (à cause de l'enregistrement audio des entretiens), et enfin un étudiant en thèse rattaché à l'Université de Bangui. Il faut dire que nos multiples tentatives tendant à (re)préciser notre identité n'ont rien pu y faire. Même un ami de terrain a refusé de nous accorder une interview, bien qu'il fût volontaire à nous guider dans notre quête, à nous présenter aux autres informateurs potentiels et à faciliter nos contacts futurs. Toutefois, cela n'a nullement affecté la qualité des informations recueillies au vue des préalables à l'entretien observés nous ayant permis de clairement exprimer nos objectifs, de rassurer et mettre en confiance nos interlocuteurs, de même que nos incessants efforts de rester accroché autant que possible à notre identité de chercheur centrafricain.

II.1.3- L'anthropologie chez soi en période de conflit

Nous avons déjà abordé notre identité de citoyen centrafricain et notre connaissance de l'interprétation de la crise qui était en cours. Ayant vécu ensemble les conflits avec les gens et étant affecté au même titre que le reste de la population, nous étions susceptibles de reproduire les explications toutes faites sur les conflits en Centrafrique (à l'exemple de l'argument confessionnel chrétiens/musulmans propagé par certains médias internationaux), ou même de prendre parti dans nos propos. Comme l'ont si bien noté Stéphane Beaud et Florence Weber (2010 : 07) « la proximité sociale et culturelle (...) produit une forme d'"évidence" du terrain

⁵³ Les Libérateurs sont les rebelles de François Bozizé qui ont réussi à renverser le président Ange Félix Patassé le 15 mars 2003.

qui endort la curiosité et trompe le regard trop habitué au monde qui l'entoure ». Si cette "proximité" peut constituer un avantage pour une compréhension plus objective des événements vécus ensemble, il fallait en revanche opter pour une plus grande « vigilance méthodologique » nécessaire à la « rupture épistémologique » afin de ne pas nous laisser emporter par les événements et interprétations toutes faites au risque d'être « empêtré » dans des enjeux divers (Bourdieu *et al.* cités par Ouattara, 2007 : 1). Résidant au cours cette recherche dans des milieux non musulmans, et plus en contact des gens avec des positions partisans (souvent anti-musulmanes) relativement au conflit en cours, adopter des points de vue contraires ou neutres dans les discussions nous mettaient parfois dans des situations d'adversité par rapport à la logique environnante. Ces défis liés à la réalisation d'une ethnographie chez soi ont été surmontés grâce à notre volonté de rechercher la véracité des informations, de ne pas nous contenter des explications toutes faites et de chercher à comprendre en profondeur les contextes et les particularités locales et individuelles.

C'est dire que si faire de l'anthropologie chez soi a quelques avantages comme le partage d'une langue commune qui évite les biais de l'interprétariat, une histoire partagée qui facilite les échanges et la compréhension, ou une proximité sociale et culturelle avérée, il est clair que cette pratique ethnographique chez soi regorge de nombreux pièges au déroulement normal d'une recherche et dans un atmosphère de suspicion. C'est le cas de l'inaccessibilité à certains milieux ou certains interlocuteurs, le risque de parti-pris, ou des interprétations excessives. A certains moments nous nous sentions chez nous (habitudes alimentaires ou vestimentaires, langue sängö, partage d'une histoire nationale commune), tandis que dans d'autres circonstances, nous nous sentions comme un étranger dans une société centrafricaine qui nous a vu naître et grandir (patois, milieux confessionnels, statut de citoyen, de chercheur en dépaysement). C'est d'ailleurs l'une des preuves de la non homogénéité de la société centrafricaine. C'est pourquoi, nous dit Fatoumata Ouattara (2004), le lien d'appartenance à une société ne signifie pas nécessairement que le chercheur en partage tout l'espace culturel ou qu'il adhère au sens commun des enquêtés, d'où la distanciation nécessaire face à tout jugement de valeurs. Il était donc impératif de manifester un scepticisme de principe à l'égard des analyses « généralistes » et des découpages préétablis, à douter à priori des explications toutes faites, à aller voir de près la réalité sociale et à les observer dans le détail (Beaud & Weber, *idem* : 8). Toutefois, ces efforts exigent de prêter attention aux implications éthiques et méthodologiques.

II.2- L’Ethique et les adaptations méthodologiques en terrains sensibles et difficiles

Nous avons dit que cette thèse a aussi bénéficié de données issues d’un projet de recherche relatif aux programmes de réintégration des enfants anciennement associés aux forces et groupes armés (EAFGA) financés par l’UNICEF en Centrafrique. Les investigations menées dans le cadre de ce projet s’intéressaient auxdits programmes en cours certes, mais portaient aussi sur la situation des enfants démobilisés par les projets antérieurs de réintégration, ceux-là qui (normalement) sont devenus des adultes aujourd’hui. Que sont-ils devenus ? Ont-ils de nouveau rejoint les groupes armés ? Comment la guerre a impacté et impacte leur vécu ? De là est né notre intérêt sur l’omniprésence des jeunes dans l’arène politique et plus particulièrement les conflits violents de longue durée en Centrafrique. Les premières descentes sur terrain nous ont alors permis de commencer une collecte d’informations relatives audit projet, mais avec un statut d’évaluateur qualitatif des projets de démobilisation pour enfants financés par l’UNICEF et mis en œuvre par ses partenaires humanitaires. Ce fut là l’une de nos portes d’entrée et d’accès à la réalité des enfants et jeunes associés aux forces et groupes armés. Cette agence onusienne étant très connue dans les localités parcourues, se présenter aux autorités, aux acteurs humanitaires et aux communautés comme chercheur et partenaire de l’UNICEF permet de lever le doute sur notre statut, nous offrant ainsi l’opportunité de commencer la collecte des informations sans trop de difficultés, même si certains partenaires de l’UNICEF étaient réticents à nous communiquer certaines informations jugées restrictives. Au moins, nous avons eu accès aux enfants et jeunes qui ont bénéficié ou qui bénéficiaient des aides tout en adhérant aux codes de conduites (éthiques) de cette agence onusienne dans le travail avec les enfants. Cela nous a donc permis de commencer notre recherche sans entrave majeure quant à la question de notre acceptabilité communautaire et institutionnelle.

Cependant, pour aller au-delà des enfants associés aux forces et groupes armés et embrasser l’étude des jeunes et de la communauté en général, il nous fallait poser des questions sur d’autres aspects de la vie des jeunes en liens avec les conflits violents et de longue durée. Dans un cas ou dans l’autre, nous devrions observer des principes éthiques que Supiot (2001, cité par Desclaux & Sarradon-Eck, 2009) définit comme un « ensemble de règles ayant pour objet de soumettre l’activité scientifique au respect de valeurs jugées plus hautes que la liberté du chercheur ». Car, comme le disait justement Michel Naepels (2006), en parlant de « violence », l’anthropologie s’inscrit dans un espace qui est à la fois celui des sciences sociales et celui de l’éthique. Nous étions donc assujetti au respect des principes de consentement libre et éclairé des informateurs, leurs droits à l’anonymat et à la confidentialité. Il fallait aussi obtenir les

autorisations parentales pour les mineurs, et surtout protéger les données et les informateurs comme le recommande *The Association of Social Anthropologists of the UK and the Commonwealth* (1999). Comme c'est le cas dans les différents codes éthiques liés à la santé, il est question de considérer que l'intérêt du "sujet" doit primer sur l'intérêt de la société (Desclaux & Sarradon-Eck, *idem*). A cet effet, nous disposions d'un formulaire de consentement informé que nous nous employions à expliquer à nos interlocuteurs avant leur adhésion ou pour obtenir l'accord de leur représentant légal (pour les participants mineurs) à la recherche. Tout était alors mis en œuvre en vue de rendre la relation enquêteur-enquêté/chercheur-informateur la plus égalitaire possible.

Dans la pratique, après la présentation du chercheur et des objectifs de la recherche à nos informateurs, nous avons entrepris au départ de leur faire signer les déclarations de consentement libre et éclairé afin de les rassurer de leur droit à la rétractation, à la protection et autres, de même que de notre engagement en tant que chercheur au respect de ces engagements⁵⁴ (déclaration d'engagement du chercheur). Si cela a fonctionné au départ pour les jeunes en formation par les ONG partenaires de l'UNICEF, cela a été plus difficile dans les autres cas, notamment chez certains anciens combattants auto-démobilisés. En effet, au regard de l'analphabétisme ambiant⁵⁵ et de la situation sécuritaire volatile, faire signer un document aux enquêtés n'est pas toujours apprécié du fait de l'engagement juridique que cela implique et souvent interprété négativement. C'est ainsi que certains ont refusé de signer les déclarations de consentement, mais ont toutefois donné leur "accord verbal" afin que les interviews soient enregistrées, tandis que d'autres ont non seulement refusé de signer les déclarations, mais ont aussi refusé l'enregistrement audio des entretiens tout en restant disposés à s'entretenir avec nous. Dans ce dernier cas, nous étions obligé de prendre note et de procéder à des reconstitutions aussitôt après la fin des interviews avec les risques de perte de certains détails précieux. Heureusement que ces derniers cas étaient rares.

Les premiers contacts étaient alors établis et les entretiens ont commencé. A Paoua par exemple, autant notre présence ne passait pas inaperçue dans la ville, autant nous n'avions pas exclu

⁵⁴ Tout était mis en œuvre aux plans éthiques et déontologiques pour que les données ne tombent pas en de mauvaises mains, ni accessibles à d'autres structures à des fins d'enquête policières/judiciaires, ou aux médias. Même nos conversations ordinaires étaient surveillées afin de ne pas laisser échapper des informations ne devant être partagées qu'avec les membres de l'équipe de recherche.

⁵⁵ Sur la base des données du recensement générale de la population et de l'habitation de 2003 (RGPH03), on estime que près de 6 Centrafricains sur 10 ne savent ni lire, ni écrire.

d'être là où se trouvaient les jeunes⁵⁶ : réunions et visites du CNJ locale, place de marché et de consommation des boissons locales⁵⁷, terrain de football, etc. Cette démarche méthodologique nous a été bénéfique et a permis que nous soyons à chaque fois présenté à ceux qui ne nous connaissaient pas, nous permettant ainsi de construire un réseau de contacts de plus en plus important.

En outre, la violence étant toujours ambiante, et étant dans l'impossibilité de rencontrer au moment voulu nos informateurs, que ça soit à Bangui ou à Paoua, nous n'avions pas manqué de faire des simples coups de fils⁵⁸ de courtoisie afin de rester le plus proche possible d'eux, et de comprendre l'évolution des contextes. En retour, nos informateurs ne manquaient pas à chaque occasion de nous donner des informations sur leurs localités et leurs vécus respectifs tout en appréciant cette manière de "penser à eux". Nos prochaines descentes sur terrain étaient ainsi facilitées car nous sommes devenu une personne "connue" pour nos informateurs en plus d'être "attentionnée". Ce fut l'un des « gages » qui a finalement assoupli nos relations sur terrain. Ce rapprochement, disions-nous et l'amitié qui en a résulté dans certains cas, ont permis aux plus méfiants de « baisser les boucliers » (Boumaza & Campana, *op. cit.* :12, 13) et de nous raconter leurs histoires en toute confiance. Il nous a donc fallu jouer avec les impératifs méthodologiques et innover ou adapter nos pratiques face à la volatilité de la situation sécuritaire sur terrain, car les simples garanties de neutralité, de confidentialité et d'anonymat n'étaient pas suffisantes pour persuader l'autre à nous confier sa vie avec toutes les violences subies ou commises qui faisaient de nos informateurs des sujets aussi bien vulnérables que condamnables (Ayimpam & Bouju, 2015).

A Bangui comme à Paoua, les entretiens enregistrés étaient anonymisés et stockés sur un disque dur externe dont l'accès est conditionné par un code, étant donné qu'en cette période d'insécurité, l'ordinateur attire plus les regards des bandits. Et même en position de faiblesse, nous pouvions néanmoins négocier la restitution d'un disque dur externe dont les potentiels

⁵⁶ Cet "encliquage" relatif ne nous dispensait pas de maintenir notre "lucidité méthodologue" (Olivier de Sardan, 2008: 93-94).

⁵⁷ A Paoua, il vaut mieux organiser les entretiens (c'est aussi valable pour les réunions) durant la matinée. En effet, certains habitants, cultivateurs pour la plupart, travaillent davantage les matins au regard du fort ensoleillement. Par contre, durant les après-midi, une bonne partie des jeunes et adultes se retrouvent autour des marmites de boissons locales. De ce fait, ils sont rarement "disponibles" durant les après-midis, puisque moins lucides. Par moment, nous avons suivi le mouvement par "indigenisation" (Sardan, 2008), et certains de nos contacts ont ainsi été tissés sur ces lieux de boisson locale faite à base de mil.

⁵⁸ Nous faisons ainsi des enquêtes à « distance » par téléphone non seulement pour garder la relation avec nos enquêtés, mais aussi pour continuer à avoir des nouvelles de nos informateurs et de notre terrain en période d'instabilité (Bouju, 2015).

racketteurs y gagneraient moins, comparativement à un ordinateur qui pourrait leur rapporter davantage. Etant constamment sous la menace des situations « extrêmes » de ce type (Le Palec & Luxereau, 1999), cela nous a demandé des efforts de réflexion et d'adaptation de nos pratiques ethnographiques avec une attention particulière aux principes éthiques et déontologiques de notre discipline via des compromis aussi bien avec les informateurs qu'avec les contextes instables. C'est dire à quel point il fallut être toujours en éveil, et parfois « obéir » tout simplement aux caprices du terrain, car « une recherche sociale n'est pas une succession de méthodes et techniques stéréotypées qu'il suffirait d'appliquer telles quelles et dans un ordre immuable. Le choix, l'élaboration et l'ordonnance des procédures de travail varient avec chaque recherche particulière » (Quivy & Van Campenhout, 1995 :6-7).

III. METHODES DE TRAITEMENT ET D'ANALYSE DES DONNEES

Les données étant collectées en dépit des situations dans lesquelles s'est réalisée cette recherche comme précédemment explicité, essayons maintenant de voir comment elles ont été traitées et analysées. En effet, la particularité de cette recherche (qui n'est pas nouvelle dans le domaine des sciences humaines et sociales) est que nous avons commencé la collecte de données empiriques sur les enfants et les jeunes en Centrafrique d'une manière générale, avant de nous pencher véritablement sur la formulation des questions de recherche qui constituent le fondement de cette thèse. Cela nous a permis d'avoir dans un premier temps, une vue panoramique sur la situation des enfants et des jeunes dans l'arène politique en Centrafrique avant d'en tirer les éléments substantiels devant étayer nos analyses. Nos premières descentes sur terrain était donc guidées par un vaste objectif inscrit dans le projet de recherche menée avec l'UNICEF et ses ONG partenaires, en l'occurrence War-Child-UK et Caritas Centrafrique. Ce n'est que lors de nos descentes secondaires sur terrain que nous étions parti avec des formulations précises de questions visant une collecte canalisée en vue de répondre à une problématique de thèse⁵⁹. Cette démarche tranche un peu avec le modèle très en vogue de partir sur terrain après s'être gavé d'une bonne dose de théories et de concepts savants. Ce procédé a ses avantages certes, mais aurait le désavantage de nous enfermer dans une certaine orientation théorique et conceptuelle susceptible de pousser à plaquer nos trouvailles aux théories toutes faites (Baud & Weber, 2010). Cette large ouverture nous a donc permis de mener nos premières recherches dans une visée purement monographique facilitant ainsi la formulation de nos

⁵⁹ Ce qui ne signifie pas, loin de là, que nous étions parti comme un naïf et inculte sur terrain ! (Olivier de Sardan, 2008 :77).

questions de recherche *par le bas*, « de la donnée à la théorie », ce que Méliani (2013) à la suite de Paillé (1996) appelle justement la « théorisation ancrée ». D'autres auteurs parlent plutôt à ce propos, de la « méthodologie de la théorisation enracinée » ou *grounded theory* (Luckerhoff & Guillemette, 2017).

Alors que selon Méliani, certains auteurs ne font pas de différence entre « méthodologie de la théorisation enracinée » (*grounded theory*) et « théorisation ancrée », elle précise que cette dernière se distingue légèrement de la *grounded theory*, du fait qu'elle en est une adaptation-transformation (Paillé 1994, cité par Méliani, *ibid.*). Plus modeste, la théorisation ancrée est composée d'opérations conduisant à la *construction théorisante* - posture qui est la nôtre - et ne recherche pas la production d'une théorie comme le voudrait la *grounded theory* (Méliani, *ibid.*). Cette approche s'inscrit en plein dans une démarche inductive qui consiste à donner la priorité aux données empiriques, à l'expérience vécue, au terrain, pour ensuite avoir recours aux savoirs constitués dans un processus de construction de connaissance (Luckerhoff, & Guillemette, *idem*).

Ajoutons que dans le cadre du traitement et analyse des données collectées, nous avons également eu recours à la triangulation, « principe de base de toute enquête » (Olivier de Sardan, 2008 :79), que Caillaud et Flick (2016 :1) définissent comme « le fait d'appréhender un objet de recherche d'au moins deux points de vue différents ». Pour ce faire, nous n'avons pas hésité, en vue de mieux appréhender les faits, de faire usage de plus qu'un seul outil de cueillette (entrevues, observations, analyse de documents); mais aussi de croiser plusieurs sources différentes (orales, visuelles, écrites) afin de nous rassurer de la validité des informations obtenues sur terrain (Martineau, 2012 ; Caillaud & Flick, 2016)

Achevons ce paragraphe en insistant sur l'usage que nous avons fait de la méthode biographique comme principal dispositif de collecte afin de resituer dans leur contexte, les différents parcours des jeunes que nous analysons dans cette thèse. Ce dispositif nous a été important pour démontrer, à partir des vécus individuels, l'effet des contraintes sociales objectives sur le déroulement d'une vie, et de voir comment l'action des individus peut influencer sur l'évolution de celles-ci (cf. *supra* § sur l'agentivité ; théorie de la structuration); le souci étant de produire une histoire (sociale) "vue d'en bas". Le vécu des sujets apparaît ainsi comme la voie d'accès privilégiée à la connaissance d'un social (Joana, 1994). Comme nous le verrons, il ne s'agira pas de la description de cas exemplaires, mais simplement de l'usage d'un moyen

d'apprécier, dans le concret, le jeu entre acteurs et structures afin d'en ressortir les [ir]régularités (Joana, *idem*).

L'approche biographique s'inscrit en effet, dans cette démarche inductive qui accorde le primat aux données de première main. Mais cela pose tout de même la question de la justification des choix opérés, inévitables à toute situation de recherche, et souvent susceptible de réduire les analyses. Pour réduire au minimum ces risques de biais, nous avons l'avantage de la connaissance historique de nos terrains, mais avons aussi inscrit nos choix dans les contextes particuliers que nous avons vu évoluer en tant que jeune citoyen et chercheur centrafricain. En ce qui concerne les fragments d'entretiens, nous n'avons pas choisi de façon radicale et restrictive la forme illustrative (citation d'extraits ou fragments d'entretien pour illustrer un schéma théorique/conceptuel), ou restitutive (restitution d'entretiens dans leur intégralité) (Paugam, 1999) puisque tous nos entretiens enregistrés ont été intégralement transcrits⁶⁰. Par contre, nous avons fait un usage approprié de ces deux formes pour des raisons qui parfois, se révèlent toutes seules au fil de l'argumentation.

Revenons aux données pour dire qu'après les collectes via les entretiens (libres et semi-directifs), les observations directes et les prises d'images, nous les avons classé selon les types d'interlocuteurs (autorités politiques et administratives, leaders de jeunes, jeunes (anciens) combattants et non combattants, notables et autorités locales, acteurs humanitaires, etc.) et selon les catégories d'informations contenues dans les entretiens (historique, biographique, sécuritaire, contextuel, démographiques, socio-culturelle, etc.). Nous avons ensuite procédé à la réécoute des entretiens, nécessaire pour envisager la demande ou pas d'un entretien de suivi afin de préciser ou approfondir des aspects particuliers soulevés lors de l'entrevue précédente. La relecture des entretiens transcrits a permis de mesurer l'évolution de la recherche et de commencer un début d'analyse en rapport avec ce que nous avons appelé la construction théorisante en même temps que se faisait la triangulation. Pour ce qui est des images, certaines ont été prises par nos soins sur terrain, tandis que d'autres proviennent des membres de l'équipe de recherche qui a commencé avec l'UNICEF tel que montré dans les paragraphes précédents.

Les cartes enfin, ont été des productions et reproductions faites à partir des versions existantes grâce à notre collaboration avec le laboratoire Guy Lasserre du département de géographie de

⁶⁰ La plupart des entretiens s'étant déroulés en sängö, ces transcriptions étaient en même temps traduction du sängö en français. Quelques commentaires étaient placés entre crochets pour ajouter les détails précis liés aux propos tenus par les informateurs (rires, hésitations, silences, etc.). Cette opération réclamait plus de temps vu qu'il fallait rester le plus fidèle possible des propos tenus par les informateurs sans en déformer les sens.

l'Université de Bangui que nous remercions en passant. Des précisions selon le besoin de la thèse telles que les sites de collectes ont alors été apportées en vue de faciliter la compréhension aux lecteurs.

Conclusion du chapitre

Durant la période des collectes intensives de données empiriques de 2016 à 2018, les villes de Bangui (ainsi que sa commune périphérique de Bégoua) et Paoua étaient dans des situations d'instabilité sécuritaire. L'Etat ne disposant pas de moyens de contrôle total sur le territoire national, et les groupes armés n'étant pas encore désarmés, nous étions régulièrement confronté à des situations d'insécurité inattendues. Ce qui nous a obligé à adapter nos méthodes sans suspendre nos activités de collecte sur nos terrains qui étaient à la fois difficiles et sensibles.

Ainsi, par un effort de réflexivité et d'adaptation méthodologique, nous avons pu atteindre nos objectifs de recherche tout en ayant à l'esprit la protection des données et des informateurs. Pour ce qui est de notre identité, si elle a été flottante au regard de nos interlocuteurs selon les contextes, elle a été dans certains cas à la fois préjudiciable (apparence confessionnelle) et bénéfique (appartenance linguistique, professionnelle et citoyenneté) à cette recherche. Les données collectées trouvaient ainsi leur validité dans un contexte global à la Centrafrique que nous connaissions (en dehors de la documentation disponible consultée) pour y avoir vécu, et aussi grâce à nos expériences antérieures de terrain en tant qu'acteur humanitaire ayant beaucoup voyagé à travers le pays de 2014 à 2016 (donc en pleine guerre civile). Cette validité reste solide malgré la prédominance des références faites aux parcours des jeunes de sexe masculin du fait de la souplesse dans les échanges et suivis d'entretiens avec ces derniers qu'avec les jeunes de sexe féminin. Cette solidité a été aussi atteinte grâce aux apports d'autres chercheurs durant les collectes empiriques de 2016 à 2018. Toutes ces contributions ont largement participé à une compréhension profonde de la situation d'arène politique que nous analysons à travers le prisme de l'histoire et de la capacité d'action des jeunes. Les données collectées ont suivi un processus de traitement (classification et transcription) via la triangulation inscrite dans une démarche de construction théorisante.

En somme, cette recherche sur l'arène politique en Centrafrique réalisée en pleine crise sécuritaire, atteste de la persistance des situations contraignantes et des confrontations entre acteurs de cette arène pour des intérêts variés. Aussi, de l'expérience empirique vécue, il en ressort que la pratique ethnographique en contexte de conflit, bien que effectuée chez soi, "à la maison", est une aventure complexe, mais riche en enseignements.

CHAPITRE IV

LES JEUNES DANS LA CONSTRUCTION DE L'ARENE POLITIQUE EN CENTRAFRIQUE : HISTOIRE D'UN CONTINUUM DES CONFLITS VIOLENTS

Introduction

Nous avons présenté ci-haut (*cf.* chapitre introductif) les principales approches explicatives de la récurrence des conflits violents en Afrique en général, et avons mentionné la moindre importance analytique accordée au poids de l'histoire et à la jeunesse qui ne sont plus de simples facteurs parmi tant d'autres, mais des constantes de la récurrence et la prolongation des conflits violents en Centrafrique. Pour soutenir nos propos, nous allons montrer comment les jeunes ont été fort longtemps au centre des histoires de violence que ce pays a connues, et préciser comment c'est encore le cas aujourd'hui dans un contexte de délaissement des jeunes. Il s'agira aussi de répondre à la question de savoir comment s'est formée ce que nous avons appelé l'arène politique centrafricaine (au cœur de laquelle évoluent les jeunes) au fil de l'histoire (précoloniale, coloniale et postcoloniale) de la Centrafrique. Ces préoccupations nous conduiront donc à démontrer en quoi la violence en Centrafrique s'inscrit dans une longue durée, et comment les jeunes interagissent avec ce contexte qui s'est sédimenté au fil du temps.

Pour ce faire, nous allons revisiter l'histoire de ce pays, relativement à notre postulat d'une possible continuité avec ce passé. C'est l'objet du présent chapitre qui nous conduira à explorer l'histoire violente du peuplement de la Centrafrique, puis à revenir sur les anciennes crises liées à l'incursion des acteurs externes sur ce territoire, avant d'en analyser les implications avec l'époque actuelle et sur les jeunes, en référence au concept d'*habitus* comme « principe générateur » promu par Bourdieu (Mounier, 2001). Comme le rappelle Jan Bart Gewald (2003), « la violence telle qu'elle se manifeste actuellement en Afrique [...] doit uniquement être considérée par rapport à l'histoire ». Cette question lie parfaitement anthropologie et histoire dans ce que Dozon (1989 :4, 30-31) appelle un « mariage de raison » où l'historiographie accroît le recueil et la qualité informative au-delà du cadre habituellement dévolu à l'enquête ethnologique. Les sources écrites nous ont ainsi permis d'enrichir les informations recueillies empiriquement, dès lors que l'anthropologie s'est elle-même nourrie d'histoire et inversement.

Faute de mieux, et pour la clarté dans nos propos, nous utiliserons les termes "territoire de l'actuelle Centrafrique" pour désigner la Centrafrique précoloniale ou "Oubangui-Chari" pour parler de la période coloniale. L'époque postcoloniale sera désignée sous l'appellation République centrafricaine (RCA) ou Centrafrique. Si nous considérons que ce découpage -

précolonial, colonial et postcolonial- comporte une part d'arbitraire (d'où la situation de la continuité que nous défendons) au regard de la question examinée ici, nous y recourons tout de même pour faciliter la compréhension de nos propos.

I. JEUNESSE ET VIOLENCE DANS L'HISTOIRE PRECOLONIALE ET COLONIALE DE LA CENTRAFRIQUE

Comme souligné plus haut, pour comprendre comment s'est durablement construite l'arène politique centrafricaine au fil du temps, il est crucial de commencer ici par revisiter l'histoire précoloniale et coloniale de ce pays, non de manière séparée, mais inscrit dans un continuum. Une telle excursion dans le passé est aussi nécessaire pour comprendre la place occupée par les jeunes dans cette histoire particulièrement violente.

En effet, le territoire centrafricain du point de vue de son peuplement, est décrit comme conquis récemment (XIX^e siècle) par des peuples venus essentiellement des régions du nord-est, de l'est (Soudan nilotique) et de l'ouest (Adamaoua camerounais), bien que les découvertes plus récentes ont montré que le territoire centrafricain actuel a été également habité à l'époque préhistorique (Vidal, 1969, 1982 ; Bayle des Hermens, 1975 ; Kalck, 1992⁶¹ ; Saragba, 2004).

Dans les lignes qui vont suivre, nous décrivons le poids de la violence à l'origine du peuplement récent du territoire centrafricain, pour ensuite aborder les différentes phases d'incursions esclavagistes et coloniales qui, non seulement attestent des massacres et déportations, mais ont aussi engendré des ripostes de la part des populations autochtones. En toile de fond, nous examinerons le rôle des jeunes comme victimes et acteurs dans cette histoire dont nous analysons la continuité dans l'actualité.

I.1- Violence et peuplement du territoire centrafricain

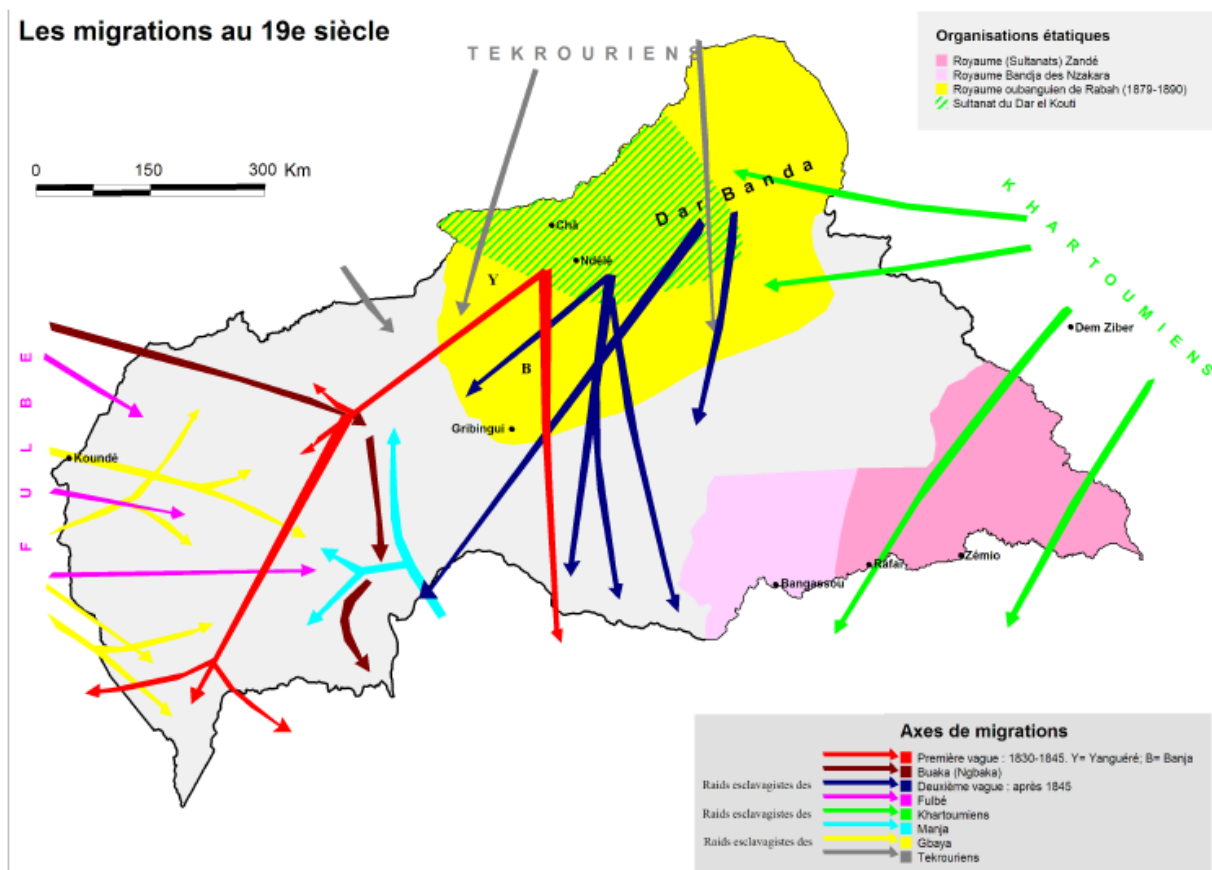
I.1.1- Une occupation territoriale consécutive aux persécutions

Il est généralement admis qu'à l'exception des Pygmées (ou *tvides*) considérés comme les « premiers occupants » du territoire de l'actuelle Centrafrique, comparativement au reste de la population qui y vit (Zocizoum, 1983), l'arrivée des nouveaux migrants à l'instar des Banda et Baya [Gbara] (deux groupes majoritaires en Centrafrique) datent du XIX^e siècle (Prioul, 1981 ; Mollion, 1992). Pierre Mollion (*ibid.*) cite également Cornevin qui pense que les populations

⁶¹ Kalck (*ibid.*) regrette toutefois l'absence jusqu'à présent, de toute découverte de restes humains, situation due, semble-t-il, à la forte acidité du sol.

les plus anciennes auraient été décimées [sans dire par quoi], puis au XIX^e siècle, le territoire de l'Oubangui-Chari serait devenu une zone de refuge pour des populations fuyant, les unes la traite atlantique, les autres, la traite arabe. C'est dire que l'histoire de l'occupation récente du territoire de l'actuelle Centrafrique est fortement liée à des persécutions, donc à la violence, actes qui vont se prolonger avec l'installation au Nord-est du sultanat de Dar El Kouti dont la principale activité a consisté en des chasses aux esclaves. Mais l'installation et la configuration de ces populations, loin de rompre avec la violence à l'origine de leur arrivée, semble préconfigurer de futurs conflits en terre centrafricaine, comme on l'a vu d'ailleurs avec l'occupation spatiale de la capitale Bangui (*cf. supra* chap. 2).

Carte N° 4 : les migrations au XIX^e siècle (Carte extraite de l'Atlas de la République centrafricaine, 2011).



I.1.2- L'occupation du territoire centrafricain, une configuration préconflictuelle

Après cette installation consécutive à des persécutions, comment se présente l'occupation territoriale de la Centrafrique par les populations, occupation dont on disait pour la ville de Bangui qu'elle est préconflictuelle ?

En effet, à côté des pygmées qui ont gardé leur occupation ancienne jusqu'à nos jours confinés dans la zone forestière du sud-ouest centrafricain en compagnie de quelques groupes résiduels (Saragba, 2004), Christian Prioul (1981 : 31) nous indique que vers 1890, les cadres généraux de la répartition géographique des grandes ethnies était déjà en place – Gbaya à l'ouest, Mandja au centre, Banda à l'est et « gens d'eau » au bord de l'Oubangui – mais l'organisation interne des différents sous-groupes diffère notablement de celle d'aujourd'hui. Selon l'auteur, chacune de ces ethnies occupe une aire de peuplement clairement séparée par un *no man's land* de celle des autres groupes de la région. Cependant, ajoute-t-il, « Il arrive cependant que *ce no man's land* soit peu étendu et fasse figure de zone frontalière par rapport à l'espace aménagé que constitue l'aire ethnique proprement dite » (Prioul, *idem* : 71).

Pierre Kalck (*op. cit.* : 59-85) de son côté, répartie cette population en "peuples péagiers", "peuples de la savane", auxquels s'ajoutent les descendant de l'ancinne nation zandé et les populations dites "islamisées". D'après l'auteur, il y a d'abord les « peuples péagiers » qui regroupent l'ensemble des peuples qui vivent sur les abords du fleuve Oubangui. Ce groupe compte les Batéké et les Bobangui (Ngbaka, Lissongo), auxquels s'ajoutent les Yakomas, Banziri, Bouraka, Sango, tous Oubanguiens aussi appelés « gens d'eau » et « Ngandi ». A signaler que ce peuple a été à l'origine de la diffusion d'une langue véhiculaire, la « langue d'eau » dans laquelle prédominait le Sängö devenu depuis 1963 la langue nationale centrafricaine. Ces peuples étaient solidement installés et leurs activités consistaient en commerce, payage et pêche. Ils gardent encore de nos jours un certain contrôle sur ces activités dans le sud et y associent l'agriculture.

Nous avons ensuite les « peuples de la savane ». Bien que certains d'entre eux ont disparu aujourd'hui⁶² (assimilations, razzias, épidémies), quelques groupes ont survécu à ces

⁶² Mollion (1992: 17) précise que "Les groupements ethniques autochtones déjà affaiblis, auraient été bousculés par les nouveaux arrivants et se seraient trouvés soit soumis et assimilés (les nouveaux arrivants leur étant très proches, il n'y aurait eu ni extermination, ni exode, mais cohabitation), soit repoussés vers le Sud.

bouleversements, à l'instar des Mboum dans l'ouest et des Sara⁶³ dans le nord. Le groupe Mboum se défendra farouchement contre les Baya (Gbaya), peuple venu de l'Adamaoua et qui occupe actuellement l'ouest et le sud-ouest centrafricains. Ces groupes ont dominé pendant longtemps l'Adamaoua actuel.

A ces groupes, il faut ajouter, comme l'a souligné Kalck, les descendants de l'ancienne nation zandé et les Nzakara de la partie sud-est du pays. Il en est de même pour les populations du nord-est, dites « islamisées » (ou « arabisées » selon Mollion, *ibid.*) dont les principaux sont les Rounga et les Goula auxquels nous pouvons associer les peuls (Fulbés) *M'Bororo* (Woodabé et Djafun), pasteurs transhumants dont les premières arrivées datent de 1920, qui sillonnent le pays pour paître leurs bœufs, mais avec une présence plus ou moins affirmée au centre-est, au nord-ouest et au centre-ouest du pays (Atlas de la République Centrafricaine, 2011).

Auparavant établis depuis le sol actuel centrafricain jusqu'au-delà, de part et d'autre de ce territoire, Téné-Koyzoa (2007) pense du fait de cette disparité, qu'on ne peut parler de véritable « société centrafricaine » (ou « nation centrafricaine » selon Saragba, *op. cit.*) qu'à partir des années 1960, date de l'accession à l'indépendance et de la reconnaissance définitive de ses frontières internationales.

Cependant, comme nous l'avons vu pour le cas de la ville de Bangui, la configuration de la population Centrafricaine, loin d'être une source de cohésion ou d'unité dans la diversité, semble constituée un précédent à des conflits dès que instrumentalisée. C'est ainsi que l'accession au pouvoir d'un président originaire du sud est souvent interprétée comme une domination des populations du sud sur celles d'autres régions comme à l'époque du général André Kolingba issu de l'ethnie Yakoma, groupe ethnique qu'il a aussi privilégié. C'est aussi le cas de la population Gbaya à l'accession au pouvoir du Président François Bozizé. La chute de ces régimes rime également avec la persécution des membres de leur groupe ethnique d'appartenance et des proches du pouvoir. Le cas de la population de Paoua à la chute du président Patassé reste à cet égard très illustratif. Il s'ensuit également un manque de confiance dans l'armée nationale au profit des milices proches de l'ethnie du président au pouvoir.

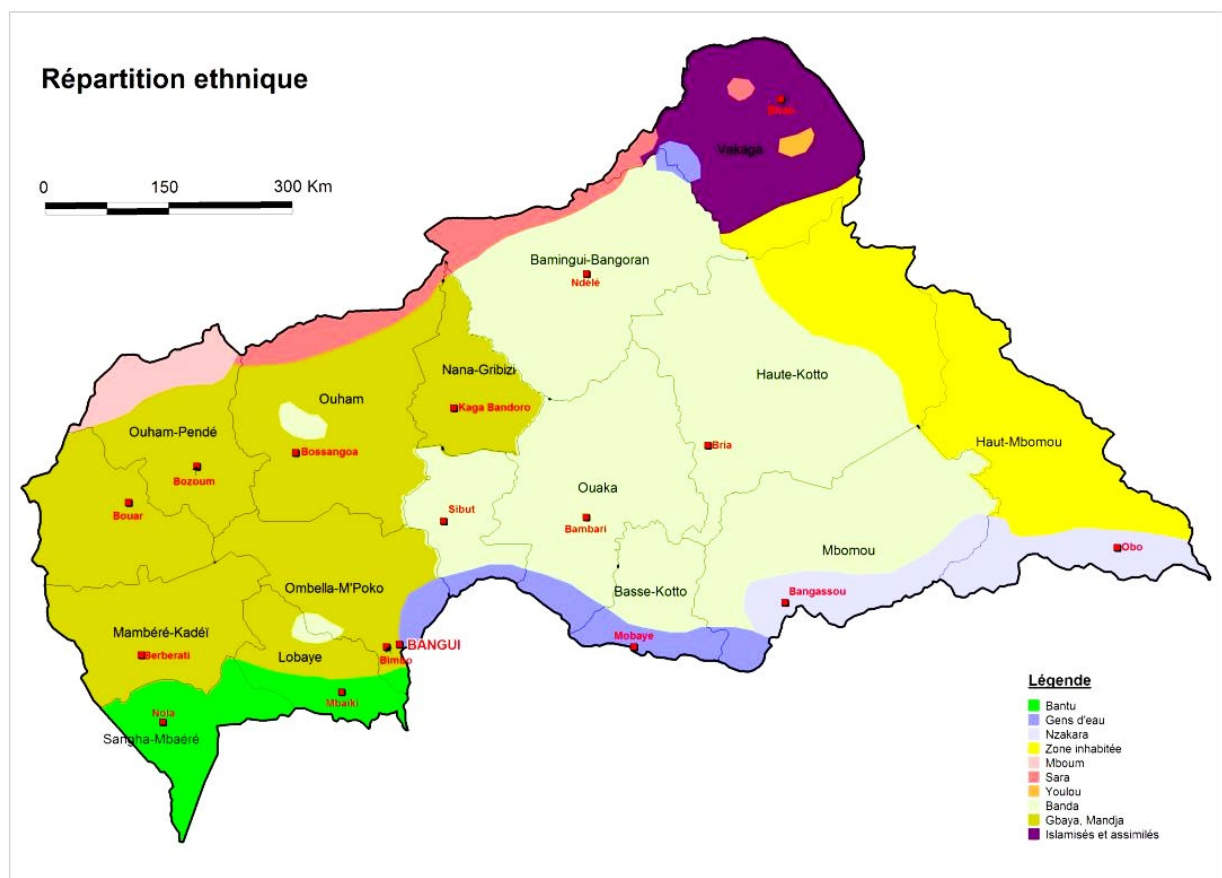
En dehors de l'appartenance ethnique et l'emplacement géographique, l'appartenance religieuse est aussi un précédent à des conflits. Ainsi, la religion a servi d'alibi par le passé pour

⁶³ On retrouve aujourd'hui à Paoua un sous-groupe Sara, les Kaba, et un sous-groupe Mboum, les Tali ou Talé. La majorité des Mboum étant installés au Cameroun, et celle des Sara au Tchad, ces peuples constituaient de véritables nations aux XVI^e et XVII^e siècles qui dépassaient chacune les deux millions d'habitants (Kalck, 1992 : 65).

persécuter les populations musulmanes majoritaire au nord, jugées proches du régime déchu du Président putschiste Michel Djotodia. Il a été également évoqué leur proximité avec le Tchad voisin majoritairement musulman d'où provenaient les chasseurs d'esclaves à l'époque précoloniale. Pourtant, l'emplacement géographique territorial est historiquement lié à la recherche de la quiétude, et l'appartenance religieuse est le produit d'une histoire violente : la conversion des populations du nord-est étant consécutive à la présence des sultanats musulmans responsables des razzia d'une part, et la conversion au christianisme, une conséquence de la présence européenne à partir du sud d'autre part. Cela dit, quelle place occupent les jeunes dans cette histoire ?

Carte N° 05

Principaux groupes ethniques centrafricains (Carte extraite de l'Atlas de la République centrafricaine, 2011).



I.2- Les jeunes au cœur des razzias⁶⁴ esclavagistes en sol centrafricain

En explorant la question de la violence en lien avec les jeunes sur le territoire de l'actuelle Centrafrique à l'époque précoloniale et coloniale, il est inévitable de parler de la tragédie de la traite esclavagiste occidentale et orientale. Le commerce des esclaves a constitué en effet, l'une des principales causes du dépeuplement du territoire de l'actuelle Centrafrique devenue « un réservoir d'hommes-marchandises » (Zoctizoum, 1983 :81) du XVI^e au XIX^e siècle.

D'abord, à propos de la traite occidentale ou traite atlantique (1441-1880), Téné-Koyzoa (2007 :40) rapporte qu'entre 1580 et 1880, elle a fait (selon les chiffres relevés par Cornevin, 1966), trois millions de victimes pour la seule côte angolaise. L'auteur précise que le sud-ouest du territoire actuel de la RCA fut touché par cette saignée par l'intermédiaire du roi Loango (au nord de l'actuelle Pointe-Noire), autrefois vassal du Roi du Congo. A noter que la complicité de ces chefs africains (« la cupidité des souverains africains » - pour reprendre les termes de l'auteur) avec les commerçants portugais a aussi contribué au dépeuplement d'une partie du territoire de l'actuelle Centrafrique (bassins de la Sangha et de l'Oubangui) où le prix de l'homme était très bas : 6 kg de sel selon l'Anglais Browne (Téné-Koyzoa, *ibid.*). Kalck (1992 : 80) mentionne que « pour obtenir un âne d'Egypte, il ne fallait pas moins de 10 esclaves. On négociait aussi un homme pour 4 bracelets de pacotille et 1 mesure de sel ».

Quant à la traite orientale (1750-1910), elle a atteint le nord-est centrafricain à partir de 1750 pour atteindre son paroxysme à la fin du XIX^e siècle (Saulnier, 1997). Elle se faisait en direction de l'Afrique du Nord, via le Sahara, par les trafiquants musulmans (Téné-Koyzoa, *idem*). Entretien par l'Egypte et ses satellites, les sultanats du Darfour, du Barh-El-Ghazal, du Ouaddaï et du Baguirmi, elle se faisait par des trafiquants musulmans venus des régions du Nord et du Nord-Est (Tchad et Soudan actuels). Là aussi, les chefs locaux, à l'instar des chefs des royaumes zandé-nzakara (les Rois Bangassous, Rafaï et Zémio au sud-est actuel de la RCA) ont largement collaboré avec les caravaniers musulmans venus du Darfour et du Kordofan soudanais pour razzier les populations hors de leurs royaumes en échange des fusils et autres objets de pacotille. Et Pierre Saulnier (*idem*) de conclure en citant Schweinfurth qui estime

⁶⁴ Le nom *razzia* signifie *attaque/invasion* d'une troupe de pillards pour enlever les troupeaux ou les récoltes d'une tribu. Dans le contexte historique qui nous préoccupe ici, le terme *razzia* correspond aux incessantes chasses aux esclaves, mais aussi aux pillages des ressources. Selon Degras (2012), le mot « razzia » est le pluriel de « ghazua », un terme arabe qui signifie « guerre ou raid ». Kalck (1992 : 73) préfère le terme *ghazua* à *razzia* qui a acquis en français à la suite de l'occupation du Maghreb et du Sahara, le sens de raid de pillards, puis celui d'expédition punitive contre les pillards. Téné-Koyzoa (*ibid.*) ne différencie pas *ghazua* de *razzia* ("*ghazua* = *razzia*").

qu'entre 1830 et 1870, le seul Dar Ferti⁶⁵ fournit chaque année de 12 à 15 000 esclaves. Téné-Koyzoa (*idem* : 42) donne, sur une base de 50 000 personnes par an pour tout le pays, le chiffre effarant de trois millions de "Centrafricains" (sic) qui auraient été déportés en 60 ans entre 1850 et 1910. Il n'en fallait pas plus pour que ce territoire soit vidé de ses habitants qui avaient aussi le malheur d'être des peuples non islamisés (les païens ou *Kirdi* selon la conception musulmane).

C'est dire à quel point le territoire de l'actuelle Centrafrique et sa population ont été au centre des affres de la traite esclavagiste aussi bien occidentale qu'orientale, affichant ainsi les couches premières couches de contraintes et crises diverses (cf. notion de *Duress*, De Bruijn & Both, 2018) que le pays va accumuler au fil du temps. Les jeunes hommes et femmes, recherchés en priorité pour leur endurance lors du "convoyage", leur force de travail et leur prix entre autres, étaient déjà au cœur de ce commerce d'esclaves comme on peut le remarquer dans ce propos de Cordell (1977, cité par Both *et al.*, 2020 : 12) sur la traite arabe :

Physical strength (for carrying guns, general recruitment into the army, walking and surviving long distances as slaves to be sold further away), attractiveness, youthfulness, the ability to reproduce (for women), trustworthiness (eunuchs), and ability to adapt (convert to Islam and a new lifestyle, in the army or workplace)—all these characteristics made young people the favourite targets (p. 305).

Young prisoners brought better prices than older ones. Probably because they could bear children, young women were worth more than young men, and if they were pretty and virginal, they brought an even better price (p. 303).

Toujours en ce qui concerne la prédilection des esclavagistes pour la population juvénile, Pierre Kalck (1992 : 77) précise que « les habitants jeunes étaient enchaînés, les vieux et les blessés tués surplace ». En revanche, l'auteur nous avertit qu'« Il ne faut pas commettre l'erreur de voir dans les nombreux mouvements migratoires qui seront déclenchés au XIX^e siècle par ces chasses aux esclaves une débandade des Centrafricains devant les esclavagistes (...). Souvent aussi, les villageois fertit (nord-est) parvenaient à tendre des embuscades aux esclavagistes » (p. 79). On comprend par-là que la violence était déjà présente et visait particulièrement les jeunes, et la riposte ou défense (portée par les jeunes) face à ces abus s'organisait conséquemment.

⁶⁵ Dār Fertit (également orthographié Dar Fartit) est un terme historique pour les basses terres au sud du Darfour (Dar Fur) et à l'est des hautes terres à l'est de la République centrafricaine moderne qui contiennent des affluents du Nil Blanc. Cette région comprend des parties du sud - ouest du Soudan et le nord-ouest du Soudan du Sud (https://fr.qaz.wiki/wiki/Dār_Fertit, consulté le 17 mars 2021).

Alors que se poursuivait la traite arabe depuis le nord-est en direction du sud vers le centre et l'ouest du pays, survint la conquête occidentale. Celle-ci a d'abord entraîné des rivalités entre esclavagistes arabo-musulmans et les impérialistes français⁶⁶ ; une parfaite illustration des affrontements des acteurs divers pour des intérêts variés et la construction de l'arène en Centrafrique. Certes, les impérialistes français mettront un terme à la traite orientale sur ce territoire, mais vont ouvrir une autre page sombre de l'histoire centrafricaine, celle de la colonisation avec ses conséquences dramatiques via l'instauration du système concessionnaire que nous abordons au cours du sous-chapitre suivant.

I.3- La jeunesse porteuse des abus de la colonisation

1.3.1-Une occupation française violente

Comme nous le rappelle Thomas Yanis (2016), la conquête française en Afrique est tardive et ne commence véritablement qu'à partir de 1880. Elle est le résultat d'une course, « un *rush* colonial » de la période du 1880-1914 entre les puissances impérialistes européennes (Anglais, Français, Allemands, Belges) pour occuper le cœur de l'Afrique à la recherche des matières premières et l'élargissement de leur hégémonie. Âprement discuté entre les puissances coloniales de l'époque, en l'occurrence la France, la Belgique, et l'Allemagne, ce n'est que le 26 juin 1889 que la décision fut prise par Albert Dolisie de fonder le poste de Bangui qui deviendra plus tard, suite à un décret du 11 décembre 1906, la capitale de l'Oubangui-Chari (Téné-Koyzoa, *op.cit.*). Les événements qui vont suivre cette incursion coloniale française et son expansion sur le territoire centrafricain et au-delà (conquête du Tchad) ne vont pas être de tout repos pour les populations autochtones déjà fortement affectées par la traite des esclaves.

En effet, rappelons (répétition oblige pour la clarté de nos propos) qu'après la fondation du poste de Bangui et le pacte de sang conclu avec les autochtones, un chef de poste, M. Musy est laissé à Bangui. Mais en voulant séparer les habitants de deux villages, il est tué le 2 janvier 1890 avec plusieurs de ses hommes (Brégeon, 1998 ; Flichy de la Neuville (dir.), 2014). Un autre événement est venu aggraver cette situation : celui de la mort ou plutôt l'assassinat de l'un des tout premiers explorateurs français, Paul Crampel⁶⁷ en 1891 (Brégeon, 1998 ; Kalck, 1992)

⁶⁶ En témoigne l'assassinat de Paul Crampel, jeune explorateur français sur l'instigation de l'esclavagiste Sénoussi le 08 avril 1891, une certaine collaboration de la France avec Sénoussi, puis l'élimination de ce dernier et son fils Adem par la France le 11 janvier 1911 (Brégeon, 1998: 23-24).

⁶⁷ Crampel cherchait à lier la cuvette congolaise à la cuvette tchadienne en traversant les plateaux qui constituent l'essentiel de la superficie de l'actuelle Centrafrique.

dans une embuscade tendue par les Sénoussistes (Prioul, 1981). Les explorateurs qui viendront après vont se prémunir afin de prévoir de tels incidents. Il en résultera de lourdes conséquences pour les populations. Certes, si certaines communautés qui ont déjà été en contact avec des étrangers pacifiques ont accueilli les explorateurs sans opposition, d'autres qui ont voulu opposer une résistance, ont par contre été confrontés aux balles des Blancs. Ainsi, précise Christian Prioul (*ibid*), « la tentation qu'ont les blancs d'employer les armes à feu est certainement grande. Dès la première embuscade des Mandja, (...), Maistre ordonne le feu et lorsque les Mandja font front, il fait tirer les salves ». L'explorateur mentionné ici par Prioul est lui-même conscient des conséquences de ses actions : « j'avoue même que ces hostilités qui viennent de commencer ne laissent pas de m'inquiéter sur la suite du voyage, car le bruit de nos coups de fusils s'est certainement répandu au loin et nous n'aurons plus cette réputation de gens pacifiques⁶⁸ qui, de l'Oubangui nous avaient précédée chez les Ndris et nous avait valu un si bon accueil ». Il avait pourtant pris sa décision consciemment : « cette fois ma patience est à bout ; il ne faut pas laisser croire à une poignée de sauvages qu'ils peuvent impunément harceler et attaquer les Blancs [...] » (p. 159)

L'auteur nous présente successivement via des termes particulièrement violents, les exemples des abus contre les populations hostiles à la présence des conquérants français. Selon lui, c'est Crampel qui « inaugure les représailles contre les Bonjo », Biscarat « met au pas les Langbassi », Dybowsky « venge Crampel », Maistre « donne une leçon aux Mandja ». Il en vient à établir une similarité entre la méthode des explorateurs et celle des esclavagistes : « aux yeux des autochtones, le comportement des Blancs ne devait pas être très différent de celui des Snoussous [Sénoussistes], eux aussi pacifiques dans la mesure où leurs désirs étaient satisfaits » (*ibid.*). C'est dire qu'à la suite des razzias esclavagistes, l'occupation française a été tout aussi sanglante pour les autochtones avec une proportion notablement élevée de jeunes défenseurs traditionnels des communautés (cf. *supra*). Après cette occupation violente sur le fond et la forme, vient l'exploitation à travers le système des sociétés concessionnaires.

⁶⁸ Cette politique douce fut plutôt privilégiée par Pierre Savorignan de Brazza qui voulait une conquête pacifique en négociant avec les chefs locaux. Ce qui n'était pas le cas pour les autres européens. A titre d'illustration, en juillet 1905, à l'annonce de la mission d'inspection de De Brazza (suite aux multiples exactions commises par les administrateurs coloniaux et concessionnaires), les responsables la société Ouham-Nana ont libéré 119 enfants et femmes qu'ils ont enlevés aux villageois pour exiger d'eux de livrer les coupables de l'agression de leurs agents. Entretemps, ils ont déjà brûlé villages et récoltes des réfractaires (Saulnier, 1997 :84). L'ouvrage d'André Gide, *Voyage au Congo*, parut en 1927, fait largement échos de ces types d'abus.

1.3.2-Une exploitation coloniale dévastatrice

Après les excursions exploratoires et les démêlés mortels avec les autochtones faiblement armés (la domination sans conteste du colonisateur étant assurée), survient la période de l'exploitation coloniale via le système concessionnaire. En effet, pour exploiter cet immense territoire conquis, l'Etat français a mis en place des concessions d'une durée de 30 ans contre une redevance fixe proportionnelle à la superficie et d'un impôt de 15% sur les bénéfices permettant ainsi de financer l'administration de la colonie. Dix-sept concessions sont ainsi créées en 1899, couvrant une superficie de 324 000 km² (soit plus de la moitié du territoire de l'actuelle Centrafrique) pour exploiter le caoutchouc et l'ivoire à l'exception des minerais (Brégeon, 1998 : 40-42 ; Flichy de la Neuville (dir.), 2014 :31). Cette politique s'inscrit dans la logique française selon laquelle « Les colonies doivent profiter à la métropole...par l'accroissement de la puissance politique et économique », comme le proclamait le ministre français des colonies, Chautemps à la Chambre en 1895 (Saulnier, 1997). Le Monseigneur Augouard (dans *28 années du Congo*, cité par Mollion, 1992 : 234) ne mâchait pas ses mots à ce sujet « Du reste, il n'y a pas à tergiverser, car c'est une question de vie ou de mort et si la France ne vient ici que pour se faire exploiter par les noirs, et faire tuer ses soldats, elle n'a "qu'à abandonner ses colonies africaines" ». Et notre prélat négrophobe conclut que le noir « ne travaillera que s'il y est forcé », une affirmation éventuellement accueillie avec joie par les compagnies concessionnaires, si ce n'est une prescription divine en faveur du travail forcé. Evidemment, ces compagnies concessionnaires avaient de l'exploitation une vision primaire consistant à s'assurer un monopole commercial sur les produits de cueillette ou de chasse, caoutchouc et ivoire, à charge pour les « indigènes » de leur livrer la marchandise aux prix les plus bas possibles, d'autant plus bas que, jusqu'à la première guerre mondiale, dans ce pays très peu monétarisé, les producteurs étaient payés en nature, sous forme de biens manufacturés occidentaux très surévalués (Coquery-Vidrovich, s.d.).

Au système concessionnaire (1899-1929) s'ajoutera dès le mois de mai 1901, « un impôt indigène ». Le code de l'indigénat entré ainsi en vigueur, impose le travail forcé, les cultures obligatoires, des corvées, un impôt de capitation pour les adultes dont celui des défunts était parfois payé par les vivants... Arrive aussi le portage nécessitant le recrutement de plusieurs milliers d'individus qui faisait fuir les populations autochtones (Mollion, *op.cit.*, 44), en particulier les jeunes robustes (« les hommes valides », selon Mollion) qui étaient recherchés pour les lourdes charges à porter et les longs parcours à effectuer (la route du Tchad et celle du

Nil), alors que les salaires étaient extrêmement insignifiants⁶⁹, d'autant plus qu'« Au début, les femmes, enfants, vieillards, chefs et notables étaient dispensés de la corvée » (Zoctizoum, *ibid.* : 41). On en vient à la coercition : prise en otage des femmes et enfants des villageois voire des chefs de villages afin d'exiger d'eux la fourniture du nombre exact des porteurs demandés (Kalck, *op.cit.* : 179-180), le pire n'étant pas loin avec l'enrôlement forcé des femmes et enfants.

Au portage, va se surajouter la construction du chemin de fer Congo-Océan (1921-1934) pour laquelle tous les hommes valides étaient réquisitionnés au point que se succéderont sur ce chantier, pas moins de 120 000 hommes dont plus de 40 000 venaient des régions centrafricaines avec une mortalité terrible évaluée à 20 000 (Saulnier, *idem*). Tous ces ingrédients mis ensemble conduisirent à un désastre démographique en territoire de l'Oubangui-Chari.

Globalement, on peut se demander avec Marc Lavergne (2014) en quoi consiste, dans le cas de la Centrafrique, le « bilan positif de la colonisation », alors que la population à bout de souffle n'a cessé de se révolter contre un système qui lui avait été imposé par les armes, et qui n'avait amené avec lui ni services, ni infrastructures, ni aucune des prétendues « valeurs de la civilisation », si ce n'est le travail forcé, les épidémies, l'exode, la famine, les massacres, etc. (Mollion, *idem* ; voir aussi Zoctizoum, 1983). Et Marc Lavergne (*idem*) d'ajouter : « L'insurrection Mandja de 1902-1904 est suivie de celle de la Lobaye en 1906⁷⁰ dont le chef Bérاندjoko ne sera capturé et assassiné qu'en 1929. Et de 1928 à 1931, c'est tout l'ouest du pays, territoire des Gbaya et d'autres peuples, qui se soulèvent : la guerre de *Kongo-wara* survivra bien après la mort de son chef Karnou en 1928 » (Nzabakomada-Yakoma, cité par Lavergne, 2014).

Certes, afin de pérenniser les recettes fiscales, le prix du caoutchouc étant fluctuant au cours des années 1920, l'administration coloniale va introduire la culture du coton, et dans une

⁶⁹ C'est le cas des perles (de couleurs blanches ou rouges) que certains habitants recevaient à la suite des corvées du portage (Brégeons, *ibid*), ou plus précisément, la perception d'une cuillerée de perles par jour et deux mètres d'étoffe par mois comme tout salaire pour les commis au portage (Zoctizoum, 1983 : 41). Dans le sud-est (Haut-Oubangui), certaines populations étaient mises à la disposition des Blancs par les chefs/sultans locaux qui percevaient les rétributions à la place des porteurs devenus ainsi esclaves, si ceux-ci ne sont pas directement recrutés de façon expéditive par les militaires [tirailleurs sénégalais en particuliers] (Mollion, *ibid.*).

⁷⁰ D'après les témoignages des colons, les troupes coloniales, de 1909 à 1911, durent reconquérir tout le pays village par village, vallée par vallée (Zoctizoum, 1983: 42), la coercition ayant fini par engendrer comme alternative la rébellion ou la fuite.

moindre mesure, celle du café. Les contraintes qui accompagnaient les travaux y relatifs ont fini par rendre le pays « exsangue » à la veille de la seconde Guerre mondiale (Yanis, 2016). C'est alors que les révoltes surgiront contre les colons. La plus importante et plus proche de nous est celle dite de *Kongo-wara* qui démontre que non seulement les jeunes étaient victimes des drames de la colonisation, mais aussi des acteurs au centre des ripostes anticoloniales.

1.3.3-La guerre du *Kongo-wara*, une réponse communautaire à l'oppression coloniale

Kongo-wara est le nom gbaya donné à l'une des plus importantes révoltes autochtones contre le système d'oppression coloniale en Afrique centrale. A la suite des abus perpétrés par le système colonial (portage, impôts de capitation, travaux forcés, etc.), les populations du désormais territoire de l'Oubangui-Chari, à bout de nerfs, vont se révolter. Ce qui aboutira à des affrontements sanglants entre elles et l'administration coloniale. C'est l'exemple de la guerre du *Kongo-wara* déclenchée à l'ouest du pays « en territoire Gbaya » entre 1928 et 1931 sous l'impulsion du charismatique Karnou (ou Karnu), de son vrai nom Barka Ngainombey (Nzabakomada-Yakoma, 1986 :44). Selon Alain Degras (2012 : 66), les Gbayas de Bouar parlent de « guerre du Kongo-Wara », littéralement « la guerre du manche de houe » pour désigner cette révolte générale qui se répandit au nord du Moyen-Congo, au Gabon et au sud du Tchad à partir du territoire de l'Oubangui-Chari. Cette guerre, comme le dit si bien Cathérine Coquery-Vidrovitch (1972, cité par Nzabakomada-Yakoma, *idem* : 23), est la conséquence de la contrainte⁷¹ qui fut « érigée en système de colonisation » par les concessionnaires et les administratifs depuis plus de trente ans.

A l'entame de cette guerre, les signes de mécontentements ont été dirigés en premier lieu contre les populations Bororo (ou *Mbororo*), les Fulbe, dont la deuxième phase de pénétration dans la Haute Sangha, commencée depuis 1923, prend de plus en plus d'ampleur. On leur reprochait leur collusion avec l'Administration en vue de déposséder les Gbaya de leur terre⁷² (Nzabakomada-Yakoma, *idem* : 51). Saulnier (1997) ajoute que le mouvement n'est pas raciste et visait certes les Européens, mais aussi les Africains convaincus d'exaction (comme les gardes ou vigiles) et les *Mbororos*. Ce mouvement insurrectionnel anticolonial, a mobilisé selon

⁷¹ Pour Nzabakomada-Yakoma, (1986) ces contraintes avaient atteint les limites de l'horreur et prit la forme d'un génocide. Ce qui n'est pas surprenant car, comme l'a souligné Coquery-Vidrovitch (s.d.) les Européens « possédaient tout jusqu'aux cheveux sur la tête des indigènes».

⁷² Rappelons que dans le passé, avant le début de la colonisation, les Fulbes les ont aussi menacés : « La région sud de Gbaya semble avoir été soumise à des pressions assidues venant du Sud jusqu'au XIXe siècle, tandis que les incursions des Fulbe ont ravagé toutes les régions occidentales de l'actuelle République centrafricaine au cours de la seconde moitié du même siècle » (O'Toole 1984 :332).

l'auteur, 50 000 hommes du côté africain dont 10 000 pour la guerre finale dans les grottes. L'effectif était moindre du côté européen, précise l'auteur, mais ceux-ci utilisaient des fusils et même des canons contre des flèches et sagaies.

La version la plus répandue de cette histoire montre Karnou se déplaçant avec deux bâtons de commandement dont l'un, en forme de manche de houe (le *Kongo-wara*), a le pouvoir de protéger son détenteur face aux armes de ses agresseurs. Il en donna à tous ceux qui venaient le voir, d'où le nom de cette guerre. Il prêcha la révolte et incita les populations à refuser de payer l'impôt et à chasser les Blancs. Il aura même été à la manœuvre dans la mobilisation des troupes. Les succès enregistrés dans les batailles avec leurs adversaires comme la retraite de Crubilé, alors chef de subdivision de Baboua au moment de cette, ont galvanisé le mouvement et renforcé l'image de l'invincibilité de Karnou et ses prédictions selon lesquelles le pouvoir de l'homme blanc pourrait être renversé un jour et qu'ils étaient capables de chasser le chef européen ainsi que ses gardes insurrection (Nzabakomada-Yakoma, *idem*, 55).

Assassiné en décembre 1928 par les Français, la mort de Karnou ne mettra pas fin aux révoltes qui ne s'éteindront que bien plus tard en 1931 durant « la guerre des grottes » lorsque l'armée coloniale, forte de 500 hommes enfume plus de 10 000 hommes piégés dans les grottes dans la région de Bocaranga (Saulnier, *idem*). On peut s'imaginer le nombre importants de jeunes qui ont péri durant cette guerre dans une Afrique traditionnelle où le passage de l'enfance à l'âge adulte est systématique après l'initiation fondamentale des jeunes filles et garçons dans la brousse, conférant par la même occasion le statut de guerriers aux initiés de sexe masculin (voir Nzila, 2020). Cette dernière observation est similaire à la pratique traditionnelle en milieu Gbaya où l'enfance se terminait à jeune âge, et on accède à l'âge adulte après l'initiation nommée *Labi* entre 12 et 17 ans (Vidal, 1976 ; Brunet et Vidal, 1965, cités par Both *et al.*, 2020). Bien que l'idée populaire en RCA est que, dans le passé, les femmes et enfants ne participaient pas à la guerre, cette information est essentielle pour estimer les âges des guerriers du *Kongo-Wara*, et de comprendre à quel âge l'enfant n'est plus vu comme enfant.

Faisons remarquer, pour revenir à l'actualité que cette révolte a eu un tel retentissement en Afrique centrale qu'au début des récents conflits violents en Centrafrique, le Président François Bozizé y a fait référence alors qu'il mobilisait les jeunes à s'organiser pour barrer la route à la Séléka dans sa marche vers la capitale Bangui fin 2012⁷³. Il comparaisait les assauts de la

⁷³ RFI, 27 décembre 2012, «RCA: François Bozizé appelle la jeunesse à défendre son pays »; URL: <http://www.rfi.fr/afrique/20121227-rca-francois-bozize-appelle-jeunesse-defendre-pays>

Séléka aux incursions esclavagiste et coloniale, et évoquait la guerre de Kongo-Wara pour légitimer la riposte des jeunes via un registre historique. Comme le disait justement Stephen Ellis (2002 :53), « les entrepreneurs politiques actuels [...] ont donc trouvé dans de tels souvenirs matière à créer en leur faveur des sentiments populaires d'adhésion ou de répugnance ». Bozizé ne pouvait que s'en servir. En outre, *Kongo-wara* apparaît aussi comme l'un des ancêtres emblématiques des mouvements de résistance et groupes d'auto-défense organisés par les autochtones contre l'envahisseur. Dans un continuum des résistances face aux chasseurs d'esclaves, ce mouvement populaire anticolonial met en exergue l'enracinement profond des contraintes expérimentées par les communautés en Centrafrique. Ce qui a presque normalisé la mobilisation des jeunes et adultes dans la défense de leur communauté d'appartenance face à l'oppression extérieure.

A la suite de cette guerre maîtrisée via une restructuration de l'encadrement militaire français désormais rendu efficace par la participation d'une couche de "Centrafricains" de plus en plus intéressés par les miettes consenties par la colonisation, survint la deuxième guerre mondiale et le pays fut à nouveau vidé de ses forces vives pour aller défendre l'impérialisme français contre l'impérialisme allemand (Zoctizoum, *op. cit.* : 43). Là encore, les jeunes et hommes valides seront les cibles privilégiées... Le roman historique de Pierre Sammy, *l'Odyssée de Mongou* (1985), est largement consacré à cette incursion française, les oppressions coloniales et les conscriptions pour la défense de la France à la seconde guerre mondiale

I.4- De la continuité de l'histoire précoloniale et coloniale violente constitutive de l'arène politique en RCA

Comme nous l'avons vu jusque-là, historiquement, les jeunes ont été depuis fort longtemps au centre des violences successives qu'a connu et que connaît encore le territoire centrafricain dans une continuité des razzias et des affres de la colonisation. L'époque coloniale peut alors être analysée comme un prolongement de la violence précoloniale. Il en est de même pour l'époque postcoloniale dont l'existence même est remise en question par Ann Stoller (2016, citée par De Bruijn & Both, 2018), dans la mesure où l'auteure considère que les contraintes coloniales et les dispositions impériales ont toujours une "présence tenace" dans les sociétés qui ont vécu les affres de la colonisation telle que nous l'avons vu dans le contexte de la Centrafrique. Elle en vient à considérer la présence persistante du colonialisme -ses conséquences- comme étant à l'origine des difficultés actuelles de l'ère "postcoloniale". Coquery-Vidrovitch (s.d.), en abordant dans le même sens, évoque le cas de la Haute-Sangha

(qui s'étendait du sud-est camerounais jusqu'à l'ouest de la Centrafrique actuelle) et parle des « peuples traumatisés depuis longtemps par l'impact colonial », traumatismes à la fois social et idéologique ajoute Yarisse Zoctizoum (1983). Loin de s'en tenir à l'époque coloniale, nous ajoutons que ces traumatismes s'inscrivent dans la continuité des persécutions précoloniales. Cela dénote d'une accumulation de différentes couches de difficultés dans le temps et de différentes formes d'épreuves sans rupture ou pause réelle (Bruijn & Both, *ibid.*), un "héritage" du passé qui a des effets dans le contexte actuel et qui s'exprime à travers ce que Bourdieu appelle l'*habitus*, cet « ensemble de dispositions durables » qui guide l'action en l'ajustant spontanément aux conditions objectives de son effectuation (Mounier, 2001 :41).

Nous savons en effet très peu de chose sur l'agentivité des jeunes à ces époques (précoloniale et coloniale) quant à l'organisation des ripostes communautaires, même si nous avons la certitude que la tradition leur confère ce rôle de défenseurs, de guerriers. Cependant, mis à part la fuite de certains à l'arrivée des esclavagistes ou des explorateurs, les insurrections communautaires fréquentes dénotent de la volonté commune des populations d'organiser la résistance face à l'esclavagiste, le colon et ses gardes, et le concessionnaire. Ces divers acteurs surtout externes avec des intérêts variés ont participé de la construction de l'arène politique en terre centrafricaine.

Ces époques précoloniale et coloniale étant passées en revue, tâchons à présent d'aborder celle dite d'après les indépendances, époque où l'administration de ce territoire dont les frontières sont désormais circonscrites, est revenue aux Centrafricains eux-mêmes. Cela nous permettra d'explorer dans les détails cette présence prégnante du passé dans le présent.

II. HISTOIRE POLITIQUE DE LA CENTRAFRIQUE POSTINDEPENDANTE, UN CONTINUUM DU PASSE

Avant de poursuivre cette réflexion sur les jeunes et les conflits violents dans l'histoire postcoloniale de la Centrafrique, il nous semble fondamental de rappeler que cette histoire circonscrite après les indépendances ne se limite pas à la violence des conflits militaro-politiques et aux luttes pour la conquête du pouvoir de l'Etat. Elle est aussi emprunte des faits positifs relatifs à sa mise en valeur aux plans socio-économique, culturel, etc. même si ceux-ci restent limités. Certes, avec les derniers événements qualifiés par certains de « guerre civile » (Bado, 2014), il nous semble crucial de jeter un regard rétrospectif sur les différents événements de nature militaro-politique qui ont fortement marqué la Centrafrique post-indépendante. Cela

permettra d'en tirer des éléments d'analyse relatifs à la récurrence de la violence dans ce pays en lien avec le passé et l'agentivité des jeunes.

En effet, après les affres des razzias esclavagistes et l'exploitation coloniale ayant entraîné des tensions entre les envahisseurs et populations autochtones, est venue la période du recrutement forcé (Gourdin, 2013) pour la participation à la seconde guerre mondiale (1939-1945) sous les ordres du Commandant De Roux du 2^{ème} bataillon de marche (BM2) de l'Afrique équatoriale française (AEF) ralliée depuis lors à la France libre aux cotés des Alliés britanniques. A la suite de leur participation à l'effort de cette guerre (1939-1945), la lutte contre les traitements inhumains et la réclamation des droits d'autodétermination ont été les évènements qui ont marqué la période d'avant les années soixante entre colons et autochtones en Oubangui-Chari sous l'impulsion du charismatique Barthélémy Boganda (Auzias & Labourdette, 1^{ère} éd., 2007-2008 : 38 ; van Walraven, 2019). Ces luttes aboutiront à une progressive responsabilisation de l'élite politique centrafricaine jusqu'à la vague des indépendances des années 1960. Que nous apprend donc cette histoire récente, quant aux conflits violents et l'agentivité des jeunes ? Cherchant à appréhender cette arène politique, et les acteurs en scène, notamment les jeunes, nous essayerons de comprendre à quel point cette histoire postcoloniale s'inscrit dans un continuum avec le passé précolonial et colonial de la Centrafrique.

II.1-L'avènement de l'indépendance et la course au pouvoir : un chapelet de coups d'Etat

Après la disparition du président fondateur Barthélemy Boganda, la succession au pouvoir de manière non démocratique a été l'une des caractéristiques principales qui va perpétuer l'ancien système de violence ayant pris ses racines depuis l'époque précoloniale et s'est renforcé à l'époque coloniale. La violence dans l'arène politique en Centrafrique semble désormais durablement établie.

II.1.1- La prolongation du système oppressif colonial à travers le régime de David Dacko

Il faut mentionner qu'après la « mort tragique » de Barthémy Boganda (à 49 ans), le 29 mars 1959 dans un « mystérieux accident d'avion⁷⁴ » (Zoctizoum, 1984 :8) alors qu'il rentrait d'une

⁷⁴ Marc Lavergne (2014 : 03) qui compare le cas Boganda à l'assassinat de Patrice Lumumba du Congo-Zaïre, pense que « le soupçon d'attentat, corroboré par le fait que le premier président de la nouvelle Centrafrique indépendante sera David Dacko, personnage sans envergure et soumis aux intérêts français, et non le vice-président Abel Goumba qui sera arrêté en 1960 lorsque les libertés publiques seront supprimées, exige que le dossier soit ouvert en dépit des décennies écoulées, et que la France fasse le cas échéant amende honorable pour cet assassinat, s'il est avéré ».

mission officielle de Berbérati, c'est son vice-président Abel Goumba qui devrait lui succéder d'après la Constitution de 1959 (voir aussi décret N°58/12, publié au journal officiel du 1^{er} Janvier 1959). Pour Nguinza A Kamgbi Kodro (1978), il faut comprendre l'accession au pouvoir de Dacko (instituteur se disant "cousin" de Boganda) en lieu et place de Goumba qui sera emprisonné par la suite, comme une stratégie postcoloniale visant à « mettre sur pied des gouvernements africains pro-occidentaux, plus efficaces que les agents coloniaux blancs, afin d'endiguer et de briser cet élan révolutionnaire des masses africaines ». Ce qui se vérifie d'ailleurs lorsque Dacko va restreindre les libertés publiques tout en mettant en avant le Mouvement de l'Evolution sociale de l'Afrique noire (MESAN)⁷⁵ comme parti unique après avoir reconnu contre toute attente, en novembre 1960 à la tribune de l'Assemblée nationale que « le régime colonial était plus modéré » (Kalck, 1992 : 308).

Nous pouvons retenir de cette péripétie, la prolongation d'un système coloniale marqué par la violence dans les relations entre colons et autochtones via les pro-occidentaux à travers le personnage de David Dacko. Le deuxième élément d'analyse à tirer de cette histoire du début des indépendances est que David Dacko que Gourdin (2013) qualifie de personnage "incompétent" ne réussira pas à asseoir un Etat régalien doté d'institutions fortes dans cette Centrafrique en construction qu'il aura contribué à affaiblir par son accession inconstitutionnelle au pouvoir (voir aussi Mouguia, 2022). Dès lors, il a inauguré les coups d'Etat constitutionnels qui vont se répéter au fil du temps avec leurs cohortes de violences sur fonds de participation des jeunes. C'est le cas du coup d'Etat militaire de Jean Bédél Bokassa. Comme le soulignent si promptement Sophie Escoffier *et al.* (2014), « l'instabilité politique domine et dès l'indépendance, les conditions sont posées pour que s'installe un conflit latent » ; même si parler de "conflit latent" est un euphémisme dans ce cas précis. Bokassa va aussi à son tour inaugurer une entrée sur la scène politique des jeunes lycéens et étudiants comme acteurs de cette arène.

1.1.2- Les jeunes centrafricains face au *diktat* de Bokassa 1^{er}

Après être réélu à la tête de l'Etat centrafricain pour un mandat de sept ans le 04 janvier 1964 (il était d'ailleurs le seul candidat en lice), David Dacko ne vas durer qu'à peine deux ans au pouvoir. Car dès la nuit du 31 décembre 1965 au 1^{er} janvier 1966, le premier coup d'Etat militaire était fait par le chef d'Etat-major de l'armée, le colonel Jean-Bédél Bokassa. L'histoire

⁷⁵ Parti créé par Barthélémy Boganda le 28 septembre 1949 au KM5 à Bangui (Aziagbia, 2009, t.1).

rapporte que très vite, ce dernier réunit tous les pouvoirs entre ses mains⁷⁶ et cumule également au fil des ans, de nombreuses fonctions ministérielles. Bokassa poussa son *diktat* un peu plus loin : une nouvelle Constitution est adoptée en 1976 faisant de la RCA un Empire, et le 04 décembre 1977 il devient le premier Empereur de la Centrafrique (Germain, 2000).

Dans une continuité avec le passé, l'oppression du régime drastique de Bokassa ne tarda pas à pousser à la révolte. Les émeutes des lycéens et étudiants à Bangui en janvier 1979 suivi des troubles intermittents jusqu'en avril de la même année en sont une illustration parfaite. A l'origine, le port obligatoire des uniformes scolaires⁷⁷ qu'ils sont contraints à acheter alors que leurs parents n'étaient pas payés depuis des mois (on entendait les enfants crier à l'adresse de Bokassa : « Papa payez nos parents » ou encore « Nous nous battons pour nos parents »), enfants et jeunes se révolteront (Germain, *idem*). S'ensuivra (d'abord en janvier, puis en avril 1979) une répression brutale et arbitraire faisant des dizaines de morts et des centaines de manifestants jeunes internés à la prison centrale de Ngaragba dans la capitale Bangui. L'un de nos enquêtés, militaire retraité⁷⁸, qui faisait partie d'un groupe d'élèves emportés à destination de la maison d'arrêt de Ngaragba, dit avoir eu la vie sauve grâce à l'aide de son cousin, un élève-policier qui était membre de l'équipe de répression des manifestants (entretien avec militaire retraité, Bangui, août 2017). La révolte ayant gagné tout le pays et tous les corps de métiers, la répression des manifestations a été brutale : « dans le sang », avec plus de mille morts dans tout le pays et des centaines de jeunes élèves et étudiants faits prisonniers (Nguinza Akamgbi Kodro, 1979). Cela va servir d'alibi supplémentaire qui va conduire au renversement du régime de Bokassa, monté de toutes pièces par la France et opérée par les parachutistes français de l'opération *Barracuda* qui ramenèrent Dacko une seconde fois au pouvoir dans la nuit du 20 au 21 septembre de la même année (Yanis, 2016). On voit donc une fois de plus, l'omniprésence d'acteurs externes dans cette arène politique en Centrafrique post-indépendante, toujours dans une continuité avec le passé précolonial et colonial où ces acteurs externes font la pluie et le beau temps.

⁷⁶ Les 4 et 8 janvier 1966, ont vu la promulgation des actes constitutionnels I et II donnant provisoirement les pleins pouvoirs au nouveau chef de l'Etat et abrogeant la Constitution de 1964 (Germain, 2000: 58).

⁷⁷ « Bien que Bokassa affirme que son ministre de l'Education, Henri Maïdou, a été responsable de cette mesure [comme si Maïdou pouvait le contredire!], il semble que l'Empereur ait plutôt voulu récupérer les bénéfices de l'achat de ces uniformes fabriqués en monopole par ses propres fabriques de vêtements » (Germain, *idem*: 249). Ce qui serait la goutte d'eau qui a fait déborder le vase.

⁷⁸ Ce dernier dit avoir rejoint l'armée pour venger son oncle assassiné par Bokassa à la suite d'une rumeur de coup d'Etat. Il ajoute que Bokassa disait avoir envoyé son oncle en prison alors qu'il l'a tué et mangé.

Pour comprendre le poids de cette histoire et la place que les jeunes y occupent à l'époque de Bokassa, faisons appel aux propos suivants de Germain qui définit de la manière suivante le groupe des écoliers victimes des abus de la garde impériale de Bokassa en 1979 :

Premièrement, l'âge des écoliers peut varier énormément en fonction du moment où ceux-ci ont commencé leurs études. En effet, certains d'entre eux n'ont pris la route de l'école que très tard et l'on peut rencontrer des élèves de troisième ou de terminale de vingt-cinq ou trente ans, même si la majorité d'entre eux a entre dix et vingt ans.

Deuxièmement, la notion d'adolescence n'existe pas dans la culture traditionnelle. L'enfant devient homme après son initiation qui a lieu souvent assez tôt vers douze ou treize ans. La vie urbaine n'a pas gardé ces coutumes mais les habitudes sociales qui y sont liées, si bien que l'écolier est enfant en début de scolarité secondaire mais devient très rapidement un homme.

Troisièmement, l'écolier est en général marié et père de famille tout en restant dépendant de sa famille financièrement et matériellement.

L'ensemble de ces constatations permet donc de discerner au travers de ce terme d'écolier un véritable groupe social muni de sa personnalité propre et réceptif aux idéaux modernes. [...] Les termes de "démocratie", "liberté", "droit d'expression" ne sont pas pour eux des abstractions. L'erreur de Bokassa a été de ne pas le sentir. (Germain, 2000 : 244-245)

Cet extrait décrit avec une élégante précision l'âge des émeutiers, le rôle joué par les jeunes dans les changements socio-politiques en Centrafrique postindépendance, et surtout leur riposte face à un « Bokassa mégalomane⁷⁹ et scandaleux, ayant maintenu son peuple en esclavage par la violence et la peur » (*idem*: 8). Exactement comme l'ont fait comme les esclavagistes et les colons. On voit donc à quel point le critère d'âge reste relatif quant à la description de la jeunesse en Centrafrique aussi bien dans un passé où l'enfant accède directement au statut d'adulte après son initiation vers douze ou treize ans, et dans un présent où on peut être adulte, père de famille et resté écolier/lycéen ou étudiant. Il est aussi intéressant de noter l'agentivité des jeunes dans ce contexte où ils n'ont pas eu le choix que de défendre leurs parents restés sans salaires depuis des mois. Cela en rajoute à ce rôle de défenseur communautaire dévolu à la jeunesse dans les sociétés encore fortement marquées par la tradition.

La chute de Bokassa qui s'inscrit dans la suite logique de ces événements démontre que la jeunesse centrafricaine (ou plutôt de la jeunesse de l'Empire centrafricain), en dépit de l'atmosphère de terreur qui régnait, a été acteur d'un changement de grande envergure dans le pays, bien qu'elle a payé par la même occasion un lourd tribut. Ajoutons qu'un monument a été érigé en mémoire de ces jeunes martyrs (sur lequel on peut lire « aux martyrs immortels, la patrie reconnaissante »), monument à côté duquel se trouve l'ancien lycée Bokassa rebaptisé

⁷⁹ Changements répétés de titres: colonel, général, président à vie, maréchal et enfin empereur.

"Lycée des Martyrs". Et le 18 janvier de chaque année est commémorée la mémoire de ces jeunes martyrs sous l'impulsion du Conseil national de la jeunesse centrafricaine : c'est la « journée des martyrs ».



Du haut vers le bas : image 14 : le monument des Martyrs avec en arrière-plan droit le lycée des Martyrs ; **image 15** : une vue de l'entrée principale du Lycée des Martyrs sans lumière la nuit. @ : images de l'auteur, Bangui, septembre 2022.

II.1.2- Le difficile retour à la démocratie : des mutineries à la reprise des coups d'Etat

De retour au pouvoir, Dacko dissout le MESAN, restaure la République à la faveur d'une nouvelle Constitution, et organise les élections qu'il remporte le 15 mars 1981 face à Ange Félix Patassé. Celui-ci a d'ailleurs fortement contesté les résultats de cette élection ; ce qui a conduit à de troubles sociaux. Survint alors un autre coup d'Etat⁸⁰ le 1^{er} septembre 1981, qui mena le

⁸⁰ Ici, d'aucuns parlent d'un « arrangement », un « coup d'Etat conventionnel » (Aziagbia, *idem*) entre Kolingba et Dacko. Ce dernier, un peu malade et fatigué par les revendications, aurait jugé utile de « remettre » le pouvoir

général des corps d'armée André Kolingba à la tête d'une junte militaire (le Comité militaire de redressement national -CMRN) au sommet de l'Etat. Cependant, durant le long règne de Kolingba, la démocratie disparaît une nouvelle fois du paysage politique centrafricain et le régime en place privilégie son ethnie (l'ethnie Yakoma). La malgouvernance de ce régime précipita le pays dans une nouvelle crise avec au menu le cumul des arriérés de salaires et les grèves à répétition jusqu'à l'élection d'Ange Félix Patassé en 1993. Alors que les Centrafricains pensaient à l'issue de ces élections, en avoir fini avec l'oppression de l'ère Bokassa, le clanisme et la misère de l'époque Kolingba, la violence ne semble pas les avoir oubliés. Les mutineries (1996-1997) qui écloront seulement deux ans après ces premières élections dites démocratiques démontrent à quel point « les Centrafricains n'en ont pas fini avec le malheur » (Gourdin, 2013).

II.1.2.1- Patassé face aux jeunes mutins et les implications d'acteurs externes dans l'arène politique en Centrafrique

Deux ans après l'accession démocratique au pouvoir de Patassé, on a assisté, de 1996 à 1997, à trois mutineries des éléments des Forces armées centrafricaines contre le pouvoir en place. La première mutinerie date du 18 avril 1996, la deuxième seulement un mois plus tard, du 18 au 26 mai 1996, et la troisième de novembre 1996 à avril 1997. Celle-ci étant la plus longue, la plus politisée et la plus meurtrière. Ces mutineries étaient au départ motivées par la réclamation des militaires du paiement de trois mois d'arriérés de salaire. Mais on sait aussi que ces mutineries sont la résultante du désir du régime de maintenir les militaires des autres ethnies (surtout Yakoma) loin de la capitale pour décourager toute velléité déstabilisatrice pourtant réelle à l'endroit du pouvoir, et l'arrestation des caciques du précédent régime de Kolingba soupçonnés de détournement par une commission d'enquête, qui en ont été les raisons fondamentales (Ounda, 2018). On annonce l'entrée en scène des « Codo » du Tchad⁸¹ appelés par Patassé et la distribution des armes et munitions aux jeunes miliciens recrutés pour former

à Kolingba qui dit avoir négocié et obtenu cette démission de Dacko et de son gouvernement. Pour Jacques Serre (2007: 130, 257), « Dacko se défend à peine d'en avoir été non seulement le co-auteur, mais aussi le vrai bénéficiaire ». Il sera régulièrement reçu à la villa Nasser, la résidence secondaire du Président Kolingba, et bénéficiera des soutiens financiers de celui qui l'aurait « chassé » du pouvoir. Germain (2013) soutient qu'avec la bénédiction de Paris, le général Kolingba a chassé Dacko du pouvoir à son grand soulagement et avec son consentement. Dans une discussion sur Facebook (mars 2016) un participant a rapporté la réponse suivante de Dacko à un journaliste français qui lui posait la question à propos de cette querelle: « si l'armée vous demande de lui remettre le pouvoir pour ramener l'ordre dans le pays ou pour quelques motifs que ce soit, c'est qu'il y a coup d'Etat » [nous n'avions pas eu la possibilité de vérifier ces propos]. Néanmoins sur papier, il était clair que « cette remise » du pouvoir à l'armée devrait durer 6 mois afin que celle-ci ramène l'ordre. Le pouvoir devrait ensuite être remis au Président élu David Dacko; ce qui n'arrivera jamais (Rfi, Archive d'Afrique, publié le 26 sept. 2020).

⁸¹ Appel probablement motivé par les anciennes affinités avec les « Codo-Mbakara » de la région de Paoua à la proximité avec le Tchad. Patassé étant originaire de Paoua.

les milices *Kârákô* et *Bâlâwâ* ⁸² (forces supplétives des militaires loyalistes) afin de défendre le régime face à une partie de l'armée qui s'est mutinée réclamant le départ de Patassé du pouvoir. Beaucoup de jeunes des quartiers nord de Bangui (pro-Patassé) dits « Savaniers » s'organiseront pour, disent-ils, « protéger leurs quartiers », alors que leurs barrières visaient à débusquer les ressortissants des quartiers sud de Bangui (pro-Kolingba) dits « Riverains » (Ounda, *ibid.* ; voir aussi Saulet Surungba, 2012). Les affrontements entre loyalistes et mutins étaient sanglants, les hommes étaient particulièrement visés, d'où les cris en sängö « *Á kôli ä kpé ! Á wâli ä ngbâ* » (littéralement "*les hommes fuyez ! Les femmes restez (peuvent rester)* ").

Ces troubles vont engendrer des tractations qui vont aboutir d'abord à la conclusion des Accords dits de Bangui, puis à la création en 1997 d'une mission interafricaine, la Mission internationale de surveillance des accords de Bangui (MISAB), relayée par la Mission des Nations Unies en République centrafricaine (MINURCA) en mars 1998 (Ounda, *idem* ; Wikipedia, *MINURCA*). Patassé organise tout de même des élections qu'il remporte en 1999 sous les contestations des opposants. Les troubles s'ensuivirent, alors que la crise financière continua de secouer le pays. Dans la foulée, son prédécesseur André Kolingba tente un coup d'Etat en mai 2001 sans succès. Sur appel de Patassé, l'intervention des militaires libyens et celle des combattants rebelles du Mouvement de Libération du Congo (MLC) de Jean Pierre Bémba Gombo en sol centrafricain et la répression qui s'est ensuivie cristallise la violence dans le pays. A la suite de ces événements, et désormais peu confiant dans la loyauté des militaires, le Chef d'Etat-major de l'armée François Bozizé, accusé de connivence avec les putschistes est déposé le 26 octobre 2001. Le 02 novembre de la même année, un mandat d'arrestation est délivré contre lui, mais il résiste à son arrestation et se replie vers le nord avec quelques 200 hommes fidèles. Il se réfugie ensuite au Tchad d'où il anime un mouvement armé qui tente un putsch manqué en octobre 2002 (Aziagbia, 2009 : 45). Mais Bozizé récidiva avec une réussite cette fois en mars 2003 à la suite d'une première "rébellion-coup d'Etat", en l'absence de Patassé alors invité au sommet des Chefs d'Etats africains de la zone sahélo-saharienne (CEN-SAD) à Niamey (Niger) et vainement aidé par les combattants du MLC assimilés aux Banyamulengue et les soldats libyens venus à la rescousse (Gomina-Pampali, 2017).

On voit encore une fois de plus à quel point l'arène politique en RCA se complexifie dans les conflits violents avec la présence d'acteurs internes et externes sur fond de mobilisation des jeunes - FACA, miliciens progouvernementaux, rebelles, etc. Même l'emplacement

⁸² *Kârákô* (arachide en sängö) et *Bâlâwâ* (karité en sängö), deux ressources très exploitées dans l'Ouham-Pendé, région d'origine du Président Ange Félix Patassé.

géographique et l'appartenance ethnique des populations sont devenus des prétextes à la persécution.

II.1.2.2- De la "libération" à la chute du pouvoir de Bozizé et l'épisode *Anti-Balaka/Séléka*

Une fois au pouvoir à la faveur d'une rébellion dite des "Libérateurs", Bozizé tente de redresser l'économie du pays qu'il essaie de stabiliser durant une période de transition de 2003 à 2005, et organise des élections qu'il remporte au second tour en mai 2005. Malgré cela, une nouvelle flambée de violence renaît dans le nord avec les rebelles de l'Union des Forces démocratiques pour le Rassemblement (UFDR) qui exigent du gouvernement en place le partage du pouvoir en s'emparant des villes de la préfecture de Vakaga. Celles-ci seront reprises par les FACA aidés par l'Armée française qui a signé son grand retour avec Bozizé. Les zones à risques sont sécurisées par l'Opération Bouali (armée française) et la Force multilatérale de la CEMAC (FOMUC) (Auzias & Labourdette, 1^{ère} éd., *idem* : 43-44).

De même qu'à l'époque de Patassé, l'insécurité grandissante dans le pays favorise entretemps des groupes de coupeurs de route, les *Zaraguinas*⁸³ qui s'en prennent aux voyageurs, aux commerçants, aux éleveurs et convoyeurs de bœufs (Escoffier *et al.*, 2014.). Ces coupeurs de route sont entre autres issus des rangs des ex rebelles centrafricains (dont les ex-Libérateurs) ou étrangers (Tchadiens et Soudanais) démobilisés ou non qui profitent du manque de contrôle du territoire par l'Etat et de la porosité des frontières pour perpétrer leurs forfaits (vols, viols, braquages, assassinats, braconnages, prises d'ôtages et demande de rançons, etc.) (Debos, 2012).

Certes, le premier mandat constitutionnel de Bozizé (2005-2010) étant arrivé à échéance, il organise les élections présidentielles et législatives (très contestées d'ailleurs) qu'il remporte avec son parti le *Kwa na kwa* (littéralement « le travail, rien que le travail ») entre 2010 et 2011. Cependant, le pays toujours aussi instable, vacille sous l'effet cumulé de la mal gouvernance, du clanisme, de la pauvreté grandissante, etc. Une fois de plus les remous sociaux renaîtront et les jeunes entreront massivement sur scène par une émeute le 02 août 2012 à la suite d'un test de recrutement de 700 à 800 jeunes (hommes et femmes âgés de 18 à 25 ans) dans les Forces armées centrafricaines (FACA). Les frais de dossier s'élevant à 5 000 FCFA, certains jeunes n'ont pas hésité à brader leurs biens (et/ou ceux de leurs parents) pour soudoyer

⁸³ De l'arabe *Saraguin*, pluriel de *sarag* « voleur »?
(<http://www/bdlp.org/fiche.asp?base=CF&no=519035&rubrique=>)

des organisateurs corrompus afin de figurer sur la liste des recrues. Les déçus parmi les 10 000 candidats initiaux jugeront les résultats publiés discriminatoires, injustes et en faveur des Gbaya, l'ethnie du général président Bozizé. Au Jardin du Cinquantenaire à Bangui, les émeutiers arracheront le buste de Bozizé parmi ceux des anciens Chefs d'Etats centrafricains. Ils briseront aussi le portail de la maison d'arrêt de Ngaragba faisant fuir 750 prisonniers, et vont casser le monument du 15 mars symbole de l'accession au pouvoir de Bozizé (Centrafrique-Presse.com, 04 août 2012 ; Bissakounou, 2015). A ces faits s'ajoutent les agissements des groupes rebelles dans le nord et le nord-est dont les rangs seront plus tard gonflés par une partie de ces jeunes émeutiers désœuvrés.

Ainsi, fin 2012, une dernière vague de violence (qui perdure jusqu'aujourd'hui) débuta, lorsqu'une coalition dénommée *Séléka* (*alliance* ou *pacte*) et composée de plusieurs groupes rebelles (majoritairement musulmans) du nord et nord-est, accusent le Président Bozizé de ne pas respecter les accords de paix signés à Birao (Zozime Tamekamta, 2013). Malgré les appels sans réponse de Bozizé à l'aide militaire de la France, les Forces armées centrafricaines fragilisées, sans moyens et vainement aidées par les forces sud-africaines, n'ont pu stopper l'avancée fulgurante de la Séléka qui réussira finalement à placer son leader Michel Djotodia au pouvoir par la force en mars 2013 (Flichy de la Neuville, dir., 2014). Malheureusement, « ce président illégitime et sans autorité sur la *Séléka* sera incapable de mettre un terme aux exactions des miliciens démobilisés [?] comme à celle des milices *anti-Balaka*⁸⁴ désormais animés par un sentiment de vengeance » (Escoffier *et al.*, 2014). L'image des jeunes dans cette arène s'est fortement détériorée à la suite de cet énième affrontement des acteurs de l'arène politique en RCA, bien que certaines atrocités ont été comises par des acteurs venus de l'extérieur.

A ce niveau, il faut préciser que les exactions entre la Séléka et les Anti-Balaka ont atteint leur paroxysme en décembre 2013, obligeant ainsi Djotodia à un retrait forcé du pouvoir en janvier 2014 suite à une rencontre des parlementaires de la Transition centrafricaine réunis à Ndjaména au Tchad. Alors qu'une présidente et un gouvernement transitoires ont été établies (2013-2016), qu'un président a été démocratiquement élu et installé en mars 2016, et qu'un accord de paix et de la réconciliation a été négocié et signé en février 2019, les conflits entre nombreux groupes armés persistent, de même que les affrontements entre groupes armés coalisés d'une part, et les forces gouvernementales et "alliées" (russes et rwandaises) d'autre part.

⁸⁴ « Anti-machette », aussi traduit par « Anti balle AK (47) » ; « anti » en référence aux gris-gris qui les rendraient invulnérables aux sabres et aux balles, et *Balaka* qui veut dire machette.

En définitive, ce survol des crises en Centrafrique postindépendante démontre que la force reste « le mode ordinaire d’accession et de maintien au pouvoir » (Akoa, 2014), et que les accessions au pouvoir par la force conduisent trop souvent à la formation des groupes armés motivés par la reprise du pouvoir par le même procédé. Ce phénomène se renforce par la constitution des groupes informels d’autodéfense initiés localement pour la défense communautaire en l’absence de la protection de l’Etat, mais aussi par la mise en place des milices gouvernementales par perte de confiance en l’armée (Bado, 2014). Ce qui peut expliquer en partie la tournure quasi-cyclique des luttes armées et la répétition de la violence dans le pays. Emmanuel Chauvin et Christian Seignobos (2013) proposent le schéma qui va « de la présidence à la rébellion » (Anti-Balaka, [ex-Séléka]) et « des rébellions au gouvernement » ("Libérateurs", Séléka). Pour Glawion et de Vries (2018), cette situation est la résultante d’une gouvernance caractérisée par une politique toujours aussi externalisée, la négligence de la périphérie et la pluralité de violence en Centrafrique qui continuent de marquer l’histoire du pays. Cette pluralité de violence tient non seulement de l’héritage d’un passé particulièrement violent qui s’exprime à travers les acteurs externes et internes, mais également de la reproduction d’un ordre politique qu’incarna l’ordre colonial indissociable de recours exclusif à la violence aussi bien pour maintenir l’ordre, que pour contrôler les vastes territoires éloignés de Bangui (Minfegue, 2022).

II.2- L’Etat et les jeunes dans l’arène politique en Centrafrique postindépendante

Comme nous l’avons montré ci-dessus, la période postindépendance est caractérisée, mis à part les troubles socio-politiques, par les efforts de construction de la nouvelle République centrafricaine. Dans cette lancée, il y a eu des actions en faveur des jeunes : « fer de lance de la Nation », « garantie la plus sûre pour l’avenir », ou encore « l’avenir au présent » (Mbémbe, 1985 : 17) comme aiment le proclamer pompeusement les hommes politiques africains, ainsi que les partenaires au développement. En Centrafrique, en dehors de l’enseignement fondamentale (primaire, secondaire et universitaire) et technique souvent perturbés par les différentes crises militaro-politiques, les grèves des étudiants et/ou des enseignants,⁸⁵ on peut noter la création par le président Dacko⁸⁶ par une loi datant de mai 1962, d’un organisme d’incitation au développement et d’animation rurale dénommé Jeunesse pionnière nationale

⁸⁵ L’image du lycée des martyrs ci-dessus est illustrative du manque d’attention accordée par l’Etat aux infrastructures de formation dédiée à la formation des jeunes en Centrafrique.

⁸⁶ A la suite d’une visite officielle en Israël en mars 1962, celui-ci était fasciné par la réussite des expériences rurales de kibboutzim israéliens. C’est de là qu’est venue l’inspiration de cette création avec le soutien de l’Israël.

(JPN). Le programme de cet organe qui est axé sur le développement rural, et qui avait un volet paramilitaire verra son destin basculé en 1972 lorsque le Président Bokassa qui l'a entretemps militarisé, craignait de voir un jour cet organe être récupéré par un militaire audacieux qui chercherait à prendre le pouvoir. Ainsi, à la suite de l'ordonnance N°72/077 du 28 septembre 1972, il fera de la JPN un Centre d'orientation de la jeunesse nationale et pas une formation paramilitaire. Ce même Bokassa va dissoudre la JPN en 1974 après la fermeture de l'ambassade israélienne (fermeture qui a privé la JPN de ses techniciens originaires de ce pays), "par solidarité au peuple arabe", conséquence de la guerre israélo-arabe d'octobre 1973 dénommé "guerre du kippour" (Ngoundji-Tanga, 1992 : 334-339). Très populaire et très appréciée par ses anciens ressortissants, la JPN a certainement beaucoup contribué à l'édification de la jeunesse centrafricaine aussi bien sur le plan du développement socio-économique que de la formation paramilitaire. Toutefois, il est probable que cet aspect militaire ait influencé les descendants des anciens ressortissants de la JPN.

Ayant interrogé le Directeur général de la jeunesse à propos des programmes dédiés à la formation professionnelle des jeunes centrafricains, celui-ci a longuement tergiversé pour enfin citer la réactivation de la JPN entretemps jeté aux oubliettes (entretien avec le DG de la jeunesse, Bangui, février 2018). Malheureusement, l'actualité récente de la JPN est marquée par des détournements de fonds alloués au fonctionnement de cet organe incriminant une ancienne équipe dirigeante placée sous la responsabilité de Armel Sayo, chef du groupe rebelle Révolution et Justice, et celle qui lui a succédé (le ministre délégué chargé de la JPN en premier) (Oubangui Média, 26 juillet 2021). Ces faits confirment ces propos d'un leader du Conseil national de la jeunesse (CNJ) qui nous confiait en sourdine - il nous demandait de stopper l'enregistrement de l'entretien en ce moment précis-, que de beaux programmes existent sur papier en faveur de la jeunesse, mais concrètement, personne ne se préoccupe de leur mise en œuvre (enquête de terrain, Bangui, août 2017).

Outre ces actions et bien d'autres en faveur de la jeunesse, celle-ci sera régulièrement mêlée aux différents troubles soci-politiques nés en Centrafrique. La plus grande illustration reste les émeutes de l'époque Bokassa que nous avons décrit ci-dessous. C'est aussi le cas du coup d'Etat manqué de Patassé, Bozizé et Mbaïkoua contre Kolingba (en mars 1982) ayant entraîné la création du groupe rebelle dénommé *Codo-Mbakara* dans le nord-est centrafricain précisément dans la région de Paoua et l'Ouham-Pépendé. Les combattants de ce groupe étaient des jeunes valides et robustes recrutés dans les villages pour le port des matériels et vivres, bien qu'ils seront utilisés ensuite pour la lutte armée (entretien avec un chef de groupe, Paoua, mars 2017).

Quant aux mutineries sanglantes des années 1996-1997 qui ont opposé une partie de l'armée au régime du président Patassé, elles ont impliqué non seulement les jeunes FACA, mais aussi une frange de la population civile (jeunes en particulier) des quartiers nord et sud de Bangui (Chauvin, 2009) dont certains ont été incorporés dans les milices *kârâkô* et *bâlâwâ*. A propos de ces mutineries, nous avons eu un entretien avec l'un des acteurs, jeune militaire (il avait 22 ans) à l'époque de ces mutineries. Son histoire nous apprend qu'il est entré dans l'armée à l'époque de Kolingba et grâce à l'appui d'un militaire proche du régime, alors qu'il n'avait pas encore 18 ans (il avait 17 ans et son acte de naissance a donc été modifié à cette fin⁸⁷). Etant sous les commandements directs de certains leaders et sur le théâtre des opérations, il a participé à ces différentes mutineries avant de rejoindre le camp des loyalistes à l'instar des autres militaires d'autres ethnies. Ceux-ci s'étant rendu compte de la manipulation des militaires d'origine yakoma qui maniaient des discours corporatistes en faveur de l'armée, alors que leur véritable objectif était la prise du pouvoir de l'Etat par la force, nous confie-t-il. Comme il l'a mentionné par la suite, il s'est senti exploité par ses commandants. Bien que proche de certains leaders de ces soulèvements sur le théâtre des opérations, ces derniers ont été gracieusement exilés avec leurs familles en France pendant longtemps à la faveur de diverses ententes, et certains qui sont aujourd'hui de retour, bénéficient de tous les privilèges dans les hautes sphères de l'administration alors qu'il n'a rien gagné, « même pas un galon » dit-il, à la suite de ces luttes armées (entretien avec un Gendarme, 47 ans, Bangui, sept. 2021).

Enfin, le coup d'Etat réussi de Bozizé en mars 2003 mettant au centre une jeunesse désœuvrée, "les Libérateurs", a entretenu le rôle moteur des jeunes comme ouvriers sur les théâtres des affrontements dans le pays. Ces jeunes "libérateurs" dont certains, se sentant exploités, deviendront des bandits avant de rejoindre à nouveau la Coalition Séléka (Debos, 2012) dont les exactions ont entraîné la riposte des anti-Balaka tout aussi versés dans les dérives criminelles.

La jeunesse est donc présente dans chacune des phases des événements majeurs de la vie publique en Centrafrique. Elle est tour à tour actrice de changement tout en étant victime (époque Bokassa en 1979), manipulée (mutineries de l'armée centrafricaine de 1996-1997), exploitées par les acteurs politico-militaires (milices progouvernementales et rebelles), voire

⁸⁷ Cette méthode est souvent employée par les jeunes ayant la volonté d'intégrer l'armée : ils falsifient leur âge ou changent de nom afin d'avoir une consonance de l'ethnie au pouvoir (voire Both *et al*, 2020). Cela conduit souvent à l'accusation portée vers l'Etat-major des FACA, de recruter des enfants et de les envoyer au front par la presse locale.

instrumentalisée ((ex-) Séléka et Anti-Balaka). Ce qui illustre la thèse de cette jeunesse ressource au pouvoir limité, prise au centre de la violence continue, et à la solde des acteurs aux pouvoirs plus étendus (politiciens, mercenaires ou chefs rebelles, pays ou puissances étrangères, etc.), même si certains jeunes arrivent à rester à l'écart de la violence armée, comme nous le verrons plus loin.

Conclusion du chapitre

Aujourd'hui République centrafricaine (RCA), le territoire qui constituait ce pays a pendant longtemps été soumis à la violence. Terre d'asile pour les populations qui étaient persécutées dans les régions actuelles du Soudan et du Cameroun, le territoire actuel de la Centrafrique a été le théâtre des actes de persécution à l'endroit de sa population d'installation récente (XIX^e siècle). D'abord les marchands d'esclaves (traite occidentale et orientale) qui y ont trouvé un important réservoir d'esclaves jeunes. Ensuite les administrateurs coloniaux et concessionnaires qui malmenaient cette population via une logique française d'exploitation systématique et une coercition inhumaine. Et enfin les avidités pouvoiristes et l'accumulation économique personnelle des élites du pays, alimentées par les convoitises des puissances étrangères et l'ingérence des pays voisins. L'arène politique centrafricaine s'est ainsi construite au fil du temps avec une panoplie d'acteurs. Les difficultés se superposant les unes aux autres, la violence paraît presque continue sur ce territoire.

Même à la remise du pouvoir de l'Etat aux Centrafricains eux-mêmes, très peu est fait dans l'intérêt de la majorité jeune aux prises avec un système de violence structurelle dans lequel elle grandit et qui lui offre un cadre de référence univoque. Persécutée à l'époque précoloniale et coloniale, cette jeunesse montre qu'elle est une force de changement, même si elle demeure l'une des principales victimes de cette arène. C'est ce que nous a appris les événements de la guerre du *Kongo-wara* (1928-1931), mais aussi les révoltes des élèves et étudiants sous le règne de Bokassa 1^{er} (1979), et plus proche de nous les attaques entre Séléka et Anti-Balaka. Il apparaît à travers cette excursion historique tendant à clarifier la construction progressive de l'arène politique en Centrafrique, que la violence se répète donc dans un continuum avec le passé, et la cheville ouvrière de ces événements reste les jeunes.

En dirigeant notre regard sur les acteurs de l'histoire centrafricaine, nous relevons que l'arène politique dans ce pays est construite dans une première phase avec des acteurs externes à la

recherche des hommes-marchandises et autres ressources naturelles. Sans rompre véritablement avec les excursions violentes des acteurs externes, elle est aujourd'hui constituée dans une seconde phase des acteurs internes, avec comme enjeux la lutte effrénée pour le pouvoir, sur fond de mobilisation des jeunes dans une certaine continuité avec le passé où ils étaient considérés comme des marchandises ou outils de travail, donc une ressource. On est en face d'une accumulation des couches de contraintes qui sont devenues durables au fil du temps. C'est ce que De Bruijn et Both (2018) appellent « la durée dans la contrainte : des couches de difficultés accumulées au fil du temps » (*The Durée in Duress: Layers of Hardship Accumulating over Time*).

Certes, loin d'afficher une figure de victime inerte, cette population (jeune particulièrement) n'a cessé de riposter face à l'oppression extérieure et intérieure durant ces périodes précoloniale, coloniale et postcoloniale. L'accumulation des contraintes au fil du temps, a sans doute développé et renforcé chez les populations une attitude de défense (à la suite d'un processus d'intériorisation de la violence normalisée) les conduisant à s'organiser pour se protéger (groupes d'auto-défense, anti-zaraguinas) face à l'insécurité grandissante et en l'absence d'un Etat providence. Benoît Lallau parlera à ce propos d'une situation de « multicrise » qui est devenue « le mode normal de la régulation sociale » en Centrafrique (Lallau, 2015 : 297-298).

Ce chapitre aura eu le mérite de montrer que la violence est indissociable de l'histoire de la Centrafrique et que les jeunes constituent une constante de cette trajectoire marquée de confrontations violentes, et inscrite dans une continuité au-delà de l'arbitraire découpage précolonial, colonial et postcolonial. Les jeunes constituent aujourd'hui, dans une continuité avec un passé violent, un groupe d'acteurs de changement, de même qu'ils sont les victimes de cette pluralité de violences. Loin d'avoir épuisé ce sujet, nous prolongeons, au cours du chapitre suivant, la discussion sur les jeunes et la reproduction de la violence à travers l'émergence et la pérennisation des groupes de milices et de rébellion armés.

CHAPITRE V

EMERGENCE ET DYNAMIQUE DES MILICES ET GROUPES ARMES, ACTEURS DE L'ARENE POLITIQUE EN CENTRAFRIQUE

Introduction

Après avoir explicité la construction progressive de l'arène politique en Centrafrique, il nous paraît important de porter le regard sur les acteurs majeurs des conflits violents qu'on y retrouve, en l'occurrence les milices et groupes armés au sein desquels on compte de nombreux jeunes. Cela est aussi un préalable pour amorcer la question de l'agentivité des jeunes dans cette arène politique.

En effet, il existe plusieurs facteurs explicatifs de la constitution, de la prolifération et la perdurance des milices et groupes armés non étatiques. Les conflits étant spécifiques aux situations changeantes des pays, cela peut aller d'un ras-le-bol d'une population (ou partie d'une population), la lutte pour la reconnaissance des droits ou la résistance à l'oppression, à l'intrusion d'acteurs externes, en passant par la lutte effrénée pour le pouvoir ou la faiblesse/faillite d'un Etat nanti de ressources naturelles (Domergue-Cloarec & Muracciole, dir., 2010 ; Badie & Vidal, dir., 2016). Cela peut aussi être dû à la pauvreté et l'exclusion sociale, combinées à une certaine croissance démographique rapide (Mbonda, 2010), l'ethnicité (Launay, 2004) ou un amalgame de tous ces facteurs (Bado, dir., 2015) qui peuvent être déclencheurs ou amplificateurs. Cependant, sachant que certains de ces facteurs ont des limites telles la faillite de l'Etat (postérieure à une déstructuration), l'ethnicité (certains groupes armés ne sont pas homogènes), l'abondance des ressources naturelles (certains pays riches en ressources naturelles ne connaissent pas de groupes armés), Mba Talla (2012) propose de les considérer plutôt comme des facteurs aggravants ou amplificateurs, et non comme des facteurs déclencheurs (du moins pour le cas de la RDC). Et l'auteur de mettre en avant la militarisation des forces sociales (l'abandon de l'action collective protestataire au profit de la rébellion), l'absence d'une victoire totale sur les groupes armés, et enfin l'institutionnalisation du partage de pouvoir entre belligérants par les institutions internationales comme des véritables causes de la naissance et de la perdurance des groupes rebelles. Cela dit, qu'en est-il de la situation particulière de la Centrafrique après les indépendances ? Qu'est-ce qui explique la naissance, la prolifération et la perdurance des milices armées ou groupes de rébellion dans ce pays ? Ces interrogations nous conduiront à nous interroger sur les formes du politique qui produisent ainsi du factionnalisme armé de manière récurrente comme s'en préoccupait à juste titre Roland Marchal (2009).

Certes, si les jeunes peuvent être individuellement motivés ou forcés à s'impliquer dans la violence armée (*cf. infra* chapitre VI : "Parcours des jeunes impliqués dans les groupes armés en Centrafrique"), ce qui nous intéresse dans le présent chapitre sera le caractère collectif et organisé de la violence qui se déploie dans les milices et groupes armés vus comme des structures (Weinstein, 2007). Cela permet de rendre intelligible la motivation ou l'engouement des jeunes à intégrer ou pas ces groupes, mais aussi et surtout l'intérêt qu'ont ces groupes armés à enrôler les jeunes. Mais au-delà, c'est toute la question de la multiplicité des acteurs/entrepreneurs de violence, des enjeux de leurs confrontations dans l'arène politique centrafricaine qui sera approfondie, avec une contribution supplémentaire quant aux conditions d'apparition des milices et groupes armés, de leur fusion et/ou de leur éclatement en une kyrielle de (sous-) groupes armés. Ce chapitre se veut donc une approche compréhensive des trajectoires des rebellions armées, et ambitionne de combler le manque de connaissances sur les conflits avec un accent particulier sur la dynamique des milices et groupes armés en Centrafrique depuis les années 1980 à nos jours.

I. EMERGENCE DES GROUPES ARMES EN CENTRAFRIQUE : LE CAS DES *CODO-MBAKARA*⁸⁸ DANS LES ANNEES 1980

I.1- Naissance des Codo-Mbakara comme résultat de la violence au sommet de l'Etat

Comme nous l'avons vu, l'histoire de la Centrafrique post-indépendante, inscrite dans une continuité avec l'époque précoloniale et coloniale, reste mouvementée et rythmée de crises militaro-politiques. Cependant, en ce qui concerne les groupes armés, avant les années 1980, les révoltes et coups d'Etat réussis ou manqués⁸⁹ ont pris des proportions plus ou moins grandes sans déboucher véritablement sur la constitution de groupes organisés de rébellion armée de longue durée. En revanche, la toute première rébellion⁹⁰ ayant marqué les esprits est celle qui

⁸⁸ *Codo-Mbakara* est une combinaison de deux termes issus de deux langues différentes: *Codo* est le diminutif français de *Commando* et *Mbakara* (en langue vernaculaire locale Tali ou Talé) est le nom d'un serpent venimeux (*Echis ocellatus*) de la région de Paoua, serpent contre lequel les membres de ce groupe armé seraient immunisés à la suite des pratiques rituelles : en particulier la consommation d'une partie spécifique des entrailles (légèrement cuites) de chèvre. D'après les croyances locales, la chèvre ne mourrait jamais des morsures de ce serpent (interview d'un chef de groupe de Paoua, mars 2017).

⁸⁹ Entre autres, nous pouvons citer le coup d'Etat de Jean Bédel Bokassa contre Davaïd Dacko fin décembre 1965; la révolte des élèves et étudiants réprimée dans le sang par l'Empereur Bokasa en 1979, année de son départ forcé du pouvoir organisé par les Français de l'Opération *Barracuda*.

⁹⁰ Dans un rapport spécial sur les armes légères en Centrafrique, Eric Berman (2006) indique qu'un groupe (armé), le Mouvement centrafricain de libération nationale (MCLN), a été créé en 1979 et a initialement reçu une formation et des équipements en-dehors de la RCA. Il a été rapidement neutralisé après une attaque à Bangui en 1981, ajoute l'auteur du rapport. Le même rapport indique que le président Patassé et ses partisans s'étaient aussi

est apparue quasiment à la frontière avec le Tchad dans la région de Paoua suite à un coup d'Etat manqué en mars 1982 contre le régime putschiste du général d'armée André Kolingba. Les auteurs de ce coup d'Etat manqué n'étaient autres que les acteurs connus de la scène politique centrafricaine comme Ange Félix Patassé, François Bozizé Yangouvonda et Alphonse Mbaïkoua⁹¹ (Saulnier, 1997 : 113). Patassé et Bozizé ayant opté pour l'exil (respectivement au Togo et au Bénin) par crainte des représailles, on a assisté à la création d'un groupe rebelle dirigé sur le théâtre des opérations par Mbaïkoua⁹² et dénommé *Codo-Mbakara*. Ce groupe entreprit alors de s'opposer au régime du général André Kolingba. Téné-Koyzoa (2007 :197) parle de batailles sanglantes entre les forces armées centrafricaines (FACA) et les rebelles sous le commandement du général Mbaïkoua dans les régions du Nord du pays.

L'histoire de ce groupe armé étant très peu documentée, nous avons eu recours aux récits de certains notables de la région de Paoua pour comprendre l'évolution de ce groupe rebelle. Voici ce qu'un notable de la ville de Paoua nous relate sur l'histoire des *Codo-Mbakara* :

Codo [-MBakara] est la résultante du coup d'Etat manqué de Bozizé, Mbaïkoua et Patassé contre Kolingba en 1981 [1982]. Quand les gens ont fui, Patassé est parti [en exil] et Mbaïkoua est revenu au village et a pris des hommes avec lui, et ils ont démarré un embryon de rébellion. Mais ils ont ouvert une base arrière au Tchad⁹³, c'est à dire dans le secteur de Goré. Après leur formation, comme Mbaïkoua est un vrai militaire, il a passé le temps à donner des formations à ceux qui l'ont suivi. Après quelques mois, ils sont revenus et ont pris base dans tout le secteur de Paoua-Nord dans les trois communes Kaba. Là, ils ont démarré à faire des attaques spontanées. Surtout, ils ciblent les véhicules militaires (FACA), et ils attaquent parfois les responsables politico-administratifs. C'est ce qu'ils ont fait jusqu'à ce qu'il y ait accord entre eux et le gouvernement, je crois avec l'aide de deux députés : un député de Paoua [Ouham-Péndé], Djim Maïtart, et un député de Markounda [Ouham] en la personne de Rekian⁹⁴. Ce sont eux qui ont fait la médiation entre cette rébellion et le gouvernement central. Donc, ils ont réussi à apaiser. Cette fois-ci, on ne pouvait plus parler de *Codo* et beaucoup d'entre eux ont intégré même l'armée nationale

armés après l'échec de ce dernier aux élections présidentielles de 1981 (note 6, p. 64), alors que jusqu'en 1982, les armes légères étaient très peu répandues dans le pays (p. 60).

⁹¹ Pour Téné-Koyzoa (2007:197), les généraux Bozizé et Mbaïkoua, tous deux membres du Comité militaire de redressement national (CMRN) qui a pris le pouvoir en septembre 1981 sous l'impulsion de Kolingba, auraient agi pour le compte du très populaire Ange Félix Patassé.

⁹² Sans nommé explicitement les *Codo-Mbakara*, Dangabo Moussa (2014: 64) avance que Patassé et Bozizé resteront longtemps en exil tout en dirigeant une rébellion armée en Centrafrique.

⁹³ Chauvin et Seignobos (2013) ont fait référence à des liens entre les *Codo* de Centrafrique et ceux du Tchad : « *Codo* : vient de « commando ». Au début des années 1980, les « codos mbakara » de Centrafrique s'étaient alliés aux « codos verts » du Logone et aux « codos rouges » du Moyen-Chari (Tchad) ».

⁹⁴ Ne disposant pas d'informations sur la date exacte de la fin de cette rébellion, nous précisons toutefois que les députés Maïtart Djim Arem et Rekian Fabien font partie de la législature de 1987 à 1992 (Aziagbia, 2009: 290); ce qui laisse supposer la fin de cette rébellion et l'intégration de ses membres dans les forces de l'ordre durant cette période.

(entretien avec un notable de Paoua, ancien staff du programme de démobilisation des ex combattants de l'APRD, Paoua, oct. 2016).

Ce témoignage ne s'écarte pas du récit d'un autre notable de la ville de Paoua où cette rébellion sévissait après sa création. Témoin vivant de cette époque, il nous relate les faits de la façon suivante tout en soulignant le lien avec les jeunes :

A l'époque des *Codo*, j'avais déjà grandi et j'avais les yeux ouverts. J'étais marié et j'avais des enfants. Les choses ont commencé à Bangui là-bas. À l'origine, un coup d'Etat manqué. Le problème s'est soulevé lorsque celui qui fomentait le coup de force a échoué. Il était donc poursuivi par le président en place. C'est ainsi qu'il a pris fuite et est venu ici enrôler un certain nombre de gens. Ils sont entrés en brousse et se sont donné le nom de *Codo-Mbakara*. [...] A cette époque, certains jeunes qu'ils ont appelés pour les rejoindre ont refusé. En revanche, d'autres ont accepté et se sont joints à eux. Ils ont longuement manœuvré jusqu'à ce qu'ils aient fait face à des problèmes financiers. C'est ainsi qu'ils sont allés à Pendé⁹⁵ et ont cambriolé une usine de coton. De là, ils sont repartis, ont commencé à s'entretuer et sont divisés à un moment donné. Ils ont voulu se réconcilier avec le gouvernement. Donc certains ont été incorporés dans le corps de la Garde [républicaine] où ils sont restés jusqu'à ce jour. En revanche, d'autres sont décédés. Le gouvernement de l'époque a jugé mieux de ne pas les incorporer dans les FACA qui sont sur les théâtres des opérations militaires. Ils sont intégrés dans le corps de la Garde [pour rester sous surveillance à Bangui] (entretien avec un chef de groupe, Paoua, mars 2017).

D'après Dangabo Moussa (2014: 64), Alphonse Mbaïkoua a été le seul [leader] à être rattrapé et tué, mais "dans des circonstances non élucidées" selon Téné-Koyzoa (*ibid.*) qui ajoute que certains villages proches de Markounda et de Paoua, supposés abrités les maquisards auraient été brûlés par l'armée. Et Dangabo Moussa (*ibid.*) de préciser qu'un officier supérieur de l'armée centrafricaine nommé Bodo était à la tête d'une équipe qui aurait reçu mission d'en découdre avec ce foyer de tension qui se trouve au Nord. On apprendra plus tard que « certains villages (...) supposés abrités des maquisards auraient été brûlés par l'armée » de Kolingba ».

L'histoire de l'apparition de ce groupe armé, présente un certain nombre d'éléments à retenir. On a un facteur déclencheur : un probable mécontentement au sein du Comité militaire de redressement national (CMRN) qui amena Bozizé, Patassé, et Mbaïkoua à fomenter un putsch manqué, et la répression qui s'en est suivie. Cependant, à la différence des autres putschs qui l'ont précédé, ce coup d'Etat manqué a engendré la création d'un groupe armé opposé au pouvoir central. En effet, par le passé, Bokassa (lui-même arrivé au pouvoir par un coup d'Etat) a fait face à des tentatives répétées de coups d'Etat (Tenaille, 1980). Cependant, on peut comprendre que la méthode forte qu'il employait - assassinats systématiques des opposants et

⁹⁵ Un village de la sous-préfecture de Paoua.

conspirateurs - ne pouvait que dissuader toute entreprise de constitution d'un groupe rebelle. On pourrait en déduire que la résistance armée s'est développée suite à la fuite des leaders de ce putsch manqué qui ont décidé de riposter aux représailles du pouvoir en place et continuer la lutte à partir d'une zone éloignée et hors du contrôle du pouvoir central (facteur amplificateur). Toutefois, après l'extradition de Bozizé à Bangui en 1989, Kolingba lui fera connaître l'enfer en prison au point qu'il échappera de peu à la mort avant d'être acquitté par la Haute Cour de Bangui en 1991 (Aziagbia, 2009). La violence était ainsi un élément central des relations entre acteurs du jeu politique au sommet de l'Etat.

I.2- Eléments de compréhension des groupes armés à travers la trajectoire des Codo-Mbakara

Tout en considérant cet élément violence au sommet de l'Etat, un autre enseignement à retenir dans cette histoire est relatif à l'incorporation des jeunes au sein des Codo-Mbakara. Dans le second témoignage qui est celui d'un témoin vivant de l'histoire des *Codos*, on note qu'à l'époque, certains jeunes ont volontairement intégré ce groupe rebelle, alors que d'autres se sont abstenus ; d'où notre postulat d'une jeunesse non homogène, mais d'une jeunesse plurielle. En revanche, cela démontre que la force des jeunes reste utile pour la survie d'un groupe armé et sa pérennisation. Et notre informateur de préciser quant à l'enrôlement des jeunes que : « Certains qui n'ont rien à faire, s'y engageaient volontairement. Par contre, d'autres qui sont jugés musculeux et robustes sont enrôlés de force dans un premier temps pour les aider à transporter leurs charges ; puis ils les forment pour qu'ils les aident dans leur lutte » (entretien avec un chef de groupe, Paoua, mars 2017).

Aujourd'hui encore, il est bien connu que ce sont les jeunes, cette « main-d'œuvre bon marché », « facilement mobilisable par des entrepreneurs politico-militaires locaux ou transnationaux » (Debos, 2013 : 97, 109) qui constituent le fer de lance de ces rébellions. Sans cette ressource humaine qui en constitue la principale force vitale et opérationnelle, ces groupes ne subsisteront pas pour longtemps. Ce qui confirme l'importance d'aborder la question des conflits violents en Centrafrique en lien avec les jeunes: s'ils sont mal encadrés et laissés pour compte, les jeunes seront séduits et se laisseront ou seront enrôlés dans les groupes armés (hormis les cas d'enrôlement forcés). Cela étant déjà le cas dans le passé, l'actualité n'est pas surprenante dans un contexte où l'effectif de la population jeune ne cesse de croître en parallèle avec le chômage et la déstructuration de la société centrafricaine.

A ces éléments d'apprentissage, s'ajoute l'aspect financier. En effet, tous les groupes armés, quels qu'ils soient, naissent, grandissent et fonctionnent grâce à des ressources : ressources humaines en termes de bras armés (voire des soutiens communautaires), et ressources financières. Sans ressources financières, les groupes armés auront du mal à survivre. Ainsi, ne reposant pas sur l'exploitation des ressources naturelles ancrée dans une économie de prédation, les Codo-Mbakara sont allés cambrioler une usine de coton à Péné pour se faire une santé financière afin de survivre. Cependant, en cristallisent des intérêts, les ressources financières sont aussi sources de division au sein des groupes armés. C'est ainsi que les dissensions (pour le partage des gains du cambriolage) n'ont pas tardé à affaiblir les Codo-Mbakara qui ont fini par accepter les discussions avec le gouvernement central.

C'est dire que la cohésion (même relative) au sein du groupe, la disponibilité des ressources humaines et financières restent fondamentales. En l'absence de ces éléments, un groupe armé s'affaiblit et disparaît ou est dominé par l'adversaire. La coalition *Séléka* l'aurait bien compris au point de fusionner les différents groupes armés du nord et du nord-est, d'accepter l'appui de nombreux jeunes désœuvrés et des mercenaires étrangers (Tchad, Soudan) et des appuis financiers divers (Gomina Pampali, 2017 : 95).

A propos de la violence, il faut dire que les rangs des *Codo-Mbakara* n'étant pas gonflés par des bandits et mercenaires étrangers, il n'y a pas eu de violences extrêmes à l'endroit de la population civile. Notre interlocuteur précédemment cité l'a si bien relevé lorsque nous lui avons posé la question sur l'époque qui l'a le plus marqué parmi toutes les crises qu'il a vécues depuis l'indépendance à nos jours :

Très bien ! Ce que j'ai de mauvais comme souvenir, c'est l'époque des *Séléka*. Cela a trop duré et il y a aussi trop de souffrances. Tout est bloqué : les routes, les activités champêtres, l'élevage, etc. tout est bloqué ! Mais à l'époque des *Codo*, tu trouves tout : les bœufs de traie, les produits de l'agriculture qu'on évacue en grande quantité à Bangui, parce qu'on ne menaçait pas les agriculteurs... (entretien avec un chef de groupe, Paoua, mars 2017).

Apparu avant la fin de la guerre froide, le cas des *Codo-Mbakara*, en dépit de ses connexions avec les *Codos* du Tchad, peut être qualifié de conflit asymétrique interne, à la différence des autres conflits armés survenus après les années 1990 et qui font perdre toute signification à la notion de conflit interne aux Etats au regard de l'implication des complexes réseaux internationaux, d'acteurs transnationaux, des Etats ou puissances étrangères. C'est également une période où les coups d'Etat vont survenir à la suite des rébellions meurtrières, ce qui constitue une rupture avec les situations antérieures en terre centrafricaine. La rébellion aurait

donc acquis d'autres importances que la prise du pouvoir de l'Etat. Par contre, il subsiste un invariant : la mobilisation constante des jeunes comme bras armés.

Pour compléter ce tableau, abordons ci-dessous une autre étude de cas, celui d'un groupe armé qui a pris forme toujours dans la région de Paoua, l'Alliance populaire pour la restauration de la démocratie (APRD) dont la fin a été actée, mais dont la cellule dormante donnera naissance à un autre groupe armé, la Révolution et Justice (RJ).

II. EMERGENCE DES GROUPES ARMES EN CENTRAFRIQUE : DE L'APRD (2005-2012) A LA REVOLUTION ET JUSTICE (2013-...), UNE STRATEGIE DE DEFENSE COMMUNAUTAIRE

De nos deux zones de recherche Bangui et Paoua, cette dernière semble offrir davantage de possibilités pour comprendre la naissance des groupes armés en Centrafrique. Sans doute à cause de son éloignement de la capitale Bangui, ce qui en fait une des régions les moins contrôlées par l'administration centrale concentrée à Bangui (cas classique d'un Etat failli). Toutefois, la récurrence des groupes armés dans cette région qui partage pourtant les mêmes conditions d'éloignement de la capitale avec d'autres, interpelle et invite à une réflexion plus profonde (proximité avec le sud instable du Tchad, porosité de la frontière, tradition de défense communautaire, etc.). Ainsi, dans cette tentative d'appréhender l'émergence des groupes armés en Centrafrique, nous tâcherons dans ce qui va suivre, d'en explorer les conditions à travers une autre étude de cas : l'Armée populaire pour la restauration de la démocratie (APRD), un groupe de rébellion à partir duquel est né la Révolution et Justice (RJ). Quels sont les éléments de compréhension qu'on peut en tirer pour étayer la dynamique des groupes armés dans le pays ?

Dans une interview que nous avons réalisée avec un notable (déjà cité) de la ville de Paoua, celui-ci en répondant à la toute première question qui lui est adressée sur l'historique des rébellions dans cette région, a mis en exergue cette affirmation qui est d'ailleurs sa toute première phrase : « Il y a une grande différence entre *Codo* et l'APRD. APRD et RJ sont les mêmes personnalités. La RJ est sortie des cendres de l'APRD ; sauf que la tête a changé, mais la base reste la même. » (Interview d'un notable de Paoua, ancien staff d'un projet de démobilisation des ex combattants de l'APRD, Paoua, octobre 2016).

Nous venons de parler des *Codo* (ou Codo-Mbakara) et des conditions de leur apparition que cet informateur nous a aussi expliqué. Nous allons donc nous pencher cette fois sur l'APRD et la RJ. Cependant, pour bien appréhender le lien entre les deux – puisque ce sont les « mêmes personnalités » - il est nécessaire d'aborder préalablement le cas de l'APRD afin de comprendre

cette dynamique qui a conduit à l'émergence de la Révolution et Justice (RJ) des cendres de l'APRD.

II.1-De l'apparition de l'Armée populaire pour la Restauration de la Démocratie (2005-2012)

L'Armée populaire pour la restauration de la démocratie (APRD) est un groupe armé apparu suite au coup d'Etat réussi de François Bozizé contre Ange Félix Patassé en mars 2003. Après le renversement du régime de Patassé par son ex-Chef d'État-major François Bozizé, les proches de ce régime déchu (dont les éléments de la garde présidentielle et les milices de Patassé) se sont dispersés, les uns en exil (comme Patassé lui-même au Togo) et les autres dans les arrière-pays. Patassé étant originaire de la sous-préfecture de Paoua, certains de ses proches persécutés, n'ayant pas accepté son exclusion de l'élection présidentielle organisée en mars 2005 par Bozizé pour légitimer son pouvoir, ont lancé une rébellion dans la région de Paoua pour s'opposer au régime putschiste en place. Wafio Bertin, conseiller économique et politique de l'APRD et commandant de zone pour l'axe Paoua-Boguila, a expliqué de la manière suivante son adhésion à l'APRD à Human Rights Watch :

J'ai rejoint l'APRD au début, en avril 2005. L'APRD a été formée après l'élection de Bozizé, parce que les élections étaient truquées. Certains d'entre nous qui avons formé l'APRD faisions partie de la Garde présidentielle de Patassé. Tous ceux qui entouraient Patassé ont été persécutés [...] (HRW, sept. 2007).

C'est ainsi que naquit l'APRD dont le nom décrit même les ambitions de ce groupe armé : restaurer la démocratie incarnée par Patassé dont le mandat a été violemment écourté. Or, Selon Bertin Wafio, l'APRD a vu le jour en réaction à l'exclusion de Patassé des élections truquées de 2005, et que le but principal de l'APRD est de rétablir la paix et la sécurité dans le nord. Wafio a démenti que l'APRD cherche à renverser le gouvernement du Président Bozizé, déclarant en revanche qu'il recherchait simplement le dialogue politique en vue de résoudre les problèmes de sécurité et les différends politiques dans le nord-ouest (HRW, *ibid.*). Dans la même vaine, un jeune leader de Paoua affirme que c'est le ras-le-bol de la jeunesse locale face aux exactions des militaires de Bozizé qui a fini par faire naître la rébellion APRD avec comme objectif la défense communautaire et non la prise du pouvoir de l'Etat. Il explique :

A la prise de pouvoir du Président Bozizé, c'est l'émergence de l'ethnie Gbaya. Auparavant, les Gbaya nous appelaient des cousins. Mais lorsqu'il [Bozizé qui appartient à l'ethnie Gbaya] a réussi à chasser Patassé du pouvoir, sachant que la ville natale de Patassé est Paoua, il a visé Paoua comme le numéro un de ses ennemis. Même les militaires passent et pour rien du tout, ils brûlent les maisons aux abords des routes et tuent les gens sans aucune forme de procès sur les trois sorties de la ville vers Béboua, Bémal

ou Bétoko. Ils tuent les gens comme s'ils tiraient sur des oiseaux. C'est à cause de cela que l'esprit de rébellion est venu habiter les jeunes d'ici ; car c'est le fief de Patassé comme c'est le fief du MLPC⁹⁶. Donc les *bérets verts* [garde présidentielle] de Bozizé - pas les rebelles - brûlent les maisons et assassinent les gens. Parce que Paoua est la ville de la mère de Patassé. A cette époque, si tu écoutes les gens crier : "Ngaïkossé⁹⁷ arrive !", il faut que tout le monde disparaisse, parce que c'est lui le sanguinaire de Paoua. C'est Ngaïkossé le tueur d'ici. Cette histoire a beaucoup marqué les jeunes.

A un moment donné, tellement les incendies des maisons et bien d'autres faits ont exacerbé la population...[...] Un homme ne peut pas toujours fuir devant un autre homme continuellement et être aussi victime de façon continue alors que nous sommes tous des Centrafricains sur notre territoire ! C'est de cette manière qu'à un dernier moment, les jeunes ont décidé de prendre les armes et de défendre leurs villages, mais pas pour prendre le pouvoir. C'est ainsi qu'apparaît l'APRD (Entretien avec le Président du Conseil de la jeunesse de Paoua, octobre 2016).

Ici, on voit que le groupe s'est consolidé et s'est généralisé à mesure que la violence des forces nationales (principalement la Garde présidentielle) s'est accrue à l'encontre de la population civile taxée de connivence avec les rebelles. C'est ainsi que les rangs de ce groupe armé seront gonflés par les jeunes des villages alentours et le mouvement va prendre de l'ampleur jusqu'à s'étendre dans toutes les parties nord et nord-ouest de la Centrafrique (Ouham-Péndé, Ouham, Nana-Grébizi) (Chauvin, 2014 ; Sophie Escoffier *et al.*, 2014). Pour Chauvin et Seignobos (2013), le noyau rebelle se compose d'ex-militaires centrafricains, de miliciens levés par Patassé lors des mutineries (milices *karako*, *balawa* et *sarawi*), et des membres de la Société centrafricaine de protection et de surveillance (SCPS), une entreprise chargée de la sécurité du président à la fin des années 1990.

Arrêtons-nous ici un instant. Un peu plus en haut, nous avons vu que le groupe armé Codo-Mbakara a vu le jour suite à un coup d'Etat maqué et les auteurs de ce putsch cherchaient à se protéger et à riposter face au pouvoir en place, bien que la prise du pouvoir de l'Etat n'était pas exclue. Cette fois, il s'agit d'un putsch réussi dont les vainqueurs auraient pris la région du président évincé pour cible (afin d'étouffer toute volonté de reconquête du pouvoir). Les exactions à l'encontre des proches de Patassé, de la population civile et la résolution des

⁹⁶Mouvement de Libération du Peuple Centrafricain, parti politique du Président Patassé. Après les élections de 2005, sur trois Députés élus à Paoua, les trois étaient du MLPC (Monographie de la préfecture de l'Ouham-Péndé, 2007 :12).

⁹⁷Le capitaine Ngaïkossé Eugène (lieutenant à l'époque) surnommé « le boucher de Paoua » par les médias, est issu des Forces armées centrafricaines (FACA). Etant un proche du président Bozizé, il était à la tête des détachements de la garde présidentielle basée à Bossangoa qui est connue pour les exactions menées en toute impunité sur la population civile dans la région de Paoua (et dans le nord-ouest et nord-est) durant la rébellion de l'APRD (voir aussi à ce propos Saulet Surungba, 2019: 39).

problèmes sécuritaires et des désaccords politiques seraient-elles à l'origine de cette résistance armée comme le laisse entendre ce leader de la jeunesse et Wafio, alors que la dénomination même de ce groupe exprime clairement son objectif "restaurer la démocratie" ? Toutefois, il reste que le ras-le-bol de la population locale opprimée, et l'insécurité grandissante entretenue par les Zaraguinas et même les FACA ont entraîné la constitution des unités d'autodéfense villageoise, futurs éléments supplétifs de l'APRD (HRW, *idem*). Chauvin et Seignobos (2013 :127) ont même relevé la participation de quelques éléments Codo-Mbakara : « Quelques "codos", anciens rebelles "sudistes" tchadiens et "nordistes" centrafricains, comme le général Doumro, sont également intégrés à l'APRD pour transférer leur expérience de la guérilla. » L'APRD bénéficiait donc des héritages des Codo-Mbakara, ce qui traduit un continuum entre *Codo*, APRD, et plus tard la RJ. Les proches de Patassé (anciens membres de la garde présidentielle, anciens miliciens *Kârâkō* et *Bâlâouâ*) et les jeunes décrivent leurs actions comme une "défense" contre l'oppression ; ce qui va conduire bien évidemment à la violence. On est en face de deux facteurs qui se combinent : la mise en place des milices, supplétives des forces étatiques, les FACA auxquelles le pouvoir manque de confiance, et le sentiment d'abandon d'une communauté éloignée du centre du pouvoir cible des forces régulières. Il en ressort que la violence constitue encore l'une des principales modalités de connexion entre les périphéries et le centre politique qu'est Bangui. Comme le dit Calvin Minfegue (2022), la violence joue encore le même rôle qu'à l'époque coloniale où elle permet de construire une emprise, à la fois arbitraire et rugeuse, sur les sujets coloniaux : oppression, incendie de villages, exactions arbitraires et expéditions punitive, etc.

Pour ce qui est de l'armature et du fonctionnement de l'APRD, un notable de Paoua déjà cité nous résume la situation de cette façon :

Donc, les patassistes⁹⁸ se sont organisés et se sont retrouvés (peut-être) aux alentours de Kabo d'abord ; parce qu'ils n'ont pas démarré ici [à Paoua], mais ils ont démarré à Kabo avant de s'étendre jusqu'ici. Donc à leur arrivée, ils appellent ça général/colonel, (...), mais on l'appelait Doumro. C'est lui qui dirigeait. Au fur et à mesure que les choses évoluent, ils n'ont pas de source de financement, mais c'est par rapport à ce qu'ils font sur la route sur la population civile...Petit à petit, au lieu de s'occuper du volet militaire seulement, ils ont créé une petite république dans les trois communes dont je parlais. Donc ils installent les administrateurs, quoi. Et au fur et à mesure, ils s'étendent... ils ont même atteint Paoua sud. Donc ce sont eux qui ont nommé... ils ont destitué les Maires centraux nommés par le Gouvernement central de Bozizé et ils ont installé les leurs. Plus ils traînent, plus le gouvernement gagne du terrain.

⁹⁸Alors que selon notre interlocuteur Patassé ne voulait pas d'une rébellion, cela ne semble pas être l'avis de Chauvin et Seignobos, (2013 :127) pour qui, « Ange-Félix Patassé, alors exilé au Togo, charge l'ancien maire de Beboura de former l'APRD. »

Alors, qu'est-ce qu'il faut faire ?, il faut trouver quand même quelqu'un qui coordonne. Et c'est comme ça que, à travers négociations, Démafouth a accepté de les parrainer. Et c'est comme ça que Démafouth est devenu le président de l'APRD. Mais en réalité, ils font ce qu'ils veulent sans rendre compte à Démafouth. Et donc, avec l'histoire du DDR de la RCA, il y a Démafouth, il y a le Colonel Wafio et..., avant même que Wafio et Démafouth, prennent vraiment l'autorité sur l'APRD, il y avait également Djimwoei⁹⁹. (Interview d'un notable de Paoua, ancien staff d'un projet de démobilisation des ex combattants de l'APRD, Paoua, oct. 2016).

Ajoutons que le manque de contrôle du territoire national qui faisait proliférer les *Zaraguinas*, encourage les acteurs de ce groupe rebelle dont les offensives anti-*zaraguinas* étaient préférées par les communautés aux arrivées tardives des FACA. On a même observé un net recul des attaques des *Zaraguinas* face à la force de frappe de l'APRD (voir aussi à ce propos Chauvin, 2011 ; Chauvin et Seignobos, 2013). Cependant, il est à noter que l'APRD n'a pas seulement été une force de défense communautaire. Ce groupe rebelle s'est aussi illustré par de nombreux pillages des biens de la population, des enlèvements contre rançons, les taxations routières, et surtout l'enrôlement des enfants-soldats en sus des jeunes combattants déjà actifs (HRW, *idem*).

Enfin, mis à part les attaques des forces de sécurité intérieure centrafricaine mais aussi des forces extérieures (notamment les expéditions tchadiennes de Boguila et Vami en 2006) (HRW, *ibid.*), la signature à Libreville (Gabon) d'un *Accord de cesser le feu et de paix* (mai 2008) a été l'évènement majeur qui a signé le démantèlement de ce groupe armé qui renaitra plus tard sous une autre forme. En revanche, les dissensions apparues au sein de l'APRD, notamment les questions de nationalité entre les leaders, et surtout la gestion des fonds alloués pour le DDR ont eu comme conséquence la non restitution totale des armes de guerre... Ce qui explique l'émergence du groupe Révolution et Justice en 2013 comme nous l'explique un notable de la ville de Paoua de la manière suivante :

En ce qui concerne les échecs dans les programmes de désarmement, à l'époque de l'APRD, on avait remis à chaque combattant 11 930 Fcfa [environ 18 euros], une natte et une lampe¹⁰⁰. Organisés en groupement, certains ont bénéficié des semences et boutures de manioc. Mais les promesses

⁹⁹ Djimwoei Bébiti Laurent sera plus tard l'un des chefs du groupe rebelle RJ aile Bélanga. Il sera plus tard le représentant dudit groupe à la création de la Coalition des patriotes pour le Changement du général François Bozizé en décembre 2020 (Déclaration de Kamba-Kotta, décembre 2020), alors que l'Accord politique pour la paix et la réconciliation (APPRCA, février 2019) a été signé par Mme Esther Audrienne Guétel-Moïba.

¹⁰⁰ D'autres personnes interviewées parlent de 75 000 Fcfa voire 100 000 Fcfa par personne en plus de la natte et de la lampe. En 2016, nous avons même rencontré à Paoua un jeune bénéficiaire dudit programme DDR qui nous avoué n'avoir jamais été un ex-combattant, mais qu'il s'était présenté avec une arme de chasse de fabrication artisanale pour bénéficier de l'aide, alors que les "vrais bénéficiaires" ex-combattants réchignaient à se présenter insinuant que le DDR est un prétexte visant à les répertorier à des fins inavouées.

supplémentaires qui ont été faites sont restées lettres mortes: les bœufs de traie qu'on leur a promis pour les cultures attelées ne leur ont pas été donnés. (...) Je pense que globalement, si les armes sont encore sorties aujourd'hui, c'est parce que le désarmement à l'époque de l'APRD était mal fait. Conséquence, nous avons aujourd'hui le groupe RJ. (Entretien avec un chef de groupe, Paoua, mars 2017).

Selon Saulet Surungba (2019: 31), Bozizé avait lui-même constaté cet échec lors d'une tournée dans l'Ouham-Péndé et à Kaga-Bandoro. International Crisis Group (2015) mentionne qu'une analyse rétrospective du DDR de l'APRD en 2012 met en évidence le faible nombre d'armes récupérées (150 armes de guerre pour 6 000 combattants affichés), le faible nombre de miliciens intégrés dans l'armée (une cinquantaine) et l'absence de réinsertion dans la vie économique. C'est dire que suite à ce désarmement non réussi, les armes sont restées entre les mains de certains éléments de l'APRD qui était donc devenue une cellule dormante bien que le groupe fut dissout en 2012 (Chauvin et Seignobos, 2013 ; Tamekamta Zozime, 2013) et transformée en parti politique par son leader Jean Jacques Démafouth sous l'appellation de "Nouvelle Alliance pour le Progrès" (NAP). Il reste que la récurrence des situations d'insécurité dans la région ne pouvait qu'encourager à de telles réserves de la part des combattants...



Du haut vers le bas :

image 16 : boutique de commerce comme outil de réinsertion des anciens combattants de l'APRD (Bétoko, nord de Paoua) ;

image 17 et 18 : jeunes anciens "enfants soldats" de l'APRD démobilisés, et devenus pères de foyers (Konpo, sud-ouest de Paoua)

@ : images de terrain prises par l'auteur, S/P de Paoua, mars 2017)

II.2- De la naissance de la Révolution et Justice sur les cendres de l'APRD (2013-...)

Comme on peut le deviner, la question à laquelle nous allons répondre ici est de savoir comment le groupe armé Révolution et Justice est-il né de l'APRD comme le laissent entendre nos informateurs ? Quelles dynamiques ont conduit à cet état de fait ? L'un de nos informateurs explique :

...Parce que la Séléka faisait des exactions; et donc, un jour, Bélanga qui était un des chefs de l'APRD, il dit : «mais nous sommes là, nous avons aussi fait la rébellion par le passé, on connaît utiliser les armes automatiques. Maintenant que la *Séléka* est arrivée, ils commettent beaucoup d'exactions. Si on croise les bras, notre pays va certainement à la dérive. Donc il faut réagir.» Et ils étaient au nombre de cinq dont quatre chefs qui n'avaient pas voulu l'incorporation dans l'armée¹⁰¹ [à l'époque du désarmement de l'APRD] (Interview d'un cadre de la Révolution et Justice, Paoua, mars 2017).

Il en ressort que ces leaders n'avaient pas rendu leurs armes lors du désarmement, alors que d'autres l'ont volontairement¹⁰² fait. Ce sont donc ces armes non rendues par certains leaders de l'APRD qui ont refait surface suite à des exactions commises par la Séléka sur la population civile. En l'absence d'un Etat pourvoyeur de la sécurité, la volonté de se défendre face à l'oppression a conduit à la naissance d'un nouveau groupe armé : la Révolution et Justice¹⁰³. Quant à la question de savoir pourquoi cette nouvelle dénomination « Révolution et Justice » alors qu'il s'agit clairement d'une réactivation de la cellule dormante de l'APRD, un cadre dudit groupe nous explique :

Parce que l'APRD avait été «désarmée» via un programme DDR. Nous étions à la phase de la réintégration quand le pays a encore basculé. Donc il fallait prendre un autre nom pour justifier leurs actions. Car ils ne pouvaient plus utiliser le nom de l'APRD parce qu'ils sont supposés être désarmés. C'est pour cette raison qu'ils se sont appelés des révolutionnaires. Pourquoi ? Tiens par exemple, toi tu es un jeune à la maison avec ton père et quelqu'un qui ne vaut rien vient donner un récipient à ton père pour aller lui

¹⁰¹ Un notable de Paoua déjà cité, ancien staff du projet de démobilisation des ex-combattants de l'APRD nous confiait ceci: «... pour ceux avec qui j'ai causé, ils ont dit qu'on leur a proposé de l'argent qu'ils trouvent insuffisant comparativement à la peine qu'ils ont subie [dans la rébellion] » (Paoua, octobre 2016).

¹⁰² Bien que qualifié de tels par certains membres de la communauté et certains bénéficiaires, Chauvin et Seignobos (2013) mentionnent que de tous les groupes armés sévissant à cette époque, l'APRD a été la seule à avoir passé par un tel processus. En effet, en parallèle avec les actions de l'APRD en expansion dans le nord-ouest, la RCA comptait d'autres groupes de rébellions plus « morcelées autour du partage des ressources dans le nord-est ». Aussi opposés au pouvoir de Bozizé et sans réel capacité de le renverser tout comme l'APRD, le gouvernement avait également conclu des accords de paix avec ces groupes armés. Des événements supplémentaires vont conduire à la fusion de ces derniers au sein d'une nouvelle coalition de groupes rebelles avec comme objectif le renversement du pouvoir de François Bozizé... (*ibid.*)

¹⁰³ Pour Saulet Surungba (2019: 54), la RJ a été fondé en octobre 2013 par le capitaine des FACA, Armel Ningatoloum Sayo à la suite d'une entente entre avec le Balgo-Congolais François Toussaint, aussi connu sous le nom de David Ngoy et de Kolanda Omanyama, afin de contrer les intentions djihadistes des peuls et de la Séléka.

chercher de l'eau pour se laver ! Hé !?, quelqu'un qui ne vaut rien devant toi-même, demande cela à ton propre père ! Ou encore, ton père dort, on lui dit : "debout et donne cette natte au *chef* pour qu'il se repose dessus !" C'est au vu de tout cela que nous nous sommes consultés un à un ; car on ne pouvait rester sans réagir. Donc Bélanga a réagi. Le fondateur de la RJ est donc Bélanga. Mais comme il n'avait pas un niveau d'instruction élevé pour nous représenter, il était donc question que nous choissions un leader. Et comme Armel Sayo est un militaire de carrière à l'époque de Patassé¹⁰⁴ qui est son père adoptif et que sa maman est une native d'ici, il a donc été contacté par téléphone. C'est ainsi qu'il est arrivé à la tête de la RJ » (Interview d'un cadre de la Révolution et Justice, Paoua, mars 2017).

La trajectoire de la RJ nous apprend que son leader initial Armel Ningatoloum Sayo a été nommé Ministre à la faveur d'un partage de pouvoir durant la transition (2014-2016). Cependant, il a été vite désavoué par une partie de la RJ pour des questions d'intérêts. Ainsi, en raison des disputes sur les ressources et la mauvaise gestion des fonds supposés entretenir les combattants, la RJ a été scindée en deux : une aile dite « Sayo » et une autre aile dite « Bélanga ». Il en résulte que si mettre en place un groupe d'autodéfense peut être bénéfique pour la défense ou la protection communautaire en l'absence de l'Etat, il n'en reste pas moins que, une fois transformé en groupe rebelle, les leaders changent d'objectif et deviennent friands des gains et autres positions politiques que procure la guerre au détriment des ouvriers que sont les jeunes désormais laissés pour compte; d'où la notion d'« entrepreneur » (Lallau, 2015) de la rébellion dont les jeunes en sont les ressources.

Rappelons que l'apparition de la RJ vient confirmer une ancienne tradition de défense communautaire ; celle-ci ayant germé depuis l'époque des razzias esclavagistes, puis la conquête et l'exploitation coloniale, et maintenant l'insécurité ambiante due à l'incapacité de l'Etat à assurer la protection de ses citoyens. Cette ancienne tradition est confortée par une présence toujours affirmée des anciens miliciens et rebelles : c'est le cas de Doumro, ancien *codo* (1982) devenu un leader de l'APRD (2005), Bélanga, un ancien de l'APRD devenu leader de la naissante Révolution et Justice (2013), et Djimwoëi Bibéti, ancien de l'APRD devenu un des chefs RJ (aile Bélanga), puis membre de la CPC (2020). Les expériences de la guérilla se transmettent également par les hommes dans une continuité remarquablement dynamique.

Enfin, comparativement aux groupes armés explorés jusque-là dont les objectifs consistent à riposter face au pouvoir ou à défendre leur communauté d'appartenance, l'une des périodes

¹⁰⁴ Il est en effet, un Commandant et ancien Directeur de sécurité d'Ange Félix Patassé.

sombre de l'histoire de la RCA reste celle de la prise du pouvoir par la Coalition Séléka qui a entraîné la riposte des Anti-Balaka dont nous essayerons d'en comprendre les trajectoires.

III. DE LA COALITION *SELEKA* AUX GROUPES ANTI-BALAKA, UNE LEGITIMATION DE L'AUTODEFENSE VILLAGEOISE

Parmi la multitude des conflits survenus en Centrafrique, la prise de pouvoir par la *Séléka* qui a entraîné la riposte des *anti-Balaka* en 2013, a davantage médiatisé la Centrafrique en ce début du XXI^e siècle, et achevé de noircir l'image du pays et des jeunes centrafricains décrits comme des acteurs violents et versés dans les atrocités. Comment ces groupes armés ont-ils émergé ? Du point de vue de leur dynamique et de leur fonctionnement, qu'est-ce qui fait leurs spécificités ? Pour répondre à ces questions, nous allons d'abord examiner le cas du groupe *Séléka* avant de nous pencher ensuite sur les *Anti-Balaka*, selon leur ordre d'émergence.

Pour compléter ce tableau, une analyse longitudinale sera faite des dynamiques d'agrégation et de désagrégation des groupes armés en Centrafrique. A cet effet, nous reprendrons le cas des mouvances (ex-) *Séléka* et *Anti-Balaka* que tout semblait opposer depuis 2013, et qui se sont regroupés de manière quasi inouïe au sein de la nouvelle Coalition des Patriotes pour le Changement (CPC) piloté par l'ancien Président François Bozizé fin 2020¹⁰⁵. En toile de fond, nous verrons en quoi ces dynamiques se situent dans le prolongement du passé historique sur fond de mobilisation croissante des jeunes.

III.1- L'autodéfense communautaire par les jeunes, une origine lointaine de la *Séléka*

De façon globale, les débuts de la Coalition *Séléka* peuvent être situés dans les anciennes logiques d'autodéfense villageoise par les jeunes dans le nord-est centrafricain, au moment où les troubles répétitifs ont fait perdre à l'Etat le pouvoir dans les campagnes au profit d'acteurs armés non gouvernementaux.

En effet, c'est en 1984 que Yaya Ramadan, chef de village de Tiringoulou (préfecture de Vakaga au Nord-est) crée un groupe d'autodéfense (GAD) constitué de 250 à 300 hommes. L'objectif initial était de contrôler les mouvements d'éleveurs et limiter ceux des braconniers soudanais qui entraient en confrontation avec les Centrafricains (agriculteurs et éleveurs). Chauvin et Seignobos (2013) précisent que cette démarche de Yaya Ramadan était soutenue

¹⁰⁵ Une alliance que nous qualifierons de "contre-nature", même si dans un passé récent (entre 2017 et 2018), il y a eu une alliance de courte durée entre le MPC - frange ex-séléka du général Alkatim Mahamat dirigée par le général Bahar dans la sous-préfecture de Paoua et ses environs - et le groupe Révolution et Justice tendance Bélanga.

par les anciens Présidents Kolingba et Patassé, puis par la Commission européenne. Cette dernière s'y appuyait pour seconder l'effectif de ses « surveillants-pisteurs » chargés de la lutte anti-braconnage. Plus tard entre 1996 et 2005, ces types de milices vont se multiplier au moment où l'Etat central était aux prises avec les mutineries dans la capitale (1996-1997), suivies des coups d'Etat manqués (2001 et 2002) ou réussi (2003), et les affrontements avec l'APRD (à partir de 2005). Cette lutte pour le contrôle du pouvoir dans la capitale a entraîné une marginalisation sécuritaire de la périphérie (Akandji-Kombé, 2022), favorisant les bandits de tous genres qui « ont pris le pouvoir dans les campagnes centrafricaines » (Chauvin et Seignobos, *idem*).

L'assassinat de Yaya Ramadan devenu maire de Birao en mai 2002 par les Soudanais de l'ethnie Tacha (ou Taïsha)¹⁰⁶ a entraîné un cycle de vengeances entre Centrafricains et Soudanais, avec en toile de fonds, la compétition spatiale autour du braconnage et des zones de pâturage qui va durer jusqu'en 2005, provoquant plusieurs centaines de morts et des incendies de villages. Des groupes d'autodéfense Gula et Runga se créeront pour s'opposer aux Soudanais, mais aussi aux Kara et Yulu accusés de connivence avec les Soudanais. Cela a conduit plus tard à la création d'un groupe armé, l'UFDR en septembre 2006 dont le chef militaire Zacharia Damane imposera l'hégémonie gula, son groupe ethnique d'appartenance, sur le contrôle des ressources diamantifères alors que le Président Bozizé s'appuyait sur lui pour stabiliser la Vakaga à partir de 2007. Les Runga s'affranchiront de l'UFDR pour créer un groupe armé anti-Damane, la Force de l'unification pour la République centrafricaine (FURCA) devenus quelques mois plus tard la Convention des patriotes pour la justice et la paix (CPJP) en octobre 2008 sous l'impulsion des collecteurs de diamants¹⁰⁷. A ces groupes armés s'ajoute, en 2009, une éphémère milice kara dirigée par Ahamat Mustapha, maire de Birao (depuis 2005), et le FDPC d'Abdoulaye Miskine créé en juin 2004, dont les éléments sont connus en 2002 d'être des effectifs supplétifs des FACA dans la lutte de Patassé contre la rébellion de Bozizé (Chauvin et Seignobos, *ibid.* ; voire aussi FIDH, 2013 ; Saulet Surungba, 2019). Cette prolifération rebelle est le résultat d'une situation de quasi-abandon, cette trop faible implication de l'Etat dans le nord-est (Chauvin et Seignobos, *ibid.* ; voir aussi Ceriana Mayneri, 2014).

¹⁰⁶ Yaya Ramadan leur aurait vendu une partie de son territoire communale pour faire paître leurs troupeaux, mais ne semblait rien faire contre les attaques qu'ils subissaient des gardes forestiers à chacun de leur passage; d'où leur soupçon d'escroquerie ayant abouti à l'assassinat de cette éminente personnalité (*Wikipedia*, "Convention des patriotes pour la justice et la paix", consulté le 11 novembre 2021).

¹⁰⁷ Saulet Surungba (*op. cit.*, p. 49) avance que la CPJP a été créé par Charles Massi pharmacien colonel de l'armée centrafricaine qui s'engage ainsi dans la lutte armée alors qu'il fut le fondateur d'un parti politique, le Forum démocratique pour la modernité (FODEM) en 1997. Noureldine Adam qui aurait combattu dans l'armée tchadienne, a pris la tête de la CPJP à la mort de Charles Massi en janvier 2010.

Comme nous l'avions vu précédemment, le pouvoir croissant de ces forces non étatiques a conduit à une nouvelle flambée de violence dans le nord avec les rebelles l'UFDR qui exigent du gouvernement en place le partage du pouvoir en s'emparant des villes de la préfecture de Vakaga. Plusieurs accords de paix et de cesser le feu vont être signés entre ces groupes armés et le gouvernement, notamment en 2007 et en 2008. Un accord d'harmonisation des précédents accords dit *Accord de paix général* (APG) est conclu le 21 juin 2008 à Libreville ; le tout étant suivi d'un dialogue politique inclusif en décembre 2008 dont l'une des recommandations préconisait des élections législatives et présidentielles en 2010. Toutefois, ces élections n'auront finalement lieu qu'en 2011 (Tamekamta Zozime, 2013), et les résultats seront dénoncés et contestés par l'opposition dite démocratique. Quant aux politico-militaires, ils reprendront les armes contre le pouvoir de Bozizé qu'ils accusent désormais de ne pas respecter les accords signés jusque-là (Saulet Surungba, *idem* : 32). Ainsi, comme le note un rapport de International Crisis Group (2015 :5), l'incapacité de l'Etat centrafricain à agir dans les marges de son territoire, autrement que par la répression aveugle ou parfois par la sous-traitance de sa mission régaliennne de sécurité aux groupes armés, a fait du nord-est du pays (abandonné et absorbé dans l'orbite du Tchad et du Soudan) un incubateur de groupes rebelles. Conscients de leur force, ceux-ci se réuniront pour créer la Séléka en 2012.

III.1.1- La Séléka, une coalition hétéroclite des groupes armés du nord et du nord-est

Séléka, en sängö, la langue nationale et véhiculaire centrafricaine, peut revêtir plusieurs significations : alliance, union, pacte, mariage, et dans une certaine mesure, 'engagement', 'serment'. Mais dans le contexte qui nous concerne ici, nous retiendrons le terme 'alliance'¹⁰⁸, plus répandue et qui montre assez bien l'histoire de la constitution de cette *Coalition* (un autre terme qui s'ajoute à *Séléka* pour insister presque tautologiquement sur la communauté de leurs objectifs politico-militaires).

Pour Gounoumoundjou Zacharie (2017 : 43) la rébellion séléka est « l'attente [entente] (...) des différents mouvements de rébellion qui se sont formés au Nord de la RCA au fil du temps contre le régime du Général d'armée François Bozizé ». Il s'agit en effet selon l'auteur de la fusion entre l'Union des forces démocratiques pour le rassemblement (UFDR) de Michel

¹⁰⁸Ceriana Maynéri (2014) parle d'une oscillation entre 'alliance' et 'serment'. Ndéma (2014) préfère seulement le terme de 'alliance'.

Djotodjia, la Convention des Patriotes pour la justice et la paix (CPJP) de Nouredine Adam, la Convention patriotique pour le salut du *Kodro*¹⁰⁹ (CPSK) de Mohamed Moussa Dahafane. A ces principaux groupes s'ajoute aussi le Front démocratique du peuple centrafricain (FDPC) dirigé par Martin Koumtamadji (aussi connu sous le nom d'Abdoulaye Miskine) (Chauvin et Seignobos, 2013). A ce groupe de coalisés, s'ajoute le Front patriotique révolutionnaire (FPR) de Florian Djader, quelques personnages venus d'autres courants militaro-politiques en perte de vitesse, les rebelles venus de Tchad¹¹⁰ et du Soudan, les jeunes désœuvrés des zones conquises, et tous ceux qui sont partis de Bangui rejoindre la rébellion¹¹¹ (Gomina-Pampali, 2017 : 95).

Ajoutons que la Séléka a aussi bénéficié du soutien financier de nombreux diamantaires dont les bureaux d'achat ont été fermés (Closing Gate) par le régime de Bozizé (ICG, 2013, 2015 ; Saulet Surungba, 2019). Dirigée par Michel Am Nondroko Djotodia (un parfait inconnu du grand public centrafricain), la Séléka est donc une coalition hétéroclite traversée de nombreuses dissensions politiques et militaires à tel point que les membres se livrent parfois la guerre avant de retrouver une cohésion précaire (Bado, dir., *idem* :71). Voilà pour ce qui est de la connaissance de la *Séléka* qui aura eu raison des Forces armées centrafricaines (FACA) sous équipées et désorganisées, et du pouvoir du Général-Président François Bozizé le 24 mars 2013 sous la barbe des forces multinationales de la CEMAC, quelques mois seulement après ses premières offensives de décembre 2012 et ce, malgré un accord de paix signé à Libreville en janvier 2013.

III.1.2- Dynamique et mode de fonctionnement coercitifs de la Séléka, un appel à la riposte anti-Balaka

Avec Michel Djotodia à sa tête, la Séléka dispose d'une aile politique et s'est aussi dotée d'une aile militaire chargée de ses opérations guerrières. Cependant, la stabilité de cette structuration méthodique en apparence est très souvent menacée par la présence en son sein, de plusieurs mercenaires et chefs de guerre d'origine étrangère (tchadiens, soudanais ou nigériens) et des

¹⁰⁹En Sango, le terme *kodro* signifie *pays, terroir ou village*.

¹¹⁰Parmi ces éléments figuraient les *Zakawa* et ex-Libérateurs ayant emmené Bozizé au pouvoir en 2003, mais aussi des rebelles de Baba Ladé. Celui-ci disait disposer de 3 000 hommes sur le sol centrafricain lors de son extradition au Tchad en septembre 2012 par les autorités centrafricaines (Bissakonou, 2015 : 26).

¹¹¹ Il est à noter qu'en août 2012, une tentative de recrutement des jeunes dans les Forces armées centrafricaines (FACA) a été fortement décriée par ces derniers (10 000 candidats pour 700 postes) (cf. chap. IV). Une majorité des déçus de ce recrutement n'ont pas hésité à rejoindre la lutte à l'avancée de la Séléka. D'autres désœuvrés vont ensuite grossir les rangs à la prise du pouvoir par cette coalition en mars 2013. La rébellion séléka n'était donc pas uniquement musulman, même si la quasi-totalité des leaders sont de confession musulmane (Bado, dir., 2015 :71).

bandits (dont les ex-*Zaraguinas* et ex-Libérateurs) qui ont des logiques particulières (Caraynnis & Lombard, 2015).

En effet, à la prise du pouvoir de la Séléka, certains rebelles (ayant désormais remplacé les FACA) se comportent comme de véritables bandits officialisés en villes, préférant n'obéir qu'à leurs chefs spécifiques qu'à un commandement militaire et politique unique au point que certains observateurs de la vie politique centrafricaine en sont arrivés à la conclusion que la RCA à cette époque (2013) était gouvernée, non par "*Un président*", mais par "*plusieurs petits présidents*". Cela en référence aux logiques autonomes des chefs de guerres et mercenaires ou de certains leaders des groupes militaro-politiques constitutifs de la Séléka. Pour Emmanuel Chauvin et Christian Seignobos (*op. cit.*) il s'agit d'un fonctionnement rebelle et banditisme qui se mêle au sein de l'appareil d'État. Un contexte quasi similaire à une époque du Tchad décrit par Marielle Debos (2009 ; 2013) où les armes sont un métier qui peut être exercé alternativement ou simultanément dans les forces régulières, les forces rebelles et le banditisme de grand chemin.

Selon le journaliste centrafricain Vianney Bissakonou (2015 : 61), depuis leur accession au pouvoir, il ne se passe pas un jour sans que ces 20 000 "hors la loi" soient des auteurs de meurtre, d'accidents de circulation, de passage à tabac, pillages, vols, viols, séquestrations, au point que « leurs exactions dépassent celles des *Banyamulengue* [réf. combattants MLC] et Libérateurs *Zakawas* réunis ». Tous ces actes étaient d'ailleurs commis sur la population non musulmane en épargnant les populations et symboles musulmans. Certes, ces hommes à la gâchette facile tiraient les coups de feu à la moindre occasion : fête (naissance, compensation matrimoniale, mariage, fêtes religieuses, etc.), rixes, altercation, ou simplement par plaisir... (voir aussi Didier Kassï, 2015). Alors que la population attendait que le nouveau régime putschiste déroule son programme de redressement (sécurité, bonne gouvernance, relèvement rapide), les actions de la Séléka ont été contradictoires aux attentes populaires (Laoubai, 2017). La désillusion était donc totale. L'Etat devient inexistant, et la violence devient le lot quotidien des Centrafricains.

Les populations étant exaspérées par les comportements des *Séléka* également dénoncés par les organisations de défense des droits de l'homme (FIDH, 2013 ; HRW, 2014), le président putschiste a été contraint de dissoudre ce groupe en septembre 2013. Cette dissolution n'a malheureusement pas eu d'effet dissuasif sur les agissements des désormais ex-Séléka. Ce qui a entraîné la démission de leur numéro1 en janvier 2014 sous les pressions internationales (France, CEEAC, via le Tchad). Après cette démission, les ex-Séléka se sont retirés au nord, au nord-ouest et à l'est, où ils se sont scindés en une multitude de sous-groupes, certains ayant

conservé leurs dénominations initiales et les nouvelles factions s’octroyant de nouveaux patronymes. On compte une dizaine de groupes ex-Séléka (Nathalia Dukhan & Jacinth Planer, 2017) depuis l’Accord de paix et de la réconciliation, dit « Accords de Khartoum » signé en février 2019.

Entretemps, la grogne monte partout en Centrafrique¹¹², et les tensions accumulées depuis la prise de pouvoir de l’Etat par la Séléka explosent en début septembre dans la région de Bossangoa faisant des dizaines de morts. On assiste alors à l’émergence d’une nouvelle force belligérante : les « Anti-Balaka » (Yanis, 2016 :100).

III.2- Anti-Balaka, une riposte ou défense communautaire des jeunes à la machette et aux « forces occultes »

Depuis quelques semaines après la prise du pouvoir par la *Séléka*, il est devenu impossible de parler de cette coalition sans mettre en parallèle un autre groupe quasi contre-pouvoir de la Séléka, les *Anti-Balaka*. Que signifie donc cette appellation ?

III.2.1- Le patronyme *Anti-Balaka* comme une actualisation de l’action autodéfensive des jeunes villageois

Anti-Balaka est un nom issue de la fusion de deux vocables français et sängö : *anti-*, préfixe français signifiant *opposé à, contraire à, hostile à* (ou par extension *antidote - qui soigne ou protège*), et *Balaka* (suffixe sängö) qui veut dire *machette, coupe-coupe*. Littéralement, *Anti-Balaka* veut dire « anti-machette » ou « protection contre la machette », et désigne ce groupe dont les membres sont invulnérables à la machette, et par extension, invulnérables aux balles des armes d’assaut.

Plusieurs significations de cette dénomination ont été rapportées dont la plus répandue « anti-balles-AK », autrement dit « invulnérables par balles de fusils Ak47 » (Gomina Pampali, 2017 : 104). Cependant, pour Emmanuel Chauvin et Christian Seignobos (2013) en référence à Bouquiaux *et al.* (1978), *Anti-Balaka* voudrait dire : *anti-machette*. Les auteurs précisent que cette signification tient davantage de l’histoire de ce groupe qui servait originellement à défendre leurs communautés d’appartenance contre les sabres des *Zaraguina* ; et qui, au vu des

¹¹²Justin Ndéma (2014 :13) nous rappelle que la plupart des Centrafricains disaient fréquemment « *lawa lawa* » qui signifie “*tôt ou tard*”, faisant ainsi allusion à “l’heure de vengeance”.

exactions perpétrées par la Séléka, se sont réactivés pour devenir une milice pro-gouvernementale pro-Bozizé, jusqu'à la résistance anti-Séléka teintée d'extrémisme religieux.

Cela revient donc à dire que le préfixe *Anti-* vient de l'ancienne formulation *anti-Zaraguina* (ce groupe de paysans (et d'archers) qui luttait contre les attaques des *Zaraguina* et autres bandits de grands chemins), et fait référence aux gris-gris qui les rendraient invulnérables aux sabres et aux balles; et *Balaka* fait référence à la fois à l'usage de la machette comme arme de défense, mais aussi à leur invulnérabilité aux machettes et sabres de leurs ennemis. On comprend donc que par sa dénomination même, *Anti-Balaka* a comme origine les anciennes traditions de défense communautaire face à l'insécurité grandissante. Toutefois, il faut reconnaître que ce nom composé est difficilement traduisible en français du fait de son double origine française et sängö, en dépit du fait que la francisation « *anti-balle-AK* » (pure déformation !) semble plus simple et compréhensible au regard de la forte référence aux forces de protection mystiques.

III.2.2-Naissance et constitution du groupe anti-Balaka

Presque inconnu du grand public centrafricain, Anti-Balaka est un patronyme qui s'est popularisée juste quelques semaines après la prise du pouvoir de l'Etat par la coalition Séléka. Saulet Surungba (*op. cit.*, p. 98) situe les débuts de la résistance des Anti-Balaka vers le mois de septembre 2013 dans les préfectures de l'Ouham (région natale du président déchu François Bozizé) et de l'Ouham-Péndé avec les accrochages entre jeunes civiles et rebelles coalisés. Ce groupe est surtout composé de paysans, de jeunes désœuvrés, des victimes d'abus de la Séléka motivés par le désir de venger les sévices subis et de se protéger. A ceux-là il faut ajouter les marabouts qui étaient la plupart du temps avec eux dans la brousse. On retrouve en leur tête des leaders plus ou moins instruits et surtout certains membres des FACA ou de l'ancienne garde présidentielle de Bozizé. Ceux-ci assurent essentiellement la formation militaire des Anti-Balaka dont ils dirigent parfois les opérations guerrières.

Le groupe s'est généralisé sur l'étendue du territoire après l'attaque du 05 décembre 2013 sur la ville de Bangui qui a fait de nombreuses victimes parmi la population civile et les belligérants. D'après l'un des leaders anti-Balaka M. Thierry Lebene alias « 12 puissances », le véritable initiateur du groupe anti-Balaka est monsieur Dédane, un Gbaya. Ce dernier a été assassiné par un leader d'une autre faction Anti-Balaka, M. Rodrigue Ngaïbona alias « Général Andjilo » à Bangui à la suite d'une lutte de leadership, et pour des questions d'intérêts.

En effet, la réaction défensive et offensive des Anti-Balaka a des précédents dans les appels à la riposte lancés par l'ancien Président François Bozizé en 2012. Celui-ci diabolisait la Coalition Séléka d'être une cohorte de terroristes islamistes¹¹³. La majorité musulmane originaire du nord qui compose cette coalition et la présence des étrangers qui ne parlent ni le français ni le sängö, en rajoute aussi à cette image d'envahisseurs allogènes parmi la population majoritairement chrétienne du sud du pays. Bozizé avait entretemps précisé que la RCA était en passe d'être envahie par des étrangers pour ses richesses et a même fait un parallèle avec la guerre de *Kongo-Wara*¹¹⁴. Dans son discours du 28 décembre 2012, il demandait à la population et aux jeunes d'être les vigiles de leur localité, de sortir avec flèches et machettes pour barrer la route à l'envahisseur. L'effet fut immédiat. Les barrages routiers tenus par des jeunes civils armés se sont multipliés à Bangui pour traquer une infiltration des Séléka. Les musulmans et ceux qui ne parlent pas sängö sont *ipso facto* soupçonnés d'être des collaborateurs du mouvement (Chauvin & Seignobos, 2013 ; Kilembe, 2015). Ainsi, la persécution subie par certains musulmans à cette époque est aussi à la base des actions vengeresses et odieuses de la Séléka contre la population civile non musulmane.

A la différence des *Séléka* souvent enturbannés, portant des tenues militaires avec ou sans rangers, assis pêle-mêle dans les pick-up 4x4, pointant dans tous les sens les canons de leurs armes d'assaut, les *Anti-Balaka*, toujours bardés de gris-gris portés autour du bras ou en bandoulière, se baladent souvent avec des machettes ou autres armes de fabrication artisanale en mains. Dans les premières heures de leur entrée à Bangui, ils marchaient toujours en file indienne. Cela est plutôt rare dans leurs pratiques postérieures, au point de faire dire à beaucoup de Banguissois que les « vrais *Anti-Balaka* » sont repartis dans leurs villages d'origine et ce sont les voleurs (et pillards) qui sont restés. M. Thierry Lebene alias « 12 puissances » nous le confirme:

Notre objectif étant atteint, les combattants devraient repartir en province et reprendre leurs activités d'autant ; car on n'avait pas de financement pour les prendre en charge. Mais les militaires qui avaient fait le coup-d'Etat du 15 mars 2003 se sont infiltrés dans le groupe. Devenant les nouveaux chefs, ils ont

¹¹³ Pour ce qui est de l'islamisation du pays, Justin Ndéma (2014) a montré qu'après sa prise du pouvoir, Djotodia se défendait péniblement devant Quatar à qui il aurait promis l'islamisation de la Centrafrique via une demande signée par lui, en contrepartie des soutiens financiers. Abdoulaye Miskine du FDPC avait aussi dit s'être mis à l'écart car "convaincu que la Séléka partageait l'extrémisme politico-religieux de la secte Boko Haram". Abdoulaye Miskine mettait aussi au bout de l'index les "fonds obscurs" apportés par Noureldine Adam (Saulet Surungba, *op. cit.* : 109-110).

¹¹⁴ André Laoubai (2017:70), fait une parallèle entre les arsenaux militaires des *Séléka* face à la résistance *Anti-Balaka* et la guerre du *Kongo-Wara* où les insurgés n'avaient que les sagais et flèches contre les canons des Blancs et assimilés.

commencé à racketter les gens. Alors que nous étions adulés de la population à notre arrivée, les gens ont commencé à nous détester au point que le nom des AB a été terni. Car, ajoute-t-il, à l'époque, il n'y avait pas de prison et tous les braqueurs et bandits libérés étaient dans la nature et ont intégré le groupe (entretien avec M. Thierry Lebene alias « 12 puissances », Bangui, nov. 2020).

Ce qui confirme les propos de Thomas Yanis (2016 : 100-101) pour qui sous l'appellation « Anti-balaka » se cache en réalité une nébuleuse de groupes armés que l'on peut schématiquement diviser en trois catégories : « milices d'autodéfense, partisans de Bozizé, pillards ». Bien qu'enraciné dans une lointaine tradition de défense communautaire anti-*zaraguina*, le groupe tire sa pleine réactivation dans les appels de Bozizé à l'insurrection courant janvier 2013 à l'endroit de la jeunesse, et la mise en place par ses proches Yakété Lévy et Stève Yambété, de deux organisations de défense des jeunes COCORA et COAC¹¹⁵ qui auraient distribués des armes et machettes à la population civile (Saulet Surungba, 2019 : 40).

Cela dit, il reste que les Anti-Balaka s'inscrivent dans les anciennes traditions d'autodéfense ou de culture de résistance chez les populations de l'Ouest [nord-ouest] de la RCA (Crisis Group sept. 2015 : 3-4). La construction et la complexification de l'arène politique centrafricaine semble discontinue et les jeunes en restent le moteur...

II.2.3- Structuration et *modus operandi* des Anti-Balaka

Jusqu'à un certain moment (la bataille de Bangui du 05 décembre 2013), le mode opératoire des *Anti-Balaka* consistait en des attaques systématiques contre les Séléka et assimilés, la persécution de la communauté musulmane (menaces, tortures, assassinats voire démembrements des victimes), et la destruction des symboles de la religion musulmane à l'instar des mosquées (HRW, 2014). Certains ont poussé la violence à l'extrême au point de "manger" parfois en signe de vengeance la chair de leurs victimes¹¹⁶. A ce sujet, l'un de nos informateurs, originaire de l'est du pays nous confie ce qui suit : « lorsqu'on vous dit que certains Anti-Balaka mangent la chair de leurs victimes, c'est parfois vrai. Ils le font pour s'approprier leur pouvoir. Mais moi, je n'ai utilisé que l'huile [provenant des restes humains]

¹¹⁵ L'auteur précise (p. 62) que c'est la Coordination citoyenne contre les rébellions armées (COCORA) qui est devenue le 06 janvier 2013, le Comité d'organisation des actions citoyennes (COAC) placé sous la coordination de Moke stève Yambété. COAC était en effet "un rassemblement des différents groupes d'autodéfense de tous les arrondissements de la capitale centrafricaine, et qui avait pour mission de barrer la route à des infiltrations de rebelles de la coalition Séléka" (*Journal de Bangui*, parution du 08/01/2013, cité par Saulet Surungba, *idem*.).

¹¹⁶ C'est le cas de la mise en scène faite par un jeune ('Mad dog') devant les caméras du monde, en "mangeant" une portion de chair d'un musulman assassiné et dont le corps était brûlé, en signe de vengeance de sa famille décimée par la Séléka, geste que Ceriana Meyneri (2014) qualifie d'une volonté d'anéantissement de ses ennemis et de la neutralisation de leur pouvoir.

pour faire mes gris-gris de protection » (Entretien avec Tyam¹¹⁷ ex-Anti-Balaka auto-démobilisé, Bangui, fév. 2018).

Comparativement aux Séléka, les Anti-Balaka sont les moins structurés. Ils sont organisés dans plusieurs sous-groupes dirigés par des Commandants de zone (dits *com-zones*). Ils sont dispersés sur le territoire national et occupent souvent les périphéries des villes sous contrôle séléka comme à Kaga-Bandoro dans le centre nord, et à Kouango dans le centre sud du pays. Mais dans certaines villes comme à Bossangoa, ils sont omniprésents au point d'y avoir chassé tous les membres de la communauté musulmane assimilée et/ou taxée de connivence avec les Séléka. A Bangui, les Anti-Balaka sont dominant à la périphérie (communes de Bimbo et Bégoua) et dans les quartiers nord de la ville (Combattant, Miskine, Boy-Rabe, Fouh, Gobongo¹¹⁸). On les retrouve aussi dans l'ouest, le nord-ouest, l'est, le sud, le sud-est et le centre du pays. Groupe composite, il arrive que dans certains villages, tous les habitants se fassent appelés *Anti-Balaka*, non par effet de mode, mais pour impliquer tout le monde dans la bataille¹¹⁹. Il existe même des témoignages sur les villages où tous les habitants doivent impérativement subir un "blindage" pour devenir *Anti-Balaka* ; celui qui essaie de se soustraire à cette dynamique court le risque de devenir l'ennemi de tout le village.

Dans certains quartiers de Bangui où vivent encore des cellules dormantes, certains sont vus comme des groupes de bandits qui rackettent la population et mènent des attaques et enlèvements contre les membres de la communauté musulmane. Dans certaines villes de province, ils tiennent des barrages qui les font vivre et entretiennent les cycles d'attaques-représailles contre les ex-Séléka ou contre les peuls armés dont ils volent les bœufs. Faiblement armés, leurs offensives contre les (ex-) Séléka sont souvent suivies de violentes représailles de ces derniers sur les populations civiles non musulmanes assimilées.

A un moment donné, les Anti-Balaka se distinguaient selon leur origine géographique et ethnique avec des commandements spécifiques. Certes, des tentatives de représentations au niveau national ont été faites par certaines grandes figures du *Kwa na kwa*, le parti de François Bozizé. Ainsi, les Anti-Balaka ont été tiraillés entre une faction dirigée par Patrice Edouard Ngaïssona et une autre faction commandée par Sébastien Wénézoui. Une médiation conduite

¹¹⁷ Le prénom a été changé.

¹¹⁸ Les quartiers Miskine (5^e arrondissement), Boy-Rabé, Fouh et Gobongo (4^e arrondissement) sont aussi surnommés « quartiers rouges » pour avoir été les premiers à soutenir les mouvements de contestations estudiantines contre le régime de l'ex- Empereur Jean Bédél Bokassa en 1979 (Papoto, 2017:5).

¹¹⁹ D'où la "communautarisation du conflit" (Crisis Group N°230, 21 septembre 2015).

par les ONG Paréto et Mou-Da a permis aux deux branches de constituer une unité unifiée : Patrice Edouard Ngaïssona est nommé Coordinateur national et Sébastien Wénézoui Coordinateur adjoint (Yanis, *op. cit.* : 118-119).

En revanche, il existe d'autres groupes qui ne se reconnaissent pas dans cette structuration. Nous avons à titre d'exemple le groupe d'auto-défense ayant vu le jour dans la région de Mbomou (sud-est) qui refuse cette appellation *Anti-Balaka*, bien qu'ils sont engagés dans la même lutte anti-Séléka. D'autres ont carrément refusé la tentative de récupération politique par certaines personnalités du pays qui, dans certains cas, privilégient l'ethnie gbaya (IPIS & DIIS, 2018). Toutefois, en vue d'asseoir une structure unique afin de mener les discussions de paix, il a été utile de disposer des leaders acceptés par une majorité des *Anti-Balaka*. C'est ce qui a présidé à la représentativité des Anti-Balaka par Ngaïssona et Wénézoui. Après l'arrestation et le transfèrement de Ngaïssona à la Cour pénale internationale (CPI), puis de Alfred Yékatom (alias Rambo, un leader *anti-Balaka* du sud-est devenu député), le groupe est représenté par deux ailles lors de l'Accord de paix dit "de Khartoum": une "aile Mokom" représentée par Maxime Mokom¹²⁰, et une seconde branche dite "aile Ngaïssona" représentée par Dieudonné Ndomaté (APPR-RCA, 2019)

Contrairement aux propos médiatisés qui les considèrent comme une milice chrétienne, les Anti-Balaka qui affichent fièrement leurs gris-gris de protection ne se réfèrent jamais à une pratique ou une idéologie confessionnelle quelconque, bien qu'ils prennent difficilement pour cible les populations non musulmanes (mis à part les rackets et autres règlements de compte). C'est pourquoi nous dirons qu'il s'agit plutôt d'un groupe animiste pro-chrétien. Pour M. Thierry Lebene alias « 12 puissances », cette question de la religion est une instrumentalisation :

C'est une instrumentalisation ! (...) ce ne sont pas tous les musulmans qui sont des rebelles. Il n'y a que ceux qui ont des armes et qui attaquent qui doivent être attaqués (...). Tu vois, ça n'a jamais été un affrontement entre chrétiens et musulmans. J'ai protégé presque 80 musulmans vers Bogangolo : femmes, enfants, vieillards après que les Séléka aient été chassés de la ville [par les Anti-Balaka] et que ces personnes se soient réfugiées dans la brousse sans défense (...) Cette qualification de la crise nous a été imposée. Maintenant, tout le monde a compris. C'est une affaire entre Bozizé et les Français à cause des richesses minières : pétrole, or, diamant, etc. (entretien avec M. Thierry Lebene alias « 12 puissances », Bangui, nov. 2020).

¹²⁰ Transféré lui aussi en mars 2022 à la CPI par le Gouvernement tchadien qui l'a arrêté quelques jours plus tôt.

En somme, la prédominance des membres de l'une ou l'autre religion dans les groupes (anti-Balaka ou Séléka) a conduit à leur transférer un profil chrétien¹²¹ ou musulman, alors qu'il s'agit d'une crise foncièrement socio-politico-militaire. Bien que moins organisés et moins équipés, les Anti-Balaka avaient tous en commun la lutte anti-Séléka, c'est-à-dire, une riposte à l'oppression externe avec une forte confiance aux forces occultes héritées du passé.

III.3- L'identitaire séléka et le conjoncturel anti-Balaka

En dépit du fait que la Coalition (ex-) Séléka et les Anti-Balaka soient une conséquence de l'abandon d'un Etat providence ayant conduit les communautés à organiser leurs défenses, une distinction peut malgré tout, être effectué entre ces deux groupes. Celle-ci peut être basée sur l'identité (groupes (ex-) séléka) d'une part et les conjonctures (groupes anti-Balaka) d'autre part.

En effet, alors que le regroupement des (ex-) Séléka semble cristallisé autour de l'identité musulmane, nous pensons qu'elle ne l'est que partiellement du fait des dissensions en leur sein. Toutefois, cette référence à la communauté musulmane continuera de les (re) mobiliser autour d'un idéal qui consiste à lutter pour le bien de cette communauté à travers une plus grande représentativité et distribution des richesses nationales. L'identité pourrait devenir dans ce cas, le dénominateur commun des différents groupes ex-Séléka, en dépit des dissensions et intérêts de certains chefs de guerre qui soufflent régulièrement sur la braise afin de "pêcher en eaux troubles". Certains leaders de ce groupe sont d'ailleurs des étrangers, alors que d'autres sont des mercenaires qui vendent leurs services aux plus offrants, d'où les surenchères.

Notons que les (ex-) Séléka pourrait revêtir en outre, au moins quatre attributs : groupes armés non étatiques (ce sont tous des rebelles), groupes politico-militaires (ils ont tous une dénomination et des revendications politiques), groupes à attachement territorial (la référence à la région du nord et du nord-est) et identitaire (la communauté/"minorité" musulmane). La durabilité relative de cette coalition peut aussi être liée à la durabilité des luttes antérieures des groupes qui la composent dans une zone du nord souvent hors du contrôle de l'Etat. Mais au-delà, le cas des ex-Séléka pourrait s'apparenter à ce que Weinstein (2007) a qualifié de

¹²¹ Saulet Surungba (*op. cit.*, p. 45) rapporte comme suit un extrait des propos du Cardinal Dieudonné Nzapalaïnga, propos qui, dans la foulée des affrontements ne pouvait qu'en rajouté à la perception d'un affrontement chrétiens/musulmans: "En mars 2013, les rebelles de la Séléka, majoritairement musulmans, ont renversé le gouvernement corrompu du président François Bozizé. En réponse aux pillages et aux assassinats, il s'est alors formé le non moins violent mouvement des Antibalaka, surtout composé de chrétiens".

« economic endowments » du fait des dérives meurtrières observées chez ce groupe fortement motivé par l'accaparement des richesses.

Revenons au groupe *anti-Balaka* que nous avons décrit comme un pouvoir anti-Séléka. Ce groupe armé dispose d'une certaine organisation diffuse certes, avec un adversaire (les (ex-) Séléka) et une revendication (cessation des crimes contre les communautés non musulmanes et rapatriement des mercenaires étrangers). Cependant, il est à noter qu'à la différence des Séléka qui disposent d'une relative cohésion interne basée sur l'identité musulmane, les Anti-Balaka, n'ont pas cette force interne du fait de la diversité identitaire de ses membres, bien que partageant des buts communs comme la protection de leurs communautés d'appartenance et l'opposition aux (ex-) Séléka. De ce fait, les Anti-Balaka restent caractérisés par une émergence spontanée, pour parer l'urgence et sont plus sujets à un effacement une fois l'accalmie retrouvée. Ce qui confirme le caractère "organique" (Conciliation Ressources, 2020) ou "réactionnaire" de cette rébellion face à une situation de détresse ; ce que Weinstein (*idem*) a appelé « Social endowments » du fait de sa mobilisation basée sur une nécessité sociale. Beaucoup de jeunes anti-Balaka que nous avons rencontrés à Bangui nous ont dit qu'ils sont sortis du groupe parce que « tout était fini » ; ce qui n'exclut pas qu'ils continuent d'entretenir les liens avec le réseau rebelle dormant (*cf. infra* Chap. VII).

Néanmoins, ces deux groupes ont en commun d'être clairement influencés par des passés historiques parfois douloureux, mais tirent tous leurs forces de la majorité jeune. La Séléka revendique une citoyennité souvent contestée aux musulmans depuis les indépendances, et les anti-Balaka taxent les (ex-) séléka d'envahisseurs étrangers assimilés aux esclavagistes arabo-musulmans.

IV. DE LA DIVERSITE DES GROUPES ARMES AUX ALLIANCES CHANGEANTES ET "CONTRE NATURES" : CAS DE LA CPC

Une des caractéristiques particulières des groupes armés en Centrafrique est leur diversité et maléabilité, du fait de leur capacité à se fédérer facilement ou à se disloquer à nouveau, renouvelant le cycle conflictuel selon les intérêts du moment. C'est l'exemple des différents groupes ex-Séléka et Anti-Balaka que tout opposait, qui se livraient batailles à la moindre occasion et qui, contre toute attente, se sont fusionnés de manière quasi-surprenante depuis la fin de l'année 2020 dans la nouvelle « Coalition des Patriotes pour le Changement » (CPC). Patronnée par le putschiste multirécidiviste et ancien chef d'Etat le général François Bozizé, la

CPC regroupe en son sein les principales branches ex-Séléka (MPC, UPC, 3R, FPRC) et Anti-Balaka (ailes Mokom et Ngaïssona) (Conseil de sécurité des Nations Unies, juin 2021). Cette nouvelle coalition, dans une déclaration dite « de Kambakota¹²² » (15 décembre 2020), dit prendre ses responsabilités pour renverser le régime taxé d'autoritaire du Président Faustin Archange Touadéra alors que le pays se préparait à aller à de nouvelles élections. L'histoire bégaie encore : l'entrée en rébellion de François Bozizé qui vivait entretemps à Bangui et bénéficiait de tous les honneurs dus au rang d'un ancien chef d'Etat depuis son retour incognito d'exil, a fait suite au rejet de sa candidature aux élections présidentielles par la Cour constitutionnelle exactement comme ce fut le cas pour Patassé qui a servi à justifier l'APRD (cf. *supra*). Une fois de plus, ces groupes armés coalisés au sein de la CPC ont unilatéralement renié les Accords dit « de Khartoum » (qu'ils ont pourtant unanimement signés) et se sont lancés dans une reconquête du pouvoir avec une tentative manquée de coup d'Etat en décembre 2020.

Ce qui revient à dire qu'on est en face des groupes armés opportunistes, fondés pour la recherche des intérêts, qui modifient à souhait leurs décisions au détriment de l'intérêt général. Les nombreux jeunes désœuvrés, véritables ressources, ne restent que des moyens pour réaliser les ambitions de ces entrepreneurs politico-militaires. Qui aurait cru un Bozizé nouer une alliance avec la Séléka qu'il taxait de "terroristes et d'étrangers envahisseurs", et qui l'a chassé du pouvoir ? Qui aurait cru certains Anti-Balaka vengeurs des atrocités subies, s'unir avec leurs bourreaux d'hier, les (ex-) Séléka ? Qui aurait cru un Idriss Déby Itno, Président du Tchad offrir l'hospitalité à un Bozizé qui l'accusait de l'avoir renversé via la Séléka en mars 2013 ? L'arène politique centrafricaine présente des caractéristiques particulièrement fluctuantes, surprenantes voire troublantes ; et la violence semble la caractériser durablement.

V. DYNAMIQUE DES GROUPES ARMES EN CENTRAFRIQUE : CONTINUE OU RUPTURE AVEC LE PASSE ?

Au travers de ce chapitre, nous avons montré que les rébellions ont souvent pour origine les coups d'Etat (manqué ou réussis), mais aussi le manque de contrôle de l'Etat sur certaines régions du pays et une jeunesse délaissée, situation qui emmène les communautés à organiser elles-mêmes leur défense. Si ces structures de défense locale peuvent jouer des rôles positifs (lutte contre les *Zaraguinas* et autres bandits de grands chemins), elles peuvent cependant

¹²² Un village de la préfecture de l'Ouham (région natale de François Bozizé) où cette déclaration a été signée.

devenir des instruments d'instabilité à la longue comme le démontre l'exemple des groupes d'autodéfense à l'origine de la Sélaka. Si elles relèvent souvent de l'initiative communautaire, elles peuvent aussi être l'œuvre d'« entrepreneurs » de la prédation, des politico-militaires, ou être récupérés par ceux-ci.

Par ailleurs, il est important de noter l'omniprésence des milices qui, recrutées parmi les jeunes civils, « ont toujours servi aux présidents à contrebalancer le pouvoir d'une armée perçue comme un vivier de putschistes. Issues des quartiers ou des villages fidèles au leader de leur ethnie, elles complètent la garde présidentielle dans la sécurité rapprochée du président, la lutte contre les insurrections et les insécurités. Depuis les années 2000, les milices sont activées par les présidents déchus pour former des noyaux rebelles. » Ainsi, « Sous Bokassa, « les Abeilles », la milice d'État du président-empereur, dominaient les Forces armées centrafricaines (FACA). Sous Kolingba, « les Abeilles » sont remplacées par les Eléments blindés autonomes (EBA), entièrement yakoma. Après son élection en 1993, Patassé reverse les effectifs des EBA dans l'armée régulière. Il les envoie lutter contre les « coupeurs de routes » en province, loin du palais présidentiel. Durant les mutineries dans l'armée, Patassé crée les milices *karako*, *balawa*, *sarawi*, dans les quartiers Boy-Rabe, Combattant et Sara de Bangui (1 500 jeunes hommes) (Chauvin, 2009). Cette crainte à l'endroit de l'armée nationale n'est-elle pas justifiée vu que parmi les huit chefs d'Etat que la RCA a connu, trois sont des anciens chefs d'Etat major de l'armée (Bokassa, Kolingba, Bozizé) arrivés au pouvoir par la force ? Depuis fin 2020, les défections des éléments FACA qui ont rejoint Bozizé dans la CPC pour la reconquête du pouvoir tendent à confirmer (même partiellement) cette appréhension de l'armée centrafricaine par les chefs d'Etat. Récemment, on a même parlé des milices “requins” « force pro-régime qui appuie les troupes officielles dans leurs tâches », et qui seraient à la solde du Président Touadéra (Jeune Afrique, 12 janvier 2021). Les années passent, et l'histoire se répète...

Ainsi, on voit se dessiner une certaine continuation dans les faits: les nombreux proches du président Kolingba (1981-1993) dans l'armée n'ont pas accepté de perdre le pouvoir face à Patassé d'où les nombreuses mutineries ; les proches de Patassé (1993-2003) renversé du pouvoir par Bozizé ont formé l'APRD ; les proches de Bozizé (2003-2013) ont soutenu les Anti-Balaka ; et enfin, les proches de Djotodjia (2013-2014) se sont retirés dans le nord et continuent la lutte armée. On assiste donc à un cycle qui va du pouvoir à la rébellion et de la rébellion au pouvoir sur fond de mobilisation toujours croissante des jeunes.

Les acteurs de cette arène politiques sont donc multiples et variés. Toutefois, tous ont en commun de recourir à la force de la jeunesse au niveau local tout comme le font les différents présidents centrafricains par la création des milices pour parer d'éventuels coup d'Etat émanant du milieu armé ou non. Il est presque devenu un réflexe de se prémunir face à l'ombre menaçante de futurs défis sécuritaires aussi bien au sommet de l'Etat qu'au sein des communautés, sans rupture réelle avec le passé.

Conclusion du chapitre

Nous voici au terme de ce parcours qui nous a permis d'explorer les facteurs d'apparition, de prolifération, de reproduction et de perdurance des milices armées et/ou groupes rebelles dans l'arène politique en Centrafrique. Comme nous l'avons dit jusque-là, l'absence de l'autorité de l'Etat (facteur déclencheur) pour ne pas dire l'inexistence de l'Etat amplifie l'insécurité sur un territoire incontrôlé, et conduit aux coups d'Etat à répétition. Cela nourrit un cycle de persécutions, ripostes, représailles, et vengeances. C'est le cas de l'apparition des Codo-Mbakara et plus tard de l'APRD, et plus proche de nous, des Anti-Balaka face aux dérives criminelles de la Séléka elle-même née de la dispartition de l'Etat dans le nord-est. Ce qui accentue l'autodéfense communautaire dans une continuité avec le passé. Cela est encore vrai lorsque des forces exogènes pèsent sur ces facteurs internes et amplifient les divisions fondées sur les gains financiers et matériels, l'ethnicité, l'appartenance confessionnelle, ou occasionnent des regroupements intéressés en l'absence de tout agenda politique claire comme nous l'avons vu avec la surprenante fusion des Anti-Balaka et ex-Séléka au sein de la Coalition des Patriotes pour le Changement (CPC).

En analysant les dynamiques de ces milices et groupes armés, ce chapitre nous suggère de ne pas traiter ces derniers comme « des organisations statiques devant être démantelées » comme cela guide encore les logiques d'action des acteurs de résolution des crises en Centrafrique et ailleurs. Le kit diplomatique¹²³ cherchant à stopper le phénomène en faisant abstraction de sa compréhension après que l'accalmie soit retrouvée (Mba Talla, 2012: 49-50). Comme nous venons de le voir, l'histoire centrafricaine démontre que la fin des hostilités ne signifie pas *ipso facto* la fin des violences armées ni la disparition des milices et groupes armés (cas de la mutation de l'APRD en RJ). Les groupes armés en Centrafrique ont un caractère mouvant qui

¹²³ Une médiation internationale suivie d'un cessez-le-feu, un accord de partage du pouvoir, une transition puis enfin une élection, de préférence présidentielle (Laurent d'Ersu, 2008, cité par Mba Talla, *idem.*).

va des agrégations à des désagréations et inversement, en fonction des ambiances et orientations ethniques et/ou régionales, confessionnelles, politiques, financières, etc. La persistance de ces rébellions est aussi le résultat d'une politique de prime à la violence qui encourage les entrepreneurs d'insécurité. Car la création d'un groupe armé a souvent assuré à leurs dirigeants une place sur l'échiquier politique dans une RCA rompu aux coups d'Etat (ICG, 2015).

On en retient que la persécution ou l'absence de l'autorité de l'Etat (facteurs déclencheurs) donne lieu à la prolifération des acteurs non étatiques dont les incursions violentes sur les populations civiles réactivent les initiatives ou reflexes de défense communautaire (facteurs amplificateurs) qui, peu à peu, se muent en de véritables pouvoirs contre l'Etat ou débouchent sur la violence vindicative. En se référant aux époques précoloniale, coloniale et l'exploration qui vient d'être faite des acteurs de violence de la période postcoloniale, on note une certaine continuité dans cette propension à la défense communautaire contre l'envahisseur qui repose sur la jeunesse, devenue aujourd'hui une main d'œuvre bon marché. Difficile alors de parler de rupture dans les affrontements violents sur le sol centrafricain, puisque dans les cas étudiés, les groupes ont eu comme racines des regroupements sur des bases communautaires en l'absence de l'Etat-providence. Le chasseur d'esclave contre qui se défendaient les communautés est devenu aujourd'hui le Zaraguina, le rébelle, les milices progouvernementales, et parfois mêmes les forces régulières dont l'action est parfois perçues par les communautés (abandonnées/déconnectées de l'Etat central) comme une intrusion extérieure. La naissance, la prolifération et la perdurance des groupes armés en Centrafrique sont ainsi un résultat du manque de confiance dans les forces armées centrafricaines (Etat failli, institution non républicaine), la négligence de la périphérie par l'Etat central (mal gouvernance) et une poursuite des anciennes traditions d'autodéfense communautaire (facteur historique) ou une combinaison de ces facteurs sur fond de mobilisation des jeunes. Un Etat absent ou inexistant, une longue histoire violente et une jeunesse nombreuse délaissés et manipulés sont ici les maîtres mots/maux qui font l'arène politique en Centrafrique.

L'actualité prouve encore que les politico-militaires, mercenaires, chefs de guerres et autres hommes politiques, pour des intérêts égoïstes ou pour assouvir leurs soifs de pouvoir, ne se privent pas d'employer, dans ce désordre, les nombreux jeunes laissés à eux-mêmes dans cette arène contraignante. L'abondance des ressources naturelles, l'immixtion des acteurs externes, les politiques inadéquates de résolution de crise, créent les conditions de perdurance de ces

groupes armés qui ont tendance à se renouveler sur fond de fusion et d'éclatements. Les parcours des jeunes que nous allons examiner dans le chapitre suivant tendent à confirmer cette constatation...

CHAPITRE VI

PARCOURS DES JEUNES DANS LES GROUPES ARMES EN CENTRAFRIQUE : « L'ENTREE DANS LA BROUSSE », UN CHOIX SANS CHOIX

Introduction

Nous arrivons à l'un des points culminants de cette thèse à savoir, l'agentivité des jeunes dans l'arène politique en Centrafrique. En effet, la question principale qui guidera notre argumentation au cours de ce chapitre est de savoir par quels processus les jeunes deviennent-ils des combattants rebelles, sachant qu'en dépit de la violence ambiante, tous ne choisissent pas la voie de la violence ? D'autres questions subsidiaires seront aussi abordées quant à savoir qui sont les jeunes qui intègrent ou se font enrôler dans les groupes armés en Centrafrique ; ou plutôt pour dire les choses telles quelles, qui sont ces jeunes miliciens ou rebelles ? Nous verrons donc comment et par quel processus ces jeunes sont "entrés" dans les groupes armés, "dans la brousse", et comment ils en sont sortis. Comment ont-ils vécu les actes de violence dans lesquelles ils étaient engagés ou impliqués, et comment sont-ils affectés par cette expérience ? Nous répondrons à ces interrogations en partant des histoires de vie de ces jeunes racontées par eux-mêmes lors de nos rencontres formelles et informelles d'interviews, mais aussi lors des suivis sur le long terme ponctués d'échanges avec leurs proches.

Ce chapitre aura certes la limite de n'avoir pas mis en lumière les parcours des jeunes du passé précolonial et colonial abordé d'une certaine manière dans nos précédents propos. En revanche, il a le mérite d'avoir exploré en profondeur la vie de ces jeunes pris dans une interaction avec un contexte contraignant, et les regards réflexifs qu'ils portent sur leurs parcours dans les groupes armés en Centrafrique. Pour atteindre ces objectifs, notre outil principal a été les histoires de vie des anciens¹²⁴ jeunes rebelles et miliciens (ex-) Séléka et anti-Balaka essentiellement. Toutefois, pour compléter ce tableau, un dernier sous-chapitre nous permettra d'aborder le cas des jeunes qui sont restés "en dehors" de la violence, c'eux qui n'ont pas fait le choix des armes en dépit d'un contexte contraignant qui leur offre des choix limités. Cela nous permettra de comprendre que, pour paraphraser Mirjam de Bruijn (2019), si un mélange de facteurs tels que la pauvreté, la privation, le sentiment de marginalisation, la perte de confiance et la déception des structures gouvernementales, la critique des élites nationales, le

¹²⁴ Sont concernés ici les jeunes sortis des groupes armés. Nous avons aussi rencontré ceux qui sont dans une situation de "transit", vers la sortie avec "un pied dans la brousse et un pied au village/en ville". D'ailleurs, le contexte sécuritaire qui prévalait ne nous permettait pas d'aller à la rencontre des miliciens ou rebelles en activité, "dans la brousse".

fait d'être victime d'oppression, ou encore les facteurs externes comme la présence de groupes armés peuvent conduire à la violence, la personnalité des personnes sujettes à de tels facteurs a également des effets sur leur participation ou non dans les actes violents.

Ce chapitre nous permettra donc de mettre en exergue la capacité d'action (agentivité) des jeunes dans un contexte de violence récurrente, tout en argumentant qu'en dépit de cette situation, il existe une partie de cette jeunesse qui résiste à la violence, même si elle y a grandi et est fortement affectée par elle.

Deux contextes différents apparaîtront à travers les récits de vie analysés : un contexte d'accalmie relative, et un autre contexte de guerre ouverte. Ces exemples nous montreront que dans l'un ou l'autre cas, les jeunes peuvent être individuellement "happés" par les groupes armés et la violence. Nous verrons alors que le dénominateur commun à ces contextes étudiés reste une société désorganisée, totalement fracturée (De Vries & Glawion, 2015) et longtemps marquée par la violence ou plutôt les « violences » (Akandji-Kombé, 2022). Cet examen nous permettra de montrer l'influence réciproque entre les jeunes (agents) et le contexte sociétal (structure) qui est le leur tel que abordé par Anthony Giddens dans sa théorie de la structuration ([1984] 1987).

I. L'« ENTREE DANS LA BROUSSE »

Durant cette recherche auprès des jeunes associés aux forces et groupes armés, et surtout lors des entretiens, nous avons été frappé par la récurrence d'une expression particulière en sängö utilisée par les jeunes pour parler de leur "entrée en rébellion" : « *längö tî mbî nă ngöndä...* » qu'on pourrait traduire en français par « mon entrée dans la brousse... ». Cette manière de parler regorge plusieurs significations et on peut en tirer plusieurs enseignements. D'abord, le mot « brousse » définit par le dictionnaire *Le Petit Larousse illustré* (2012) comme une végétation caractéristique des régions tropicales, composée d'arbrisseaux, d'arbustes ; ou encore, contrée sauvage, à l'écart des centres urbains. La brousse est donc considérée comme une zone éloignée des centres urbains et des villages, séparée du milieu de vie des êtres humains. Dans le langage courant en Centrafrique, « aller dans la brousse » signifie « aller à la chasse, au campement », mais aussi « aller dans les champs » ou encore ironiquement « aller dans l'arrière-pays », dans les villages ou campagnes éloignés de la capitale. Ces usages du terme "brousse" ont une proximité limitée avec le sens utilisé par ces jeunes qui intègrent les groupes armés, si on met l'accent sur l'objectif recherché "dans la brousse". Pourtant, ils « entrent dans la brousse ». En

considérant la brousse comme une « contrée sauvage », le domaine de la vie animale, de la loi du plus fort, celle de la jungle, l'emploi d'une telle expression est une métaphore qui désigne le fait de « se soustraire de la vie communautaire (citadine ou villageoise) » et ce faisant, risquer sa vie en dehors de celle-ci¹²⁵. La « brousse » désigne donc ici le lieu où vivent ces groupes armés, retirés de la vie communautaire routinière, un endroit où prime la loi du plus fort, celle de la jungle. Ainsi, « entrer dans la brousse », c'est se soustraire de la société et aller épouser un style de vie où la force l'emporte sur la raison. Toutefois, cela peut aussi exprimer une manière de ne pas désigner le danger par son nom, mais de faire référence vaguement à un endroit éloigné, dans la nature, séparé de la vie civile et déconnecté des réseaux de soutiens familiaux et communautaires (Van Gog, 2008: 65)¹²⁶.

Les propos suivants sont illustratifs de cette vie de jungle "dans la brousse" : « si on te demande d'aller chercher et ramener telle chose ou telle personne [à la base] et que tu échoues sans chercher à rapporter quelque chose en remplacement, tu es sévèrement puni à ton retour » ; ou encore « si tu utilises ton arme à cette fin [pour tuer du gibier], on te force à payer la cartouche ainsi gaspillée ; à défaut de quoi tu subis des coups de fouets » (entretien avec Charlie -15 ans environ- ex-anti-Balaka, Paoua, octobre 2016). Se référant à sa vie difficile dans le maquis avec Baba-Laddé, un jeune ex-Séléka dont nous explorerons l'histoire dans ce chapitre, nous avoue qu'il était obligé avec ses collègues de manger des racines et autres fruits comestibles par les singes : « si on constate que ces animaux en mangent et n'en meurent pas, on en mange aussi. Parfois, on boit l'eau obtenue à partir de lianes coupées » (entretien avec Ibré, Bangui, février 2017). Ces témoignages démontrent à suffisance pourquoi lorsqu'on demande à ces jeunes s'ils sont en mesure de refaire une telle expérience, la majorité répond sans hésiter par la négative,

¹²⁵ Les parties de chasse par exemple sont souvent très risquées. Certains chasseurs y perdent la vie suite aux attaques des bêtes féroces, des morsures des serpents, des troncs et branches d'arbres arrachés par les tornades; une situation analogue à celle des groupes armés en brousse. C'est pour cette raison que les départs à la chasse sont souvent précédés de cérémonies rituelles de toutes sortes pour "protéger" les chasseurs. Ces pratiques rituelles sont aussi reprises par les groupes armés en brousse dans des situations de conflit. Dans l'imaginaire local, on attribue à certains grands chasseurs la capacité de se transformer en bête pour mieux chasser. Inversement, certains sont réputés d'être des métamorphoseurs qui transforment les humains (morts ou vivants) en animaux qu'ils abattent (Bouju et Martinelli, 2012). D'où les cérémonies rituelles face à l'incertitude de la brousse.

¹²⁶ Janneke van Gog (2008: 64) a également mentionné l'usage de cette notion de "brousse" dans le cas de la Sierra Leone où elle décrit, en référence à une agressivité guerrière et la cruauté de la nature, les expressions comme "bush marriage", "bush children", et "bush behaviour" qui revêtent une connotation négative en référence à la guerre: « Women generally refer to this as 'being taken to the bush'. It is interesting to note here that the same description is used for initiation rituals. Not only did these activities literally take place in the bush (in contrast to the locations of settlement, e.g. town or village) but 'the bush' is a strong metaphor in Sierra Leone with multiple meanings depending on the context in which it is used. [...] However the phrases 'bush marriage', 'bush children' and 'bush behaviour' are used in reference to the war and at the time of the study had a negative connotation. »

à l'exception de quelques-uns. Ceux-ci évoquent le manque d'opportunité ou une nouvelle situation d'oppression comme raisons de leur réengagement. Une question liée à la complexité de l'arène politique en RCA qui offre aux jeunes, des choix limités.

En revanche, cette « entrée dans le brousse », interprétée comme un abandon ou un retrait de la vie en communauté n'est pas une expression adaptée à certains parcours où certains jeunes et enfants en particulier sont pris de force pour faire partie de ces groupes armés non étatiques. Il en est de même pour certains contextes en Centrafrique, où les groupes armés ont parfois pris une allure communautaire. C'est la communauté villageoise en entier qui se défend : enfants, jeunes et adultes (hommes ou femmes) sont impliqués dans la bataille. A ce niveau, on ne se retire plus de la vie communautaire, mais on intègre la nouvelle identité que revêt la communauté. Ce constat est encore plus vrai si l'on admet que certains groupes armés en Centrafrique disent chacun défendre "leur communauté" d'appartenance, d'où l'intérêt pour toute la communauté de contribuer à la guerre. Toutefois, cette dimension communautaire peut être considérée comme "le résultat d'un processus qui a commencé dans la brousse" avant d'en sortir et se généraliser à la communauté. Cela dit, "entrée en brousse" et donc en rébellion, ne signifie plus seulement « quitter le village ou la ville pour la jungle » ; cela peut aussi signifier simplement « intégrer (par la contrainte ou de manière délibérée) le groupe armé, la milice ou le groupe d'autodéfense communautaire ». Le plus triste dans cette « entrée dans la brousse » est qu'il y a la probabilité que ces jeunes n'en ressortent pas vivants, ou du moins vivants mais handicapés ou traumatisés à vie. Certains n'en ont pas forcément conscience lors de leur décision d'« entrer dans la brousse » du fait des contextes de contrainte dans lesquels ils évoluent, et du pouvoir limité dont ils disposent.

Nous l'avions déjà dit, la population centrafricaine est essentiellement jeune et cette jeunesse est celle qui fait la force de ces groupes armés. Toutefois, au regard du fait que la jeunesse en Centrafrique n'est pas unique, mais plurielle, on peut se poser la question de savoir qui sont les jeunes membres des groupes armés, et par quel processus sont-ils devenus rebelles ou miliciens ? Pour répondre à cette question centrale, nous examinerons les trajectoires de certains jeunes issus des groupes armés que nous avons rencontrés plusieurs fois durant cette recherche et montrerons comment on devient progressivement un rebelle, c'est-à-dire comment cela est un processus (Lombard, 2012). De même, nos premiers échanges avec ces jeunes ont été graduels, évoluant progressivement afin de ne pas accentuer leurs vulnérabilités. Comme le dit Olivier Douville (2009 :5),

le fait d'évoquer les violences subies, ou parfois les violences commises crée une sidération dépressive, pouvant mener à des actes suicidaires. Le sujet n'a plus alors le sentiment de participer à une narrativité commune se faisant et se tissant à plus d'une voix. Il est dans une position d'infra-témoignage pour laquelle dire l'insupportable est effrayant car il ne s'est pas encore constitué de langue pour le traduire et il ne s'est pas encore creusé chez l'Autre un lieu d'accueil de telles paroles.

II. QUI SONT LES JEUNES *ANTI-BALAKA* ET (EX-) *SELEKA* ?

Comme nous l'avions déjà démontré ci-haut, il existe actuellement en Centrafrique une multitude de groupes armés non étatiques qu'on peut risquer de répartir en deux groupes : nous avons d'un côté les groupes internes, hautement représentés par les ex-Séléka, les Anti-Balaka et les deux branches RJ (dont certains sont regroupés au sein de la CPC), et les groupes étrangers qui profitent de la faiblesse de l'Etat centrafricain pour transformer une partie de son territoire en leur base arrière à l'instar de la *Lord Résistance Army* (LRA) du chef rebelle ougandais Joseph Kony installé dans le sud-est du pays, de même que les nombreux mercenaires étrangers. Cependant, nos propos resteront limités aux jeunes issus des groupes internes d'apparition récente, en l'occurrence ceux des groupes (ex-) Séléka, Anti-Balaka et ceux de la Révolution et Justice (RJ).

II.1- Rencontre avec un "ex-colonel" de la *Séléka*

Etant Centrafricain d'origine et vivant à Bangui avec nos parents (comme tout bon étudiant non boursier de l'unique Université publique de Centrafrique) lors du déclenchement de la récente crise centrafricaine en cette fin d'année 2012, nous avons vécu l'évolution des événements confiné dans notre quartier situé dans le 7^e arrondissement de Bangui à proximité du camp militaire Kassaï. Après le coup d'Etat du 24 mars 2013, ce camp militaire s'était vidé de ses occupants réguliers (les FACA) et systématiquement mis à sac par les pillards. Ce camp était ensuite occupé par les Séléka jusqu'à la démission de leur patron Michel Djotodia.

Au fort de cette crise, et dans la confusion qui a suivi le départ (ou plutôt la démission forcée) du président putschiste en janvier 2014, les désormais ex-Séléka se sentant menacés, se sont dispersés. Affaiblis moralement (mais pas militairement), ils étaient devenus la cible des revanchards et des Anti-Balaka. Alors que les ex-Séléka qui ont des liens avec le nord et l'est du pays ou qui en sont originaires s'y retranchaient, d'autres se sont terrés dans les camps militaires comme au camp Béal, ou éparpillés dans certains quartiers de Bangui comme le PK5 (pour les combattants musulmans essentiellement). D'autres encore qui sont reconnus s'être

joint au groupe à la recherche d'une opportunité d'emploi (intégrer l'Armée centrafricaine plus tard) et n'ayant pas terrorisé leur entourage, ont entrepris de retourner dans leurs quartiers respectifs où ils font profils bas.

Certes, étant en famille et dans l'attente de la suite des événements après la démission de Djotodia¹²⁷, nous étions surpris par l'entrée d'un jeune (20 ans environ) dans la concession familiale. Il était pieds nus et portait juste un short de sport et une chemise manches longues déboutonnée. En revanche, il semblait plutôt bien nourri en ce temps de crise où tout le monde survivait grâce aux aides alimentaires insuffisantes, et difficilement fournies par les organisations humanitaires et caritatives encore fonctionnelles. Il s'est présenté comme un apparenté après nous avoir brièvement salué l'air décontenancé. Mon père l'a tout de suite reconnu bien que surpris par cette présence inattendue (tout comme nous tous d'ailleurs). Il appartient en effet à une famille que mes parents connaissent parfaitement pour avoir vécu dans le même groupement de villages au centre sud du pays. Etant un ancien maire d'une commune de la zone, mon père a même eu l'occasion de travailler avec le père de ce jeune. Il était donc accueilli en famille et mon père se chargea d'aller le présenter à un oncle paternel après plusieurs moments d'hésitations et de recherche d'options. Car nous l'avions vite deviné, il appartenait au groupe (ex-) Séléka, accusé de plusieurs exactions sur la population civile non musulmane en Centrafrique et il aurait probablement participé à ces atrocités. C'était donc devenu un danger d'être à sa compagnie et de le garder la maison : la famille courait le risque d'être accusée d'héberger un malfaiteur qui en ces temps troubles, devrait être livré au lynchage du grand public. Mon père étant aussi un ex-député (suite à la dissolution de l'Assemblée nationale après le coup d'Etat de la Séléka), il risquait d'être accusé de soutien aux (ex-) Séléka par la communauté environnante hostile aux (ex-) Séléka. Le danger était réel et grand. Mais par solidarité (à l'africaine), la famille réussira à faciliter l'hébergement temporaire de Ibré¹²⁸ chez un oncle dont le domicile était jugé plus "approprié" car situé dans un quartier en retrait et proche de la résidence d'une représentation diplomatique.

L'histoire de Ibré, nous la découvrirons plus tard de manière informelle d'abord, puis formelle. En informelle, nous étions curieux de comprendre les événements qui ont conduit au départ forcé du président Bozizé, général d'armée de son état et qui en plus, est arrivé au pouvoir par

¹²⁷ Le pays était alors engagé dans une période de transition de 15 jours et était dirigé par le président du Parlement de transition (mis en place après la dissolution de l'Assemblée nationale par le nouveau pouvoir putchiste) en attendant la désignation d'un nouveau président de transition et la mise en place d'un parlement transitoire.

¹²⁸ Il a en réalité acquis un nom musulman suite à sa conversion à l'Islam. Par souci d'anonymat, le nom a été changé.

les armes en 2003. Nous avons pris l'habitude de causer avec le désormais "ex-colonel" sur les événements. Plus tard en 2017 et les années suivantes, ces échanges deviendront plus formels lorsque nous avons entrepris de mener les recherches qui vont ensuite conduire à cette thèse. Il nous parle de son parcours en ces termes :

Je m'appelle ..., je suis né en 1994 dans la commune de... dans la sous-préfecture de... J'ai 23 ans et père de deux enfants. Actuellement, ma femme est enceinte. Au village, ma famille est constituée de 13 garçons et de sept filles. Mon père est polygame : il a épousé quatre femmes dont l'une est stérile. Je suis allé à l'école jusqu'en classe de CE1 avant d'arrêter ma scolarité à cause du suivisme et de certains événements survenus dans notre famille. Donc dans le quartier [village], il y a trop de discriminations et de rancunes. Et le chef du quartier [village] privilégie les uns au détriment de nous autres. Au lieu de nous considérer tous comme ses sujets et nous traiter sur le même pied d'égalité, il nous rejette tous dans notre famille. C'est pour cela que, énervé, j'ai décidé de rejoindre un groupe armé dans l'optique de devenir quelqu'un un jour et revenir veiller sur ma famille (Interview réalisée à Bangui, en décembre 2017).

Au fait, nous allons comprendre un peu plus loin qu'en réalité, il n'a pas décidé délibérément de rejoindre un groupe armé (comme le suggère cette posture formalisée), mais c'est par le concours d'une suite d'événements contraignants (cf. notion de *constrained agency*, De Bruijn & Both, 2018) qu'il est devenu membre d'un groupe armé. Ce fut tout un processus qui l'a mené "dans la brousse". En effet, après avoir abandonné l'école, il servait de guide à un commerçant soudanais¹²⁹ acheteur de café (la région étant une zone de production caféière). Puis un jour, il a été accusé par le chef de son village de flirter avec une fille peule que ce chef courtisait et voulait épouser. Après plusieurs tentatives de règlement sans dénouement favorable, il a été mis aux arrêts, puis transféré dans une ville où se trouve une Brigade de la Gendarmerie (environ 90 Km) en attendant le paiement des 200 000 FCFA (environ 305 euros) qu'il devait verser à son rival (le chef de son village) pour avoir couché avec la dulcinée de ce dernier. D'après Ibré, une fois de retour d'un long voyage, le Soudanais qu'il accompagnait dans les achats de café a constaté que sa situation était « pathétique ». C'est pourquoi, dit-il, « il a payé les 200 000 FCFA et m'a envoyé par la suite au Soudan [Sud du Tchad en réalité]. Donc il m'a d'abord envoyé au Tchad en 2007. C'est là que j'ai commencé à devenir *mordant*¹³⁰ ».

¹²⁹ Ce dernier deviendra plus tard "Général" (du moins ne l'était-il pas avant?) et Ibré travaillait sous son commandement d'abord auprès de Baba-Laddé, et ensuite dans la Séléka. Nous avons eu un entretien avec ce général peu avant qu'il ne rejoigne à nouveau le maquis suite à l'appel de François Bozizé à rejoindre la nouvelle Coalition des patriotes pour le changement (CPC) fin 2020.

¹³⁰ L'entretien se déroulait en sāngö, mais il utilisait ce terme précis dans un sens générique pour désigner le changement qui s'est effectué en lui. Les Centrafricains introduisent aussi fréquemment des termes français lorsqu'ils s'expriment en sāngö.

A la question de savoir pourquoi ce commerçant soudanais a préféré l'envoyer au Tchad plutôt que de le laisser au pays, il répond :

Il m'a envoyé là-bas pour entrer dans la rébellion. Au fait il a dit qu'il s'est apitoyé sur mon sort, vu que les gens me faisaient souffrir. C'est pour cela qu'il a souhaité me "rendre ce service" et m'envoyer au Tchad pour entrer dans la rébellion. Là-bas, je suis allé travailler avec Baba-Laddé¹³¹ pendant deux ans. On nous a laissé comme des animaux dans la brousse, il n'y avait ni nourriture, ni eau à boire - il nous arrivait de boire notre urine - jusqu'à ce qu'on nous ait donné le top de sortir. C'est ainsi que nous sommes sortis (après qu'ils nous aient épilé tout le corps) jusqu'à ce que nous soyons arrivés ici à Bangui.

Il va de soi que dans cette histoire, le rejet ou l'oppression subie par la famille¹³² de ce jeune, et l'injustice qu'il a endurée ont façonné son parcours, alors que jusque-là, rien ne le prédisposait à entrer dans la rébellion à plusieurs centaines de kilomètres de son village. A cela, il faudra ajouter la déscolarisation et l'absence de l'emprise familiale sur lui au point qu'il a abandonné l'école sans raison apparente, juste « par suivisme », dit-il. Ibré a écourté sa scolarité très tôt et est même dans la difficulté de préciser les grandes dates des grands événements qui ont marqué son histoire. En revanche, il avoue avoir déjà commencé à consommer les cigarettes et à goûter à la drogue étant au village. Dépourvue qu'était sa famille pour payer les 200 000 FCFA qui lui étaient infligés comme amende par les autorités municipales, il n'avait d'autres choix que d'accepter n'importe quelle solution de sortie. Il faut aussi préciser que cette situation d'injustice et de désespoir offre des opportunités à des bandits, mercenaires et autres entrepreneurs de la rébellion à l'affût. Alors que pour Ibré, il s'agit d'un « service » que ce Soudanais lui a rendu au début, il nuancera son discours plus tard lorsque nous lui posons la question sur la différence entre sa vie dans la Séléka et sa vie antérieure avec Baba-Laddé:

Avec Baba-Laddé, c'était de la souffrance, je ne peux pas mentir sur ce point ; et on m'a fait souffrir pour rien. Avec la Séléka, j'ai atteint un niveau suffisamment élevé au point que si tout s'était bien passé, je ne serais pas tombé si bas [le fait de ne plus être colonel].

Cela suggère que dans une société déstructurée, les jeunes, croyant sortir d'une situation difficile, sont susceptibles d'entrer dans une autre plus complexe. Ibré était en outre motivé par l'envie de se venger, étant désespéré de l'injustice que lui et sa famille ont subi dans leur village

¹³¹ De son vrai nom est Mahamat Abdoul Kadre Oumar, Baba-Laddé (« père de la brousse » en langue peule, terme utilisé pour désigner le lion) est un ex-gendarme tchadien devenu rebelle contre le régime du Tchad le 15 octobre 1998 en fondant un groupe armé: le Front populaire pour le redressement (FPR). Sa présence est signalée en Centrafrique en 2008 (Wikipedia, Baba-Laddé consulté le 31 mars 2021), date qui correspond approximativement à l'entrée en rébellion de Ibré.

¹³²Le chef du village, selon lui, en veut à sa famille qui est originellement fondatrice du village et qui devrait logiquement détenir la chefferie. Le chef faisait donc tout son possible pour mettre sa famille à l'écart quitte à la persécuter.

et pouvait donc accepter la souffrance dans la brousse, afin de revenir « veiller sur sa famille » comme il l'a mentionné, étant l'unique fils de sa mère génitrice. A ce niveau, on peut comprendre pourquoi selon lui, l'apport du Soudanais était un « service » si en plus, on considère que cela lui a permis d'atteindre l'expérience nécessaire à son ascension au sein de la coalition Séléka. Ajoutons qu'après avoir œuvré avec Baba-Laddé dans le banditisme (en particulier rapt des bœufs des peuls et braquages dans les chantiers miniers), il a été mis à la disposition de la Séléka contre la promesse d'une somme de 1 000 000 FCFA (environ 1526 euros) qu'il devrait percevoir à la prise du pouvoir à Bangui. Il précise que les généraux devraient percevoir chacun 20 000 000 FCFA (environ 30 534 euros).

Entretemps, Ibré a aussi participé au recrutement (forcé ou volontaire) de plusieurs jeunes et même des enfants pour renflouer les rangs de la Séléka. Il a aussi participé à des tueries contre la population civile, mais aussi dans les combats contre les Anti-Balaka. Cependant, il n'a jamais à ce jour perçu sa récompense malgré sa difficile mission réussie. Autodémobilisé, il survit aujourd'hui grâce à de petits boulots de tous genres : conduite de moto-taxis, sarclage de champs, petites courses, ramassage de sable, coupe de bois en planches, etc. et use parfois de ruses ou d'arnaques à l'occasion pour survivre.

Comme on peut le remarquer, le parcours de ce jeune se situe dans un contexte d'accalmie relative (à partir de 2008 approximativement) et surtout au centre sud, une zone plutôt calme du point de vue sécuritaire et sans groupe armé à cette époque. Toutefois, ce contexte d'accalmie relative reste caractérisé par la pauvreté et la discrimination dans une société désorganisée et violente qui expose les jeunes au recrutement des entrepreneurs de la prédation, alors qu'ils pensaient saisir au vol des "opportunités". Ce qui concourt à la fourniture d'une main d'œuvre ouvrière bon marché, essentielle aux groupes armés entretenant ainsi le cycle des violences dans l'arène politique en RCA.

La trajectoire de ce jeune illustre le fait que beaucoup de jeunes ont intégré la Séléka à la suite de promesses d'argent, ou pour des opportunités d'emplois (l'avenir étant incertain dans une société sans perspectives), s'associant ainsi sans le savoir aux revendications intéressées et poussées prédatrices des leaders de cette coalition. Toutefois, les déceptions envers les élites et les injustices subies¹³³ créent de la frustration qui entraîne les désirs de vengeance, facteur

¹³³A l'époque de Bozizé, plusieurs jeunes étaient victimes de la toute-puissance des membres de son clan (ses enfants, proches parents et membres de l'ethnie gbaya) qui semblaient avoir le droit de vie et de mort sur tout le monde. Cette situation était aggravée par une émeute de nombreux jeunes frustrés à la suite d'un recrutement (en août 2012) au sein des FACA jugé discriminatoire (cf. *supra*).

déclenchant l'entrée de certains jeunes dans la Séléka. Ce même désir ardent de vengeance (et de protection de la famille ou de la communauté d'appartenance) face aux abus et aux supplices endurés se retrouve aussi chez les jeunes anti-Balaka que nous avons rencontrés. C'est ce que nous essayerons de comprendre à travers le récit de vie d'un autre jeune au cours du paragraphe suivant.



Image 19 : Ibré (en tenue désert) dans une queue d'enregistrement d'ex-combattants

@ : Centrafrique-presse.com, 07 fév. 2017.

Image obtenue au hasard lors des recherches sur internet et présentée à Ibré qui l'a fortement aimée au point de nous demander de la lui imprimer.

On voit apparaître aussi sur cette image un jeune en béquilles suite à une blessure par balle.

II.2-A la rencontre d'un jeune anti-Balaka, ex-garde du corps

Lorsque nous enquêtons sur les anciens projets de réintégration des enfants associés aux forces et groupes armés (EAFGA) financés par UNICEF en Centrafrique, nous avons rencontré Mike¹³⁴ (17 ans) dont la trajectoire a été évoquée à l'introduction de cette thèse, un jeune ex-anti-Balaka qui suivait une formation de réinsertion professionnelle en mécanique automobile afin de retourner à la vie civile. Etant enfant, il a miraculeusement eu la vie sauve avec sa sœur cadette après l'assassinat de leurs parents calcinés dans leur maison incendiée par les Séléka. Récupéré avec sa sœur par les Anti-Balaka pour être protégés, l'itinéraire de Mike montre qu'il a fini par devenir un garde du corps d'un commandant de zone (com-zone) anti-Balaka alors que sa sœur assurait la fonction de "ménagère" au sein de la même faction. Il nous relate son parcours avec sa sœur cadette de la manière suivante :

Lorsque la Séléka avait pris le pouvoir, les combattants armés commettaient des crimes à l'endroit de la population civile à Bossangoa [ville du centre ouest], vu que Bossangoa est la ville natale du président Bozizé chassé du pouvoir par cette rébellion. Un jour, j'ai eu le malheur de croiser le chemin des Séléka

¹³⁴Le prénom a été changé pour des raisons de confidentialité.

dans la brousse, alors que je menais au pâturage les bœufs de mon père. Ils m'ont surpris et ont emporté tous les bœufs ; puis ils se sont mis à rechercher mon père. Ce dernier en a été informé et a fui dans les champs. J'ai aussi fini par le rejoindre et nous y avons passé trois mois. De retour en ville un samedi, nous y avons passé le seul jour de dimanche. Le lundi à deux heures du matin, des véhicules ont [semi-] encerclé notre maison. En ouvrant discrètement la fenêtre, j'ai aperçu plusieurs hommes en uniforme qui parlaient une langue étrangère que je ne comprenais pas. J'en ai déduit que ce sont les Séléka. Etant donné que j'avais 12 ans à cette époque, j'ai ouvert la fenêtre et je me suis glissé derrière la maison. Ma sœur m'a suivi et nous avons emprunté les pistes de passage des cabris derrière la maison. Les Séléka l'ont su et ont tiré des coups de feu dans notre direction. Heureusement que nous avons réussi à nous enfuir. [...] Ils ont encerclé la maison et ont versé de l'essence tout autour alors que la maison est en toit de chaume [...]. Au moment d'y mettre le feu, depuis la brousse, ma sœur a voulu crier et repartir ; mais je l'ai retenue et lui ai demandé de se taire en lui proposant de nous enfuir, et que nous trouverions probablement quelqu'un dans notre course qui pourrait nous aider... Nous nous sommes arrêtés sur une petite colline et observions la maison dans les flammes jusqu'à ce que le toit de notre maison se soit effondré sur mon père, ma mère (enceinte) et mon frère cadet. Deux kilomètres plus loin environ, nous sommes tombés sur un groupe des Anti-Balaka...

Dans le groupe, dès que les éléments armés partent sur le champ de bataille, ils nous mettent sous un arbre pour nous protéger. Une fois, deux fois, puis vient un moment où nous leur avons demandé de nous emmener sur le champ de bataille afin que nous puissions les aider dans les combats car ce qu'ils font consiste à nous protéger, et nous voudrions venger nos parents assassinés. Ils nous ont dit que nous n'étions pas encore « préparés » pour aller au combat en nous montrant les principes des remèdes de protection : ne pas voler, adopter des régimes alimentaires stricts, etc. Nous leur avons expliqué que dans notre état, nous remplissions ces critères. C'est ainsi qu'un jour, nous avons demandé et obtenu l'accord du marabout du groupe qui nous a par la suite préparé les remèdes. C'est alors que nous avons rejoint le groupe dans les combats jusqu'à notre arrivée ici à Bangui un 16 décembre 2013 (entretien avec Mike, Bangui, décembre 2017).

On voit donc apparaître clairement ici que les atrocités et autres situations d'injustice subies dans des contextes de violence inouïs engendrent un sentiment de vengeance qui anime les jeunes et les pousse à commettre des actes de cruauté¹³⁵. Les parcours de Ibré ou de Mike et sa sœur, malgré les dissemblances, ont en commun l'expression d'un sentiment d'injustice sociale dans une société désorganisée et en proie à la violence (structurelle). Abandonnés à eux-mêmes, ils n'ont pas d'autres choix que d'accepter n'importe quelle issue : Ibré n'a pas hésité à rejoindre Baba-Laddé, sans savoir ce qui l'y attendait ; donc sans maîtrise des horizons de sa décision. Michael et sa sœur ont même failli être abattus par les Séléka avant de croiser le chemin des Anti-Balaka qui les ont accueillis dans leur course, et les ont ensuite utilisés, la fille comme

¹³⁵ Ce fut d'ailleurs le cas pour une majorité de jeunes que Conciliation Ressources (2020) a rencontré à Bossangoa qui évoquaient tous comme motivations, le désir de vengeance ou la nécessité de se protéger, protéger leurs parents ou leur communauté contre les attaques de la Séléka.

"ménagère" et le garçon comme garde du corps d'un chef anti-Balaka. Même si Mike explique avoir décidé de se joindre à la lutte armée de manière délibérée (ce qui pose le problème de sa capacité réelle à maîtriser les horizons de sa décision), il est à noter que le contexte ne leur offrait aucun autre choix dans cette arène politique où aussi bien Ibré que Mike et sa sœur ont effectué, dirions-nous, des choix sans choix.

Arrivés à Bangui à la suite de la *bataille de Bangui* du 15 décembre 2013, et dans l'attente de futures perspectives avec les Anti-Balaka, Mike et sa sœur ont été enregistrés pour prendre part à des formations professionnelles pour leur réinsertion dans la vie civile. Certificats à la main à la fin des formations sur appui de l'UNICEF, ils peinent à trouver du travail. La sœur de Mike qui assure n'avoir pas bien maîtrisé sa formation en couture est finalement repartie à Bossangoa¹³⁶, et Mike peine encore à trouver du travail à Bangui.

A l'image d'une bonne partie des jeunes anti-Balaka, ces jeunes sont donc les produits d'une injustice sociale dans une société de contrainte (ici en zone de conflit ouvert) en proie à l'anomie et à la violence. Bossangoa (ville de naissance de Mike et sa sœur) a été la cible de tous les abus : massacres de populations civiles, vols de biens, pillages systématiques, rackets, tortures, après la prise du pouvoir de l'Etat par la coalition Séléka qui aura entretemps eu raison des forces de défenses et de sécurité nationale dont la majorité était de l'ethnie du président déchu.

Au demeurant, nous ferons l'observation première selon laquelle cette jeunesse dont nous parlons est plurielle certes, mais a aussi un dénominateur commun, une société profondément désorganisée et marquée par la violence depuis fort longtemps. Olivier Douville (2009) parle à ce propos, d'une décomposition et désinstitutionalisation de la vie publique. Ibré a rejoint la rébellion de Baba-Laddé (au nord) en 2008 (approximativement) dans un contexte de relative accalmie dans sa zone d'origine du centre sud. Mike et sa sœur l'ont été en pleine guerre civile en 2013. Cependant, ces itinéraires qui s'inscrivent dans des contextes historiques et sécuritaires différents, ont en commun de placer les jeunes dans des situations sans issues – effectuer des choix sans véritable choix. D'autres éléments tels que la vengeance, la déscolarisation, ou encore le délitement familial sont la résultante de cette société profondément déstructurée qui n'offre comme repère à la jeunesse que la voie de la violence comme perspective.

¹³⁶ Nous l'avons rencontrée récemment en 2022 à Bangui où elle est revenu chez son frère après un séjour à Bossangoa comme femme d'un membre de l'armée centrafricaine (FACA) qui n'a plus donné de nouvelles après des mois passés dans la nouvelle Coalition des patriotes pour le changement de l'ex-président François Bozizé. Elle a entretemps eu deux enfants avec ce FACA. Elle vend actuellement des légumes pour subvenir à ses besoins.

On peut retenir ici que les trajectoires de Ibré ainsi que celles de Mike et sa sœur sont assez illustratives des situations qui ont déterminé dans une large mesure l'entrée des jeunes dans la brousse". Cette entrée dans la brousse ne semble pas être décidée par les jeunes eux-mêmes, mais par un système déjà-là avec lequel ils interagissent. Leurs histoires sont illustrative d'une agentivité limitée, cas où les circonstances conduisent à des « choix sans choix » (Coultnner, 2008 ; De Bruijn & Both, 2018, cité par De Bruijn, éd., 2019). Utas (2003), mettant en exergue le cas de jeunes femmes du Libéria dont la violence contraint les choix, analyse les décisions de participer comme une agentivité tactique (tactical agency) pour s'adapter et se socialiser aux logiques de la guerre. Ce qui pousse les jeunes à saisir au vol les occasions de "sortie" sans sortir de la violence. D'où la reproduction de la violence qui prend une allure quasi-cyclique.



Du haut vers le bas et de la gauche vers la droite:

image 20 : Ibré, ex-colonel Séléka lors d'un entretien filmé ;

image 21: entretien filmé avec la sœur de Mike, ex-ménagère anti-Balaka;

image 22 : Thyam, ex-Anti-Balaka blaisé au combat

@ : Sjoerd Sijsma, documentariste UNICEF-ASCL, Bangui, déc. 2017



III. LA REPRODUCTION CULTURELLE DE LA VIOLENCE ET LES REFERENCES A UNE ANCESTRALITE MYSTIQUE

Après avoir abordé les processus qui ont conduit à l'entrée des jeunes dans la rébellion, en explorant leurs histoires placées dans des contextes spécifiques (accalmie relative et guerre ouverte), il importe de chercher à comprendre comment se reproduit la violence à travers ces jeunes dans le contexte centrafricain. Pour ce faire, nous mettrons l'accent sur le

renouvellement de la violence par "apprentissage", en plus du poids de l'histoire qui impacte également cette dynamique. Nous insisterons ainsi sur le fait que les gens (surtout les plus jeunes) apprennent les uns des autres sur la façon de tuer, de commettre des génocides, de pratiquer la torture, comme le rappelle justement Jan Bart Gewald (2003). De telles pratiques, ajoute l'auteur, migrent d'une zone géographique à l'autre beaucoup plus facilement qu'il n'y paraît et participent à cet "empoisonnement de l'esprit" par la violence. Cet "empoisonnement de l'esprit" se réalise davantage à travers la génération montante – donc les jeunes - qui peuvent facilement reproduire ces expériences vécues dans leur vie future. Ce qui frappe l'entendement dans ce qui va suivre, c'est l'entraînement des enfants par certains parents ou membres de la famille dans la guerre au regard de la récurrence des conflits. Ces derniers prétendent ainsi les rendre aptes à se défendre en cas de futurs conflits ; un réflexe de survie qui conduit à leur transférer une culture de violence susceptible de se normaliser à la longue. C'est ce que nous avons également vu avec le cas de Mike ci-dessus avec ses oncles anti-Zaraguina, cas que nous approfondissons ici avec d'autres exemples.

Au-delà de cette transmission insidieuse motivée par la nécessité de se défendre, se transmet également une histoire de victimisation qui, plus tard s'exprime parfois en termes de représailles/vengeance. Toutefois, parallèlement à cette culture de défense dans la violence, nous avons observé qu'il se transmet également un fort attachement aux forces occultes liées à l'ancestralité comme nous allons le voir dans les lignes suivantes.

III.1- La reproduction de la violence à travers les enfants et les jeunes

Après des périodes plus ou moins longues de recherches empiriques à Paoua et à Bangui, il nous a été donné de constater que les membres des groupes armés rencontrés sont des individus de plus en plus jeunes (à partir de 12 ans et parfois moins¹³⁷). Ce sont des filles et des garçons qui ont rejoint ces groupes ou forcés à les rejoindre pour des raisons diverses : besoin de protection physique, vengeance des parents ou membres de famille assassinés, mutilés ou maltraités, suivisme, solution de survie, recherche des opportunités d'emplois ou d'une occupation quelconque en temps de guerre, etc. (voir aussi Conciliation Ressources, 2020). Cependant, alors que dans certains cas, les mineurs se retrouvent généralement dans les groupes

¹³⁷ Josephine Thum rapporte (sur le site humanium.org, 2021) que « La coalition musulmane Séléka (...) et les milices chrétiennes anti-Balaka ont utilisé des enfants aussi jeune que 8 ans en tant que combattants, gardes, boucliers humains, porteurs, messagers, espions, cuisiniers, et à des fins sexuelles. Certains enfants sont enlevés, mais beaucoup d'autres rejoignent les milices "volontairement" pour se protéger ou protéger leurs communautés. »

de rébellion par suite d'enrôlements forcés contre leur volonté ou celle de leurs parents, d'autres cas à Paoua montrent que les jeunes entrent en rébellion pour être avec leurs parents, oncles, frères aînés ou membres de la famille, comme nous le dit en substance ce notable de la ville de Paoua :

Concernant les enfants soldats, je crois vraiment qu'il n'y a pas des mineurs qui soient allés volontairement dans ces mouvements [armés]. S'il y a des mineurs, puisqu'il y en a déjà c'est vrai, c'est parce qu'ils appartiennent à la famille des chefs de ces mouvements. Ou bien ils ont été comme ça parce qu'il y a un calcul derrière. Mais concrètement, s'il faut vérifier sur le terrain, ils appartiennent à la famille. S'il y a des mineurs dans les campements, c'est parce qu'ils appartiennent à la famille des chefs rebelles ; ou bien c'est en rapport avec les calculs d'intérêt. C'est des enfants qui sont pris en otage comme ça, mais ils ne s'y sont pas engagés volontairement. Ils voient derrière cette entrée une aide de la part des ONG humanitaires puisque de temps en temps, l'UNICEF va derrière eux, ils voient derrière cela un marché, c'est un marché de dupe aussi bien à l'époque de l'APRD qu'à l'époque actuelle. Mais je parle plus de l'époque APRD, époque que je connais le mieux. Pour les filles, elles ont suivi aussi leurs parents, mais d'autres ont aussi leurs petits copains dans ces groupes (entretien avec un notable de Paoua, octobre 2016).

Ces enfants et jeunes seraient donc pris dans l'engrenage d'une société qui n'offre aucune perspective - à travers l'école par exemple souvent fermée à cause des conflits, d'où les "calculs" envers les aides futures des ONG-, mais aussi des parents dont les expériences avec la violence les poussent à "aguerrir" la génération montante. C'est ce que nous confie ce jeune leader de la ville de Paoua :

Lorsque tu demandes ces enfants, ils te disent que ce sont leurs parents qui les ont forcés à y aller. Pourquoi ? Parce que les parents ont grandi dans la rébellion où ils ont "réussi" leur vie. Du coup leurs enfants suivent leur modèle. Pour d'autres parents, c'est à cause des pillages et autres actes de violences dont ils sont victimes. Ce qui les oblige à se rebeller. Par conséquent, ils entraînent leurs enfants dans ces groupes afin de les rendre braves et aptes à riposter (entretien avec un leader de l'association des jeunes musulmans, Paoua, mars 2017).

C'est dire que la récurrence des conflits de longue durée a fortement pétri les habitudes (*cf. infra* notion d'*habitus*) au point de "normaliser" le fait pour un parent d'y emmener son enfant ou un jeune membre de la famille afin de le préparer à d'éventuelles crises. En plus, le manque d'opportunité et l'incertitude d'un lendemain meilleur pour des enfants sans scolarité, poussent les adultes à effectuer des "calculs" basés sur les appuis ultérieurs des ONG et Agences de protection de l'enfance. La conséquence de cette persistance de la violence se manifeste par exemple à travers certaines filles qui, finalement suivent leurs petits amis dans la brousse. Ce qui permet de nuancer un peu les arguments très en vogue qui envisagent les jeunes filles

comme des victimes sexuelles des chefs rebelles, même si ces derniers cas sont les plus nombreux en temps de guerre.

Au demeurant, le poids de l'histoire, l'absence d'un Etat protecteur, le manque de perspectives dans une société désorganisée, la faible autorité parentale¹³⁸, un contexte de crises récurrentes et la pauvreté poussent irrémédiablement à une reproduction du système existant qui expose les enfants et jeunes vulnérables à l'enrôlement des groupes armés. On croit toujours que demain surviendra sûrement une autre crise ; alors le jeune enfant devra se défendre pour rester en vie, mais aussi pour bénéficier des programmes DDR après la guerre. Ce qui entretient une mentalité de défense qui débouche sur une (véritable) « culture de violence » (Gewald, *ibid.*). Nous nous souvenons justement de nos causeries avec les jeunes de notre quartier à Bangui (en 2013) qui pensaient tous à acheter une arme pour se défendre et protéger leurs familles. Nous nous souvenons aussi des propos de leurs épouses qui leur interdisaient de sortir de la maison puisqu'ils n'ont pas d'arme. Autrement dit, les maris auraient la permission de sortir de la maison s'ils avaient une arme pour leur défense.

Ces faits attestent que les enfants et jeunes miliciens ou rebelles ont grandi avec un répertoire chargé de violences récurrentes. Désœuvrés et sans perspectives d'avenir, ils disposent cependant d'un capital historique transmis par leurs aînés sociaux qui les préparent à se défendre ou à défendre leur communauté des agressions ultérieures réelles ou supposées. On est toujours dans le cadre de cette agentivité limitée ou contrainte entretenue par ceux-là mêmes qui sont supposés être des promoteurs des bonnes mœurs, et qui malheureusement vivent dans une société affectée depuis fort longtemps par les conflits violents dans une certaine continuité.

Si l'on admet que les expériences à bas âge des jeunes dans et avec la violence entraînent un risque accru de transfert dans le futur, ces résultats démontrent qu'à défaut d'une intervention plus coordonnée pour rétablir une société plus juste, vivable et viable à travers un Etat providence, ces pratiques pourraient survivre et nourrir la violence dans le futur via les jeunes enfants d'aujourd'hui à travers ce que Durkheim (cité par Bourdieu, 1971) appelle "la conservation d'une culture héritée du passé", c'est-à-dire, la transmission entre les générations, des informations accumulées. Mises ensemble, ces informations accumulées par le passé et les

¹³⁸ Un journaliste (41 ans), responsable de la radio locale de Paoua (*Radio Voix de la Péné*) nous a expliqué l'intégration des enfants dans les groupes armés par un déficit de l'autorité parentale, source de la déperdition des enfants (entretien de terrain, Paoua, mars 2017).

crises vécues par la jeune génération elle-même donnent lieu à des ressentiments dont les expressions offrent des spectacles de vengeance.

III.2- La reproduction de la violence par la vengeance ou l'obligation de « faire payer la dette » à son bourreau d'hier

« Venger c'est s'acharner sur le corps de l'ennemi, et qui est ennemi parce qu'il est autre, et même parce qu'il fait effraction dans le champ scopique, parce qu'il fait intrusion » disait Olivier Douville (2009 :9). Et l'auteur d'ajouter : « Certaines de ces violences ne visent pas à supprimer la vie de l'ennemi, elles visent à le transformer en autre chose, en un corps sans réponse dans le miroir, en un corps démembré – selon l'expression de F. De Boeck (1998) – en une chose, en un reste "poubellisé " » (*ibid.*).

Durant nos entretiens de terrain, nombreux sont les jeunes ex-combattants qui, questionnés sur leurs motivations, évoquent entre autres raisons, la vengeance comme un facteur déterminant de leur décision à intégrer la rébellion armée. En effet, durant les pics des violences entre 2013 et 2014 (voire au de-là), il s'est largement répandu une image des jeunes combattants constitués des vengeurs de leurs familles, et qui prennent sur eux le devoir de protéger leur communauté d'appartenance (BBC News, 13 déc. 2013). Cela émerge dans les propos de ces jeunes eux-mêmes à l'instar de ce jeune de 22 ans "sergent" de la Révolution et Justice que nous avons rencontré et qui nous décrit les raisons de son engagement dans la milice communautaire de la manière suivante : « Quand je fus rentré de Bangui, les Séléka avaient tué mon père. C'est ainsi que par soif de vengeance, j'ai décidé de prendre les armes pour leur faire payer la dette » (entretien avec Oziel¹³⁹, Paoua, octobre 2016). Il parle aussi des raisons qui ont motivé les autres membres du groupe : « ...pour les autres, c'est aussi pour défendre leur terroir. »

Il fallait donc "faire payer la dette" à l'"autre" pour ce qu'il a fait. Il en ressort que pour ce jeune (cela peut être aussi valable pour certains combattants anti-Balaka ou (ex-) Séléka), *faire payer la dette* est un mobile plus que suffisant pour entrer en guerre et aller tuer pour venger ses parents et membres de la famille. Autrement dit, ne pas *payer la dette* est un aveu d'irresponsabilité voire de faiblesse qui pèserait sur la conscience. Jan Bart Gewald (*op. cit.*) avance la formule selon laquelle « les "déshumanisés" veulent à leur tour déshumaniser les autres ». Ce qui conduit, selon l'auteur, à un déséquilibre moral profond qui se prolonge jusqu'à nos jours, où les normes et valeurs ont perdu leurs sens, où la notion même d'humanité n'a plus

¹³⁹ Le prénom a été changé.

de repère. On comprend pourquoi même certains parents ne ressentent plus aucune gêne à transférer à leur descendance une vision violente de la société, renversant ainsi certaines valeurs cardinales de tolérance et de sacralité de la vie humaine qui leurs sont reconnues. En somme, la vengeance (« faire payer la dette ») relève ici de la volonté de réparer l'honneur de la famille, du clan ou du groupe ethnique, et reste un ressort crucial des mobilisations (Debos, 2013).

Ainsi décrite, cette tendance est globalement illustrative des cas de la majorité des Anti-Balaka (et milices communautaires assimilées) qui considèrent leur action plutôt comme une réaction aux atrocités commises par les (ex-) Séléka ; tandis que ceux-ci utilisent aussi le même argument de défense communautaire de la minorité musulmane¹⁴⁰. D'ailleurs, ils se définissent la plupart du temps comme des *défenseurs* ou *protecteurs* de leur communauté d'appartenance : « *bātā ködrö* » en sängö signifie littéralement « protéger (*bātā*) le pays/la ville/le village ou le quartier (*ködrö*)¹⁴¹ ». C'est dans ce sens qu'un leader des Anti-Balaka monsieur Thierry Lebene alias "12 puissances" affirmait que leur objectif primordial était de « libérer le pays des mains des étrangers » (entretien de terrain, Bangui, novembre 2020). Bien entendu, tout comme dans le passé précoloniale et colonial, cette défense ou protection de sa communauté d'appartenance ou du pays face aux envahisseurs étrangers ne va pas sans violence. Nous en voulons pour preuve les nombreux actes de crimes commis qui ont été dénoncés en leur temps. Cette "obligation" à se défendre et protéger sa communauté d'appartenance est ancrée sur une culture de défense communautaire héritée du passé certes, mais dans ses expressions extrêmes, elle donne lieu à une culture de violence elle-même nourrie par une soif de vengeance. Celle-ci s'exprime le plus souvent par une cruauté parfois indescriptible que Ceriana Meyneri (2014) qualifie d'une volonté d'anéantissement de ses ennemis et de la neutralisation de leur pouvoir. Cette vengeance peut aussi être sous-tendue par les rancunes accumulées qui trouvent un terrain fertile d'expression dans un contexte de violence récurrente :

Il y a la pauvreté, et la deuxième chose, ce sont les rancunes. Par exemple, si auparavant tu m'as violenté à l'époque de l'APRD (braquage par exemple), moi aussi, je pars dans un autre mouvement pour me venger comme à l'époque actuelle. [...] Ou encore si Anti-Balaka attaque RJ, en retour, RJ va s'évertuer

¹⁴⁰ Les musulmans ne constituent pas en réalité la communauté minoritaire en Centrafrique. Cette étiquette correspond mieux aux pygmées et peuls en raison de leur effectif réduit, de leurs modes de vie, et de leur vulnérabilité qui les place 'à la marge' de la société centrafricaine.

¹⁴¹ Le mot *ködrö* ayant à grande échelle les acceptions de "pays/territoire" ou "ville", et à petite échelle, celles de "village" ou "quartier".

pour des représailles. C'est ce qui renouvelle le cycle des conflits et bien d'autres problèmes (entretien avec Ederix¹⁴², commerçant et leader des jeunes, Paoua, oct. 2016).

Comme nous le dit Daniel Palmieri (2003), on assiste ainsi à un phénomène de surenchère - beaucoup de sang versé en appelant encore plus- qui, lui aussi, contribue à expliquer la pérennité et la cruauté des conflits africains d'aujourd'hui. Toutefois, nous dit Marielle Debos (*idid.*) « si la vengeance peut motiver l'engagement guerrier, celui-ci aboutit parfois paradoxalement à un certain rejet de la part du milieu d'origine. Et quand les espoirs déçus se conjuguent à une (re) marginalisation économique et sociale forte, le recours aux armes en tant que moyen de survie, de révolte et d'ascension sociale n'est pas exclu ». Sur ce point, le jeune "sergent" de la RJ ci-dessus cité nous répondait de la manière suivante, à la question de savoir ce qui le motiverait à reprendre le maquis :

Je n'ai pas la volonté de repartir en brousse. Cependant, il y a certaines choses qui sont en train de me pousser à y retourner. Par exemple, je suis avec mes oncles paternels et à la moindre occasion, ils me traitent d'assassin, et menacent de me chasser de la maison. C'est tout cela qui pourraient me pousser à repartir en brousse. Mais je suis encore là grâce aux conseils des grandes personnes. Car je pense que c'est parce que celles-ci ont envie de m'aider qu'ils me conseillent. (entretien avec Oziel, Paoua, octobre 2016)

Nous avons interrogé à ce propos la sœur de Mike (cf. supra, ex garde du corps anti-Balaka) qui ne cachait pas son envie de vengeance alors qu'elle était ménagère dans sa précédente aventure anti-Balaka. Entretenant le rêve de devenir enseignante ou une employée de bureau, quand nous voulions savoir ce qu'elle ferait si son rêve tombait à l'eau dans le cas où un nouveau conflit émergeait, elle précise qu'elle retournerait dans la rébellion, mais cette fois comme combattante : « Je vais cette fois prendre les armes. Je voudrais tuer les gens comme on a tué mon père et toute ma famille. Si je parviens à tuer deux ou trois personnes, ça va me soulager. » Même si son frère Mike avoue avoir tué aussi pour venger les membres de sa famille massacrés, elle insiste : « il a fait pour sa part. Moi, je voudrais tuer pour mon propre compte afin d'être soulagée » (entretien réalisée à Bangui, en décembre 2017).

Il ressort de ses propos que c'est aussi la vulnérabilité (financière, psychologique, etc.), plus que la pauvreté en tant que telle, qui constitue le contexte propice à l'enrôlement (Debos, *ibid.*) ou pour être précis, au réengagement. Et dans un contexte de violence récurrente, les jeunes grandissent avec une certaine obligation de vengeance qui va prendre la forme d'une dette qu'on doit faire payer (de force !) à son agresseur d'hier qui, par son acte a contracté une dette envers

¹⁴² Le prénom a été changé.

la famille ou la communauté d'appartenance de la victime ou de la personne qui se décrit comme telle. Ce faisant, la violence, en plus d'avoir des terrains d'expression favorables, est nourrie par des acteurs jeunes avec des désirs de vengeance, conditions de sa reproduction. Celle-ci à son tour, bénéficie des recours aux forces occultes ancestrales.

III.3- La forte référence aux forces occultes et aux pratiques ancestrales

En observant et analysant les conflits récents survenus en Centrafrique, il est inévitable de mettre en relief la forte référence aux forces occultes par les combattants aussi bien Anti-Balaka que (ex-) Séléka. Les membres de ces groupes s'affichent presque toujours (lors des pics des affrontements) avec leurs gris-gris et amulettes qui renfermeraient des vertus de protection magique. Ces "forces occultes" les aideraient à affronter l'ennemi sans craindre d'être atteints par les balles, ni d'être blessés par les couteaux et autres armes blanches (*cf. supra* appellation même d'Anti-Balaka), et les rendraient même invisibles devant l'ennemi. L'"ex-colonel" Séléka Ibré (ci-dessus présenté) leur attribue même le pouvoir de "guide" lorsqu'il avoue s'être dirigé vers la concession de son oncle paternel non par hasard, mais grâce aux gris-gris qui l'ont "orienté au bon endroit". Quelques jours plus tard, il avait disparu de la maison familiale pour revenir avec un stock impressionnant de gris-gris et amulettes de diverses dimensions dans un sac qu'il dit avoir rassemblé à prix d'or au fil du temps étant dans la rébellion. C'est dire à quel point, « Si vous n'avez pas de garde-fou¹⁴³, vous mourez » comme le proclamait l'ancien chef rebelle congolais Katanga en audience à la CPI (Claverie, 2015). Cela explique l'omniprésence des marabouts et autres chefs spirituels dont les dons de voyance, selon Katanga, permettaient même de prévoir la meilleure date pour les semailles et les récoltes, aussi bien que la meilleure date pour les attaques et l'imminence de l'arrivée de la guerre (*ibid.*).

En général, les jeunes ex-combattants en Centrafrique se présentent comme des guerriers qui sont protégés par des "forces occultes" (souvent à la suite des rites de passage). Celles-ci peuvent prendre la forme de diverses potions ingérées, de gris-gris et amulettes qui les rendraient invulnérables aux balles et aux machettes, ou même invisibles à leurs ennemis :

...la formation consiste en des "préparations" avec les potions de protection. Au début, si on veut te former, on te met dans un grand tronc d'arbre -celui-ci se crée une porte d'entrée pour laisser entrer le candidat à l'initiation- dans lequel tu passes trois jours avant d'en sortir. C'est vraiment un grand

¹⁴³ C'est-à-dire des gris-gris et amulettes de protection.

arbre [un cas que l'informateur a évoqué en faisant référence à sa formation d'Anti-Zaraguina] (entretien avec Mike, ex garde de corps anti-Balaka, Bangui, mars 2018).

Ce séjour dans le troc d'un arbre correspond à une "mort mystique"¹⁴⁴ à l'issue de laquelle la personne devient invulnérable et accède ainsi à l'âge adulte et par là, au statut du guerrier. Toutefois, pour rester invulnérable face aux armes d'assaut et armes blanches, il faut observer les interdits liés à ces moyens de protection :

Et il y a des principes à respecter. Par exemple, tu ne peux pas manger avec la pointe de ton couteau comme nous le faisons quand nous mangeons des mangues. Même la viande préparée en brochette, il n'est pas permis d'en consommer. Il est aussi interdit d'utiliser des morceaux de bois pour tester la cuisson des patates douces et melons sur le feu. Pour manger, il faut mettre la nourriture en entier sur le feu, puis la descendre après cuisson et manger le tout sans garder de reste (entretien avec Mike, ex garde de corps anti-Balaka, Bangui, mars 2018)

Ils se « blindent » donc tous grâce à des maraboutages et des gris-gris (Rivière, 1997), qui sont supposés stopper ou dévier les balles. Ces pratiques alimentent en effet de grands débats dans la rébellion de François Bozizé comme dans les autres groupes armés de la région (Debos, 2013). Devenir un milicien ou rebelle, c'est aussi devenir invulnérable après avoir passé avec succès les initiations dans la brousse et être en mesure d'en respecter les principes. Les décès au combat sont interprétés comme une conséquence directe de la violation de ces interdits.

Les pratiques initiatiques ancestrales se sont donc renouvelées dans le présent à la faveur d'un contexte qui leurs sont favorables. Comme le suggère Stephen Ellis (2001 : 53), c'est en période de conflit que l'on se souvient d'autant mieux des histoires racontées par ses parents. Dans le cas de l'Afrique de l'ouest, l'éclatement de conflits ou l'émergence de tensions a coïncidé avec

[...] un retour en force de ces traditions initiatiques, dans les tatouages et autres pratiques rituelles utilisées par certaines milices notamment. [...] Les souvenirs parfois très anciens qui leur sont associés sont intégrés à l'enseignement de la période d'initiation des impétrants et aux amulettes et gris-gris qui sont distribués par les maîtres initiateurs pour protéger les nouveaux combattants. [...] Ces sociétés [...] entretiennent de la sorte les souvenirs d'un passé plus ancien [...] (Palmieri, 2003: 55-56).

Ainsi, pour Daniel Palmieri (*ibid.*), qu'ils soient originels ou en partie « inventés », ces pratiques et savoirs rituels peuvent être aussi interprétés comme participant d'une temporalité de la guerre, qu'il qualifiera de « mythique ». En ce sens, selon l'auteur, le conflit prend ainsi des dimensions qui dépassent ses seules caractéristiques et visées guerrières, car il mobilise dès lors l'ensemble des systèmes de références et de valeurs des belligérants. Faire la guerre n'est plus une activité, c'est véritablement un comportement où le réel et le magique, l'humain et le divin

¹⁴⁴ Cette mort mystique serait également une condition d'entrer dans le monde des ancêtres, des immortels.

s'entrecroisent, se mélangent, se confondent. Certains parlent à ce propos d'une réinvention de la tradition, tout en usant de la technologie moderne (Ngainde, 2011).

Si l'"entrée dans la brousse" requiert d'être "initié", de se "blinder" le corps, ce qui implique la pratique des rites et l'usage des divers outils de protections magiques, la "sortie de la brousse" nécessite également des rites de "purification" pour symboliser un retour dans la communauté après des actes de cruauté qui auraient été commis dans la brousse. Ainsi, la plupart des combattants ont souvent recours à des rituels de purification avant d'être autorisés à franchir le seuil du domicile familial. A Bossangoa et dans l'Ouham en général par exemple, les recherches de Conciliation Ressources (2000 :20) ont montré que ces rites ne consistaient pas (pour les ex-combattants) à demander pardon pour leur conduite, ou à se réconcilier, mais à protéger leur santé future et celle des membres de leurs familles. Par ailleurs, ces rites font écho aux rites d'initiation observés à leur recrutement et suggèrent un cycle communément accepté allant d'une vie de famille paisible à une violence cautionnée par les rites en riposte aux menaces pesant sur la communauté.

Ces pratiques se trouvent intégrées dans l'imaginaire de l'Afrique noire en général et la Centrafrique en particulier, où les croyances liées à la réincarnation sont encore prégnantes. La brousse est ainsi considérée comme le lieu de retraite des ancêtres décédés¹⁴⁵ et réincarnés dans les animaux sauvages pour continuer leur seconde vie, mais aussi des âmes et autres esprits qui errent dans la nature (Vergiat, 1981). De ce fait, aller épouser la vie dans la brousse revient aussi à se préparer avant d'entrer dans ce monde des non vivants. En quittant ce monde des non humains, il est vital de procéder à des rites de purification en vue de protéger sa santé de même que celle des membres de sa famille, et se séparer des esprits nuisibles de la forêt ou ceux des ennemis tués au combat. Des rites pour être apte à entrer dans l'autre monde, et des rites pour en sortir et redevenir une personne fréquentable. Cela conforte notre postulat de combattants animistes chez les anti-Balaka. Le passé est donc toujours aussi actualisé dans le présent.

¹⁴⁵ Décider de la guerre, selon Palmieri (*ibid.*) revient donc à demander – et à obtenir – le soutien implicite des esprits ou des mânes des ancêtres; cela permet également de donner au conflit prévu ou en cours une immense dimension idéelle et irrationnelle, car les gestes de la violence auront en quelque sorte été avalisés par des entités surnaturelles, quand l'individu, investi par elles, agira en leur nom.

IV. LA SORTIE DES GROUPES ARMES, UNE « SORTIE DE LA BROUSSE » ?

Comparativement à ce que nous avons appelé l'« entrée dans la brousse » qui correspond au passage des jeunes de la communauté à la rébellion (dans la jungle), la sortie des jeunes de la rébellion ne correspond pas *ipso facto* à une « sortie de la brousse » (donc de la rébellion). En revanche, elle peut être comprise de trois manières : (1) une sortie en ville/au village avec son groupe rebelle (une délocalisation du groupe armé de la brousse vers le village/la ville), (2) une sortie du jeune en ville/au village sans être détaché de la rébellion (un pied en brousse et un pied dans la communauté), et (3) un détachement (total ?) de la rébellion (sortie de la jungle et du groupe armé).

En effet, les derniers conflits violents en Centrafrique ont montré que contrairement aux luttes qui s'effectuaient contre les Zaraguinas par les anti-Zaraguinas qui se lançaient à leur poursuite en brousse, puis en sortaient après les batailles, la logique des Anti-Balaka et des (ex-) Séléka révèle autre chose. Si à un moment donné on pouvait quitter la vie communautaire pour "entrer dans la brousse" et rejoindre les groupes armés, les évolutions ultérieures dans les luttes armées ont fait délocaliser les terrains des batailles de la brousse vers les villes et les villages. « La sortie de la brousse » dans ce cas de figure correspond simplement à la délocalisation des bases des groupes armés de l'intérieur de la brousse vers les villes et villages. Même si dans certains cas, ces groupes armés vivent séparés du reste la communauté "dans leurs bases", ils ont néanmoins quitté la vie en brousse (au sens propre) et vivent désormais à côté de la communauté. Dans d'autres cas, c'est toute la communauté villageoise qui se défend. Chaque membre devient ainsi milicien/rebelle comme pour certains groupes anti-Balaka. « La sortie de la brousse » ne correspond donc pas ici à la sortie du groupe armé, mais à une délocalisation de la lutte armée de la brousse dans les villages. Au-delà du groupe qui se délocalise, il existe aussi des situations où les jeunes combattants alternent vie en communauté et activités guerrières en brousse avec un pied de part et d'autre. Le détachement complet du groupe armé est la troisième caractéristique qui peut signifier non sans ambiguïté « sortie de la brousse », donc de la rébellion, que celle-ci soit délocalisée au village/en ville ou restée dans la brousse.

Reprenons l'histoire de l'ex-garde du corps anti-Balaka (Mike) et de sa sœur pour illustrer nos propos relatifs à la « sortie de la brousse ». En effet, dans leur fuite, ils ont été recueillis par les Anti-Balaka dans la brousse où ils ont également contribué aux combats après avoir subi les rituels de protection magique. Cette étape correspond à leur "entrée dans la brousse". Par la suite, ils sont arrivés à Bangui, en ville donc où ils vivent dans leur base, mais à proximité de

la communauté (première caractéristique de la sortie). Au moment où ils ont été sélectionnés pour suivre les formations financées par l'UNICEF, ils ont gardé un attachement avec leur groupe armé en vivant sur leur base, puis dans une famille d'accueil (deuxième caractéristique de la sortie) avant de prendre leur distance avec ledit groupe beaucoup plus tard lorsqu'ils ont enfin trouvé un local habitable (troisième caractéristique de la sortie). L'ambiguïté de cette troisième caractéristique tient au fait qu'avec l'évolution de la situation ultérieure, Mike garde encore des liens avec ses anciens chefs, même s'il est désormais détaché de la rébellion :

Nous sommes restés [lui et sa sœur] avec eux [les Anti-Balaka] fin 2013, 2014 jusqu'en 2015. En 2016, le chef de notre groupe nous a posé la question de savoir si nous étions d'accord pour prendre part aux formations proposées par l'UNICEF, car notre âge ne nous permettrait pas de faire partie des forces de l'ordre [dans l'hypothèse d'un programme DDR pour adulte]. [...]C'est ainsi que nous avons été remis à l'UNICEF pour être profilés.

Durant la formation, nous vivions toujours sur notre base. C'est ainsi que j'ai décidé de prendre ma sœur cadette pour regagner une famille d'accueil. Mais dans cette famille d'accueil, la vie était difficile, car elle ne nous donnait pas à manger si nous ne contribuons pas à l'achat de la nourriture. J'ai donc décidé, vu les conditions difficiles de notre vie, de chercher une maison en location. On nous a montré cette petite maison qui en ce temps-là était un poulailler¹⁴⁶ (entretien avec Mike, Bangui, déc. 2017).

Pour Ibré, à l'époque colonel séléka, alors qu'il avait refusé de se faire enregistrer comme enfant-soldat par les forces françaises¹⁴⁷, la démission du Président Djotodjia suivi de la dispersion de la Séléka a mis fin à son aventure guerrière dans la détresse. Son parcours montre également une suite d'étapes depuis la rébellion en brousse à la prise du pouvoir en ville et enfin, une séparation du groupe en dépit des liens encore existant entre lui et les anciens membres de ladite rébellion comme son ancien commandant reparti récemment (2020) en rébellion.

Pour certains comme Mélane (22 ans, ex-Séléka), elle est sortie suite à la dispersion des éléments de la Séléka, mais aussi pour une raison bien particulière : elle était enceinte d'un autre combattant séléka resté au Camp Béal à Bangui dans l'attente du DDR et surtout à l'occasion du décès de sa mère :

¹⁴⁶ Avec sa soeur revenue de Bossangoa, ils habitent encore ce local lors de notre dernière visite qui date d'octobre 2022.

¹⁴⁷ En réalité, même s'il est devenu rebelle à bas âge, il avait à cette époque dépassé 18 ans et ne pouvait pas être considéré comme un enfant associé à une force et groupe armé. Nous pensons que sa petite taille a probablement influencé les soldats français. Il a finalement été envoyé à Bossembélé (centre ouest) où il a commencé une formation militaire, formation qui n'aboutira jamais...

A l'arrivée des Anti-Balaka, comme les choses sont devenues complexes, on nous a demandé de repartir à la base. Nous y sommes allés. Nous avons en même temps été confrontés aux attaques des Anti-Balaka, combats durant lesquels certains d'entre nous ont trouvé la mort, mais nous sommes restés en vie. [...] Nous sommes restés dans la base des Séléka [au camp Béal à Bangui]. On nous envoyait nos « parts » [rations alimentaires et argent]. A un moment donné, il y avait rupture de ces ravitaillements. Puis au décès de ma mère, j'en ai profité pour sortir. Et depuis que je suis sortie, je ne suis plus repartie à la base ; je suis restée au quartier (entretien avec Mélane, Bangui, déc. 2017).

Ces exemples illustrent parfaitement comment certains jeunes anti-Balaka et (ex-) Séléka ont pu sortir de leur groupe armé respectif, surtout la manière à laquelle ils étaient à un moment donné plongés dans la détresse. Les parcours de ces jeunes les ont conduits d'abord dans la brousse où ils se sont détachés de la vie communautaire villageoise ou citadine, environnements qu'ils vont réintégrer ensuite après un vécu dans les groupes armés. L'entrée dans la brousse est donc une entrée dans la violence, dans la jungle, et la sortie de la brousse, un rapprochement de la vie communautaire, et un acte de détachement de la violence suivi d'un retour à la vie civile. Un retour à la vie civile qui place ces jeunes en face d'autres défis qui prolongent la violence expérimentée dans la brousse.

Cela dit, au regard de notre postulat d'une jeunesse plurielle qu'on observe en Centrafrique, il importe de mentionner que mise à part la situations des jeunes associés aux forces et groupes armés, il y a le cas de ceux qui ont choisi de rester en dehors de la violence, malgré la situation de conflit permanent, de persécution, et le manque criard d'opportunités. Nous explorons ces cas à travers le récit développé dans le sous-chapitre suivant.

V. LES JEUNES NON IMPLIQUES DANS LES GROUPES ARMES

Jusque-là, nous avons essayé de démontrer que le territoire centrafricain est une arène dans laquelle des acteurs avec des intérêts divers et variés s'affrontent tout en mobilisant les jeunes, cette « main d'œuvre bon marché » (Debos 2012). En effet, les jeunes en contextes de conflits sont généralement décrits comme perturbateurs de la vie sociale, et les exemples abondent à partir des pays comme la Sierra-Leone ou le Libéria entre autres (Iwilade, 2022) où ils font peur à la société et sont étudiés généralement sous l'angle d'acteurs violents ou de victimes (*ibid.*). Toutefois, à côté de ce tableau noirci, il existe une frange de cette population jeune qui fait le choix ou s'efforce de rester à l'écart des actes violents, de « ne pas entrer en brousse », bien qu'elle soit affectée par la violence ambiante. C'est dans ce sens que Sommers (cité par Both *et al.*, 2018) parle de « jeunes affectés par la guerre », de « jeunes ordinaires » et de leurs

problèmes, dont la majorité ne sont jamais impliqués dans les conflits armés. Lombard et Batianga-Kinzi (2014) montrent comment la violence est profondément ancrée dans la vie quotidienne en RCA, ce qui signifie que les "jeunes ordinaires" sont susceptibles d'avoir des expériences considérables avec la violence, même s'ils n'ont jamais fait partie de groupes armés. Ainsi, Both *et al.* (*ibid.*) démontrent que dans un contexte décrit comme violent, le choix des jeunes tombe dans trois catégories: "staying and becoming involved, staying and not becoming involved but living in a besieged context, or fleeing and therewith escaping violence"¹⁴⁸. La seconde option étant moins étudiée, ce sous-chapitre se donne donc à l'approfondir.

Pour illustrer nos propos, nous allons nous appuyer sur un parcours particulier parmi tant d'autres que nous avons relevés à Paoua et à Bangui pour montrer que contrairement aux avis pessimistes, les jeunes en Centrafrique ne sont pas « une génération perdue » (ACORD, 2007). Nous concluons alors que les contextes de violence récurrentes offrent des occasions à des actes dynamiques de non-violence dans l'univers des jeunes, et que les politiques peuvent se baser sur ces facteurs à l'origine de la non-implication des jeunes dans la violence armée pour promouvoir la stabilité durable dans le pays.

V.1- Grandir dans la guerre et refuser la violence à Paoua

Comme décrit ci-haut, Paoua est une ville rurale du nord-ouest de la République centrafricaine où les conflits récurrents sont une expérience dominante pour les jeunes. De ce fait, les discours tenus de l'extérieur tendent à dépeindre ces derniers comme extrêmement violents. Cependant, en dépit de cette expérience répétée avec les conflits, il y a des jeunes qui parviennent à résister à la mobilisation violente, même si celle-ci est parfois employée pour la défense communautaire. En présentant ce cas illustratif, nous n'insinuons pas que ces jeunes "non violents" ne sont pas touchés par la violence, ni qu'ils ne sont que de simples victimes ; ces jeunes s'efforcent simplement de rester à l'écart de la violence pour diverses raisons. C'est le cas d'un jeune rencontré à Paoua dont nous analysons le parcours dans les lignes ci-après.

¹⁴⁸ « Rester et être impliqué, rester et ne pas s'impliquer mais vivre dans un contexte assiégé, ou fure et échappé à la violence » [notre traduction]

V.1.1- La vie de Siméon¹⁴⁹ pendant la guerre à Paoua

L'histoire que Siméon nous partage est celle de son expérience avec la violence après le coup d'Etat du général François Bozizé qui a chassé du pouvoir le Président Patassé, un originaire de la ville de Paoua. La création en 2005 d'un groupe de rébellion dénommé Armée Populaire pour la Restauration de la Démocratie (APRD) dont l'origine est attribuée au président évincé et surtout à ses proches (cf. *supra*), a déclenché les représailles de la garde présidentielle de Bozizé (les *bérets verts*) qui ont semé la désolation dans la région du nord-ouest et surtout à Paoua. Bien qu'ayant été « torturé pour rien », nous confie Siméon, il n'a pas pris part à la violence à cette époque pour se venger; pas plus qu'il n'a intégré les récents groupes armés qui se sont érigés dans la région, contrairement aux autres jeunes de sa génération.

En effet, Siméon avait 38 ans et était un leader des jeunes de la localité lorsque nous l'avions rencontré. Ayant été l'une des victimes des exactions perpétrées par les *bérets verts* contre la population à partir de 2005, il nous relate de la manière suivante comment était la vie quotidienne dans cette ville à cette époque :

A cette époque, la vie était très très difficile. Si on nous annonce que "Ngaïkossé¹⁵⁰ arrive !" [avec ses éléments], il faut qu'au loin, les gens disparaissent dans la brousse ; même ici dans la ville de Paoua. Et moi je faisais de même. Moi aussi je fus victime, ils [les *bérets verts*] m'ont un jour pris depuis le quartier et m'ont amené dans leur camp, la concession qu'occupent actuellement la MINUSCA. Ils m'ont torturé avec des coups de bâtons et à la fin, ils ont pris une faucille avec laquelle ils m'ont affreusement blessé.

Pourtant, ce jeune ne saura jamais pourquoi il a été torturé ainsi. Voici comment il répond lorsque nous lui avons demandé *pourquoi* lui ont-ils fait cela :

Pour rien ! C'est parce que je suis jeune de Paoua, c'est tout !. A cette époque, tous les jeunes de Paoua ont des problèmes de ce type. Et j'avais environ 28 ans [25 ans en réalité]. Même là tu peux encore voir les cicatrices des cordes avec lesquelles ils m'ont attaché. Ici ce sont les traces des coups et blessures qu'ils m'ont infligées, huit (08) cicatrices que je garde encore depuis cette époque sur mon dos. Certaines traces ont commencé à disparaître progressivement [il nous montre les larges cicatrices persistantes sur son corps]. Lorsqu'on m'a fait sortir, j'étais mourant. Il n'y avait pas de dispensaire, aucun endroit où me

¹⁴⁹ Cette histoire de vie de Siméon (prénom fictif), au regard de sa pertinence, a fait partie des cas similaires publiés par Both *et al.* (2022) comme chapitre de livre intitulé "Staying away from arms? The non-violent trajectories of youth in times of conflict in the Central African Republic". In Iwilade, A. & Ebiede, T. M. (éds.), *Youth and Non-Violence in Africa's Fragile Contexts*, (pp. 15-38). Springer Nature.

¹⁵⁰ Rappelons que le capitaine Ngaïkosset Eugène surnommé « le boucher de Paoua » par les médias, est issu des Forces armées centrafricaines (FACA). Etant un proche du président Bozizé, il était en tête des détachements de la garde présidentielle connu pour les exactions menées sur la population civile dans la région de Paoua durant la rébellion de l'APRD.

soigner. Donc on était obligé de m'envoyer au Tchad pour me soigner traditionnellement avec des écorces, des racines d'arbre, des massages traditionnels avec les feuilles diverses, etc.

Une mésaventure qui aurait motivé ce jeune homme à prendre les armes, et donc à s'engager dans la violence dans ce contexte où même la population adulait l'APRD pour ses attaques efficaces contre les Zaraguina. Son histoire continue :

Après deux mois de traitement, j'arrivais à peine à me lever, mais je ne pouvais pas encore marcher ; j'étais comme "paralysé", et il fallait m'aider des bâtons pour avancer. Au troisième mois de traitement, comme j'étais un peu rétabli et que certaines plaies ont commencé à cicatriser, j'ai décidé de retourner à Paoua. Et la personne qui m'a le plus aidé à cette époque était monsieur Gbangouma¹⁵¹ ; celui-là même qui était l'auteur des tortures que j'ai subies. Heureusement, il sortait avec ma cousine. A mon retour à Paoua, comme il était encore ensemble avec ma cousine, celle-ci m'a présenté à ce monsieur. Et moi je savais que c'était lui qui m'avait torturé. Mais quand il m'a demandé, je n'ai pas dit exactement ce qui s'était passé et je lui ai caché que c'était lui mon bourreau. J'ai mis mon problème sur le compte d'autres événements. Ainsi, il a pris l'initiative d'acheter des médicaments avec lesquels j'ai poursuivi mes traitements. C'était extrêmement difficile durant cette période.

On voit donc à quel point la violence est omniprésente et que les jeunes en sont affectés même en étant à l'écart des armes. C'est ce que précise Siméon pour qui le simple fait d'être jeune de Paoua a suffi pour qu'il soit la cible de tortures sans aucune autre forme de procès. Malgré cette injustice, sa réaction remet en cause cette image des jeunes acteurs de violence et vengeurs.

V.1.2- Siméon, un jeune « non violent par nature »

En dépit des atrocités dont Siméon a été victime, il n'a pas décidé de se venger comme certains jeunes devenus rebelles ou miliciens l'ont fait, et est resté à l'écart de la violence. On peut se demander toutefois si le fait d'être soigné par son bourreau a-t-il eu un impact sur son comportement ? Ou simplement n'est-il pas de nature violent comme il l'a souligné lors de notre entrevue ? N'a-t-il jamais été tenté par un sentiment de vengeance ? Ou plutôt, craint-il les conséquences de la guerre et s'est simplement résigné ? Pour ce jeune, la réponse est simple : il a toujours détesté la violence ; même étant enfant à l'école, il était incapable de donner un coup de poing à un collègue dans les bagarres entre gamins.

Entretemps, sa vie a été fortement perturbée par cette douloureuse expérience. Comme il l'a mentionné par la suite, il n'avait plus la force de continuer ses activités de fabrication des

¹⁵¹ Il s'agit en effet du capitaine Koudemon Olivier connu sous le sobriquet de « Gbangouma ». Aussi proche de Bozizé, il était sur le théâtre des opérations à Paoua avec le capitaine Ngaïkossé à l'époque de l'APRD. Les deux sont accusés aujourd'hui de soutenir les Anti-Balaka.

briques cuites qui le faisait vivre, lui et sa famille. Il s'est donc réorienté professionnellement et a trouvé un travail en tant que gardien dans les ONG internationales installées dans la ville à cette époque. Puis, à l'ONG Action contre la faim (ACF), il a suivi une formation de technicien de forage qui lui a permis de reprendre sa vie en main jusqu'aujourd'hui. Ce qui lui vaut son sobriquet de « l'eau c'est la vie » relativement à sa spécialité de réparateur des forages défectueux, a-t-il dit. Devenu leader de la jeunesse, il est une figure d'une partie de la jeunesse restée à l'écart de la violence, même si certains jeunes de Paoua se sont à nouveau regroupés récemment au sein de groupes RJ et Anti-Balaka pour, disent-ils, se défendre face aux exactions des (ex-) Séléka.

Il ressort de cet exemple que la violence est vécue de façon quasi récurrente par les jeunes certes, mais tous ne sont pas embarqués dans les actes violents en dépit de la persécution dont certains sont victimes de manière directe ou indirecte. Bien qu'être affecté par la violence pourrait constituer un mobile suffisant pour déclencher leur implication dans les conflits, le cas de ce jeune qui n'est qu'un exemple parmi tant d'autres nous présente une situation inverse. Les exemples de ce type peuvent être multipliés pour démontrer que mis à part la fuite ou l'enrôlement comme combattant, la non-participation dans les conflits violents est une possibilité aussi adoptée par les jeunes en Centrafrique. Voici ce qu'en dit un jeune leader musulman que nous avons rencontré relativement à la non-implication de certains jeunes de la communauté musulmane dans la multitude des groupes armés en Centrafrique :

Ici [...], certains musulmans disent qu'il est préférable de faire du commerce et gagner un peu d'argent en un mois par exemple, que d'aller souffrir pendant une longue période d'une, de deux ou trois ans dans la brousse avant d'en gagner. Parmi ceux-là, il y a aussi des jeunes qui veulent intégrer ces groupes armés, mais leurs parents les en empêchent. Surtout du côté des femmes, les parents disent que la place de la femme musulmane est chez son mari, et non dans un groupe armé d'où elle pourrait ramener des comportements indécents (entretien un jeune leader musulman, Paoua, mars 2017).

Tout le monde ne voit donc pas dans la guerre des opportunités à saisir. L'instruction et le soutien de la famille éloignent aussi les jeunes de la violence armée. Les jeunes les plus instruits appréhendent mieux les conséquences de la vie dans la rébellion que leurs pairs d'un bas niveau d'instruction. Il apparaît aussi que certaines pesanteurs socio-culturelles peuvent jouer sur l'implication ou non des jeunes dans ces groupes armés, comme c'est le cas des filles relaté par notre interlocuteur ci-dessus cité. Enfin, la violence de longue durée crée une situation de vulnérabilité, de pauvreté qui impacte la vie des jeunes en lien avec la violence armée ; situation que les soutiens familiaux et institutionnels pourraient résorber :

S'il faut bien voir, c'est que si tu as quelqu'un dans la vie qui te supporte et te vient en aide lorsque tu as des problèmes, c'est difficile d'aller prendre les armes. C'est un peu mon cas. Mon père m'a acheté cette moto qui me permet de me débrouiller. Du coup, c'est inutile d'aller rejoindre un groupe armé [...] Il m'a acheté une nouvelle moto et m'a appelé pour me conseiller me disant que si par hasard il entend dire que je suis parti rejoindre un groupe armé, il ne va plus me considérer comme son fils [...] Pour les autres, il arrive qu'ils soient orphelins, et n'ayant personne pour les aider, ils décident parfois d'aller rejoindre les groupes armés (entretien avec Lex, 22 ans, village Gadoulou -Paoua-, mars 2017).

La jeunesse est donc plurielle en Centrafrique. Comme le dit Iwilade (*op. cit.*), pour comprendre la non-violence, il faut reconnaître que le même système d'organisation qui anime la violence est impliqué dans la construction de la paix, la différence étant que les acteurs calculent que leurs chances sont mieux servies par la paix ou par la violence¹⁵²...

Conclusion du chapitre

Nous voilà au terme de cette exploration longitudinale de la vie des jeunes dans un contexte de violence répétée en Centrafrique. Cette excursion biographique nous a montré qu'une bonne partie de ces jeunes est soumise à un environnement contraignant et les marges de manœuvre dont ils disposent s'en trouvent restreintes. Leur "entrée dans la brousse" est un processus qui montre que la société dans laquelle ils évoluent est profondément déstructurée par une accumulation successive d'histoires violentes. C'est ce que nous montre le cas des jeunes qui intègrent les groupes armés aussi bien dans un contexte de relative accalmie, que ceux qui prennent les armes en situation de guerre ouverte, excepté les cas d'enrôlement forcé.

En outre, les facteurs déclencheurs ou aggravants ces engagements dans la guerre étant multiples dans une société multicrise, nous avons démontré comment la violence se reproduit à travers les jeunes, et comment les traditions de défense communautaire peuvent muter durablement en culture de violence qui s'exprime dans les actes de vengeance. Cette dernière étant souvent évoquée comme schème explicatif pour justifier les actes de cruautés déshumanisantes. L'histoire et la tradition ont donc des poids non négligeables dans l'usage des "forces occultes" et autres rituels de protection qui trouvent un terrain d'expression renouvelée en tant temps de guerre.

¹⁵² L'auteur ajoute « These calculations are continually being renegotiated and adapted to the realities of the social context, thus producing rational responses that have an equal chance of being violent or non violent. » (p. 7)

Les trajectoires des jeunes présentées attestent d'une société sans perspectives qui offre des choix sans choix à la jeune génération qui, par effet même de ces expériences violentes accumulées et injustices subies, pourrait les répliquer dans des contextes inchangés. Bien que cette crainte soit justifiée, il reste qu'en dehors de certains jeunes moulés par la violence et la soif de vengeance, ou ceux qui voient des opportunités dans les groupes armés, il existe une majorité silencieuse de jeunes qui résistent à la violence armée en dépit des préjudices subies ou encore les tentations attrayantes. Si la personnalité, mais aussi le niveau d'instruction ou le soutien familial peuvent encadrer ces "décisions", il est à considérer toutefois que la guerre n'est pas un projet de vie pour tous les jeunes en Centrafrique.

Cela dit, à l'exception des jeunes dont les parcours viennent d'être explorés, il existe un autre groupe d'acteurs dans l'arène politique centrafricaine dont le poids ne saurait être négligé dans les analyses à l'exemple des leaders des milices et groupes armés qui pullulent en Centrafrique ainsi que les acteurs internationaux dont les organisations humanitaires. Cette masse juvénile à agentivité limitée n'est-elle pas devenue une "ressource" à la portée de ces acteurs ? C'est l'objet du chapitre suivant.

CHAPITRE VII

L'AGENTIVITE DES ENFANTS¹⁵³ ET JEUNES FACE AUX ACTEURS DE L'ARENE POLITIQUE EN CENTRAFRIQUE

Introduction

En Centrafrique, la pyramide d'âge affiche une base élargie avec un sommet effilé. Cela s'explique par le nombre prédominant d'enfants et de jeunes, l'âge moyen étant de 22 ans (RCA, RGPH 2003). Ces derniers font d'ailleurs face à de multiples défis, surtout dans un contexte de conflits violents et récurrents où ils deviennent conséquemment les plus affectés (en tant que victimes-innocents), s'ils ne sont pas acteurs en première ligne des actes violents comme des bourreaux-coupables (cf. Honwana, 2000). Par contre, certains optent pour la non-violence (Iwilade & Marclint Ebiede, eds., 2022) bien que subissant les effets de ce contexte violent, car l'état de guerre ne semble en rien un accident dans l'histoire, un accroc, mais l'état permanent dans lequel se trouve leur environnement immédiat (Douville (2009). En effet, de nombreux enfants et adolescents n'ont connu ni la ville, ni le village, mais plutôt les camps où s'entassent des réfugiés (et des déplacés) ou l'errance où on croit échapper au drame au prix de survivre en petits groupements instables dans un monde flou, peu compréhensible, en lequel il est ardu d'avoir confiance et vis-à-vis duquel il est périlleux de ne pas être en état d'alerte (*ibid.*). Dans une telle configuration où les enfants et jeunes sont des cibles privilégiées des entrepreneurs de la violence, il importe de se demander de quelle marge de manœuvre disposent les enfants et surtout les jeunes dans ce contexte de violence récurrente ? S'inscrivant dans le prolongement des chapitres précédents, le présent chapitre vise à réexaminer la situation des jeunes dans l'arène politique centrafricaine en lien avec les principaux acteurs des conflits : les jeunes sont-ils devenus une "ressource" pour les acteurs intéressés de cette arène ? Pour répondre à cette préoccupation, un accent particulier sera mis sur les acteurs politico-militaires, les commandants de zones (ou com-zones) et les "généraux" de circonstance autoproclamés. Ce préalable permettra de mieux aborder les liens entre ces derniers et les enfants et jeunes dans cette arène politique.

Après avoir présenté cette jeunesse de façon globale et les défis auxquels elle est confrontée, nous verrons en quoi celle-ci, évoluant dans un environnement caractérisé par la violence, peut

¹⁵³ Nous introduisons ici le concept 'enfant' du fait que dans ce chapitre, les argumentations concernent aussi bien les jeunes que les enfants qu'il est difficile d'occulter dans nos analyses. En effet, le Code de protection de l'enfant en RCA (2020) définit l'enfant comme « tout être humain âgé de moins de dix-huit ans et qui n'a pas encore atteint l'âge de la majorité par une disposition spéciale ». Comme nous l'avions dit pour le concept 'jeune', ce concept est aussi culturellement construit.

devenir une "ressource" pour les acteurs susmentionnés. Nous argumenterons donc que non seulement les enfants et jeunes sont devenus une ressource durant et après les conflits pour leurs commandants, mais que le pouvoir de ceux-ci sur ces enfants et jeunes peut être renforcé par d'autres acteurs tels ceux de la protection de l'enfant ou les responsables gouvernementaux des programmes DDR¹⁵⁴. Cela maintient les enfants et jeunes sous l'emprise de leurs anciens commandants, source de possibles futures remobilisations.

I. RETOUR SUR LA JEUNESSE EN CENTRAFRIQUE : DEFIS SECURITAIRES ET SITUATION DE CHOMAGE

Comme nous l'avions dit dans le chapitre introductif de cette thèse, la jeunesse est un concept polysémique. Bien que ce soient les 18-34 ans qui sont officiellement considérés comme *jeunes* en Centrafrique, nous avons vu que nombreux sont ceux qui se considèrent comme jeunes, alors qu'ils sont en dehors de cette tranche d'âge. Ce qui rend cette catégorisation relativement caduque hors la sphère administrative et bureaucratique. Ainsi, dans les chapitres précédents, nous avons quelquefois volontairement utilisé ce terme (jeune ou jeunesse) pour désigner génériquement tous ceux qui se considèrent comme tels, tout en sachant qu'il y en a qui se retrouvent plutôt dans la catégorie enfance ou adulte selon les cas, d'où les précisions apportées sur leurs âges.

A l'évidence, la Centrafrique a un déficit en termes de statistiques actualisées. Nous l'avions appris une fois de plus à nos dépens depuis que nous avons commencé à mener des investigations sur les enfants et les jeunes en Centrafrique. Un recensement général de la population et de l'habitation sera lancé en 2023 (ou 2024), 20 ans après celui de 2003 qui était le troisième que la RCA ait connu depuis les indépendances, après ceux de 1975 et de 1988. On comprend donc qu'il y ait toujours des carences en termes de données statistiques actualisées sur le plan national. Fort heureusement, il existe des modèles statistiques permettant de disposer des données approximatives actualisées. Ainsi, de nos jours, la plupart des données utilisées sont issues des *Projections* faites sur la base du recensement de la population et de l'habitation de 2003. A titre de rappel, selon les données du ministère chargé de promotion de

¹⁵⁴ Signalons en guise de précision que certaines analyses contenues dans ce chapitre proviennent d'un *Working Paper* que nous avons co-écrit avec Dr Jonna Both et Prof. Dr Mirjam de Bruijn, intitulé "*Ceux qui combattent beaucoup sans peur, qui tuent sans pitié: effets du recrutement d'enfants de moins de 15 ans par les Anti-Balaka (2013-2014)*" publié par le Centre des études africaine de Leiden (ASCL) en 2020.

la jeunesse, des sports et de l'éducation civique, les "jeunes" constituent la catégorie sociale la plus importante en Centrafrique, puisque les 0-35 ans représentent 78% de la population, et les 10-35 ans constituent 46% de la population totale (Plan opérationnel de la promotion de la jeunesse, 2021). Selon l'agence onusienne l'UNFPA (28 déc. 2016), en 2015, sur une population estimée à 4,9 millions d'habitants, la République centrafricaine compte un peu plus de 3,7 millions de personnes âgées de 0-34 ans, soit 75% de la population totale du pays¹⁵⁵. Et l'organisation de faire le constat que ces jeunes sont non seulement vulnérables, mais que la perspective d'un avenir incertain peut en faire des vecteurs de nouveaux troubles et de conflits. Cette situation est plus qu'évidente dans la mesure où le taux d'accroissement intercensitaire de la RCA (1988-2003) est de 2,5% avec un taux de dédoublement de la population tous les 28 ans (RCA, RGPH 2003). De nombreux jeunes arrivent alors sur un marché de travail déjà sursaturé de main-d'oeuvre pour des emplois de plus en plus rares au regard de la destruction du tissu économique après une succession de crises militaro-politiques charriant leurs lots de destructions.

Cette frange de la population est plus instruite en ville qu'en province. Par exemple, le taux net de scolarisation (TNS) pour les 6-11 ans est deux fois plus élevé en milieu urbain où près des deux tiers des enfants en âge d'être scolarisés au primaire le sont effectivement (64,3 %) qu'en milieu rural où moins des trois dixièmes des enfants sont inscrits (26,7 %) (RCA, RGPH 2003). Toujours d'après ces données de 2003, le taux d'analphabétisme pour les personnes de plus de 10 ans dans tout le pays est de 57,3%. Au regard des récentes crises sécuritaires ayant entraîné la fermeture de certaines écoles et leur occupation pour des objectifs militaires aussi bien dans la capitale Bangui que dans les villes et villages de l'arrière-pays, il est à craindre une augmentation du nombre des personnes ne sachant ni lire ni écrire, d'autant plus que certains enfants sont nés et ont grandi dans la guerre, sur les sites de déplacés ou dans des camps de réfugiés. Ainsi, selon le rapport d'évaluation du Cluster Education du Système des Nations Unies (cité par OIT, 2020), les taux d'inscription ont connu une chute de 6% de 2012 à 2015 en raison de la fermeture des écoles.

Il est aussi à noter un manque d'investissement de l'Etat dans cette jeunesse. A ce sujet, rappelons avec Bado (2015 :76) ce fait étonnant qui montre qu'au cours de la décennie 2000 à 2010, la moyenne du budget annuel consacré à la santé n'a guère dépassé 3% du PIB et celle

¹⁵⁵ Une récente mise à jour de l'ICASEES (2023) donne le chiffre de 2 604 579 pour les moins de 15 ans sur une population totale de 6 399 458.

consacrée à l'éducation n'a pas dépassé 2,5% dans un pays où 40,6% de la population a moins de 14 ans (CIA, 2014, cité par Bado, *ibid.*). Dans un récent document d'analyse du CNJ et de l'ONG ACORD, il est établi que la Politique Nationale de Promotion de la Jeunesse centrafricaine souffre d'un déficit de financement de la part du gouvernement. Par exemple, la somme allouée à la formation et à l'insertion des jeunes dans les budgets annuels du Ministère de la promotion de la jeunesse ne représente pas plus de 20%. De même, le document précise que dans la Loi de finances rectificatives de 2018, la proportion réservée à l'Education extrascolaire et à l'insertion socio-professionnelle des jeunes représente 1,17% du Budget national (Béninga, 2021). Ce qui est un scandale au regard du nombre de jeunes non instruits et de la situation de précarité qu'ils vivent, et traduit un désintérêt de la part du gouvernement dont la priorité est clairement ailleurs. En 2023, faisant face à la suspension des appuis budgétaires, le gouvernement va revoir à la baisse le budget déjà maigre de l'enseignement de 34,27 % (Corbeaunews, 3 février 2023) au lieu d'aller couper ailleurs et privilégier ce secteur. Plus loin, nous nous interrogeons d'ailleurs, si ce n'est pas une stratégie de délaissement délibéré tendant à faire des enfants et jeunes des proies faciles à des fins électorales ou pour des entreprises rebelles.

En ce qui concerne le défi particulier du chômage, les résultats de ce même recensement (RCA, RGPH 2003) nous donnent les chiffres de 7,6% de centrafricains en situation de chômage dont 15,2% en milieu urbain et 4,2% en milieu rural. Vu l'absence quasi-totale des programmes de recrutement de masse des jeunes qualifiés (le secteur privé étant balbutiant, l'administration étatique est quasiment l'unique employeur en Centrafrique hormis les ONG), nous doutions déjà de ces chiffres et avons entrepris de prendre attache avec le Directeur général de l'Institut centrafricain des statistiques, des études économiques et sociales (ICASEES) pour en avoir le cœur net¹⁵⁶. Celui-ci nous donne la réponse suivante : « ...le taux du chômage actuel est de 6% et le taux de sous-emploi est de 36% » (conversation électronique, oct. 2019). Il ajoutait que ces données nationales sont confirmées par le Bureau internationale du travail (BIT). Cependant, dans l'un de ses récents rapports, le BIT (2020) avance que sur le plan socioprofessionnel, la situation est caractérisée par un taux de chômage qui avait atteint 7,6 pour cent en 2003 et qui frôlait les 10 pour cent en 2016. L'agence onusienne chargée de la population UNFPA-RCA (*idem*) parle pour sa part d'un taux de chômage global de 20,3% en 2008. La même source avance que près d'un actif sur quatre (24,2%) est en situation de

¹⁵⁶ Sans raison objective apparente, nous trouvions ce pourcentage relativement bas, au regard de la réalité que nous expérimentons ensemble avec les autres jeunes à la recherche d'emploi dans le pays.

chômage dont 25,7% en milieu urbain contre 23,4% en milieu rural (RCA, ministère de l'Emploi, 2015, cité par UNFPA-RCA, 2016). L'UNFPA-RCA rapporte aussi que plus de 80% des demandeurs d'emploi ont moins de 35 ans.

Ces discordances statistiques attestent d'un manque de sérieux et de coordination entre le gouvernement et certaines agences non gouvernementales telles que l'UNFPA dans la prise en compte des questions relatives aux jeunes. Ce qui pourrait expliquer en partie cette situation de délaissement. Toutefois, ces données attestent que la RCA déborde d'une jeunesse nombreuse mais peu instruite, et qui dispose de peu ou pas de perspectives ou d'opportunités d'emplois. Mais par-dessus-tout, cette population jeune est confrontée à des défis d'ordre sécuritaire prolongés qui accentuent ces situations d'analphabétisme et de chômage, et participent à la destruction des maigres infrastructures et moyens mis à la disposition de la jeunesse.

Il n'y a qu'à observer la multitude des dossiers des jeunes à chaque fois que le gouvernement lance un appel au recrutement dans les forces de l'ordre. En novembre 2018, le processus de recrutement de 1 023 jeunes filles et garçons âgés de 18 à 25 ans dans les Forces armées centrafricaines (FACA) sur l'ensemble du territoire national (excepté deux préfectures sur les 16) a enregistré 30 000 candidatures dont 15 674 dossiers (donc plus de la moitié) ont été jugés recevables par les recruteurs (MINUSCA, 10 nov. 2018). 30 000 candidats pour 1 023 places ! Sachant que l'armée n'intéresse pas tous les jeunes centrafricains dont certains se seraient probablement abstenus, nous avons toutes les raisons de penser qu'il y a un nombre élevé de jeunes inoccupés, et particulièrement attirés par le métier du militaire. Puisque par contraste, en avril 2022, le gouvernement avait organisé un test de recrutement de 1 000 enseignants du fondamental 1 pour les dix Centres pédagogiques régionaux (CPR) de la RCA, mais n'a reçu que 1 283 dossiers (Fridolin Ngoulou, journaliste, publication facebook, 03 avril 2022).

Cette petite excursion statistique relative au chômage et autres défis actuels et futurs que des enfants et jeunes en dit long sur l'abondance d'une *main d'œuvre déjà là*, et facilement mobilisable par les acteurs divers dans les situations de conflits violents en Centrafrique. Car à ces défis s'ajoute le fait que les guerres prolongées paralysent les activités économiques dans les communautés, les tueries multiplient le nombre des orphelins et de familles détruites, l'insécurité crée un nombre impressionnant de déplacés vulnérables, et la scolarité des enfants est interrompue, etc. Dans un tel contexte où pullulent les entrepreneurs de la violence, ces enfants et jeunes deviennent des proies faciles pouvant renflouer les rangs des groupes armés,

situation typique d'une agentivité contrainte. Dans ce qui va suivre, nous mettrons l'accent sur l'enrôlement des jeunes par les chefs des milices et groupes armés ou factions rebelles en nous focalisant sur les dernières vagues de conflits débutés depuis fin 2012.



De haut en bas et de gauche vers la droite :
image 23 : bureau du Projet *Löndo* ("debout" en sängö) - Travaux à haute intensité de mains d'œuvre (entretien des pistes rurales)- ;

image 24 : Colonnes interminables de jeunes qui attendent leur tour de tirer au sort, l'un des 250 numéros gagnants sur les 1500 tickets dans une sorte de loterie publique. Les 250 jeunes bénéficieront d'une bicyclette et 1500 FCFA/jour pendant 40 jours.

Ce projet est financé par la Banque mondiale ;

image 25 : groupe d'écoliers au bord de route (dans un village incendié par les rebelles) au retour de l'école en l'absence de l'enseignant.

@ : images de l'auteur, Paoua, octobre 2016



II. L'ENROLEMENT ET L'EXPLOITATION DES ENFANTS ET JEUNES PAR LES CHEFS REBELLES

Depuis fin 2012 et même avant, les leaders des milices et groupes armés et leurs lieutenants ont fait recours à tous types de combattants dont les enfants, adolescents, jeunes et adultes, dans le but d'accroître la taille de leur groupe afin de vaincre leurs ennemis ou de peser sur la table des négociations. Même si cette question a déjà été abordée d'une certaine manière dans le chapitre précédent, notre argument central consistera ici à montrer qu'en contexte de crise généralisée et prolongée, les nombreux enfants et jeunes abandonnés à eux-mêmes deviennent des cibles faciles et privilégiées pour les leaders des groupes armés qui voient en eux des « ressources » dont ils peuvent disposer pendant les conflits, mais aussi après la lutte armée. Dans ce qui va suivre, nous nous intéresserons d'abord à l'ampleur et les procédés de recrutements d'enfants

dans les groupes armés, avant de montrer à quoi ont-ils employé ces enfants, mais aussi ces jeunes.

II.1- L'ampleur de l'enrôlement des enfants dans les forces et groupes armés en Centrafrique

En 2013, un rapport de l'ONG Save the Children, dénonçait le recrutement d'enfants de moins de 18 ans par les groupes armés UFDR et CPJP, deux groupes fondateurs de la coalition Séléka avec la CPSK. Le rapport précise en effet que la Séléka aurait eu recours à l'exploitation /violenxe sexuelle et enverrait des enfants aux combats, et que des garçons en uniforme et armés circulent dans les zones contrôlées par la coalition, effectuant des patrouilles, postés aux checkpoints, participant aux actions de pillages. C'est dire que pour augmenter l'effectif de leurs combattants pour la conquête du pouvoir, la Séléka, avant la prise de la ville de Bangui, a eu recours aux enfants qu'elle faisait passer devant les fronts. Depuis le coup d'Etat de la Séléka en mars 2013, le nombre d'enfants associés au conflit est estimé à 3 500 (UNICEF, 2013 ; OCHA, 2013). Plus tard en 2015, les organisations de protection de l'enfant ont estimé que 10 000 enfants au moins sont engagés dans les différents groupes et factions dispersés dans le pays. Par ailleurs, ces groupes armés ayant souvent une assise communautaire, « Certaines agences avancent que des dizaines ou des centaines de milliers d'enfants auraient pu être associés aux groupes anti-Balaka » (Child Soldiers International, 2014:20-22).

Les enfants sont ainsi recherchés pour leur efficacité au combat et la gratuité de la main d'œuvre. Ibré, l'ex-colonel Séléka dont nous décrivions le parcours, nous confiait à ce propos : « ...les enfants n'ont pas peur (...) surtout lorsqu'ils sont drogués. (...) Au son d'une arme, ils iront jusqu'à savoir où l'arme a été tirée ». Voici ce qu'il ajoute un peu plus loin :

Un enfant n'a pas peur des armes lourdes, que ça soit des roquettes, des grenades, etc. Même lors de notre entrée à Bangui, tu as suivi ce qui s'est passé, ce ne sont que des enfants qui étaient sur la ligne de front à Damara, partout. C'est lorsque nous sommes arrivés ici à Bangui qu'avec les intégrations multiples des jeunes, les rangs de la Séléka ont grossis. Donc le maximum, ce sont des enfants.

Cette déclaration corrobore celles des soldats sud-africains venus à la rescousse du pouvoir de Bozizé et qui racontaient se battre contre des enfants : « C'est seulement après que les tirs eurent cessé que nous avons vu que nous avions tué des enfants. Nous n'étions pas venus ici pour ça ... tuer des gamins. Ça rend malade, ils pleuraient, appelaient à l'aide, appelaient (leurs) mamans », a confié un soldat sud-africain au *Sunday Times*, après son retour au pays. Ce même soldat ajoute « Nous ne savions pas que ça se passerait comme ça. (...) Nous avons tué des petits

garçons... des adolescents qui auraient dû être à l'école ! » (L'Obs avec AFP, 31 mars 2013). A titre d'illustration, le FIDH (2013 : 32) rapportait que le 30 mai 2013, au camp de Roux, le président putschiste Michel Djotodia lui-même aurait livré une cinquantaine d'enfants soldats à l'UNICEF. Ce faisant, le chef d'Etat a justifié la présence de ces enfants dans les rangs de la Séléka par le fait que « tout le monde voulait intégrer cette rébellion, c'est pourquoi, malgré que nous ayons pris soin de renvoyer ces enfants, quelques rares y sont restés jusqu'à Bangui », et Djotodia de nuancer : « pour certains, ils ont un âge avancé, mais ils sont de petite taille. Ce qui fait croire aux gens qu'ils sont mineurs ». C'est dire que le contexte de guerre expose davantage les enfants dans cette arène politique, et les chefs des groupes armés ne se privent pas de les recruter et les utiliser avant de les "renvoyer" (dans l'hypothèse qu'ils restent en vie) comme le dit si justement Michel Djotodia.

Parmi les raisons du recrutement des enfants, Ibré, notre interlocuteur ci-dessus cité précisait que ceux-ci sont les plus loyaux, qu'ils pouvaient garantir la sécurité physique des leaders des groupes armés. En même temps, son témoignage prouve à quel point les enfants qu'on retrouve dans les groupes armés ne maîtrisent absolument pas les horizons de leurs actions comme Ibré l'explique par la drogue donnée aux enfants et la mort dont ils n'ont pas peur :

Être commandant et prendre un enfant comme garde du corps est lié au constat que les enfants sont souvent extrêmement méchants. Avec les "petites choses" [drogues, stupéfiants] que nous leur donnons, ils ne sont pas effrayés et sont capables de sauver la vie des leaders parce qu'ils savent que leur vie dépend de ces derniers. Tandis qu'un adulte aura peur de mourir parce qu'il va commencer à penser à sa femme, à ses enfants, un enfant ne fait pas ce type de calcul.

Et combien d'enfants y avait-il parmi plus de 130 éléments dans ton groupe ?

Je ne sais pas exactement. Je ne les ai pas comptés. Mais personnellement, j'avais recruté au moins cinq enfants pour mon propre compte. Ils étaient encore très petits. Et nous avons travaillé ensemble jusqu'à ... même maintenant nous sommes toujours en relation. Certains se sont dispersés ; d'autres lavent les véhicules en ville [à Bangui] ; c'est vraiment triste ! (Entretien de terrain, Bangui, mars 2018).

Ces types de déclaration prouvent à quel point dans un contexte de guerre, recourir aux nombreux jeunes enfants que compte la population centrafricaine est vital pour les groupes armés et leurs chefs. La fin justifierait toujours les moyens dans la logique de ces groupes armés. La récente reprise des hostilités en décembre 2020 n'a pas fait exception. Ainsi, dans un communiqué du 22 janvier 2021, l'UNICEF s'était fortement inquiétée de la vulnérabilité des enfants face aux conséquences de la guerre et de leur recrutement dans les groupes armés.

On voit apparaître clairement que les entrepreneurs de la violence de l'arène politique centrafricaine bénéficient d'un contexte favorable au recrutement d'enfants et jeunes de plusieurs manières. Ils ont misé sur l'engouement communautaire, la conscription forcée en passant par un concours des circonstances qui leur étaient favorables (enfants abandonnés ou non accompagnés, enfants perdus, orphelins et jeunes inoccupés et sans perspectives, etc.). Ces enfants, adolescents et jeunes ont été utilisés comme boucliers humains (ou plutôt comme des chaires à canon), combattants, ménagers, surveillants, agents barrière, espions ou esclaves sexuelles. Béni (16 ans) se rappelle assez fièrement son rôle : « J'étais juste un soldat. C'est nous qui faisons les dégâts [rires] » (entretien de terrain, Damala -périphérie de Bangui-, oct. 2017) ; et Jeanne (19 ans) a été contrainte de sortir de son groupe armé car elle a été encerclée par un responsable Anti-Balaka qui n'est « jamais venu voir l'enfant », nous confie-t-elle (Entretien réalisée à Damala -périphérie de Bangui-, juin 2017).

II.2- Enfants combattants ou adultes en guerre ? De l'exploitation abusives des mineurs

De l'analyse des données à notre disposition, il ressort que les enfants recrutés sont rarement considérés comme tels (des mineurs) au point que les mêmes tâches confiées aux adultes leur sont également imposées (parfois plus !) ; les refus d'obtempérer entraînent systématiquement des sanctions : « Ce qui m'a vraiment touché dans cet événement, c'est qu'un jour l'un de nos chefs nous a envoyé sur le champ de bataille et lorsque j'ai refusé d'y aller, il m'a tiré d'une balle au bras ! ». Or ce jeune ex-anti-Balaka et les autres ne recevaient jamais de rétribution : « J'ai tellement souffert en arrivant à Bangui. Je n'avais rien à manger, notre chef ne veut pas nous payer. Il nous pousse d'aller attaquer les musulmans au Km5 pour avoir notre pain quotidien ou d'aller braquer les téléphones ou les biens des musulmans pour survivre avec » (entretien avec Nyk, 19 ans¹⁵⁷, Bangui, déc. 2017). Le comble, c'est qu'étant la plupart du temps pris pour des combattants intrépides, ces enfants, adolescents et jeunes sont très souvent mis sur les lignes de front devant les adultes. Se sachant moins équipés dans certains cas, les responsables des groupes armés peuvent avoir choisi délibérément cette stratégie afin de tester la force de l'ennemi en exposant les enfants en première ligne des affrontements. Ils se mettent ainsi à l'abri tout en convaincant les enfants de leur invulnérabilité grâce aux gris-gris, amulettes et autres potions de protection magiques face aux balles, ou encore après les avoir drogés (voir aussi ACORD, 2007 : 91-92).

¹⁵⁷ Il avait 15 ans lors de son enrôlement forcé par les Anti-Balaka en 2013.

De 2016 à 2019, nous avons suivi Nyk, pour comprendre en profondeur son parcours dans son groupe armé relativement à sa situation actuelle. Voici ce qu'il nous disait sur les raisonnements avancés jusque-là :

Je n'avais pas de grade. On nous appelait des enfants-soldats¹⁵⁸. Donc nous ne sommes que des hommes de combats (entretien, Bangui, oct. 2016).

Au moment où les combats deviennent très durs, ils ont commencé à voir certains qui sont en train de mourir puisqu'ils n'ont pas respecté les principes [liés aux gris-gris de protection], ça fait qu'ils cherchent à fuir et quand le chef les aperçoit il les tue (entretien, Bangui, avril 2018).

Aviez-vous un chef à la commande sur le terrain des opérations ?

Oui. Mais sur terrain, nous sommes avec le sous-chef. C'est lorsque les choses deviennent dures que le chef intervient (entretien, Oct. 2016).

Durant cette bataille¹⁵⁹ est-ce qu'il y a des pertes en vies humaines ou des blessées dans vos rangs ?

Evidemment. Ce combat a infligé beaucoup de pertes en vies humaines et des blessées aux deux camps, les Séléka sont lourdement armés et les enfants soldats ont beaucoup perdu la vie dans cette bataille parce que les Séléka ont une arme qui s'appelle 12-7 [la mitrailleuse à munition 12.7 mm].

Pour l'instant tu ne vas pas à l'école ; si un autre conflit éclate, vas-tu reprendre encore les armes ?

Non je ne peux pas reprendre encore les armes. Parce que j'ai peur... j'ai perdu beaucoup de mes amis enfants soldats dans cette bataille, et j'ai eu extrêmement peur de mourir très jeune (entretien avec Nyk, Bangui, déc. 2017).

Ce témoignage parmi tant d'autres est une preuve manifeste de l'enrôlement et utilisation ou exploitation abusive des jeunes et enfants par les chefs rebelles, puisqu'il devient désormais difficile de dire avec exactitude combien d'enfants ont été enrôlés au regard du nombre inconnu de ceux qui sont tombés sur les champs de bataille, ou qui vivent dans la clandestinité après leur auto-démobilisation. L'effectif élevé des enfants, adolescents et jeunes, combiné à leur vulnérabilité en temps de crise, en font des ressources dont les chefs de guerre ou de factions rebelles peuvent disposer à leur gré. Les mobiliser de gré ou de force, les utiliser au combat sans rémunération, les assassiner en cas de désobéissance pour dissuader les futures "déserteurs". Comme nous l'avons soutenu jusque-là, on retrouve ici encore, une parfaite similitude dans les manières d'opérer des impérialistes face aux autochones à l'époque coloniale.

¹⁵⁸Dans une autre interview (avril. 2018), il disait « J'étais dans ce groupe comme enfant-soldat. "Enfant-soldat" c'est-à-dire ceux qui combattent beaucoup sans peur, qui tuent sans pitié, c'est le rôle que j'ai joué ».

¹⁵⁹Notre faisons référence spécifiquement ici à la grande bataille de Bangui, le 5 décembre 2013, lors de laquelle la tentative échouée de prise du pouvoir par les Anti-Balaka a entraîné une série d'offensives et de représailles entre Anti-Balaka et Séléka (Wikipédia, *Bataille de Bangui (2013-2014)*) et fait un millier de morts en seulement deux jours selon la Amnesty international (décembre 2013).

Le témoignage de Nyk attestent également que les enfants ont peur, mais leurs commandants usent de ruses pour les contraindre au combat : drogues, gris-gris et amulettes de protection. Même durant les périodes d'accalmie (ou de post-conflit), ces désormais ex-combattants qui vivent encore dans cette arène politique contraignante, se font "piégés" dans les réseaux de leurs anciens chefs. Comme le souligne l'ONG ACORD (2007 : 80), ces adultes semblent infantiliser les jeunes : dans leurs discours ils proclament la protection de ces derniers alors qu'en réalité, ils les exploitent et les privent de leurs droits à l'emploi, à la santé, à la vie familiale, à l'éducation et à la propriété. Et cela se fait aussi bien en temps de conflit qu'en période d'accalmie. Tâchons à présent de porter notre regard sur ceux-là qui exploitent les enfants durant voire après les conflits, en l'occurrence les acteurs politico-militaires, et plus précisément les chefs (de factions) rebelles qu'on appelle *com-zone* ou commandants de zone. Cela permettra de comprendre l'agentivité des enfants et jeunes face à ce groupe d'acteurs et la question de leur exploitation comme ressource.

III. LES ACTEURS POLITICO-MILITAIRES DE L'ARENE POLITIQUE EN CENTRAFRIQUE

Dans sa présentation des différents acteurs des "ténèbres centrafricaines", Benoît Lallau (2015) mentionne trois types d'acteurs engagés dans ce qu'il appelle l'« entreprise politico-militaire » que constitue la rébellion dans le pays : les entrepreneurs, les contremaîtres et les ouvriers. Les entrepreneurs d'après l'auteur, sont composés des cadres et diplômés exilés, membres de la diaspora qui parrainent et veulent représenter les mouvements locaux. C'est le cas des personnalités de la scène politique centrafricaine comme François Bozizé, Charles Massi, Michel Djotodia, et bien d'autres encore. Il y a ensuite les contremaîtres, groupe composé des petits commerçants, éleveurs devenus brigands, jeunes urbains « désœuvrés ». Ceux-ci, explique l'auteur, arrivent à percer au sein d'un groupe armé, et se transforment en chefs de bande, puis en colonel, général, ou commandant de zone, et changent de camp au gré des circonstances. C'est l'exemple de Abakar Sabone, un ancien vendeur de pièces détachées, qui aura évolué dans la rébellion avec Bozizé jusqu'au putsch de 2003, puis avec la Séléka de Michel Djotodia, mais qui navigue parfois seul au gré des circonstances. L'exemple de Abakar Sabone (un hybride politico-militaire), annihile aussi la frontière entre entrepreneurs et contremaîtres : ancien chef du MLCJ, ancien ministre de Bozizé, ancien conseiller de Djotodia, ancien membre du FRPC, puis porte-parole de la CPC. Dans une déclaration récente (Radio-Ndéké-luka, oct. 2022), il annonce son rapprochement du régime du Président Touadera. Il y a

enfin les ouvriers : les plus nombreux bien sûr, jeunes pauvres, éleveurs dépossédés, pillés eux-mêmes, qui voient dans la lutte armée un mode « normal » de la débrouille (*ibid.*).

Cela dit, nous allons d'abord découvrir ici les contremaitres qui sont concrètement les commandants de factions de milices et/groupes armés, et dans une moindre mesure les entrepreneurs. Le cas des ouvriers étant déjà abordé, nous y ferons également référence selon les besoins de l'analyse. Cela nous permettra de comprendre les influences particulières de ces (anciens) chefs que sont les "com-zones" anti-Balaka ou les "généraux" (ex-) Séléka (pour prendre les cas les plus récents) sur ces enfants et jeunes dans l'examen de cette question de l'agentivité des jeunes face aux acteurs dans cette arène politique centrafricaine.

III.1- Qui sont les "com-zones" et les "généraux" ?

« Com-zone » ou « com'zone » en Centrafrique est une abréviation de « commandant de zone ». Les "zones", le plus souvent sont le résultat des découpages abstraits, arbitraires et parfois calqués sur le précédent administratif des espaces géographiques conquis par les groupes armés non étatiques. L'étendue de ces zones peut varier d'un groupement de quartiers à un arrondissement (en ville) ou d'un groupement de villages, une (partie de) commune rurale à une sous-préfecture (en milieu rural). Au regard de la vastitude des territoires conquis, et en l'absence de toute ossature administrative fonctionnelle du fait des conflits, les rebelles qui se substituent désormais aux administrateurs étatiques, mettent en place des simulacres de structures pour la « gestion » et le contrôle de ces espaces ainsi appelées *zones*. A la tête de ces *zones*, sont placés des commandants : ce sont les "commandants de zones" ou "com-zones". La gestion de ces zones leur confère une certaine autorité et un contrôle total aussi bien sur leurs "éléments" que sur les habitants de ces espaces et les ressources, qu'elles soient naturelles, matérielles ou pécuniaires à travers les barrages routiers et les recettes subséquentes. Les "com-zones" prennent également en charge le règlement de litiges parmi la population ou à l'intérieur du groupe rébel. Ils se substituent ainsi aux services de douanes et impôts, et de la justice. L'organisation des combats leur incombe également grâce à leurs compétences tactiques (souvent anciens maquisards, anciens militaires) et mystique (forces occultes).

Cette reconfiguration de l'espace conquise rappelle celle observée en Côte d'Ivoire en 2006, où seulement une partie du pays, le nord, a été modifiée et où dix zones ont été délimitées, chacune étant sous le contrôle d'un « combattants de zones » ou "com'zone" tous d'anciens militaires de l'armée ivoirienne (Leboeuf, 2017). Par contraste en RCA, outre les militaires devenus

rebelles, la bravoure des civils sans formation militaire, ou la maîtrise des forces occultes peut conférer le statut de "com-zone" (appellation fréquente chez les Anti-Balaka) ou encore de "colonel" voire de "général" (appellation préférée des (ex-) Séléka).

III.2- Les "com-zones" anti-Balaka

En dehors de leurs représentants politiques, les com-zones anti-Balaka peuvent être soit des civils, soit des militaires de formation membre des FACA ou issus de l'ancienne garde présidentielle de Bozizé. Les civils devenus com-zones se décrivent généralement comme victimes des exactions de la Séléka ou détenteurs de pouvoirs occultes et ayant fait preuve de bravoure ou de prouesses militaires lors des affrontements armés.

En effet, certains FACA qui s'étaient joints aux Anti-Balaka après la création du groupe, disposent des compétences plus ou moins avérées dans la conduite des combats militaires, compétences qu'ils se sont empressés de mettre au service de la lutte armée. Ils sont ainsi chargés de l'encadrement physique et militaire des troupes, de la direction des combats, de la discipline, voire de l'administration des zones occupées avec ou sans la collaboration des autorités légales diminuées (du moins dans les lieux où elles subsistent encore). C'est le cas de Olivier Koudémon et Eugène Ngaïkosset (pro-Bozizé), ou encore Alfred Yékatom (connu sous le sobriquet de « Rambo »), tous des officiers de l'armée centrafricaine. En revanche, certains groupes anti-Balaka ont été dirigés par des "com-zones" n'ayant aucune formation militaire de base, mais dont le leadership est fondé sur la connaissance du terrain, les expériences victorieuses de combats acharnés, voire des forces occultes et/ou mystiques dont ils se disent détenteurs et/ou dépositaires. C'est le cas de Rodrigue Ngaïbona alias « général Andjilo » ou encore de Thierry Lebene alias « 12 puissances » (ancien commerçant et prédicateur). Dans un entretien réalisé avec ce dernier en novembre 2020, il nous affirme avoir décidé de riposter à la suite de la perte de ses biens et les tueries perpétrées sur les membres de sa famille. Prédicateur de formation, se disant pourvu d'un charisme naturel (au point de se proclamer plus compétent que les militaires), il a su mobiliser des groupes de jeunes dans la riposte Anti-Balaka, et a fait recours à des pratiques occultes de protection –d'où le sobriquet "12 puissances"- fournies par le marabout du groupe dont il dit observer scrupuleusement les principes et interdits.

En général, ces com-zones ont sous leur commandement un effectif variable d'hommes armés, et surveillent de vastes zones qu'ils contrôlent le plus souvent via les barrages dressés sur les axes routiers, et depuis leurs quartiers généraux (QG) installés dans les villages en province ou

les quartiers à Bangui. Dans des grandes villes, il est fréquent de voir un membre du groupe anti-Balaka se référer à deux com-zones comme chefs hiérarchiques. Cela apparaît dans des situations où deux chefs peuvent faire valoir des compétences différentes (militaire, occulte, matérielle, financière ou autres) utiles au maintien du groupe. Toutefois, cela est parfois dû au fait que les "sous-chefs" aiment se faire appeler « com-zones » par leur entourage. C'est dire que derrière la « galaxie com'zone » existent beaucoup d'acteurs différents, dont certains ont peu d'influence et d'autres des meneurs d'hommes (Leboeuf *op. cit.*) ; certains contrôlent également de zones plus petites que d'autres, et peuvent tous partager en commun l'étiquette de contremaitres.

III.3- Les "généraux" et "colonels" (ex-) Séléka

L'autre appellation très répandue durant la récente crise est celle de « général » et « colonel ». Très peu utilisé par les Anti-Balaka (ce qui ne veut pas dire qu'il y en a qui s'autoproclament généraux) dont la formation militaire de certains membres leur permet de mieux cerner les étapes à franchir pour être un quelconque général¹⁶⁰ au sens propre du terme, cette appellation à laquelle on peut ajouter celle de "colonel", reste la plus utilisée par les chefs rebelles de la multitude des factions rebelles (ex-) séléka. S'il est vrai que certains chefs rebelles (ex-) séléka utilisent également l'appellation de "com-zones", leur attrait pour le métier des armes et surtout l'euphorie ayant suivie leur succès militaire face aux FACA a probablement contribué à une prédilection pour les grades de l'armée officielle. Il était fréquent de les voir s'estimer plus compétents que les hauts gradés de l'armée centrafricaine (FACA) qu'ils ont « battus sur le terrain » (selon les déclarations en vogue à l'époque). Il était donc "normal" de prendre leur titre, dans une logique de renouvellement de l'armée nationale qu'ils ont même à un certain moment remplacé après la prise du pouvoir. C'est d'ailleurs pour cette raison que Ibré (*cf. supra*), "ex-colonel" de la Séléka nous rapportait que si un combattant parvenait à éliminer un FACA de rang officier supérieur sur le champ de bataille, il avait le droit de porter le grade de ce dernier et le faire valoir. C'était l'une des règles quel que soit le niveau d'étude du nouveau porteur du grade. Ibré lui-même était "colonel" alors qu'il a interrompu sa scolarité au cours élémentaire première année (CE1), la 3^e année de l'école primaire.

¹⁶⁰ Général de brigade (deux étoiles), général de division (trois étoiles), général de corps d'armée (quatre étoiles) et général d'armée (cinq étoiles) sont les différents grades des généraux en Centrafrique que la *Séléka* respecte fort peu dans la désignation/autoproclamation de grades.

Les "généraux" (ex-) séléka sont soit d'anciens maquisards (dont les mercenaires étrangers), soit des anciens membres des FACA ayant fait défection, ou des combattants civils qui se sont distingués dans les combats sur terrain. A l'instar des com-zones anti-Balaka, ils font prévaloir également la maîtrise des forces occultes qui leur permettent de faire front face aux ennemis et de protéger ainsi leurs "éléments" dont les effectifs sont variables. Ils assurent également la "gestion" de espaces territoriales plus ou moins vastes, zones qu'ils contrôlent en compagnie de leurs hommes de mains (parfois appelés colonels, capitaines, etc.) depuis leurs bases en brousse ou dans les villes/villages. Chez les (ex-) Séléka où la plupart des "généraux" n'ont pas reçu de formation militaire formelle (à l'exception de certains mercenaires étrangers et FACA ayant fait défection) la formation physique et militaire des membres du groupe se fait aussi par des militaires de carrière ou d'anciens maquisards.

Dans un échange avec deux leaders (ex-) Séléka du MLCJ (une version de l'ancienne CPJP) à Bangui en octobre 2020, ceux-ci nous ont confié être devenus des leaders ("général" pour l'un et "capitaine" pour l'autre) à la suite de leurs bravoures sur les champs de bataille : « c'est le terrain qui commande » disent-ils. Alors qu'ils étaient commerçants, artisans miniers, puis acheteurs de diamants, leur entrée dans la rébellion, relatent-ils, a fait suite à la confiscation de leurs diamants à hauteur de 35 millions (pour le "général") par le pouvoir de François Bozizé, « injustice qui nous a totalement ruinés » pour reprendre leurs propres termes. Il ne leur restait qu'une seule option : rejoindre la rébellion. Ils affirment aussi être organisés en "sections" de trente personnes chacune supervisées par des commandants sous la houlette de l'état-major. Les leaders comme feu Charles Massi, Abdoulaye Hussein ou Noureidine Adam (un des anciens leaders de CPJP et actuel patron du FPRC) n'étaient que des « tuteurs » (et donc Entrepreneurs) vivant à l'étranger (les entrepreneurs), concluent-ils.

Certes, dans les deux cas (celui des "com-zones" anti-Balaka ou des "généraux" et "colonels" (ex-) Séléka), il s'agit des "statuts acquis sur le terrain" des affrontements à la suite de leurs bravoures, leurs succès dans la direction des combats, la gestion des équipes de guerriers, et le contrôle des espaces plus ou moins vastes. Toutefois, l'élément mystique/occulte avéré ou supposé participe fortement de la consolidation du pouvoir de ces chefs rebelles sur leurs éléments et les zones conquises. Ce pouvoir se légitime ainsi par la crainte qu'ils inspirent et par le nombre des combattants sous leur commandement parmi lesquels on retrouve les enfants, adolescents et jeunes...

Dans les périodes post-conflits, le traitement de ces contremaitres devient souvent délicat à cause de leurs fortes influences sur les cours des événements. Constituant une « épine dans le pied de la paix », « ces hommes sans diplôme, perçus comme venus de nulle part » (Lebœuf *ibid.*) sont le plus souvent intégrés dans l'armée ou promus à des hautes fonctions administratives à la faveur des accords de cessation des hostilités, où leur présence irrite leurs collaborateurs plus méritants qui ont gravité les échelons de manière normale. Toutefois, l'histoire montre qu'en Centrafrique, ils finissent par être insatisfaits de ces privilèges et reprennent souvent le maquis. L'exemple parfait est celui de Maxime Mokome, chef anti-Balaka nommé Ministre de DDRR à la suite des Accords dits "de Khartoum" (2019) qui va quitter le poste ministériel pour rejoindre à nouveau la rébellion à la création de la Coalition des Patriotes pour le Changement (CPC) par François Bozizé en 2020. Cela ne fait que confirmer l'une de nos précédentes conclusions selon laquelle, l'attribution des postes ne permet pas d'atténuer durablement les crises en Centrafrique où la fin des hostilités ne signifie pas la fin des violences et de la rébellion. Celle-ci reste larvée et peut être réactivée à travers ce que nous appelons des "réseaux rebelles".

IV. LES PIEGES DES RESEAUX DES COM-ZONES ET LA VULNERABILITE DES JEUNES EX-COMBATTANTS¹⁶¹

Comme nous l'avons vu jusque-là, les enfants et jeunes sont souvent soumis au caractère contraignant du contexte de conflits violents de longue durée en Centrafrique. Le retour à l'accalmie supposé sonner le glas de leur souffrance semble n'ouvrir qu'une autre période porteuse de difficultés. Alors que tout laisse à penser que la sortie des enfants et jeunes des groupes armés est un pas important pour les éloigner de la violence, et leur permettre d'enclencher un retour durable ou définitif à la vie civile, les faits observés tendent à prouver que leur proximité avec leurs anciens chefs annihile cet espoir.

En effet, les enfants et jeunes démobilisés ou qui se sont auto-détachés des groupes armés vivent souvent à proximité de leurs anciens commandants. Ces derniers exercent encore un contrôle important sur eux, et même après qu'ils aient achevé des programmes de formation professionnelle combinés à une aide psychosociale permettant leur réintégration socio-

¹⁶¹ Certaines analyses contenues dans ce sous-chapitre ont été publiées en 2018 dans un rapport de recherche pour UNICEF intitulé *The Aftermath of Demobilization for Children and Youth in the Central African Republic* (cf. références bibliographiques).

économique. Ces contacts peuvent être initiés par les com-zones, mais les jeunes peuvent également entretenir eux-mêmes ces relations. Nous essayons d'expliquer cette relation réciproque en analysant la nature afin de démontrer en quoi ces types de rapports peuvent avoir des impacts négatifs sur le vécu de ces enfants et jeunes qui finissent par être des sources de revenus pour leurs anciens chefs. Cette relation s'observe à travers des anciens réseaux rebelles encore dormants, mais aussi à travers un certain "attachement" de ces jeunes à leurs anciens commandants.

Pour finir, mis à part ce groupe d'acteurs armés, nous porterons notre regard sur les acteurs de la protection de l'enfance qui sont également omniprésents dans cette arène et jouent des rôles qui ont des effets non seulement sur les contextes où ils interviennent, mais aussi sur les autres acteurs.

IV.1. Connexions et réseaux rebelles

Nous entendons par « connexions et réseaux » le fonctionnement latent des anciennes structures de rébellion, et les liens existants entre les chefs rebelles et les jeunes anciennement associés à leurs groupes armés. Nous avons en effet observé que la proximité existante entre les jeunes et leurs anciens commandants engendre des contacts réguliers qui peuvent conduire à la remobilisation de ces jeunes en cas de nouvelles tensions. Cette proximité est aussi favorisée par les Agences d'aides internationales et les ONG de protection de l'enfant, ou encore par le gouvernement qui passent par les com-zones devenus "intermédiaires clés" pour la recherche des enfants et jeunes ciblés par les programmes de DDR. Il en découle un certain attachement en termes de loyauté et de dépendance des enfants et des jeunes à l'égard de leurs « anciens » commandants. En outre, compte tenu des expériences passées ensemble avec ces derniers dans la rébellion ou la milice armée, les anciens commandants sont dans certains cas vus par les jeunes comme des figures paternelles ; d'où un certain sentiment de gratitude et de reconnaissance envers ces anciens chefs devenus les passages obligés vers les programmes DDR. Ce sont là les différents thèmes que nous essayerons d'aborder dans cette sous-section.

IV.1.1- Contacts réguliers entre ex-combattants jeunes et leurs anciens commandants

Dans la plupart des cas, nos informateurs nous ont déclaré qu'ils étaient toujours en contact régulier avec leurs anciens commandants¹⁶². Souvent, ils habitent dans le même quartier. Des

¹⁶² A l'exception des situations où les jeunes se sont auto-détachés du groupe par suite de mécontentement ou de renvoi par leurs commandants.

réunions régulières ont lieu, ce qui signifie que les anciens réseaux rebelles sont toujours intacts et les enfants y restent attachés s'ils ne sont pas éloignés physiquement de leurs anciens chefs ou anciennes "bases". Même dans ce cas, les contacts sont maintenus via la communication téléphonique (voir aussi Souleymane, 2017). Nous avons rencontré Mike (17 ans), un ex-garde du corps Anti-Balaka (cf. *supra*), qui vivait avec sa sœur cadette dans le même quartier périphérique de Bangui que son ancien commandant. Voici ce qu'il nous explique lors de l'un de nos entretiens sur sa relation avec son ancien commandant et le marabout qui leur fournissait les gris-gris et amulettes de protection dans la brousse :

Êtes-vous toujours en contact avec le marabout et le leader de votre groupe ?

Quant au marabout, il est rentré chez lui à PK 13 et je n'ai aucun contact avec lui. C'est avec le chef de mon groupe que je suis en contact permanent jour et nuit. Même ce matin, je l'ai rencontré. Il passait son chemin et je l'ai même informé de notre rendez-vous [le rendez-vous de l'entretien]. Il m'a remercié pour l'information et est parti pour ses activités [...] (Entretien avec Mike, Bangui, déc. 2017).

De même, Landry (19 ans) confirme qu'il existe des contacts réguliers entre lui et son ancien commandant. Landry est un jeune couturier. La MINUSCA l'a aidé à l'âge de 18 ans à sortir d'une faction anti-Balaka, à suivre une formation de couturier et à bénéficier d'un soutien psychosocial et un programme d'éducation civique. Voici ce qu'il nous dit sur ses liens avec son ancien chef :

Le [son ancien commandant anti-Balaka] voyez-vous toujours ? Êtes-vous toujours en contact ?

Oui, nous sommes toujours en contact.

Comment ?

Nous sommes en contact parce que, alors que je confectionne des vêtements, sa famille, ses enfants et sa femme viennent faire confectionner leurs vêtements chez moi. S'il a un problème qui le dépasse, il vient me demander, et je l'aide. Nous gardons donc le contact comme ça, mais pas le contact de la rébellion (entretien avec Landry, Bangui, déc. 2017).

La tante de Landry a déclaré à propos du contact en cours entre Landry et son ancien commandant:

Je dis, son commandant est toujours proche de lui parce qu'il [Landry] a joué le rôle de secrétaire aux côtés de son commandant. [...] Non, je n'accepte pas qu'il parle de son commandant, car il est toujours à ses côtés et qu'ils continuent à faire leurs bêtises. Je ne veux pas parler de son commandant, et il ne me parle pas non plus de son commandant. [Elle parla à voix basse du commandant et il était clair qu'elle ne voulait pas parler de lui] (entretien avec la tante de Landry, Bangui, déc. 2017).

Ce qui précède montre que les deux jeunes hommes, fin 2017, étaient régulièrement en contact avec leurs anciens commandants et qu'ils restent étroitement liés. Ils vivent à proximité les uns

des autres, se rendent visite, se rencontrent régulièrement et semblent partager des relations confidentielles. Dans le cas de la tante de Landry, il est clair qu'elle n'approuve pas ce contact. Elle envisage d'emmener son neveu Landry avec elle pour le surveiller si elle trouve un travail à l'intérieur du pays. Ayant rencontré Landry dernièrement en 2022 lors d'un entretien de suivi, celui-ci nous a confirmé que depuis la reprise des hostilités en 2020 et même les menaces récentes de coups d'Etat de 2022, il a été rappelé par son ancien réseau qui le « dérange » selon ses propres termes. Bien qu'il ait été victime du cambriolage de sa petite maison juste une semaine avant notre rencontre, cambriolage au cours duquel les voleurs ont emporté son unique machine à coudre reçu de la MINUSCA, il dit avoir opposé un non catégorique à ces sollicitations.

Nous l'avons déjà dit, dans les cas où la distance géographique entre les ex-combattants et leurs anciens commandants est plus grande, certains semblent entretenir des contacts téléphoniques réguliers. Deux de nos informateurs ex-Séléka nous ont dit qu'ils étaient en contact téléphonique régulier avec d'anciennes structures de commandement à Birao et Bria, respectivement au nord-est et au centre-est du pays. Cela montre que l'"abondance des connexions", ou plutôt "l'intensification" sans précédent de la communication technologique via la téléphonie mobile facilitent la connectivité (de Bruijn & van Djik, 2012) entre des éléments dispersés. Nous avons également recueilli des informations selon lesquelles, dans le quartier Boeing à la périphérie de Bangui, en période de tension élevée dans la capitale Bangui en avril 2018, un ancien com-zone avait contacté ses éléments par SMS pour les mobiliser. Mike le confirme : « C'est parce que tout le monde a un téléphone mobile en ce moment ; les commandants nous envoient des messages au téléphone pour se regrouper [...] » (entretien avec Mike, Bangui, déc. 2017). Le cas de Maxime Mokom que nous avons expliqué ci-dessus pour illustré l'insatisfaction des anciens chefs rebelles dans l'administration, même s'il n'est pas jeune, atteste de l'existence durable de réseaux rebelles fonctionnels ayant conduit à sa remobilisation de même que d'autres chefs rebelles par Bozizé pour prendre part à la CPC.

Les informations qui précèdent montrent que les contacts réguliers entre ces jeunes et leurs anciens dirigeants sont courants. Le contact physique se produit lorsqu'ils vivent à proximité les uns des autres. Parfois, les jeunes sont même liés à leurs anciens commandants. Les contacts téléphoniques et les messages textes facilitent les contacts lorsque la distance entre le com-zone et ses anciens "éléments" est grande ou lorsque de nombreuses personnes doivent être

contactées instantanément. Ces contacts réguliers entretiennent les anciens réseaux rebelles ouvrant ainsi la voie à une facile remobilisation des jeunes.

IV.1.2- Potentiel de (re) mobilisation et loyauté

Au cours du travail de terrain intensif effectué en décembre 2017 à Bangui, nous avons observé des cas dans lesquels les réseaux d'acteurs armés dont les jeunes font toujours partie, peuvent être rapidement mobilisés de nouveau pour « défendre », « attaquer » ou mener de nouvelles activités guerrières. Parfois, ce potentiel réside dans la solidarité ressentie envers les anciens membres du groupe. Sur ce point, Mike nous dit ceci :

Samedi dernier, avez-vous entendu parler de l'assassinat d'un jeune par un élément des FACA ? J'étais là-bas et la victime est l'un de nous [la victime appartenait à son ancien groupe anti-Balaka]. Si j'avais une arme en main, j'allais attaquer son assassin. Mais j'avais les mains vides. Ce qui signifie que je ne peux rien faire contre son agresseur (Mike, 17 ans, Bangui, déc. 2017).

L'affaire dont parle Mike a conduit à une manifestation au cours de laquelle, sortis dans la rue, d'autres jeunes ont démontré leur mécontentement. Très récemment (2022), lorsque nous l'avions rencontré avec l'un de ses anciens camarades du groupe armé, il nous a expliqué avoir été recontacté pour participer une nouvelle fois aux hostilités déclenchées par la CPC fin 2020. Alors qu'il a même accepté d'héberger deux de ses anciens camarades venus de l'arrière-pays déjà remobilisés qui ont passé plus de trois jours chez lui en prélude à l'attaque, il a refusé de s'engager de nouveau en dépit de promesses d'argent qui lui ont été faites. Nous avons aussi relevé cette même réaction de refus chez Ibré, ex-colonel de la Séléka dont le commandant (général de son état) a repris le maquis à l'appel de Bozizé. Son ancien commandant l'a recontacté pour rejoindre la lutte armée à la faveur des promesses d'argent à la prise du pouvoir de l'Etat ; promesse qu'il a réfuté car n'ayant jamais reçu de récompense après le coup d'Etat de mars 2003.

Parfois, les parents des jeunes font tout ce qui est en leur pouvoir pour éviter que de tels sentiments ne se développent chez les jeunes, conscients que ces sentiments peuvent les conduire à un comportement qu'ils tentent d'éviter. Les proches agissent également pour empêcher les contacts potentiels entre les com-zones et leurs anciens " éléments ". Par exemple, la tante de Landry essaie de l'occuper chaque fois qu'il y a un regain de bruits (des coups de feu ou détonation d'explosifs) au quartier PK5 (proche de chez elle). Chaque fois qu'un tel bruit commence, elle demande à sa fille d'aller appeler Landry, et elle lui confie des tâches

ménagères : remplir pour elle les petits sachets en plastique d'eau potable qu'elle vend au bord de la route, ou cuisiner. Cela le tient occupé et permet à sa tante de le surveiller de près. Cela signifie clairement que sa tante s'attend à ce qu'il soit contacté et agisse lorsque son ancienne structure de commandement lance un appel à la "solidarité" des anciens combattants.

Un employé de Caritas que nous avons interrogé a déclaré que les enfants qui suivaient une formation professionnelle dans le cadre d'un projet financé par UNICEF, pouvaient toujours être sollicités par leurs anciens commandants pour qu'ils installent des barrages routiers et/ou voler pour leur compte. Un de ces jeunes a même été tué et d'autres se sont retrouvés en prison par suite d'une intervention de la police sur une scène de braquage, alors qu'ils étaient en formation de réinsertion socio-professionnelle (entretiens avec Francis, oct. et déc. 2017).

Ce qui précède montre le potentiel des anciens membres du groupe à se « mobiliser » de nouveau dans des actions collectives soit par le biais de sentiments de solidarité, de vengeance, ou de loyauté envers les anciens membres ou dirigeants du groupe, soit pour la défense du groupe ou du quartier auquel ils s'identifient. Cela tient d'histoire vécue communément qui maintient les jeunes dans les réseaux des anciens commandants qui conservent ainsi sur leurs anciens "éléments" une mainmise qui leur confère un pouvoir supplémentaire. Cette mainmise oblige les acteurs des programmes de soutiens aux anciens rebelles de passer par ces leaders pour accéder aux bénéficiaires (les enfants et jeunes anciens combattants) de leurs programmes, renforçant et confirmant ainsi leur pouvoir. C'est l'objet du point suivant.

IV.2- "Com-zones" et "généraux" comme intermédiaires clés pour les acteurs de protection de l'enfant et promoteurs de DDR pour adultes

Généralement, les "com-zones", les "généraux" et autres chefs des factions et groupes armés sont les principaux négociateurs avec les ONG et Agences de Nations unies telle que UNICEF au nom des enfants et adolescents qui se trouvent dans leurs groupes ou qui en sont "détachés". Il en est de même pour les structures gouvernementales et d'autres acteurs comme la MINUSCA qui cible particulièrement les jeunes adultes pour les programmes DDR ou de réduction de la violence. Cela confère un pouvoir considérable aux com-zones qui jouent un rôle important dans tout le processus de démobilisation. Cela signifie également que les jeunes qui sont radiés par leurs chefs, quittent ou fuient eux-mêmes les groupes armés ont beaucoup plus de difficultés à accéder à l'aide formelle, car ils ne peuvent pas passer devant les commandants et anciens

dirigeants devenus "gardiens" des programmes officiels de réintégration. Les nombreux cas de jeunes auto-démobilisés en difficultés s'expliquent ainsi. Concrètement, dans les pratiques de DDR en Centrafrique, ce sont les commandants qui fournissent les listes d'enfants/jeunes ex-combattants aux ONG, Agences des Nations unies et au gouvernement, et ce sont eux qui négocient avec ces derniers. Cela signifie que leurs réseaux sont importants pour ces institutions, et en négociant avec eux, l'autorité des commandants est réaffirmée et renforcée alors que ces commandants ignorent souvent les vrais problèmes/besoins de ces enfants. Pourtant, ces mêmes commandants, à cause de leurs fortes influences, créent parfois des obstacles aux suivis des enfants par les ONG si, après vérification des listes « d'enfants soldats » par les staffs d'ONG, certains enfants sont déclarés inéligibles aux programmes en raisons de certains critères après vérifications: âge, statut non confirmé d'enfant associé au groupe armé ou de jeunes anciens combattants.

Un de nos informateurs qui travaille pour Caritas Centrafrique, nous a confirmé qu'il n'avait pas la possibilité de faire le suivi des enfants dans les secteurs où vivent certains jeunes déclarés inéligibles au programme de réintégration selon les critères établis par l'UNICEF. Ces jeunes combattants non éligibles menaçaient la sécurité de ce travailleur qu'ils accusaient de les avoir exclus du processus de démobilisation de l'UNICEF. Dans d'autres cas, ces menaces peuvent provenir des com-zones eux-mêmes. Cela pose un problème pour le suivi des enfants bénéficiaires des programmes de démobilisation en cours dans certains quartiers et nécessite une approche globale intégrant par exemple DDR pour enfants et pour adultes, et programmes de développement communautaire plus importants, impliquant les autres jeunes et bénéficiant à toute la communauté au regard de l'ampleur des jeunes inoccupés.

Comme on peut le constater, ce ne sont pas seulement les jeunes qui restent régulièrement en contact avec les com-zones ou maintenus par ces derniers dans leur sphère d'influence ; les ONG et l'UNICEF, le gouvernement et la MINUSCA ne peuvent pas non plus leur échapper, car les commandants sont les passages obligés par leur "bonne volonté" et les listes qu'ils fournissent. Pourtant, en collaborant avec eux, les organisations étatiques et non étatiques renforcent leur pouvoir (déjà suffisamment tenace) sur les jeunes obligés de rester dans leur sillage. A titre d'exemple, durant la période de cette recherche, nous avions convenu avec UNICEF de nous rendre au quartier commercial de PK5 où cette agence onusienne devrait négocier auprès des commandants ex-Séléka la mise à sa disposition des enfants associés à leurs groupes pour bénéficier des appuis DDR. La descente a été annulée au dernier moment car les

commandants ont exigé de l'argent à l'UNICEF avant qu'ils n'autorisent l'accès à ces enfants ; ce qui va à l'encontre des principes d'intervention de cette agence des Nations unies. Ce blocage orchestré par les commandants atteste de leur toute puissance sur les enfants et jeunes sous leur commandement même en période "post-conflictuelle".

Dans un entretien que nous avons eu avec M. Thierry Lebene alias « 12 puissances » en novembre 2020, celui-ci avoue qu'en dépit de la dispersion de certains de ses "éléments", il a choisi de rester avec quelques proches combattants pour sa sécurité personnelle et celle de sa famille. Il ajoute qu'il a orienté le rest des combattants vers le programme DDR (petit commerce, maçonnerie, menuiserie, FACA) alors que d'autres sont « sur le terrain en train d'aider le pays » (donc sur le champ de batailles face aux CPC). Il parle même d'une liste d'attente pour le DDR dont il a remis lui-même une copie à la Présidence de la République. Entretemps, lui et quelques-uns de ses éléments ont pu bénéficier d'une formation militaire dans le cadre des programmes DDR.

Conscients de leur pouvoir et rôles d'intermédiaires, et pour maintenir ces jeunes sous leurs influences, ces chefs (de factions) rebelles ne manquent pas aussi de leur miroiter les retombées futures des programmes DDR pour les appâter. Rencontré à Paoua, le jeune Charlie¹⁶³ (14 ans environ) qui a rejoint la rébellion par suivisme ou pression de ses pairs, suivait une formation en mécanique sur financement de UNICEF en collaboration avec War-Child et AFRBD. Il nous confie à ce sujet :

Ils m'ont exhorté à retourner avec eux en insinuant que les bonnes choses restent à venir. Et moi de leur répondre qu'il n'y a rien de bon qui vienne, c'est moi qui ai trouvé la bonne chose grâce à cette formation. Ils parlent de DDR et moi je leur dis que même avec cette formation je peux être en mesure de gagner 2500 fcfa, 5000 fcfa. [entre 3 et 7,5 €] par jour et cela me suffit (entretien avec Charlie, Paoua, octobre 2016).

Enfin, lorsque nous avons tenté de rencontrer un com-zone à Bangui en août 2017, il nous a demandé de l'argent avant de nous fournir les informations. Nous avons décliné l'offre. Pour nous faire connaître ses larges connexions, il a nommé une longue liste des organisations qui l'avaient déjà contacté. Ces exemples illustrent les astuces utilisées par les commandants et les positions importantes qu'ils parviennent à obtenir dans le réseau de démobilisation à la suite des combats et qui rendent les jeunes encore plus vulnérables et dépendants de leurs anciens chefs. De ce fait, les enfants et jeunes comme ouvriers, sont à double titre des ressources pour

¹⁶³ Le prénom a été changé

ces chefs rebelles. D'abord, leurs statuts leur ont été conférés grâce à la présence dans leurs groupes de ces jeunes qu'ils ont exploités durant les combats. Ensuite, ils les exploitent encore via les transactions avec les acteurs de protection de l'enfant ou les instances gouvernementales chargés des programmes DDR dont les logiques d'action maintiennent les jeunes dans les sillages de leurs anciens commandants. Comme le rappelle le politologue Samuel Huntington (1993, cité par ACORD, 2007 : 95), l'énorme réservoir de jeunes hommes âgés de quinze à trente ans constitue une réserve naturelle pour l'instabilité et la violence.

Dans ce qui suit, nous approfondirons la nature du contact entre les com-zones et les jeunes (auto) démobilisés à travers la notion d'attachement.

IV.3- Attachement : loyauté et gratitude des enfants et jeunes à l'égard de leurs "anciens" commandants

Afin d'approfondir notre compréhension du rôle que jouent les anciens commandants dans la vie des enfants et des jeunes "(auto-) démobilisés", nous devons comprendre la nature de la relation qui les unit. A ce titre, nous observons d'emblée que non seulement le réseau d'une structure de commandement hiérarchique reste encore intacte, mais nous relevons également un type de lien personnel. L'interdépendance semble être au centre du jeu: les com-zones dépendent des jeunes (anciens) membres de leurs troupes pour leur survie, visibilité et autorité; la loyauté et l'effectif des jeunes permettent aux commandants de convaincre de la menace potentielle du groupe et peser à la table des négociations. En revanche, en participant ensemble à la guerre et en partageant les mêmes attentes du lendemain (la rente DDR et "autres avantages"), la dépendance des jeunes vis-à-vis de leurs anciens commandants est particulièrement forte. Dans une certaine mesure, cela peut expliquer la loyauté des jeunes envers les com-zones. Dans ce qui suit, nous essayerons de comprendre la nature des liens qui semble renforcer une "relation d'attachement mutuel" ou dialectique entre ces deux groupes d'acteurs à travers les notions de figure paternelle et de gratitude.

IV.3.1- Anciens commandants comme figures paternelles

Une plus grande intensification de la relation entre les jeunes et les chefs rebelles peut se produire lorsque les jeunes ont perdu leurs parents à la guerre à l'instar des jeunes comme Mike et sa sœur. Les deux ont été accueillis et "protégés" avec les autres enfants par les Anti-Balaka. Nous pouvons comprendre leur situation initiale de victimes presque comme si ces enfants ont été "adoptés" en tant que membre de la famille anti-Balaka. Au sein du groupe armé, ils étaient

protégés par un chef en particulier en période de tensions au sein du groupe. Ils voient leur ancien chef comme une figure paternelle qui a même protégée la sœur de Mike d'un viol au sein même de leur faction. Parlant de son commandant, Mike nous partage cette réflexion :

Ce qu'il a fait pour moi, je ne peux pas oublier. Parce qu'il est facile de donner naissance à un enfant, mais il est difficile de s'en occuper. Dans les situations difficiles, il a pris notre défense et nous a protégés jusqu'à aujourd'hui. Donc, je le vois comme un père pour moi. Quand j'ai des problèmes, je vais le voir pour expliquer et il promet de réagir. Le jour venu, il tient sa promesse (Mike, 17 ans, Bangui, déc. 2017).

Récemment, alors que Mike était en difficulté et n'arrivait pas à trouver un travail à la sortie de sa formation professionnelle financée par UNICEF, son ancien commandant lui a même facilité l'obtention d'une parcelle pour qu'il y pratique la culture maraîchère à la périphérie de Bangui. Ces types d'assistance quasi-paternelle peuvent conduire à des sentiments de gratitude des jeunes envers leurs anciens commandants renforçant ainsi les liens existants entre eux dans une société où existe peu de perspectives pour les jeunes après les conflits. Les anciens chefs rebelles deviennent ainsi des "sauveurs" pour ces jeunes qui, en retour, pourraient développer de puissants sentiments de permanente gratitude et de redevabilité à leur endroit.

IV.3.2- La gratitude des jeunes envers leurs anciens commandants

Comme indiqué plus haut, les com-zones et chefs de groupes armés sont souvent sollicités par les acteurs de protection de l'enfant pour fournir les listes des ex-combattants éligibles pour les programmes DDR. Des critères à respecter existent certes, mais il arrive que certains commandants choisissent délibérément les éléments qui leur sont proches ou même placer sur la liste des membres de leur famille qui n'ont jamais été combattants, pour bénéficier d'un programme. Être protégé durant les batailles par les chefs, être placé ensuite sur une liste et être accepté pour une formation professionnelle dans une société sans perspectives, peut engendrer un sentiment de gratitude et de redevabilité chez les enfants et jeunes envers leurs anciens chefs. Le cas de Landry ci-dessous le montre parfaitement, bien qu'il expose également autre chose : il est possible que la présélection soit en jeu dans l'établissement de ces listes, et les jeunes le savent probablement. De ce fait, les commandants peuvent avoir tendance à préférer certains comme plus susceptibles de bénéficier d'un programme de réintégration et laisser les autres pour compte. Dans certains cas, ils aimeraient sélectionner des jeunes qui ont déjà un certain niveau d'éducation et qui souhaitent apprendre, c'est-à-dire des personnes qui peuvent réussir une formation, comme le suggère ce cet extrait d'entretien :

Pourquoi avez-vous été sélectionné pour ce programme et pas les autres ?

Je sais que c'est une question de comportement. Le comportement n'était pas le même. [...] Cela signifie que nous qui avons eu un comportement exemplaire parmi les autres, nous qui ne voulons pas vraiment la violence ... et nous qui étions allés à l'école - nous sommes ceux que le chef a choisis. Mais ceux qui ne sont jamais allés à l'école, qu'est-ce qu'ils vont faire...? [Selon la tante de Landry, celui-ci était le secrétaire de son commandant, il apparaît donc ici qu'il connaît bien les idées de son commandant à ce sujet]. Et c'est ce qui pose des problèmes.

Les autres étaient-ils jaloux ?

C'est ça ; ils sont jaloux. Si je... ça veut dire que vous faites quelque chose ensemble et qu'ensuite, c'est l'autre qui est récompensé et pas vous... vous serez jaloux. C'est pourquoi ils sont jaloux. Et ils continuent à faire ce qu'ils faisaient : se battre jusqu'à aujourd'hui.

Avez-vous une certaine loyauté envers votre chef parce qu'il vous a donné cette opportunité ?

Oui, je le remercie également car c'est grâce à lui que je suis devenu qui je suis aujourd'hui. S'il ne m'avait pas choisi, aujourd'hui je pense que je serais moi aussi dans la brousse en train de tuer des gens pour le butin de guerre. Mais depuis qu'il m'a pris, j'ai appris aujourd'hui à m'adapter - je suis donc reconnaissant envers lui (entretien avec Landry, Bangui, déc. 2017)

Certains jeunes confirment leur loyauté envers leurs anciens commandants. Ils sont reconnaissants d'avoir été choisis pour la formation. Il semble qu'ils doivent rendre cette loyauté maintenant qu'ils gagnent de maigres revenus (Landry semblait plutôt suggérer que son ancien commandant reçoive parfois une aide de sa part ; qu'il s'agisse d'une aide monétaire ou de services (coudre ses vêtements et ceux des membres de sa famille). En même temps, ces jeunes sont conscients du fait que beaucoup de leurs compagnons n'ont pas été sélectionnés, ce qui peut renforcer encore plus le sentiment de gratitude et de reconnaissance ; ou encore renforcer leur attachement à leurs anciens commandants en espérant être sur les prochaines listes...

Le Gouvernement, la MINUSCA, l'UNICEF et les ONG peuvent ne pas être au courant de ces "critères invisibles de présélection" potentiellement appliqués par les com-zones et les dirigeants de groupes armés. Si de tels critères sont appliqués (ce qui est évident), il est probable que les jeunes les plus défavorisés restent encore dans la brousse comme le dit Landry. Il sera peut-être plus difficile de « réintégrer » ces jeunes plus tard, en raison de leur faible niveau d'instruction, de leur manque de confiance dans l'apprentissage et de leur longue expérience du combat, ou simplement de l'absence d'autres opportunités. Une diversification de méthodes de sélection des bénéficiaires des programmes DDR serait particulièrement productive et éviterait un attachement risqué des jeunes à leurs anciens chefs dont les appétits peuvent leur être préjudiciables, voire constituer un boulevard à la remobilisation armée.



Du haut vers le bas et de la droite vers la gauche :

image 26 : Landry en train de confectionner un vêtement avec sa machine à coudre reçue de la MINUSCA après une formation en couture;

image 27 : Mike en pleine formation mécanique automobile au centre de formation Don Bosco (Damala) –Financement UNICEF ;

image 28 : Tableau récapitulatif des jeunes formés par le Centre Don Bosco où apparaît 66 cas d'abandons.

@ Sjoerd Sijsma, documentaliste Projet UNICEF-ASCL, Bangui, déc. 2017



Inscrits:	40
Abandons:	
EFFECTIFS TOTAUX:	479
Abandons:	66
SORTIS:	134
C. Haut-méca. : 10	
C. mécanique : 124	

IV.4. Conclusions sur le thème de l'influence durable des com-zones

Les démonstrations faites jusque-là montrent qu'il existe une interdépendance durable entre les jeunes et les anciens commandants des groupes armés. Les organisations des Nations unies, les ONG et les agents gouvernementaux permettent en partie aux anciens chefs rebelles de conserver leur influence sur les enfants et jeunes, car ils travaillent à travers eux, ce qui leur permet de donner des droits tels que des places dans des programmes de formation et l'accès aux programmes pré-DDR ou DDR. En retour, la plupart des jeunes font preuve de gratitude et de loyauté envers ces anciens commandants.

Nous aimerions avant tout souligner que ces réseaux d'anciens chefs rebelles et d'anciens enfants et/ou jeunes combattants sont toujours très actifs. Cependant, il était difficile avec les données dont nous disposons de comprendre parfaitement le fonctionnement exact de ces réseaux, parfois plus dormants. Certains dirigeants ont en fait été arrêtés et emprisonnés. D'autres sont libres et/ou ont intégré l'armée nationale ou sont visés par des poursuites judiciaires qui suivent leur cours. Nous étions peu disposés à examiner de près les nœuds de ces réseaux après une rencontre tendue avec un com-zone qui était venu accompagner d'un de

ses lieutenants et qui laissait apparaître clairement un pistolet attaché à sa ceinture. Il craignait manifestement d'être piégé en raison des enquêtes et des poursuites pénales engagées contre les leaders des groupes armés.

Il est à préciser que plusieurs jeunes anciens combattants qui ne disposent pas des liens solides à Bangui (famille perdue, eux-mêmes déplacés) et ceux qui n'entretiennent pas de bonnes relations avec leur famille ou qui sont dans des conditions matérielles précaires peuvent être piégés par ces réseaux. Les relations que les jeunes entretiennent avec les chefs de factions ou groupes armés sont conformes à ce que d'autres ont décrit comme une navigation dans les liens sociaux, et les options qui se présentent dans des situations de guerre, se poursuivent à la suite ou au-delà de la guerre pour échapper à la mort sociale qui caractérise autrement leur situation (Vigh, 2006: 31 ; voir également Debos, 2016). En d'autres termes, les jeunes cherchent souvent activement à sortir des conditions marginales et de sombres perspectives en appliquant parfois des «méthodes opportunistes, parfois fatalistes et tactiques» (*ibid.*) afin de ne pas succomber à leur situation extrêmement marginale et économiquement défavorisée. De ce point de vue, on peut comprendre qu'il est intéressant de rejoindre un groupe armé pour certains enfants et jeunes, mais aussi surtout de conserver des liens sociaux avec les commandants en période de démobilisation et réintégration (DDR), afin d'améliorer leurs chances et perspectives d'avenir (Christiansen *et al.*, 2006: 9). C'est ce que l'on appelle le patrimonialisme : «un système de répartition des ressources qui lie les destinataires des clients aux objectifs stratégiques des bienfaiteurs et des mécènes » (Bangura, 1997: 130, cité par Vigh, 2006: 48).

Les com-zones, en particulier leurs liens avec les FACA, et les intermédiaires rebelles qui ont des contacts avec ces chefs de guerre assis à la table des négociations avec des acteurs nationaux et internationaux qui financent des programmes de DDR sont des clients spécifiques que les jeunes eux-mêmes ne voudront peut-être pas perdre de vue. Ce sont des patrons qui vont potentiellement distribuer des ressources, peut-être en placer un sur une liste de DDR pour l'UNICEF, la MINUSCA, ou fournir une entrée dans l'armée - comme cela se produit régulièrement. Dans notre entretien avec M. Thierry Lebene alias « 12 puissances », il souligne qu'il a toujours des quotas toutes les fois que le gouvernement lance un appel au recrutement dans les FACA (comme précédemment avec les programmes Pré-DDR et DDR). D'après lui, les jeunes combattants affluent au point qu'il se dit lui-même dans l'embarras pour choisir qui placer sur la liste et qui laisser, vu le nombre limité de quota qu'on lui attribue.

Même si, à certains moments, de tels commandants n'ont pas grand-chose à distribuer (déclin économique, guerre et impasse du processus de DDR), cela signifie simplement que les réseaux sociaux et les réseaux patrimoniaux se « contractent » (Vigh, *ibid.*: 38). Certaines ressources peuvent encore être disponibles pour le noyau de la population plus proche d'un client. Pour la Guinée Bissau, Vigh a noté: [...]

Être exploité par un client grâce à un échange inégal de ressources, de faveurs et d'obligations est actuellement ce que beaucoup de jeunes peuvent espérer de mieux (cf. Hinkelammert, 1993), car même la réciprocité négative induit une relation sociale avec - du moins - une possibilité de réciprocité (cf. Sahlins 1974) en accordant à la jeunesse un lien avec le réseau patrimonial, une opportunité d'améliorer son avenir et d'acquérir un capital social (cf. Bourdieu 1986). Au-delà de l'exploitation, la relation renferme, en d'autres termes, une possibilité (Vigh, 2006: 48-49).

Ces références au patrimonialisme ont pour but de préciser que, même si dans certaines zones de l'arrière-pays, les structures d'autodéfense ne vont pas décliner de sitôt, à Bangui, les réseaux restent intacts, même s'ils sont latents, pas seulement parce que les com-zones peuvent encore avoir besoin de jeunes pour fonctionner, mais parce que les jeunes espèrent faire partie du réseau patrimonial qui conduira à des ressources dans un proche avenir sous forme de capital, qu'il soit social, économique ou symbolique. Ce n'est peut-être pas un geste conscient et calculé pour beaucoup ; il s'agit plutôt d'un mécanisme puissant inhérent à la société marqué par la longue durée des crises, qui peut en partie aider à expliquer les origines de la (re) mobilisation des jeunes. Les deux groupes peuvent donc constituer des ressources l'un pour l'autre, même si les jeunes « ouvriers » semblent avoir beaucoup à perdre dans ce *jeu* (cf. *supra* concept d'arène) qui n'est autre chose que le résultat d'une société déstructurée. Cela place les jeunes dans la position d'exploités au regard du pouvoir moins important dont ils disposent face aux contremaitres et autres acteurs politico-militaires.

V. ENFANTS ET JEUNES COMME "RESSOURCE" POUR LES ACTEURS DE L'ARENE POLITIQUE EN CENTRAFRIQUE

Développée par les géographes et les économistes travaillant sur le développement, la notion de ressource est généralement équivoque (Schubert & Knecht, 2021). En effet, l'écologie et les sciences de l'environnement désignent par « ressources naturelles » les diverses ressources minérales ou biologiques nécessaires à la vie de l'homme et donc à l'ensemble des activités économiques propres à la civilisation industrielle (Ramade, 2004). En référence à cette définition, Laurent Dartigues (2001) considère que le mot « ressource » évoque un bien disponible « déjà là » - que l'on pense aux ressources minières par exemple, dit-il. Se situant

dans le domaine d'action des sciences sociales, Nestmann (1996 : 362, cité par Schubert et Knecht, *ibid.*) avance que « [...] tout ce qui est valorisé et/ou vécu comme utile par une personne singulière dans une situation donnée peut être considéré comme une ressource. » De ce fait, la ressource fait référence aux moyens disponibles et nécessaires à une action, la satisfaction des besoins ou la création de richesse. Cela dit, une ressource n'existe que si elle est connue, révélée et exploitable, que si des hommes lui attribuent une valeur d'usage (Roger Brunet *et al.*, 1993¹⁶⁴).

A titre d'illustration, De Bruijn et van Dijk (2012 : 08-09) dans leur chapitre introductif au livre *The Social Life of Connectivity in Africa*, considèrent la "connexion"¹⁶⁵ dans le domaine de la téléphonie comme "ressource" (pont entre objets, choses et humains), celle-ci étant « si facilement disponible » (so readily available) et non plus comme une rareté (scarce ressource). Pour étayer cette idée de "ressource disponible", les auteurs ajoutent que dans le domaine de la connectivité, un téléphone par exemple lui-même n'est pas une ressource, mais la devient à travers les possibilités qu'il offre de se connecter à d'autres ou de se déconnecter délibérément. D'ailleurs, expliquent-ils, tout le monde ne peut pas utiliser cette ressource et l'accès est une question politisée dans tous les cas (p. 19). Ramené à notre thèse sur les jeunes et les jeux de rapports dans lesquels ils sont impliqués en temps de guerre prolongée, nous concluons que ces derniers sont devenus une "ressource" pour les acteurs de l'arène politique en Centrafrique au regard de leur disponibilité (availability) et accessibilité (accessibility). Les acteurs qui dominent l'arène politique en Centrafrique leur attribuent en effet d'autres "propriétés" nécessaires à une action et/ou satisfaction des besoins au regard des possibilités qu'ils offrent. Les enfants et jeunes représentent ou sont vus comme une ressource "déjà là", "connues", "prêt à l'emploi" et "utilisables".

Toutefois, sans prétention aucune de réduire cette frange de la population à des ressources naturelles ou matérielles figées, immuables, nous postulons, au regard de l'instrumentalisation ou plutôt de la politisation (car il s'agit bien d'une question politique –cf. *infra*) dont elle est objet dans un contexte social déstructuré, que les acteurs de cette arène politique leur font recours comme à une ressource pour répondre à un besoin. Bien-sûr, les jeunes constituent la

¹⁶⁴ Voir : https://theses.univ-lyon2.fr/documents/getpart.php?id=lyon2.2010.praly_c&part=229411, consulté le 28/11/2019

¹⁶⁵ "Connection" is a broad concept that can mean many things but what is important is the significance of linking: connections indicate a bridge between objects, between things and between human" (De Bruijn & van Dijk, 2012: 7)

majeure partie de la population centrafricaine (ce qui exclue la rareté d'en trouver), mais leur "disponibilité" consécutive au chômage et au sous-emploi, aggravée par les conflits de longue durée dans lesquels ils évoluent, ne leur offre qu'une marge de manœuvre limitée (agentivité contrainte) que les acteurs de cette scène conflictuelle, les entrepreneurs politico-militaires ne se privent pas d'en tirer profit. Bien sûr, il existe une partie de cette population jeune qui résiste à l'enrôlement armé en dépit d'un contexte violent qui l'affecte et des sollicitations multiples dont elle est l'objet. Cette jeunesse non violente et silencieuse peut en revanche, constituer une ressource de paix et de développement.

Plus haut, nous avons catégorisé les groupes/milices armés en Centrafrique en groupes internes et externes malgré la difficulté d'une telle proposition. Les groupes internes, pour peser face à leurs adversaires dans les situations de guerre, mais aussi dans les contextes post-conflit (DDR pour enfants et adultes), misent sur l'effectif de leurs éléments, d'où le recrutement massif d'enfants et de jeunes, cette main d'œuvre gratuite et bon marché. Les enfants et jeunes (anciens) combattants deviennent ainsi des "ressources" qui, en l'absence d'un Etat Providence et dans une société fracturée, évitent la mort sociale lorsque les chefs rebelles veulent bien les aider. Ils n'acquièrent de la valeur que lorsque leurs commandants veulent bien leur en donner (liste fournies aux ONG, prise en charge post-conflit dans le cadre des programmes DDR) ...exactement comme cela se passe dans le cas de ressources naturelles qui acquièrent des propriétés, de la valeur que lorsque les utilisateurs les reconnaissent et les leur en attribuent. Et dans ce jeu, ce sont les utilisateurs (ici les entrepreneurs et les contremaitres) qui gagnent, même si les ouvriers ont quelques "intérêts" à y tirer pour éviter la mort sociale.

Pour revenir au contexte centrafricain, il faut dire dans la même veine que sur le plan politique, les gouvernements et régimes successifs ont toujours eu une mentalité/attitude d'exploitants (pour ne pas dire de colons) à l'endroit des jeunes dans ce pays. Ceux-ci les utilisent toujours pour leurs intérêts au moment des conflits violents, des crises d'ordre social, des élections et autres, mais se détournent ostensiblement quand il s'agit de mettre en place des programmes concrets, suivis des actions efficaces pour améliorer les conditions de vie de ces jeunes. Un ancien Président de la jeunesse nationale centrafricaine nous confiait à ce sujet que de bons programmes existent sur papier en faveur des jeunes, mais concrètement, rien n'est fait pour leur mise en œuvre. L'exemple le plus récent est celui de François Bozizé lui-même auteur de plusieurs coups d'Etat manqués dont un coup d'Etat réussi en 2003. Quelques mois avant son éviction par la coalition Séléka en mars 2013, il a été accusé par la jeunesse bangouisoise de

privilégier ses proches parents dans une campagne de recrutement au sein des FACA en août 2012 (Centrafrique-presse.com, 16 août 2012). Bien qu'ayant discriminé ces jeunes et favorisant les membres de son groupe ethnique d'appartenance, Bozizé va recourir quelques mois plus tard à ces mêmes jeunes qu'il a mis à l'écart pendant 10 ans de pouvoir¹⁶⁶, juste parce que la Séléka progressait sur Bangui et qu'il lui fallait des ouvriers ou des chairs à canons prêts à constituer un bouclier pour son fauteuil présidentiel. Lors d'un bain de foule le 27 décembre 2012, il appelait déjà les jeunes à défendre le pays contre les envahisseurs étrangers. Et le 15 mars 2013, il avait (encore !) réussi à rallier à sa cause, une foule de jeunes au stade 20 000 places à Bangui pour chanter sa gloire, une semaine avant sa fuite laissant ces derniers sans protection entre les mains des désormais sans pitié de la Séléka. De retour incognito à Bangui après son exil en Ouganda et après le rejet de sa candidature aux élections présidentielles de décembre 2020, il va à nouveau recourir aux jeunes (dont certains FACA) et les a tous réunis au sein de la nouvelle Coalition des patriotes pour le changement (CPC). Plusieurs d'entre eux périront, alors qu'il prendra fuite pour se réfugier au Tchad en la faveur d'un énième accord dit de Louanda, tandis que les jeunes mobilisés continuent les combats dans la brousse contre les FACA et forces « alliées » (russes et rwandaises mieux équipées) et certains se font massacrés.

Cette attitude de Bozizé à l'endroit des jeunes était observée par Marielle Debos (2013) qui rapporte la désillusion des jeunes ex-libérateurs qui ont porté Bozizé au pouvoir par la force en mars 2003 : il ne leur a pas versé les 15 millions qu'il leur a promis « la main sur la bible », les a par la suite « jetés comme de vieilles chaussures » et « balancés comme un sac vide » pour reprendre la formule de ces jeunes eux-mêmes restituées par l'auteure. Bozizé ne les a pas non plus intégrés dans l'armée comme promis. La victoire de Bozizé n'était donc pas la leur conclue l'auteure. Ce faisant, ces jeunes n'étaient qu'une ressource dont Bozizé s'est servie pour parvenir à ses fins.

Cet exemple démontre que les jeunes sont là, disponibles, utilisables et exploitées par les politiciens et les chefs rebelles. On pourrait même se demander si cela ne participe pas d'une stratégie délibérée de délaissement des jeunes dans la précarité la plus absolue afin de les rendre dépendants pour en disposer ensuite à des fins personnelles. De la même manière que le colonisateur qui exploitaient les autochtones au même titre que les ressources naturelles pour

¹⁶⁶ Etant étudiant à l'époque, nous avons un vague souvenir lorsqu'il déclare face aux étudiants grévistes qu'ils peuvent continuer la grève comme bon leur semble, car aucun de ses enfants n'étudie à l'université de Bangui et que le secteur de l'éducation est budgétivore.

ses intérêts, les politico-militaires qui ont porté les bottes du colon, ont la même attitude à l'endroit des jeunes. La jeunesse reste donc au centre de ce jeu trouble où les intérêts particuliers sont plus importants que l'amélioration de ses conditions de vie. Elle est soit utilisée par les hommes politiques, soit par les chefs rebelles, soit par d'autres acteurs dans un contexte de violence récurrente qui limite sa marge de manœuvre.

Tout compte fait, une approche plus holistique qui prends en compte l'influence des acteurs externes, serait plus adaptée afin d'offrir un environnement exempt de conflits dans lequel les jeunes auront d'autres repères et d'autres perspectives qu'un biotope similaire à l'époque précoloniale et coloniale. Le cas de Ibré qui a été "sauvé" par un commerçant étranger (d'origine soudanaise) pour être envoyé dans le groupe de rébellion de Baba-Laddé est illustratif de cette notion de "ressource" dont même les étrangers ont le droit disposer à leur guise. Aujourd'hui le cas de Ali-Darassa (d'origine étrangère ?¹⁶⁷), ex-lieutenant du tchadien Baba-Laddé, naturalisé et légitimé par la Séléka de Michel Djotodia et devenu leader d'un groupe armé au nom paradoxal (Union pour la paix en Centrafrique) qui écume le centre-est et le sud-est du pays, continue de faire révolter certains...

¹⁶⁷ Fils d'éleveurs peuls mbororos – son père est né au Tchad, sa mère en Centrafrique et son grand-père au Niger – Ali Darassa dit être né en Centrafrique, alors qu'une source contactée par Jeune Afrique situe sa naissance au Tchad (<https://www.jeuneafrique.com/1288120/politique/centrafrique-ali-darassa-ennemi-detats/>)

Conclusion du chapitre

On retiendra de cette analyse relative aux jeunes et aux entrepreneurs de la violence que la République centrafricaine est un pays vaste avec une faible population constituée majoritairement de jeunes qui grandissent dans un contexte de conflits violents et récurrents. Cette jeunesse laissée pour compte, vit dans une précarité sévère, et affronte au quotidien des nombreux défis dans cette société multiraciale. Les acteurs politico-militaires semblent l'avoir bien compris et ne se privent pas de mobiliser cette main d'œuvre bon marché pour leurs intérêts, reproduisant ainsi la prédation des marchands d'esclaves et des impérialistes sur les jeunes centrafricains.

Enrôlés dans les groupes armés, ils sont exploités lors des conflits à leurs dépens. Dans l'hypothèse où ils restent vivants après les conflits armés et pendant les périodes d'accalmie, le manque d'opportunités les maintient dans les réseaux de leurs anciens commandants "pourvoyeurs" de la rente DDR. Les ayant "protégés" en période de guerre où ils ont échappé à la mort physique, ces derniers deviennent subséquemment des figures paternelles pouvant encore leur éviter la mort sociale. Ce qui renforce davantage le pouvoir de ces commandants, pouvoir réaffirmé par les acteurs de DDR (pour enfants et adultes) qui se voient obligés de passer par les canaux des chefs rebelles pour atteindre les bénéficiaires de leurs programmes. Si ce procédé peut apporter une aide significative à certains enfants et jeunes (qui par-là deviennent gratifiants envers leurs anciens commandants), il n'en reste pas moins que cela entraîne l'exclusion d'autres bénéficiaires potentiels ayant fui leurs anciens commandants ou s'étant autodémobilisés. L'influence durable des chefs des factions rebelles armées non traduit en justice peut constituer en partie une solide explication à la (re)mobilisation armée dans le pays. Ainsi, si les jeunes qui défendaient leurs villages pouvaient constituer une ressource pour le bien de toute la communauté, la constitution de tels regroupements pour la défense communautaire en l'absence de l'Etat offre aujourd'hui une aubaine aux entrepreneurs de la violence qui se servent de ces jeunes à des fins personnelles, exactement comme on utilise un instrument pour satisfaire un besoin, d'où la notion de ressource.

CONCLUSION GENERALE

I. Histoire et jeunesse comme éléments de compréhension des conflits violents dans l'arène politique centrafricaine

La plupart des conflits armés dans le monde implique des bras armés qui sont généralement les jeunes. Cependant, alors que cette jeunesse est organisée ailleurs de manière formelle au sein d'un appareil étatique (à quelques exceptions près), il en va autrement pour la plupart des conflits violents intraétatiques que connaissent certains pays africains au sud du Sahara, surtout après la fin de la guerre froide. Qualifiés de "nouvelles guerres" ou de "guerres contemporaines", ces conflits violents impliquent des acteurs divers aux intérêts multiples qui mobilisent les jeunes. C'est le cas des milices ou groupes armés, des forces de l'ordre politisées ou non, des chefs de guerre et bandits de grands chemins, des mercenaires, ou des acteurs internes en lien avec des acteurs externes opposés ou engagés dans une affinité avec les Etats.

Ces nouvelles guerres sont dues entre autres à la faillite des Etats, à l'abondance des ressources naturelles sur des territoires incontrôlés, à l'instrumentalisation des différences culturelles et/ou religieuses, à l'incursion des puissances et prédateurs externes, à l'avidité du pouvoir, ou un enchevêtrement de ces facteurs comme déterminants ou amplificateurs. Dans le cas de la Centrafrique, en plus de ces facteurs non négligeables, la compréhension profonde des conflits violents et récurrents doit inévitablement être fondée sur la longue histoire conflictuelle de ce pays, mais être surtout axée sur les acteurs de reproduction de cette arène dont les nombreux jeunes en attente. L'histoire permet de comprendre le processus de la construction de l'arène politique en Centrafrique, et nous enseigne aussi que sur ce territoire, les conflits violents s'inscrivent dans la continuité des anciennes traditions de défense communautaire qui étaient nécessaires à la protection des communautés face à l'envahisseur esclavagiste (razzias oriental et occidental) ou impérialiste (portages, travaux forcés, etc.). Il en est résulté une culture de défense réactionnaire, ayant conditionné depuis le passé, les affrontements violents en terre centrafricaine dans une mobilisation croissante des jeunes pour la défense communautaire. Aussi, cette continuité se saisit en replaçant les jeunes au centre des analyses, surtout dans un contexte postcolonial où l'Etat semble inexistant, et où les stratégies de défense communautaire réhabilitées, sont récupérées par les entrepreneurs de la violence aux pouvoirs plus importants.

C'est dire que dans un Etat failli, où subsiste une longue tradition historique de culture de défense communautaire, combinée à une jeunesse nombreuse et délaissée, donc exposée et en attente, cristallise et nourrit les tensions qui conduisent à l'émergence des groupes rebelles et

de miliciens, acteurs de maintien du *statu quo* conflictuel de l'arène politique en Centrafrique. D'où les échecs répétés des tentatives internes et externes de résolution des conflits en terre centrafricaine. Cela dit, notre contribution à la compréhension des conflits violents et récurrents se base sur la question (à deux volets) de savoir comment le territoire actuel de la Centrafrique est-il devenu une arène pour des acteurs divers ; quel (s) rôle (s) les jeunes y jouent-ils et avec quelle (s) capacité (s) d'action ?

Cette question fondamentale débattue dans cette thèse, nous a offert l'opportunité de comprendre le processus de la construction et de la complexification de l'arène politique en Centrafrique par le prisme des concepts d'arène politique (au sens de lieu d'affrontements) et d'agentivité ou capacités d'action des jeunes. Il en ressort que les conflits violents étant durablement enracinés au regard de l'histoire, il est difficile aux jeunes d'y échapper en dépit d'une frange de cette jeunesse silencieuse qui s'efforce de rester à l'écart des armes. L'arène politique étant caractérisée par les violences de longue durée sur le sol centrafricain où la population est majoritairement composée de jeunes, le comportement de ceux-ci comme acteurs est donc informé par cet environnement structurellement violent avec lequel ils interagissent. Ces jeunes disposent pour ainsi dire, d'une agentivité limitée (*constrained agency*) face aux autres acteurs de cette arène politique, en particulier les entrepreneurs de la violence qui voient en eux une ressource pour leurs diverses entreprises prédatrices : pillages, vols, rapt, exploitations minières, coups d'Etat, défense de la malgouvernance des régimes, etc.

En dehors de la présentation de nos terrains de recherche, et de la pratique ethnographique qui attestent d'un contexte toujours aussi contraignant même pour les chercheurs (cette recherche étant menée en pleine situation de conflit), cette thèse s'articule principalement autour de quatre axes. Dans le premier axe, nous démontrons que les conflits violents et récurrents en Centrafrique s'inscrivent dans la longue durée et sont devenus quasiment consubstantiels à l'histoire de la société centrafricaine. Ce que nous décrivons avec le concept d'arène politique dont la construction s'inscrit dans la durée (actes de persécutions, razzias, conquête et exploitation coloniale). Au cours du deuxième axe, nous établissons qu'il y a une continuité dans cette histoire violente qui s'exprime à travers la résurgence des milices et groupes armés sur fond de mobilisation des jeunes au regard de l'insécurité ambiante dans un Etat failli ou inexistant. L'histoire reste donc fondamentale pour expliquer la construction de cette arène et l'omniprésence des jeunes dans les violences. Cela nous conduit au troisième axe où nous abordons principalement les trajectoires des jeunes anciens combattants comme acteurs de

reproduction de cette arène politique, confirmant ainsi l'existence d'une société longtemps fracturée et désorganisée par la violence. Enfin, le dernier axe met en exergue notre argument principal, à savoir que les jeunes en Centrafrique, au regard de leur agentivité limitée, sont devenues une ressource, ce "déjà là, disponible et utilisable" pour des acteurs aux pouvoirs plus importants qui entretiennent la violence dans l'arène politique centrafricaine. Des exemples des jeunes anciens combattants et leurs anciens commandants ont donc été utiles dans cette démarche focalisée sur les jeunes comme acteurs et l'environnement structurel qui est le leur. Cela dit, tâchons à présent de rappeler en détail les étapes qui nous ont mené à cette conclusion.

I.1. La longue histoire de la violence, facteur explicatif de la durabilité des conflits violents en RCA

L'histoire de la RCA est une suite de péripéties violentes et persistantes. En effet, tout observateur de la vie politique centrafricaine est frappé par l'accumulation des drames que ce pays ne cesse de révéler à la face du monde, comme en témoigne les usages réitérés des qualificatifs liés à la violence et aux conflits dans les écrits sur la RCA. Ce qui ressemble à une tragédie dans une époque contemporaine où certains pays jadis en crise retrouvent la stabilité, même relative. Si certains auteurs ont analysé cette situation comme une résultante des affres des razzias et de l'oppression coloniale, nous avons expliqué que cette histoire remonte beaucoup plus loin à l'époque même de l'occupation du territoire de la Centrafrique, et s'inscrit dans une continuité déconcertante. Autrement dit, lier la violence en Centrafrique aux conséquences des razzias et de la colonisation reste limitatif. La violence a commencé dès l'occupation du territoire de la RCA par des populations persécutées ailleurs, et cette violence transverse les périodes/périodisations arbitraires, au point de constituer un *continuum*.

En effet, excepté les populations pygmées, l'occupation récente (XIX^e siècle) du territoire de l'actuelle Centrafrique a été consécutive à des actes de persécution à l'endroit des populations résidant jadis sur des territoires de l'actuel Cameroun (Adamaoua) et du Soudan (nilotique) pour la plupart. A la même époque, une chasse aux esclaves se poursuivait au sud par l'intermédiaire du Roi Loango, autrefois vassal du royaume du Congo. Certes, une fois installées, ces populations ont continué à endurer les horreurs des excursions esclavagistes arabo-musulmanes à la recherche d'hommes-marchandises. Alors que l'esclavage ralentissait, est survenue la conquête impérialiste, l'oppression coloniale et l'exploitation coercitive menée par des sociétés concessionnaires avec la bénédiction des administrateurs coloniaux. Face à l'adversité extérieure persistante, ces populations n'ont pas manqué de se défendre (pièges

tendus aux esclavagistes). A bouts de nerfs, elles vont aussi se révolter (insurrections anticoloniales) conduisant à l'émergence d'une culture de défense communautaire. Cela a contribué à enraciner la violence dans la dynamique des relations entre les populations et l'administration coloniale, violence qui caractérise encore les relations entre les populations et l'Etat postindépendant en Centrafrique. L'exemple le plus édifiant de ces insurrections anticoloniales reste la guerre de *Kongo-Wara* déclenchée en réponse à l'oppression coloniale, et qui a eu des retentissements dans toute la région d'Afrique centrale, même après la mort de son leader Karinou.

C'est dire qu'historiquement, la violence est constitutive de l'arène politique centrafricaine et est liée à des excursions externes. En revanche, la période postcoloniale, plutôt que de constituer une rupture dans les événements, n'en a été qu'une prolongation au regard de la gestion chaotique du pouvoir par les Centrafricains. En effet, l'accession à l'indépendance étant accueillie avec enthousiasme par les populations centrafricaines comme c'est le cas des autres peuples d'Afrique subsaharienne, ces dernières connaîtront très vite la désillusion. Les tensions qui ont commencé très tôt entre hommes politiques centrafricains après la disparition du charismatique Barthélémy Boganda, ont alimenté la violence dans une continuité de l'oppression coloniale contre laquelle les populations se battaient. Ainsi, l'incursion des acteurs de tous bords dans cette arène politique, reproduit de nos jours les modes de prédation des époques précédentes. Les populations délaissées par un Etat circonscrit à Bangui, réactiveront les anciennes traditions de regroupement pour les défenses communautaires face à l'adversité renouvelée. Comme nous l'avons démontré, cela a entraîné le danger que ces groupes érigés pour la défense communautaire soient récupérés par les politico-militaires qui en font des acteurs contre l'Etat. Dans les cas où ces groupes arrivent à prendre le pouvoir, les milices pro-gouvernementales, supplétives des forces armées régulières (toujours craintes pour être un réservoir de putschistes,) se retrouvent de nouveau dans les maquis, reproduisant le cycle de la violence dans le pays.

Ainsi, l'arène politique en RCA reste inchangée du fait de la violence de longue durée qui s'actualise dans le présent à la faveur d'un contexte toujours aussi favorable aux conflits, la faillite ou l'inexistence de l'Etat. Inutile alors de s'étonner que cette tradition puisse continuer à se reproduire au profit des entrepreneurs de la violence si rien n'est fait pour asseoir un Etat régulier, protecteur des populations et du territoire national au sens wébérien de ses prérogatives. La recherche des ressources naturelles, des gains matériels ou financiers, et l'avidité du pouvoir continueront à être objet de confrontation dans une sollicitation croissante

de la main d'œuvre nécessaire à cette fin, c'est-à-dire les jeunes. L'histoire est donc importante pour expliquer la construction de cette arène, et la récurrence des conflits violents en terre centrafricaine et sa complexification dans une connexion intérieure-extérieure. Tout au long de la longue histoire de la construction de cette arène, il est toutefois impressionnant de noter qu'on retrouve les jeunes qui constituent une constante des conflits violents en Centrafrique.

I.2. Les jeunes comme une constante des conflits violents en Centrafrique

Sachant qu'en nombre strict, il y a autant, voire davantage de jeunes dans d'autres pays africains où on note une stabilité sur le plan sécuritaire qu'en Centrafrique, comment expliquer que cette jeunesse reste une constante des crises dans ce pays ? C'est ici qu'intervient une fois de plus l'histoire qui nous apprend la longue présence des jeunes dans la violence et les conflits, dans un système qu'ils expérimentent et qui informe leurs comportements.

En effet, sur le territoire de l'actuelle Centrafrique, les jeunes étaient d'abord les plus recherchés par les esclavagistes pour leur valeur marchande, pour être des futurs guerriers, des travailleurs dans les plantations (sucre, café, etc.), des porteurs, des eunuques, ou encore pour être assimilés (conversion à l'islam). Les jeunes étaient également recherchés en premier durant la colonisation pour le portage et les travaux forcés au bénéfice des administrateurs coloniaux et des sociétés concessionnaires dans l'exploitation de ce territoire, jadis Oubangui-Chari. Toutefois, l'accumulation de ces situations oppressantes va conduire à des ripostes communautaires où les populations autochtones vont s'appuyer également sur les jeunes comme force vitale afin de piéger les esclavagistes, mais aussi pour affronter les impérialistes. Les jeunes étaient donc au cœur des oppressions extérieures et des ripostes autochtones depuis les époques précoloniales et coloniales. S'ils ont été au centre des intérêts des prédateurs externes (esclavagistes et colons), les acteurs internes de l'époque postcoloniale ne semblent pas s'écarter de ces logiques antérieures de prédation des forces des jeunes dans une certaine continuité.

Après l'indépendance du pays, les dissensions entre élites politiques ont relancé la violence et l'oppression des époques précédentes menant à une situation où l'Etat est devenu inexistant au de-là de Bangui. Pire, les interventions de cet Etat sont parfois perçues par les communautés comme étrangères, tellement elles ont fini par l'oublier. Ces communautés ont donc réactualisé leurs anciennes stratégies de défense face à l'incursion des entrepreneurs de la violence qui, entretemps, ont pris le pouvoir dans l'arrière-pays. C'est le cas de la Coalition Séléka dont

l'origine lointaine est une prise en charge autochtone de la sécurité des zones du nord-est par les populations jeunes essentiellement, face à l'inexistence de l'Etat providence et l'incursion/agression répétée des braconniers et autres bandits venant d'ailleurs. Ainsi, de fil en aiguille, ces regroupements pour la défense communautaire sont devenus des forces contre l'Etat sur son propre sol avec l'entrée sur scène des entrepreneurs de la violence et de la prédation. Ceux-ci vont profiter d'une jeunesse déjà-là, laissée pour compte et inoccupée dont ils vont tirer profit pour renforcer et pérenniser leurs actes de prédation.

Par ailleurs, les acteurs étatiques eux-mêmes, dans un élan de méfiance constante dans l'armée nationale considérée comme un vivier de putschistes, ont toujours su mettre en place des groupes de milices pour renforcer la protection de leur pouvoir. Une fois ce pouvoir perdu, ces milices progouvernementales, exclusivement jeunes, deviennent d'autres sources d'insécurité menant dans certains cas, à de nouveaux groupes de rébellion si ce n'est l'acaparement des biens de la population civile. L'appui des proches de Patassé à la rébellion de l'Armée populaire pour la restauration de la démocratie (APRD), et celui de la garde présidentielle de Bozizé aux anti-Balaka sont des cas illustratifs. Ce qui confirme ce schéma cyclique qui va de la rébellion à la présidence et de la présidence à la rébellion.

Certes, les trajectoires des jeunes anciens combattants ou rebelles que nous avons explorées nous enseignent que même en zone d'accalmie ou de guerre ouverte, le contexte global les a conduits à la violence du fait de la déstructuration profonde de la société centrafricaine par suite d'une accumulation des contraintes au fil de l'histoire. Mis à part les cas d'enrôlements forcés ou d'implication communautaire dans les batailles, certains jeunes dont les choix sont contraints "entrent en brousse" par un processus de choix sans véritable choix. Dans ce sens, cette jeunesse disposant de marge de manœuvre limitée n'est-elle pas devenue une ressource pour d'acteurs de cette arène politique dotés de pouvoirs plus importants ? Toutefois, en dépit de cette implication de nombre de jeunes dans les actes de violence, il existe une frange de cette jeunesse qui essaie de rester en dehors des armes en dépit de cette arène politique tout aussi contraignante.

II. La jeunesse à agentivité limitée comme ressource dans l'arène politique centrafricaine

Par jeunesse, il faut entendre ce groupe d'individus qui, en RCA se désignent comme tels en dehors de tout critère d'âge, sachant qu'il y en a qui peuvent être catégorisés comme enfants ou adultes, d'où une jeunesse plurielle. Dans cette pluralité, nous nous sommes focalisés

particulièrement sur les jeunes miliciens et rebelles, mais aussi les leaders des jeunes, les élèves et étudiants, les jeunes désœuvrés, les jeunes du milieu rural ou urbain, ou encore les FACA. Ces jeunes qui évoluent dans l'arène politique en Centrafrique interagissent avec ce contexte avec une marge de manœuvre limitée. Ce qui les place dans une position de dépendance face aux autres acteurs dotés de pouvoirs plus importants. En effet, dans une situation de conflits récurrents où les infrastructures pour l'encadrement des jeunes sont quasi nulles, où les orphelins et enfants abandonnés pullulent, où le chômage et la misère persistent, et où subsistent la volonté de venger les préjudices subis, etc., certains jeunes se voient dans l'impossibilité de faire autrement que de s'attacher à des entrepreneurs politico-militaires en vue d'éviter leurs morts sociales dans une Centrafrique sans perspectives. Cela a été analysé à la lumière de ce que d'autres ont appelé la navigation sociale, et que nous avons également illustré par la notion d'attachement aux chefs rebelles comme figures paternelles, notamment en ce qui concerne les jeunes anciens combattants.

Autrement dit, dans une situation d'abandon, d'absence ou d'inexistence de l'Etat providence, les jeunes se confrontent de plus en plus à de l'adversité. La seule trajectoire de Mike impliqué dès le bas âge dans les luttes sécuritaires anti-zaraguina, dont l'histoire a ouvert les discussions à l'introduction de cette thèse (cf. chapitre introductif), en dit long sur cette arène politique toujours aussi marquée par le poids d'un passé violent. L'histoire de vie de Mike atteste d'une superposition des difficultés : lutte anti-zaraguina, perte de ses parents en pleine guerre civile, "engagement" armé avec les Anti-Balaka, difficile aide des agences humanitaires, chômage et absence d'opportunités après démobilisation... Ces contraintes accumulées l'obligent à maintenir le lien avec ses anciens commandants, devenus des figures paternels pour lui. Ce qui offre à ces derniers une opportunité de remobilisation à la faveur d'un contexte tout aussi instable. La suite le confirme, puisqu'il a été à maintes reprises sollicité pour la remobilisation armée. Même après avoir lui-même refusé de prendre part de nouveau au conflit, son parcours atteste que l'arène politique dans laquelle il évolue est contraignante et contribue à faire des jeunes des proies faciles. Car à la différence de Mike, nombre de ses anciens collègues combattants ont rejoint de nouveau la lutte armée. Toutefois, englué dans un réseau où la solidarité est l'une des caractéristiques dans un contexte de conflit, il a offert l'hospitalité à ses anciens collègues combattants, tout en leur déconseillant la voie de la brousse où finalement, certains ont trouvé la mort physique en cherchant à éviter la mort sociale.

Revenons à la question de la ressource entendue ici comme un moyen disponible et mobilisable pour répondre à un besoin, pour dire que les jeunes de la République centrafricaine sont souvent mobilisés par les acteurs en présence à des fins personnelles comme on le ferait à l'égard des ressources naturelles pour répondre aux besoins de l'homme. Transposé sur le théâtre politico-militaire, la notion de ressource permet d'expliquer le cas des chefs rebelles qui recourent à la force des jeunes durant la guerre, souvent comme chairs à canons dans les batailles, mais aussi après les conflits pour bénéficier de la rente DDR dont ils sont les intermédiaires pour les jeunes anciens combattants auprès des promoteurs des programmes DDR (agents gouvernementaux, ONG et Agences onusiennes). C'est le cas des com-zones qui mobilisent enfants et jeunes en temps de conflits, mais qui maintiennent sur eux leur contrôle après les hostilités dans la lutte pour l'accès aux programmes DDR. C'est aussi le cas des hommes politiques que les voix majoritaires des jeunes portent souvent au pouvoir, mais qui les ignorent ostensiblement dès qu'ils accèdent au trône, alors qu'ils sont les premiers à les solliciter à nouveau dès que l'insécurité renaît ou que leur pouvoir est menacé. Le rapport des jeunes avec les acteurs de l'arène politique centrafricaine disposant de pouvoirs importants est, de ce fait, un rapport d'exploitation comme on exploite une ressource disponible dans la nature. Rappelons pour finir, le cas des agences d'aides au DDR qui glanent les fonds et fonctionnent sur la base des actions de soutiens à ces enfants et jeunes anciens combattants, mais qui, comme la situation de Mike le montre, n'arrivent souvent pas à trouver une solution durable à la situation de précarité que vivent ces jeunes.

C'est dire à quel point, à l'instar des ressources naturelles dont la disponibilité reconnue et exploitable sert à répondre aux besoins de l'homme, les jeunes sont considérés de la même manière par les acteurs de l'arène politique en Centrafrique : ils les exploitent pour leurs intérêts. Mieux encore, ce traitement prédateur à l'endroit des jeunes s'inscrit dans un continuum des actes esclavagistes ou impérialistes, où l'homme était objet de prédation au même titre que les ressources animales, végétales ou culturelles. Les jeunes sont aujourd'hui objet d'exploitation comme le faisaient les esclavagistes à l'époque où l'homme était une marchandise - donc une ressource durant les razzias-, un instrument de portage ou une machine de travail pour les impérialistes- donc une ressource durant la colonisation-, et aujourd'hui un moyen d'accéder à la richesse ou au pouvoir - donc une ressource pour les hommes politiques et politico-militaires. Ce faisant, les acteurs actuels attribuent aux jeunes la même valeur que les ressources naturelles exploitables comme le faisaient les esclavagistes, les colons et les concessionnaires et tant pis s'ils meurent. Ne sont-ils pas juste un moyen perdu, ou encore un

outil, un matériel remplaçable une fois perdu ? Face au mépris total quant à l'amélioration des conditions de vie d'une jeunesse à la merci d'une arène politique complexe, nous pensons qu'il pourrait s'agir d'une stratégie délibérée des hommes politiques cherchant à maintenir les jeunes dans la dépendance et la précarité afin d'y recourir facilement pour leurs intérêts personnels. Les jeunes restent donc une ressource qui alimente les conflits violents dans l'arène politique centrafricaine dans une continuité avec le passé.

Cela dit, loin de prôner la prédominance absolue des conflits violents en terre centrafricaine (nous avons montré le cas des jeunes restés en dehors des conflits armés en Centrafrique même s'il est difficile d'échapper à ce contexte de violence récurrente), il serait intéressant d'approfondir cette perspective dans le futur, et examiner la contribution positive des jeunes aux changements positifs en Centrafrique. Cela permettrait de jeter un autre regard sur ce capital humain en mettant l'accent sur le structurel/institutionnel et l'informel aussi bien chez les jeunes ruraux que citadins, les jeunes instruits et non instruits, les jeunes handicapés, les militants pour la cause des jeunes, les débrouillards, etc. Au-delà, et comme nous avons commencé à le faire à propos des jeunes non violents dans cette thèse, il s'agira d'inverser les discours pessimistes sur les jeunes en Centrafrique, et mettre davantage en avant une jeunesse-ressource non pour des acteurs entrepreneurs de la violence, mais comme acteurs d'une transformation socio-économique réelle (cf. image quatrième de couverture) et basée sur les spécificités du pays. Les conflits violents et récurrents, débarrassés de toute connotation négative n'ont-ils pas à terme, appris des leçons positives à la jeune génération en dehors de la violence socialisante ? L'histoire et l'ethnographie via les récits biographiques peuvent encore être ici d'un intérêt euristique.

REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- ACAPS, (2014, 12 fév.). Analyse des besoins de la crise : République centrafricaine conflit-déc. 2013 - fév. 2014. *Analyse*. https://reliefweb.int/attachments/46535397-cdd8-35dc-95d8-2448df19b6f4/republique_centrafricaine_conflit_fev_2014.pdf
- ACORD. (2007, juin). *"Une génération perdue". Les jeunes affectés par les conflits en Afrique*. ACORD.
- Adrien-Rongier, M.-F. (1981). Les Kodro de Bangui : un espace urbain « oublié ». *Cahiers d'Études Africaines* 21 (81-83), 93-110. https://www.persee.fr/doc/cea_0008-0055_1981_num_21_81_2303
- Agence de la France d'Outre-Mer, (1950). *Afrique Equatoriale Française*. L'Oubangui-Chari.
- Agence de Presse Africaine (2015, 24 nov.). Une Journée nationale de la jeunesse instituée en Centrafrique [décret]. <http://news.abangui.com/h/40518.html>
- Akandji-Kombé, J.-F., Beninga, P.-C., Minfegue, C. (coord.) (2022). Etat et violence (s) armée (s) en Centrafrique. *Les cahiers du CCRAG (I)*. Presses du CCRAG.
- Akoa, S. (2014, 9 février). La crise centrafricaine-Quels risques pour la région ?/[Conférence]. UPMF, Grenoble.
- Ali, B. (oct. 2019). « ...le taux du chômage actuel est de 6% et le taux de sous-emploi est de 36% » [conversation électronique].
- Amnesty international (2013, décembre). *République centrafricaine. Crimes de guerre et crimes contre l'humanité à Bangui*. <https://www.amnesty.org/fr/latest/news/2013/12/central-african-republic-war-crimes-and-crimes-against-humanity-bangui/>
- Association of Social Anthropologists of the UK and Commonwealth. (1999). *Ethical Guidelines for Good Research Practice*. http://theasa.org/ethics/Ethical_guidelines.pdf.
- ASPECTS (2010). Les acteurs non étatiques. *Revue d'études francophones sur l'État de droit et la démocratie*. https://bibliotheque.auf.org/doc_num.php?explnum_id=871
- Auzias, D. & Associés (2007-2008). *République centrafricaine (1^{ère} éd.)*. Petit Futé (Country Guide).
- Ayimpam, S. & Bouju, J. (2015). Objets tabous, sujets sensibles, lieux dangereux. *Civilisations* 64 (1 & 2), 11-20. <http://civilisations.revues.org/3803>
- Ayimpam, S. (2015). Enquêter sur la violence. *Civilisations* 64 (1&2), 57-66. <https://doi.org/10.4000/civilisations.3852>
- Aziagbla, R-S. (2009). *Centrafrique, sur les traces des personnalités politico-administratives de 1989 à nos jours* (Tome1).
- Baba-Laddé (consulté le 31 mars 2021). *Wikipedia*, https://fr.wikipedia.org/wiki/Baba_Ladd%C3%A9

- Baby-Collin, V. (2018, August 14). Multi-site research - methodologies, approaches and objects [Call for papers]. *Calenda*. <https://calenda.org/467157>
- Badie B., & Vidal, D. (dir.) (2016). *Nouvelles guerres. Comprendre les conflits du XXI^e siècle*. La Découverte/Poche.
- Bado, A. B. (2014). Décryptage des crises en République centrafricaine. *Congrès-Un monde sous tension*. pp.37-47.
https://www.academia.edu/10165801/D%C3%89CRYPTAGE_DES_CRISES_EN_R%C3%89PUBLIQUE_CENTRAFRICAINE
- Bado, A. B., (dir.) (2015). *Dynamiques des guerres civiles en Afrique*. L'Harmattan.
- Bailey, F. G. (1969/1971). *Les règles du jeu politique. Etude anthropologique* [Traduit en français par J. Copans]. Les Presses universitaires de France. Coll. "Bibliothèque de sociologie contemporaine".
- Banque mondiale (2022). *De la fragilité à une croissance accélérée et inclusive: Mémoire économique de la République centrafricaine*. Le Groupe de la Banque mondiale. <https://reliefweb.int/report/central-african-republic/m-morandum-conomique-de-la-r-publique-centrafricaine-de-la-fragilit>
- Bataille de Bangui (2013-2014). *Wikipédia*.
[https://fr.wikipedia.org/wiki/Bataille_de_Bangui_\(2013-2014\)](https://fr.wikipedia.org/wiki/Bataille_de_Bangui_(2013-2014))
- Bazenguissa-Gaga, R. (1996). Milices politiques et bandes armées à Brazaville. Enquête sur la violence politique et sociale des déclassés. *Les Etudes du CERI* (n°13).
- BBC News (2013, 13 déc.). Anti-Balaka, Who are the Anti-Balaka Militia Groups? *Central African Republic Crisis Explained In 60 Seconds* [BBC Video]- <http://www.youtube.com/watch?v=lxJSqkOH0sg>
- Beaud, S., & Weber, F. (2010). *Guide de l'enquête de terrain* (4^e éd.). La découverte.
- Bedzigui, Y. (2008). Les conflits en Afrique, une résolution improbable ?. *AFRI*, Vol. IX, *Les situations conflictuelles et leurs prolongements*. <https://www.afri-ct.org/category/publications/afri/etudes/les-situations-conflictuelles-et-leurs-prolongements/>
- Béninga, P.-C. (2021). *Analyse critique des politiques, lois et textes réglementaires qui sont de nature à favoriser ou entraver la participation des jeunes aux processus décisionnels et de consolidation de la paix en RCA*. CNJ & ACORD
- Béninga, P.-C., Manga Essama, D.G, & Mogba Z. J. R., (déc. 2017). *Persistance de la crise en République Centrafricaine: Comprendre pour agir*. Friedrich Ebert Stiftung Cameroun/ Afrique Centrale.
- Bengoa Goth-Logué, B. (2021). *Jeunesse Centrafricaine : potentialité inexploitée*. Afriky
- Bissakounou, J. V. (2015). *L'Autre version de la crise Centrafricaine*. L'Harmattan (col. Points de vue).
- Both, J. (2017). *Conflict legacies. Understanding youth's post-peace agreement practices in*

- Yumbe, north-western Uganda* [PhD disertation].
- Both, J., De Bruijn, M., Ngouflo, J.-B., Mouguia, C. M., Tchissikombre, M.-L., Poukoule, V. W. (2018) *The Aftermath of Demobilization for Children and Youth in the Central African Republic*, Final report Unicef /ASCL.
- Both, J., Mouguia, C. M., De Bruijn, M. (2020). *Slaves, virgin concubines, eunuchs, gun-boys, community defenders, child soldiers: The historical enlistment and use of children by armed groups in the Central Africa Republic*. African Studies Centre Leiden, Working Paper (n° 148).
- Both, J., Mouguia, C. M., Poukoulé, W. V., Tchissikombre M.-L. & Wilson, C. (2022) Staying away from arms? The non-violent trajectories of youth in times of conflict in the Central African Republic. Dans : Iwilade, A. & Ebiede, T. M. (éds.), *Youth and Non-Violence in Africa's Fragile Contexts*, (pp. 15-38). Springer Nature.
- Bouju, J. (2015). Une ethnographie à distance ? Retour critique sur l'anthropologie de la violence en République centrafricaine. *Civilisations* 64 (1 & 2), 153-162.
<http://civilisations.revues.org/3933> ; DOI : 10.4000/civilisations.3933
- Bouju, J., & De Bruijn, M., (eds.). (2005). Violences sociales & exclusions. *Bulletin de l'APAD* (27-28).
- Boulvert Y. (1986). République centrafricaine : carte phytogéographique. ORSTOM.
https://horizon.documentation.ird.fr/exl-doc/pleins_textes/pleins_textes_5/notexp/31640.pdf
- Boulvert, Y. (1983). *Le site de Bangui-Zongo vu par les explorateurs et les écrivains*. ORSTOM, Bondy.
- Boumaza, M., & Campana, A. (2007). Enquêter en milieu « difficile ». Introduction. *Revue française de science politique* 57 (1), 5-25. [10.3917/rfsp.571.0005](https://doi.org/10.3917/rfsp.571.0005)
- Bourdieu, P. (1971). Reproduction culturelle et reproduction sociale. *Social Science Information/Information sur Les Sciences Sociales*, Vol.10 (2). Sage Publications.
- Brégeon, J.-J. (1998). *Un rêve d'Afrique. Administrateurs en Oubangui-Chari, la Cendrillon de l'Empire*. Danoël.
- Caillaud, S., & Flick, U. (2016). Triangulation méthodologique. Ou comment penser son plan de recherche. *Journal of Health Psychology*.
https://www.researchgate.net/publication/303019389_Triangulation_methodologique_Ou_comment_penser_son_plan_de_recherche
- Callède, J., Boulvert, Y., Tiébeaux, J.-P. (2009). *Le bassin de l'Oubangui*, Col. « Monographies hydrologiques ». Éd. IRD
- Camara, B. (2006). *Origines des conflits armés en Afrique Occidentale : étude du cas ivoirien*. *Revue Sénégalaise de Sociologie*, n°7-8 Janvier 04/05. Pp. 468-487
- Cantournet, J. (1986). Note sur les origines et la fondation de Bangui. *Outre-Mer, Revue d'histoire*. (n°272), pp. 347-357/ <https://www.persee.fr/collection/outre>

- Carayannis T., & Lombard, L. (ed.) (2015). *Making Sense of the Central African Republic*. Zed Books.
- Casanova, V. & Chemery, V. (2015). Une anthropologie du conflit. Entretien avec Michel Naepels. *Vacarme*, 3 (N° 72), pp. 42-57. DOI 10.3917/vaca.072.0042
- Centrafrique-Presse, (2012, 16 août). *Pseudo-recrutement au sein des FACA : Encore d'autres mécontents à Bouar*. <http://centrafrique-presse.over-blog.com/article-pseudo-recrutement-au-sein-des-faca-encore-d-autres-mecontents-a-bouar-109150870.html>
- Centrafrique-Presse, (2012, 04 août). *Emeutes à Bangui après un concours de recrutement-02 août 2012*. <https://berthoalain.com/2012/08/04/emeute-a-bangui-apres-un-concours-de-recrutement-2-aout-2012/>
- Ceriana Mayneri, A. (2014). Centrafrique, de la rébellion séléka aux groupes anti-balaka (2012-2014): usages de la violence, schème persécutif et traitement médiatique du conflit. *Politique africaine*, vol. 2 (134), pp. 179-193. <https://www.cairn.info/revue-politique-africaine-2014-2-page-179.htm>
- Chabal, P. & Vidal, N. Ed., (2007). *Angola : The Weight of History*. Columbia University Press.
- Chako, T. (2017). *Triangulation in qualitative research!, Why the use of triangulation necessary in social research?*. University of Zimbabwe.
- Chauvin, E. (2009). Rivalités ethniques et guerre urbaine au cœur de l'Afrique - Bangui (1996-2001). *Enjeux* (n°40), pp. 30-38. <https://hal.archives-ouvertes.fr/hal-00948669>
- Chauvin, E. (2012, 13-15 septembre). Conflits armés, mobilités sous contraintes et recompositions des échanges vivriers dans le nord-ouest de la Centrafrique. In S. Baldi, & G. Magrin (2014). *Les échanges et la communication dans le bassin du lac Tchad* [actes du 15e colloque du réseau Mégatchad] Naples, L'Orientale., Università "L'Orientale", pp. 263-287. <http://www.arborsapientiae.com/libro/3400/les-changes-et-la-communication-dans-le-bassin-du-lac-tchad-studi-africanistici-serie-ciado-sudanese-n-6-napoli-2014.html>>
- Chauvin, E. (2015). Pour une poignée de ressources. Violences armées et pénurie des rentes en Centrafrique. *Les Cahiers d'Outre-Mer* (272), pp. 463-608. <http://journals.openedition.org/com/7621>
- Chauvin, E., Lallau, B., & Magrin, G. (2015). Le contrôle des ressources dans une guerre civile régionalisée (Centrafrique). Une dynamique de décentralisation par les armes. *Cahiers d'Outre-Mer*, n° 272, 467-479. <https://doi.org/10.4000/com.7617>
- Chauvin, E., & Seignobos, C. (2013). L'imbroglie centrafricain. État, rebelles et bandits. *Afrique contemporaine*, 4 (248), 119-148. <https://www.cairn.info/revue-africaine-contemporaine-2013-4-page-119.htm>
- Child Soldiers International, (2014). Des milliers de vies à réparer. Les défis de la

- démobilisation et réintégration des enfants associés aux groupes armés en République centrafricaine. *Analysis*. 59 p. <https://reliefweb.int/report/central-african-republic/des-milliers-de-vies-r-parer>
- Christiansen, C., Utas, M & Vigh, H. (2006). *Introduction*. Dans : Navigating Youth, Generating Adulthood: Social Becoming in an African Context. *Nordic Africa Institute*: 9-30
- Clapham, C. (1994). Review article: the longue durée of the African state. *African Affairs*, 93 (372), pp. 433-439
- Claverie, E. (2015). *Vivre dans le « combattantisme ». Parcours d'un chef de milice en Ituri (République démocratique du Congo)*, pp. 159-181. <https://journals.openedition.org/terrain/15850>
- Claverie, E., Jamin, J., & Lenclud, G. (1984). Une ethnographie de la violence est-elle possible?. *Études rurales*, 95-96 (9-21). https://www.persee.fr/doc/rural_0014-2182_1984_num_95_1_3016
- Comaroff, J., & Comaroff, J. (2000). Réflexions sur la jeunesse. Du passé à la postcolonie. *Politique africaine*, 4 (80), 90-110. <https://www.cairn.info/revue-politique-africaine-2000-4-page-90.htm>
- Conciliation Resources, (2020). *Les jeunes et les groupes armés en République centrafricaine : Les voix de Bossangoa (Ouham)*. <https://www.c-r.org/fr/learning-hub/les-jeunes-et-les-groupes-arme%CC%81s-en-re%CC%81publique-centrafricaine-les-voix-de-bossangoa>
- Coquery-Vidrovitch, C. (s.d.). *La Haute-Sangha au Temps des Compagnies Concessionnaires*. http://www.umich.edu/~infosrn/PDF_FILES/FRENCH_.PDF/1SECTION/COQUERY-.PDF.
- Coquery-Vidrovitch, C., (1992). Des jeunes dans le passé et dans le futur du Sahel. Dans : Hélène D'Almeida-Topor *et al.*, dirs., *Les jeunes en Afrique. Évolution et rôle*, tome 1, L'Harmattan, pp. 35-43.
- D'Almeida-Topor, H., Coquery-Vidrovitch, C., Goerg, O., et Guitart, F., (éds.). (1992). *Les jeunes en Afrique: Évolution et rôle (XIX^e-XX^e siècles)*, t. 1. L'Harmattan.
- Dangabo Moussa, A. (2014). *Centrafrique : invention de la démocratie et du citoyen*. Edition MENAIBUC.
- Dar Ferti. Dans *Wikitionnaire* [consulté le 17 mars 2021]. https://fr.qaz.wiki/wiki/Dār_Fertit
- Dartigues, L. (2001). *La notion d'arène. Intérêts pour la recherche en anthropologie politique*. halshs-00634920. <https://halshs.archives-ouvertes.fr/halshs-00634920>
- De Boeck, F., & Honwana, A. (2000). Faire et défaire la société : enfants, jeunes et politique en Afrique [Traduit de l'anglais par B. Hibou]. *Politique africaine*, 4 (80), 5-11. <https://www.cairn.info/revue-politique-africaine-2000-4-page-5.htm>

- De Bruijn (ed.). (2019). *Biographies of radicalization*. De Gruyter Oldenburg.
- De Bruijn M., & Both J. (2018). Introduction : Understanding Experiences and Decision in Situations of Enduring Hardship in Africa. *Ethnographic Encounter. Journal on Conflict Resolution*.
https://www.researchgate.net/publication/329969349_Introduction_Understanding_Experiences_and_Decisions_in_Situations_of_Enduring_Hardship_in_Africa_Ethnographic_Encounters
- De Bruijn, M., & Van Dijk, R. (eds). (2012). *The Social Life of Connectivity in Africa*. Palgrave Macmillan.
- De Vries, L., & Glawion, T. (2015). *Speculating on Crisis. The Progressive Disintegration of the Central African Republic's Political Economy*. CRU Report, Clingendael Institute.
- Debos, M. (2012). Quand les « libérateurs » deviennent des « bandits » : Guerre et marginalisation sociale à la frontière tchado-centrafricaine. R. Bazenguissa-Ganga, S. Makki, (dir.), *Sociétés en Guerre : Ethnographies des mobilisations violentes* (pp. 93-110). Éditions de la Maison des Sciences de l'Homme.
- Debos, M. (2016). *Living by the Gun in Chad*. Zed Books.
- Degras, A. (2012). *Akotara, un tryptique consacré aux Gbayas du Nord-ouest centrafricain*. Frères Minuers Capuchin.
- Desclaux, A., & Sarradon-Eck, A. (2008). Introduction au dossier « L'éthique en anthropologie de la santé : conflits, pratiques, valeur heuristique ». *ethnographiques.org* (17) <https://www.ethnographiques.org/2008/Desclaux-Sarradon-Eck> [consulté le 13.01.2023]
- Dickès, C. (2015). République centrafricaine : le conflit inattendu ? *Outre-Terre*, 4 (45), 256-260. <https://www.cairn.info/revue-outre-terre2-2015-4-page-256.htm>
- Dignat, A., (2019, 07 juillet). 13 août 1960. La Centrafrique, de l'indépendance au chaos. *hérodote.net*. https://www.herodote.net/13_aout_1960-evenement-19600813.php
- Diouf, M. & Collignon, R. (2001). Les jeunes du Sud et le temps du monde : identités, conflits et adaptations. *Autreparts*, 2 (18), 5-15. <https://www.cairn.info/revue-autrepart-2001-2-page-5.htm>
- Domergue-Cloarec, D., & Muracciole J.-F. (dir.). (2010). *Les milices du XVI^e siècle à nos jours. Entre construction et destruction de l'Etat ?* L'harmattan.
- Dorier-Apprill, E. (1999). Brazzaville: des quartiers pour territoires? Dans : J. Bonnemaïson, L. Cambrezy, Quinty-Bourgeois (dir.), *La nation et le territoire. Le territoire, lien ou frontière?* (t. 2, pp 37-49). L'Harmattan, Géographie et Cultures.
- Doué Gbonséa (2000). *Cours de culture générale africaine*. Editions MENAIBUC.
- Douville, O. (2009). Enfants et adolescents sous la guerre et rapport à l'ancestralité. *Journal des anthropologues*. <http://journals.openedition.org/jda/3914> ; DOI : 10.4000/jda.3914

- Dozon, J.-P. (1989). *Anthropologie et histoire. Un mariage de raison?*. Document de travail (11). CEA-EHESS.
- Dukhan, N., & Planer (éd.) (2017, August). *Spintered Warfare : Alliances, affiliations, and agendas of armed factions and politico-military groups in the Central African Republic*. The Enough Project. https://enoughproject.org/wp-content/uploads/2017/08/SplinteredWarfare_August2017_Enough_final.pdf
- Ellis, S. D. K. (2001). Les guerres en Afrique de l'ouest : le poids de l'histoire. *Afrique contemporaine* (198), 2^e semestre, pp. 51-56
<https://scholarlypublications.universiteitleiden.nl/handle/1887/9507>
- Encyclopaedia Universalis. *André Kolingba (1936-2010)*. Encyclopaedia Universalis. [Consulté le 19 sept. 2022]. <https://www.universalis.fr/encyclopedie/andre-kolingba/>
- Escoffier S., Ferrier E., Olsen M. M., Shusterman M., Norkute M. (2014). *Nature et formes de la violence, causes du conflit en République centrafricaine*. Irenees.net.
https://www.irenees.net/bdf_fiche-analyse-1022_fr.html
- Etienne, J., Bloes, F., Noreck, J.-P., Roux, J.-P. (2004). *Dictionnaire de sociologie*. Hatier.
- Faure, A. (2013). *Arène*. Dans : Casillo I., Barbier R., Blondiaux L., Chateauraynaud F., Fourniau J.-M., Lefèbvre R., Neveu, C. et Salles, D. (dir.). *Dictionnaire critique et interdisciplinaire de la participation*, GIS Démocratie et Participation, p. 5. halshs-00991781
- Fiche des Archives nationales d'Outre-Mer. *Bangui (subdivision)*, [Consulté le 05 mars 2020]
<http://anom.archivesnationales.culture.gouv.fr/geo.php?lieu=Bangui%2C+Subdivision+%28R%C3%A9publique+centrafricaine%29>.
- Fiche des Archives nationales d'Outre-Mer, *Paoua* [Consulté le 05 mars 2020]
<http://anom.archivesnationales.culture.gouv.fr/geo.php?lieu=Paoua%2C+Subdivision+%28R%C3%A9publique+centrafricaine%29>.
- Filakota, R. (2018). *L'Union africaine et la crise en Centrafrique. Entre enjeux économiques, politiques, et initiatives problématiques*. Saint-Léger édition, les Unpertinents, 49 p.
- Finn Church Aid, (2014). *From “coquette” to “roquette”*
www.kirkonulkomaanapu.fi/en/latest-news/articles/coquette-roquette-like-work-bangui/
- Flichy de La Neuville T. (dir.) (2014). *Centrafrique, pourquoi la guerre ?*. Lavauzelle, coll. « Renseignement, histoire et géopolitique ».
- Forum Réfugiés-Cosi, (2017, 15 nov.). Centrafrique : instabilité et territoires hors contrôle. *Ritino*. <https://www.ritimo.org/Centrafricaine-instabilite-et-territoires-hors-de-contrôle>
- Germain, E. (2000). *La Centrafrique et Bokassa 1965-1979. Force et déclin d'un pouvoir personnel*. L'Harmattan, coll. Etudes africaines.
- Gewald, J.-B. (2003). Culture de la violence, destruction des normes et déshumanisation en Afrique. *Marchés tropicaux* (n° 3000), pp. 977-978

- Giddens, A. (1984/1987). *La constitution de la société*. Traduit de l'anglais par Audet M. PUF.
- Gide, A. (1927). *Voyage au Congo*. Gallimard.
- Glawion T., & De Vries, L. (2018). Ruptures revoked: why the Central African Republic's unprecedented crisis has not altered deep-seated patterns of governance. *Journal of Modern African Studies* (n°56), pp 421-442
- Gluckman, M. H. (1956). *Custom and Conflict in Africa*. Oxford, Basil Blackwell.
- Gomina-Pampali, L. (2017). *Un Etat, ça meurt aussi! (histoire de l'instabilité politique et de la violence armée, facteurs de la déchéance de l'État centrafricain : 1979-2015)*. Presses de l'UCAC.
- Gosselin, L. A., (s.d.) *Les jeunes en Afrique subsaharienne : bilan d'un champ en mutation*. Université du Québec à Montréal.
https://www.academia.edu/7264943/Les_jeunes_en_Afrique_subsaharienne_bilan_du_n_champ_en_mutation
- Gounoumoundjou, Z. (2017). *Histoire mouvementée de la démocratie en République Centrafricaine de Barthélémy Boganda à Faustin Archange Touadéra (1946-2016)*.
- Gourdin, P. (2013) République Centrafricaine : géopolitique d'un pays oublié. *Diploweb.com : la revue géopolitique*. <https://www.diploweb.com/Republique-centrafricaine.html>
- Gouvernement Centrafricain. (2019, 06 février). *Accord politique pour la paix et la réconciliation en République centrafricaine* (APPR-RCA).
- Gresle, F., Panoff, M., Perrin, M. Tripier, P. (1994). *Agency*. Dictionnaire des sciences humaines : Anthropologie/Sociologie. Nathan Université.
- Hadiza Moussa (2014). L'anthropologue entre les tyrannies des terrains et le choix d'une éthique. A propos de trois contextes d'enquête au Niger. Dans : S. Ayimpam, M. Chelpi-den Hamer, J. Bouju, (dir.) *Anthropologie et développement* (41-41).
<http://journals.openedition.org/anthropodev/276>
- Harsch, E. (2007). Diamants du sang ou outil de paix ? *Afrique Renouveau*, 20 (4).
<https://doi.org/10.18356/63ae85b6-fr>
- Héritier, F. (1996). *De la violence*. Odile Jacob.
- Héritier, F. (1999). *De la violence II*. Odile Jacob.
- Honwana, A. (2000). Innocents et coupables. Les enfants-soldats comme acteurs tactiques [Traduit de l'anglais par Th. Gordadzé]. *Politique africaine*, 4 (80), 58-78.
<https://www.cairn.info/revue-politique-africaine-2000-4-page-58.htm>
- Hugon, Ph. (2003). Les conflits armés en Afrique : apports, mythes et limites de l'analyse économique. *Tiers-Monde*, 4 (176), 829-856. <https://www.cairn.info/revue-tiers-monde-2003-4-page-829.htm>
- Hugon, Ph. (2009). Le rôle des ressources naturelles dans les conflits armés africains.

- Hérodote, 3 (134), 63-79. <https://www.cairn.info/revue-herodote-2009-3-page-63.htm>
- Human Right Watch, (2007). *La rébellion dans le nord-ouest*. Rapports de HRW. <https://www.hrw.org/legacy/french/reports/2007/car0907/6.htm>
- Human Right Watch, (2014). *République Centrafricaine. Documents publiés par Human Right Watch depuis le coup d'Etat de la Séléka en mars 2013*. HRW.
- Huyghebaert, P. (2009). Les enfants dans les conflits armés: une analyse à l'aune des notions de vulnérabilité, de pauvreté et de "capabilités". *Mondes en développement*, 2 (146), 59-72. <https://www.cairn.info/revue-mondes-en-developpement-2009-2-page-59.htm>
- Ibanda Kabala, P. (2015). *Le Conflit politique armé et l'exploitation des ressources naturelles en Centrafrique : essai d'explication par la théorie des Etats 'faillis' et par l'approche régionale*. <https://hal.archives-ouvertes.fr/hal-01250475>
- IDMC & WATCH LIST, (2011). *Un avenir incertain? Enfants et conflit armé en République Centrafricaine*. <http://www.crin.org/docs/Watchlist-CAR-Report-FR-LowRes-1.pdf>
- Institut Centrafricain des Statistiques, des Etudes Economiques et Sociales, (ICASEES). (2021) *Cartographie numérique du RGPH-4*.
- International Crisis Group, (2007, 13 déc.). République Centrafricaine : anatomie d'un État fantôme. *Rapport Afrique* (136). <https://www.refworld.org/docid/476246ff2.html>
- International crisis Group, (2015, 21 septembre). Centrafrique : les racines de la violence. *Rapport Afrique* (n°230).
- International Crisis Group, (2017, 28 sept.). Eviter le pire en République centrafricaine. *Rapport Afrique* (253). <https://reliefweb.int/report/central-african-republic/eviter-le-pire-en-r-publique-centrafricaine-rapport-afrique-n-253-28>
- IPIS (2018, 16 sept.). République centrafricaine : cartographie du conflit. Rapport. <https://ipisresearch.be/fr/publication/republique-centrafricaine-cartographie-du-conflit/>
- Israël, N. (2018). *La terre de l'insolence: une anthropologie des conflits*. Les belles Lettres.
- Iwilade, A., & Marclint Ebiede, T., eds. (2022). *Youth and Non-Violence in Africa's Fragile Contexts*. Palgrave macmillan.
- Jeune Afrique, (2021, 12 janvier). *Centrafrique : qui sont les « requins » pro-Touadéra ?* <https://www.jeuneafrique.com/1103130/politique/centrafrique-qui-sont-les-requins-pro-touadera/>
- Joana, J. (1994). Les usages de la méthode biographique en sciences sociales. *Pôle Sud* (n°1), 89-99. 10.3406/pole.1994.1328. http://www.persee.fr/doc/pole_1262-1676_1994_num_1_1_1328
- Kalck, P. (1972). Pour une Localisation du Royaume de Gaoga. *The Journal of African History*. (n°4), 529-548. Cambridge University Press
- Kalck, P. (1974). *Histoire de la République centrafricaine des origines à nos jours*. Berger-Levrault.

- Kalck, P. (1992). *Histoires centrafricaines. Des origines à 1966*. L'Harmattan.
- Kanafani-Zahar, A. (1999). Le risque au quotidien : l'ethnologie de la survie dans Beyrouth en guerre. *Journal des anthropologues* (76), 33-48. AFA-MSH.
- Kassaï, D. (2015). *Tempête sur Bangui* [Bande dessinée] (t. 1). BAB/Amnesty International, éd. La boîte à bulles.
- Kassaï, M.-L. (2020). *The Tragedy of the stupid Nation*. Langa Research & Publishing CIG.
- Kipré, P. (2003). De la guerre et de la paix en Afrique. *Afrique contemporaine*, vol. 3 (N° 207), pp. 133-146. 10.3917/afco.207.0133
- Kupper, C., Lutumbue, M., Martinot, P., Ouédraogo, N. B., Samba Sylla, N., Wirtz, M. (2017). *Y'en a marre, Le Balai citoyen, Lucha, Filimbi. Une jeunesse africaine en quête de changement*. GRIP.
- L'Obs avec AFP (2013, 31 mars). *Centrafrique: des soldats sud-africains choqués d'avoir tué des enfants-soldats*.
<https://www.nouvelobs.com/monde/20130331.AFP8343/centrafrique-des-soldats-sud-africains-choques-d-avoir-tue-des-enfants-soldats.html>
- La notion de ressource territoriale (2010). https://theses.univ-lyon2.fr/documents/getpart.php?id=lyon2.2010.praly_c&part=229411
- Lallau, B. (2015). Plongée au cœur des ténèbres centrafricaines. *Journal des anthropologues*, 140-141. <http://journals.openedition.org/jda/6149> ; <https://doi.org/10.4000/jda.6149>
- Lanoix, C. (2014). Notes, Notation, Narration : Le carnet de terrain comme « carto ethnographie. *Belgeo*. <https://doi.org/10.4000/belgeo.12862>
- Laoubaï, A. (2017). *La République Centrafricaine au terminus d'une voie sans issue. Complot contre la RCA et sursaut patriotique des anti-balle AK*. Editions Universitaires Européennes
- Larousse, (2012). *Brousse*. Le Petit Larousse illustré.
- Launay, S. (2004). Quelques formes et raisons de la guerre. *Raisons politiques* (n° 13), pp. 9-35. Presses de la Fondation nationale des sciences politiques.
- Lavergne, M. (2014). *Résoudre un conflit sans en chercher les causes ? La RCA entre imposture et amnésie*. <https://halshs.archives-ouvertes.fr/halshs-01018241/document>
- Leaba, O. (2001). La crise centrafricaine de l'été 2001. *Politique africaine*, 4 (84), 163-176. 10.3917/polaf.084.0163
- Le Billon, Ph. (2003). Matières premières, violences et conflits armés. *Tiers-Monde*, 44 (174), 297-322. <https://doi.org/10.3406/tiers.2003.5387>
- Le Grand, J.-L. (2000). Définir les histoires de vie. Sus et insus "définitionnels". *Revue internationale de psychosociologie*, VI (14), 29-46. <http://www.barbier-rd.nom.fr/definirHdV.pdf>
- Le Palec A., & Luxereau A. (1999). Introduction: ethnographies en situations extrêmes.

- Leboeuf, A. (2017). Com'zones et armée en côte d'ivoire. *De Boeck Supérieur/« Afrique contemporaine »* (n° 263-264). Pp. 258-262. <https://www.cairn.info/revue-afrique-contemporaine-2017-3-page-258.htm>
- Lechner, E. (2011). La recherche biographique aujourd'hui : de la science de l'incertitude au savoir ancré. *Le sujet dans la cité* (n° 2), pp. 213-226
- Lee, R. (1995). *Dangerous Fieldwork*, Thousand Oaks. Sage Publications.
- Linhardt, D. et Moreau de Bellaing, C. (2013). « Ni guerre, ni paix » Dislocations de l'ordre politique et décantonnements de la guerre. *Politix*, 4 (104), 7-23. 10.3917/pox.104.0009
- Lombard, L. (2012). *Raiding Sovereignty in Central African Borderlands*. [These de doctorat Duke University].
- Lombard, L. (2012). Rébellion et limites de la consolidation de la paix en République centrafricaine [traduit par Raphaël Botiveau]. *Politique Africaine* (n°125), pp. 189-208. <https://www.cairn.info/revue-politique-africaine-2012-1-page-189.html>
- Lombard, L. (dir.). (2016). *State of Rebellion. Violence and Intervention in the Central African Republic*. Zed Books.
- Lucas, Y. (1981). *Carte pédologique République Centrafricaine : feuille Paoua*. ORSTOM.
- Luckerhoff, J., & Guillemette, F. (2017). Introduction : défendre la méthodologie de la théorisation enracinée (MTE) ou défendre les conclusions d'une démarche mobilisant la MTE? *Approches inductives*, 4 (1), pp. 1–19. <https://doi.org/10.7202/1039508ar>
- Luntumbue, M. (2014, 18 avril). Retrait tchadien de la Centrafrique. Quelles conséquences pour la paix en RCA ? *Éclairage du GRIP*. <https://www.grip.org/retrait-tchadien-de-la-centrafrique-queelles-consequences-pour-la-paix-en-rca/>
- Malthus, R. T. (1798/1963). *Essai sur le principe de population* [Préf. et Trad. par Pierre Theil]. Editions Gonthier.
- Marchal, R. (2009). Aux marges du monde, en Afrique centrale.... *Etudes du CERI*, pp.1-50. <hal-01022733>
- Marcus, G. E. (1995). Ethnography in/of the World System : The Emergence of Multi-Sited Ethnography. *Annual Review of Anthropology*, 24, 95-117. https://edisciplinas.usp.br/pluginfile.php/1897105/mod_resource/content/1/George%20Marcus_Ethnography%20in%20off%20world.pdf
- Martinelli, B. & Bouju, J. (dir.) (2012). *Sorcellerie et violence en Afrique*. Karthala.
- Martineau, S. (2012). Triangulation en recherche qualitative. *Propos sur le Monde*. <http://proposurlemonde.blogspot.com/2012/02/triangulation-en-recherche-qualitative.html>
- Mba Talla, M. P. (2012). *Émergence, «fragmégration», et perpétuation des rébellions au Congo-RDC (1990-2010): Une politologie des groupes armés*. Thèse de doctorat, Université d'Ottawa.

- Mbembe, J. A. (1985). *Les jeunes et l'ordre politique en Afrique Noire*. L'Harmattan.
- Médecins Sans Frontières, (s.d.). *RCA : une population livrée à la violence*. <https://www.msf.fr/eclairages/rca-une-population-livree-a-la-violence> [consulté le 02 octobre 2019].
- Médecins Sans Frontières, (s.d.). *Groupes armés non étatiques*. Dictionnaire pratique du droit humanitaire. <https://dictionnaire-droit-humanitaire.org/content/article/2/groupes-armes-non-etatiques/>
- Mehdi Taje, M. (2010, août). Vulnérabilités et facteurs d'insécurité au Sahel. Note publiée par le Secrétariat du Club du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest (CSAO/OCDE) (1). <https://www.oecd.org/fr/csao/publications/45830147.pdf>
- Méliani, V. (2013). Choisir l'analyse par théorisation ancrée : illustration des apports et des limites de la méthode. *Recherches qualitatives, Hors-série (15)* pp. 435-452.
- MINUSCA (2018, 10 nov.). *Recrutement de 1023 nouveaux FACA : 15674 candidats retenus pour les épreuves physiques*. <https://minusca.unmissions.org/recrutement-de-1023-nouveaux-faca-15674-candidats-retenus-pour-les-%C3%A9preuves-physiques>
- MINUSCA. *Historique*. <https://www.un.org/fr/peacekeeping/missions/minusca/background.shtml>
- Mission des Nations Unies en République Centrafricaine (MINURCA). *Wikipedia* https://fr.wiki5.ru/wiki/United_Nations_Mission_in_the_Central_African_Republic
- Mollion, P. (1992). *Sur les pistes de l'Oubangui-Chari au Tchad -1890-1930. Le drame du portage en Afrique centrale*. L'Harmattan.
- Moloma, G. (2023, 3 février). Avec un budget de 140 milliards de FCFA, la Centrafrique va-t-elle retrouvé le chemin du développement ? *Corbeaunews*.
- Mouguia, C. M., Both J., & De Bruijn, M. (2020). "Ceux qui combattent beaucoup sans peur, qui tuent sans pitié": effets du recrutement d'enfants de moins de 15 ans par les Anti-Balaka (2013-2014). *ASCL Working Paper (149)*.
- Mouguia, C. M. (2023). (2022, 25 nov.). De la défense à la violence. Une lecture historique et anthropologique de la récurrence des conflits violents en Centrafrique par le prisme des anciennes traditions de défense communautaire et d'un Etat inexistant. [Communication]. Centre centrafricain de recherche et d'analyse géopolitique, *Crises sociopolitiques en contexte de démocratisation en afrique* [Colloque international de Bangui-24-26/11/2022]
- Mounier, P. (2001). *Pierre Bourdieu, une introduction*. Pocket, La Découverte.
- Naepels, M. (2006). Quatre questions sur la violence. *L'Homme*, 177-178 (487-495). <http://journals.openedition.org/lhomme/21787> ; 10.4000/lhomme.21787
- Naepels, M. (2010). Anthropologie et histoire : de l'autre côté du miroir disciplinaire. *Annales. Histoire, Sciences Sociales* 2010/4 (65e annre, Sciences Soc <https://www.cairn.info/revue-Annales-2010-4-page-873.htm>
- National Géographic, (2017, mai). Centrafrique : après la guerre civile. *National*

- Géographic*. <https://www.nationalgeographic.fr/histoire/2017/05/centrafrique-apres-la-guerre-civile>
- Ndéma, J. (2014). *Le dialogue islamo-chrétien en Centrafrique*. L'Harmattan, Croire & savoir en Afrique.
- Neveu, E. (s.d.). *Sociologie des mouvements sociaux*.
<https://www.cairn.info/sociologie-des-mouvements-sociaux--9782707169358.htm>
- Ngaide, A. (2011). Sortir de la simplicité des analyses pour appréhender la réalité (le conflit « ethnique et religieux » comme ressource en temps de rareté au XXe siècle !). *Ethiopiques* (n°86). <https://fondationsenghor.org/sortir-de-la-simplicité-des-analyses-pour-apprehender-la-réalité-le-conflit-ethnique-et-religieux-comme-ressource-en-temps-de-rareté-au-xxe-siècle/>
- Ngoulou, F. (2021, 26 juillet). Centrafrique : vague d'arrestation à la JPN pour détournement de fonds. *Oubangui Média*. <https://oubanguimédias.com/2021/07/26/centrafrique-vague-darrestation-a-la-jpn-pour-detournement-de-fonds/>
- Ngoulou, F. (2022, 03 avril). Centrafrique : Recrutement de 1000 enseignants du fondamental 1. *Post facebook* (page personnelle).
- Ngoundji-Tanga, G. (1992). La jeunesse pionnière nationale (JPN) ou l'essai d'intégration de la jeunesse désœuvrée dans le processus de développement rural en République centrafricaine. Dans: H. D'Almeida-Topor *et al.*, dirs., *Les jeunes en Afrique. Évolution et rôle* (tome 1) L'Harmattan, pp. 534-539
- Ngoupandé, J.-P. (1997). *Chronique de la crise centrafricaine, 1996-1997*. L'Harmattan.
- Nguinza Akamgbi Kodro. (1978). Où en sont les droits de l'homme et de la femme en Centrafrique ?. *Peuples Noirs Peuples Africains* (n°02), pp. 31-82.
https://mongobeti.arts.uwa.edu.au/issues/pnpa02/pnpa2_04.html
- Nguinza Akamgbi Kodro. (1979). A propos des barricades et des massacres de Bangui. *Peuples Noirs Peuples Africains* (11), 16-48.
https://mongobeti.arts.uwa.edu.au/issues/pnpa11/pnpa11_03.html#haut
- Niewiadowski, D. (2014). *La République centrafricaine : le naufrage d'un Etat, l'agonie d'une nation*. <https://rongdhrca.wordpress.com/2014/10/08/la-republique-centrafricaine-le-naufrage-dun-etat-lagonie-dune-nation-didier-niewiadowski/>
- Nzabakomada-Yakoma, R. (1986). *L'Afrique centrale insurgée: la guerre du Kongo-wara (1928-1931)*. L'Harmattan, Coll. Racines du présent.
- Nzila, G. (2020). Approche de deux théories sur l'origine des conflits et démocratie au regard de la sapientielle africaine. *Revue TRANSVERSALES du LIR3S* (n°17). <http://tristan.u-bourgogne.fr/CGC/prodscientifique/Transversales.html>
- Nzossaya, M. (2006). *Distances entre les principales localités centrafricaines par prefecture* (2e éd.). Atelier de cartographie ACOR.
- OCHA. (2013, 23 août). *République centrafricaine (RCA) : Rapport N° 25*.
https://binuca.unmissions.org/sites/default/files/Situation%20Report%2025_FR.pdf

- OCHA. (2018, 9 - 13 avril). *Revue de presse et monitoring des medias*.
https://www.humanitarianresponse.info/sites/www.humanitarianresponse.info/files/documents/files/rca_ocha_09-13042018_monitoring_medias_audiovisuels_revue_presse.pdf.pdf
- OIT. (2020, avril). *Etat des lieux du système de formation professionnelle, République centrafricaine*. http://www.ilo.org/skills/projects/skill-up/WCMS_742221/lang--fr/index.htm
- Olivier de Sardan, J.-P. (1993). Le développement comme champ politique local. *Bulletin de l'APAD*. <http://journals.openedition.org/apad/2473> ;
<https://doi.org/10.4000/apad.2473>
- Olivier de Sardan, J.-P. (1995). *Anthropologie et développement. Essai en socio-anthropologie du changement social*. Coll. Les classiques des sciences sociales.
- Olivier de Sardan, J.-P. (2008). *La rigueur du qualitatif. Les contraintes empiriques de l'interprétation socio-anthropologique*. Academia-Bruylant.
- Olivier De Sardan, J-P. (1993). Le développement local comme champ politique local. *Bulletin de l'APAD* (n°6), pp. 11-18. <http://journals.openedition.org/apad/2473>
- Ouatarra, F. (2007). Une étrange familiarité. Les exigences de l'anthropologie « chez soi ». *Cahiers d'études africaines*, (175), 635-657.
<https://doi.org/10.4000/etudesafriaines.4765>
- Ounda M. (2018). *La Crise Militaro-polique en RCA de 1993 à 2003*. EUE
- O'Toole, T. (1984). The 1928-1931 Gbaya Insurrection in Ubangui-Shari: messianic movement or village self-defense ? *Revue canadienne des études africaines*, 18 (2), 329-344.
- Paesaggio, Paysages, (2014, mai). *Carte du Centrafrique historique et ethnique*.
<http://paesaggio.over-blog.com/2013/12/le-centrafrique-historique-et-ethnique.html>
- Paillé, P. (1994). L'analyse par théorisation ancrée. *Cahiers de recherche sociologique* (n° 23), pp. 147-181.
- Palmieri, D. (2003, décembre). Le temps pour comprendre la violence de guerre : l'exemple de l'Afrique. *RICR*, Vol. 85 (n° 852).
- Paoua. *Wikiwand*. (Consulté le 15 oct. 2018).
<https://www.populationdata.net/pays/republique-centrafricaine/>
- Papoto, B. (2017). Bangui et ses violences urbaines liées au conflit armé en RCA : bouleversement des populations et enjeux géopolitiques. *Annales de l'Université de Bangui – Serie A* (5). <https://surandara-ub.org/wp-content/uploads/2018/05/Violence-urbaine-Bangui.pdf>
- Paugam, S. Demazière, D., & Dubar, C. (1999). Analyser les entretiens biographiques. L'exemple des récits d'insertion. *Revue française de sociologie* (n°40). pp. 433-436;
https://www.persee.fr/doc/rfsoc_0035-2969_1999_num_40_2_5183

- Prioul, C. (1981). *Entre Oubangui et Chari vers 1890*. Coll. Recherches oubanguiennes.
- Radio France International (2012, 27 décembre). *RCA : François Bozizé appelle la jeunesse à défendre son pays*. <https://www.rfi.fr/fr/afrique/20121227-rca-francois-bozize-appelle-jeunesse-defendre-pays>
- Radio France International-Archive d'Afrique (2020, sept.). *André Kolingba, le simulacre d'un putsch* (par A. Foka). <https://www.rfi.fr/fr/podcasts/20200926-andr%C3%A9-kolingba-le-simulacre-d-putsch-12>
- Radio Ndéké-Luka (2023, 30 sept.) Que dire de la suspension par le gouvernement des organisations de la jeunesse ? *Emission Patara*. <https://www.radiondekeluka.org/41173-que-dire-de-la-suspension-par-le-gouvernement-des-organisations-de-la-jeunesse>
- Radio Ndéké-Luka (2022, 06 octobre). *Abakar Sabone, "La modification de la Constitution n'est pas un crime. Cela ne doit pas créer une polémique"*. <https://www.radiondekeluka.org/actualites/politique/39355-la-modification-de-la-constitution-n-est-pas-un-crime-cela-ne-doit-pas-creer-une-polemique.html>
- Radio Ndéké-Luka (2021, 04 mai). *RCA: reprise de la délivrance de la carte nationale d'identité après plus de huit ans d'interruption*. <https://www.radiondekeluka.org/actualites/societe/36895-rca-reprise-de-la-delivrance-de-la-carte-nationale-d-identite-apres-plus-de-8-ans-d-interruption.html>
- Ramade, F. (2004). *Dictionnaires encyclopédique de l'écologie et des sciences de l'environnement*. 2^e édition, Dunod.
- Ramel, F. (2016). Aux quatre coins du monde. Panorama des conflits contemporains, par Dominique Vidal. (Dés)intégration institutionnelle, (dés)intégration sociale : quels facteurs belligères ? B. Badie & Vidal, D. *Nouvelles guerres ; comprendre les conflits du XXI^e siècle*. La Découverte.
- RCA, (2015, 05 juin). Loi Cours Pénale Spéciale. *Journal Officiel de la RCA*. [éd. Spéciale] https://www.cps-rca.cf/documents/Loi_Cour_penale_speciale_.pdf
- RCA (2020). *Loi N°20.016, Portant code de protection de l'enfant en République centrafricaine*.
- RCA, Ministère de la jeunesse, en charge des sports et de l'éducation civique, (2021). *Plan opérationnel de promotion de la jeunesse*.
- RCA, Ministère de la promotion de la jeunesse (2020). *Politique nationale de promotion de la jeunesse 2^e génération (PNPJ-2)*.
- RCA. (2007, déc.). *Monographie de la préfecture de l'Ouham-Péndé*.
- RCA, (2015). *Loi organique n° 15.003, portant sur Création, organisation et fonctionnement de la Cour Pénale Spéciale en République centrafricaine (CPS-RCA)*. https://cps-rca.com/documents/Loi_Cour_penale_speciale_.pdf
- RCA, (2021). *Loi N° 21_001 relative aux circonscriptions administratives*.

- RCA, Ministère de l'aide humanitaire et de la réconciliation. (2019, juin). *Rapport de la Consultation populaire gouvernementale pour la Commission Vérité Justice Réparation et Réconciliation*.
- RCA, Ministère de l'économie, du plan et de la coopération internationale. (2005). *La RCA en Chiffres : Résultats du recensement général de la population et de l'habitation (déc. 2003)*.
- Rivière, C. (1997). *Socio-anthropologie des religions*. Armand Colin.
- Sammy, P. (1985). *L'Odyssée de Mongou*. Hatier.
- Saragba, M. (2004). Histoire du peuplement africain et route du fer. *Revue Centrafricaine d'Anthropologie*, (1), 1-5. <http://recaa.mmsch.univ-aix.fr/numeros/1/Pages/1-5.aspx>
- Saulet Surungba, C. (2012). *Centrafrique 1993-2003 : la politique du changement d'Ange Félix Patassé*. L'Harmattan.
- Saulet Surungba, C. (2019). *République centrafricaine : la parenthèse séléka. Chronique d'une coalition d'obédience musulmane au pouvoir*. L'Harmattan.
- Saulnier, P. (1997). *Le Centrafrique. Entre mythe et réalité*. L'Harmattan.
- Save the Children. (2013). *Central African Republic child protection assessment*.
- Schouten, P. & Kalessopo, S.-P. (2017). *Laissez-piller : l'économie politique des barrières routières en République centrafricaine*. IPIS/DIIS.
- Schubert, F.-Z., & Knecht, A. (2021). *Ressources – Caractéristiques, théories et concepts en un coup d'œil*.
- Serre, J. (s.d.). *Histoire de la République Centrafricaine*. ENAM.
- Souleymane, A. A. (2017). *Communication et violences au Tchad. Le cas du Moyen-Chari et du Guéra*. Thèse de doctorat, Leiden University.
- Talel, N. (2021, 20 janvier). *"Bangui, la roquette"*. <https://www.aa.com.tr/fr/afrique/bangui-la-roquette-/2116119>
- Tambashe, B.O., Ankogui-Mpoko, G.F, Goula R., Thiam, M., Nguimalet, C.R. (coord.). (2011). *Atlas de la République centrafricaine*. Editions Enfance et Paix.
- Tamekamta Zozime, A., (2013, 22 février). Gouvernance, rébellions armées et déficit sécuritaire en RCA. *Note d'Analyse du GRIP*.
- Thum, J. (2021, janvier). *Enfants de la République centrafricaine. Concrétiser les droits de l'enfant en République centrafricaine*. <https://www.humanium.org/fr/republique-centrafricaine/>
- Téné-Koyzoa, A. (2007). *Histoire économique et sociale du Centrafrique au XX^{ème} Siècle*. L'Harmattan.
- Tenaille, F., (1980). *Les 56 Afriques. Guide politique*. Maspero.
- Tuquoi, J.-P. (2016). *L'intervention militaire française en Centrafrique : la mauvaise*

- conscience de Paris. Dans : B. Badie & Vidal, D. *Nouvelles guerres : comprendre les conflits du XXI^e siècle*. La Découverte.
- Tuquoi, J.-P. (2017). *Oubangui-Chari. Le pays qui n'existait pas*. La Découverte.
- UNESCO. (2002). *Le royaume de Congo et les contrées environnantes (1591)*. Chandeigne.
- UNFPA-RCA. (2016, 28 déc.). Problématique de la jeunesse centrafricaine face aux défis du relèvement. *Actualités*. <https://car.unfpa.org/fr/news/problematique-de-la-jeunesse-centrafricaine-face-aux-defis-du-relevement>
- UNICEF (2021, 22 janvier). *République centrafricaine : La recrudescence de la violence et des déplacements menace des milliers d'enfants déjà touchés par la crise humanitaire et la COVID-19* [communiqué de presse]. <https://www.unicef.org/fr/communiqués-de-presse/republique-centrafricaine-la-recrudescence-de-la-violence-et-des-deplacements>
- UNICEF-Mendiguren, (2012). *Etude anthropologique de l'organisation sociale et politique des communautés en Centrafrique et des organisations à assise communautaire comme élément clé d'une stratégie pour réduire les inégalités dans l'accès et l'utilisation des services sociaux de base par les enfants et les femmes en RCA*. https://www.academia.edu/27929000/MENDIGUREN_2012_Dynamiques_Communitaires_RCA_UNICEF
- UNICEF (9 April 2013). *Central African Republic Situation Report, Reporting Period: 1-8 April 2013*. <http://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/UNICEF%20Central%20African%20Republic%20Situation%20Report.pdf>
- UNICEF. (2015, 5 mai). *République centrafricaine : des groupes armés s'accordent à libérer des milliers d'enfants recrutés*. http://www.unicef.org/french/media/media_81771.html.
- UNICEF (2013, 6 décembre). *Des enfants pris pour cible lors des atrocités en cours en République centrafricaine*. http://www.unicef.org/french/media/media_71293.html
- Union Africaine. (2006, juillet). *Charte africaine de la jeunesse*. https://www.right-to-education.org/sites/right-to-education.org/files/resource-attachments/Charte_Africaine_Jeunesse_FR.pdf
- Utas, M. (2003). *Sweet battlefields: Youth and the Liberian Civil War*. Dissertations in Cultural Anthropology, Vol. 1, Uppsala University.
- Van Gog, J. (2008). *Coming Back from the Bush: Gender, Youth and Reintegration in Northern Sierra Leone*. African Studies Centre Leiden.
- Van Walraven (2019). The historical long-term in the politics of the Central African Republic: Insights from the biography of Barthélémy Boganda (1910-1959). *ASC Working Paper* (n°146).
- Vergiat, A. M. (1981). *Les rites secrets des primitifs de l'Oubangui*. L'Harmattan.
- Weather Spark. *Climat et moyennes météorologiques tout au long de l'année pour Paoua-*

- République centrafricaine.*
<https://fr.weatherspark.com/y/80137/M%C3%A9t%C3%A9o-moyenne-%C3%A0-Paoua-R%C3%A9publique-centrafricaine-tout-au-long-de-l'ann%C3%A9e>
- Weinstein, J. M. (2007). *Inside Rebellion. The politics of insurgent violence*. Cambridge.
- Vickos, S. (2018). *Centrafrique : une génération en quête de changement*. Amazon Fulfillment.
- Vidal, J. (2010, juillet). *La question de l'agency : puissance et impuissance d'agir et de penser en des temps obscurs* [Blog]. <http://jeromevidal.blogspot.com/2010/07/la-question-de-lagency-puissance-et.html>
- Vigh, H. (2006). *Navigating terrains of war: Youth and soldiering in Guinea Bissau*. Oxford, Berghahn Books.
- Villien, F., Soumille, P., Vidal, P. Pirovano, & J.-P. (1990). *Bangui, capitale d'un pays enclavé d'Afrique centrale. Etude historique et géographique*. Coll. « Pays enclavés », n°4, éd. CRET. Université de Bordeaux III.
- Wilson, C. (2019). *Conflict (im) mobiles. Biographies of Mobility along the Ubangui River in Central Africa* [PhD dissertation]. Leiden University.
- Wojcik, S. (2015, 20 septembre). Arène. *Publictionnaire. Dictionnaire encyclopédique et critique des publics*. <http://publictionnaire.huma-num.fr/wp-content/uploads/2015/09/arene.pdf>
- World Bank, (2016). *In the Central African Republic, Expectations are Sky High*. www.un.org/africarenewal/news/central-african-republic-expectations-are-sky-high
- Yanis, T. (2016). *Centrafrique : un destin volé. Histoire d'une domination française*. Agone.
- Zoetizoum, Y. (1983). *Histoire de la Centrafrique : 1879-1959*. L'Harmattan.
- Zozime Tamekamta, A. (2013, 22 fév.). Gouvernance, rébellions armées et déficit sécuritaire en RCA : comprendre les crises centrafricaines (2003-2013). *GRIP, Notes d'analyse*. https://issat.dcaf.ch/download/18670/219286/NA_2012-02-22_FR_A-TAMEKANTA.pdf

TABLE DES MATIERES

DEDICACES	2
SOMMAIRE	3
LISTE DES IMAGES, TABLES ET CARTES	4
SIGLES ET ACRONYMES	6
REMERCIEMENTS	9
RESUME	11
SUMMARY	14
 CHAPITRE I	 17
INTRODUCTION GENERALE: PROBLEMATISER LA JEUNESSE ET LA VIOLENCE RECURRENTE DANS L'ARENE POLITIQUE EN CENTRAFRIQUE	17
I. Trajectoire de Mike, une illustration de la dynamique historique de l'arène politique centrafricaine	18
II. Limites des approches explicatives des conflits et importance de l'histoire et de la jeunesse	19
II.1- L'histoire comme facteur déterminant et explicatif de l'arène politique en Centrafrique	19
II.2- Jeunesse comme une constante des conflits violents et récurrents en Centrafrique	22
II.3- Questions et hypothèses : à la recherche de l'importance de l'histoire et du rôle des jeunes dans les conflits violents et récurrents en Centrafrique	24
III. L'arène politique en Centrafrique et l'agentivité des jeunes	25
III.1- La Centrafrique, un contexte et une histoire de violence	25
III.2- La Centrafrique comme arène politique	27
III.3 <i>Agency</i> et la position de la jeunesse dans l'arène politique en RCA	30
IV. Qu'entend-on par jeunesse, conflit et violence ?	33
IV.1- Acception du concept <i>jeunesse</i>	33
IV.2- Conflit et violence	35
V. STRUCTURE DE LA THESE	37
 CHAPITRE II	 40
PRESENTATION DU CHAMP DE L'ETUDE : BANGUI ET PAOUA COMME « POINTS CHAUDS » DES CONFLITS VIOLENTS EN CENTRAFRIQUE	40
INTRODUCTION	40
I. BANGUI, POINT DE DEPART ET DE CHUTE DE LA VIOLENCE ARMEE EN CENTRAFRIQUE	42
I.1- Un ancien poste colonial à installation difficile devenu capitale	42
I.2- Peuplement de Bangui, un précédent aux confrontations interethniques	44
I.3- Bangui, capitale emblématique des conflits violents en Centrafrique	45
II. PAOUA, UNE ZONE RURALE EN PROIE A L'INSTABILITE	49
II.1- Vue d'ensemble de la sous-préfecture et ville de Paoua	49
II.2- Infrastructures et dispositifs sécuritaires à Paoua et ses environs	52
II.3- Paoua, une longue histoire de rébellion	55
III. REPRESENTATIVITE DE LA JEUNESSE EN CENTRAFRIQUE	57
CONCLUSION DU CHAPITRE	59
 CHAPITRE III	 61
LA PRATIQUE ETHNOGRAPHIQUE EN CONTEXTE DE CONFLIT A BANGUI ET A PAOUA	61
INTRODUCTION	61
I. ENQUÊTER DANS UN CONTEXTE DE CONFLIT A BANGUI ET A PAOUA	62
I.1- Bangui, un contexte sécuritaire hostile à la pratique ethnographique ?	63
I.1.1- Bangui, une ville en proie aux coups de feu des groupes et milices armés	64
I.1.2- La co-construction et les défis de collecte de données en situation d'insécurité à Bangui	66

I.2- Vivre et enquêter à Paoua dans une incertitude sécuritaire persistante	70
I.2.1- Une insécurité persistante dans la sous-préfecture de Paoua	71
I.2.1.1. <i>Premier séjour à Paoua centre</i>	71
I.2.1.2. <i>Second séjour à Paoua et ses environs</i>	72
I.2.2- Faire la recherche dans une incertitude sécuritaire permanente à Paoua	74
I.3- De la "continuité" de la vie et de la recherche empirique en temps de guerre	77
II. L'ENDOETHNOGRAPHIE ET LES ADAPTATIONS METHODOLOGIQUES EN TERRAINS SENSIBLES ET DIFFICILES	78
II.1- L'endoethnographie et la question identitaire en terrains sensibles et difficiles	79
II.1.1- Bangui et Paoua, des terrains difficiles ou sensibles ?	79
II.1.2- La question de l'identité du chercheur en contexte de conflit	81
II.1.3- L'anthropologie chez soi en période de conflit	82
II.2- L'Ethique et les adaptations méthodologiques en terrains sensibles et difficiles	84
III. METHODES DE TRAITEMENT ET D'ANALYSE DES DONNEES	87
CONCLUSION DU CHAPITRE	90
 CHAPITRE IV	 91
LES JEUNES DANS LA CONSTRUCTION DE L'ARENE POLITIQUE EN CENTRAFRIQUE : HISTOIRE D'UN CONTINUUM DES CONFLITS VIOLENTS	91
INTRODUCTION	91
I. JEUNESSE ET VIOLENCE DANS L'HISTOIRE PRECOLONIALE ET COLONIALE DE LA CENTRAFRIQUE	92
I.1- Violence et peuplement du territoire centrafricain	92
I.1.1- Une occupation territoriale consécutive aux persécutions	92
I.1.2- L'occupation du territoire centrafricain, une configuration préconflictuelle	94
I.2- Les jeunes au cœur des razzias esclavagistes en sol centrafricain	97
I.3- La jeunesse porteuse des abus de la colonisation	99
I.3.1- Une occupation française violente	99
I.3.2- Une exploitation coloniale dévastatrice	101
I.3.3- La guerre du <i>Kongo-wara</i> , une réponse communautaire à l'oppression coloniale	103
I.4- De la continuité de l'histoire précoloniale et coloniale violente constitutive de l'arène politique en RCA	105
II. HISTOIRE POLITIQUE DE LA CENTRAFRIQUE POSTINDEPENDANTE, UN CONTINUUM DU PASSE	106
II.1- L'avènement de l'indépendance et la course au pouvoir : un chapelet de coups d'Etat	107
II.1.1- La prolongation du système oppressif colonial à travers le régime de David Dacko	107
II.1.2- Les jeunes centrafricains face au <i>diktat</i> de Bokassa 1 ^{er}	108
II.1.2- Le difficile retour à la démocratie : des mutineries à la reprise des coups d'Etat	111
II.2- L'Etat et les jeunes dans l'arène politique en Centrafrique postindépendante	116
CONCLUSION DU CHAPITRE	119
 CHAPITRE V	 121
EMERGENCE ET DYNAMIQUE DES MILICES ET GROUPES ARMES, ACTEURS DE L'ARENE POLITIQUE EN CENTRAFRIQUE	121
INTRODUCTION	121
I. EMERGENCE DES GROUPES ARMES EN CENTRAFRIQUE : LE CAS DES CODO-MBAKARA DANS LES ANNEES 1980	122
I.1- Naissance des Codo-Mbakara comme résultat de la violence au sommet de l'Etat	122
I.2- Eléments de compréhension des groupes armés à travers la trajectoire des Codo-Mbakara	125
II. EMERGENCE DES GROUPES ARMES EN CENTRAFRIQUE : DE L'APRD (2005-2012) A LA REVOLUTION ET JUSTICE (2013-...), UNE STRATEGIE DE DEFENSE COMMUNAUTAIRE	127
II.1- De l'apparition de l'Armée populaire pour la Restauration de la Démocratie (2005-2012)	128
II.2- De la naissance de la Révolution et Justice sur les cendres de l'APRD (2013-...)	133

III. DE LA COALITION <i>SELEKA</i> AUX GROUPES ANTI-BALAKA, UNE LEGITIMATION DE L'AUTODEFENSE VILLAGEOISE	135
III.1- L'autodéfense communautaire par les jeunes, une origine lointaine de la <i>Séléka</i>	135
III.1.1- La <i>Séléka</i> , une coalition hétéroclite des groupes armés du nord et du nord-est	137
III.1.2- Dynamique et mode de fonctionnement coercitifs de la <i>Séléka</i> , un appel à la riposte anti-Balaka	138
III.2- Anti-Balaka, une riposte ou défense communautaire des jeunes à la machette et aux « forces occultes »	140
III.2.1- Le patronyme Anti-Balaka comme une actualisation de l'action autodéfensive des jeunes villageois	140
III.2.2- Naissance et constitution du groupe anti-Balaka	141
III.2.3- Structuration et modus operandi des Anti-Balaka	143
III.3- L'identitaire <i>séléka</i> et le conjoncturel anti-Balaka	146
IV. DE LA DIVERSITE DES GROUPES ARMES AUX ALLIANCES CHANGEANTES ET "CONTRE NATURES" : CAS DE LA CPC	147
V. DYNAMIQUE DES GROUPES ARMES EN CENTRAFRIQUE : CONTINUITE OU RUPTURE AVEC LE PASSE ?	148
CONCLUSION DU CHAPITRE	150
 CHAPITRE VI	 153
PARCOURS DES JEUNES DANS LES GROUPES ARMES EN CENTRAFRIQUE : « L'ENTREE DANS LA BROUSSE », UN CHOIX SANS CHOIX	153
INTRODUCTION	153
I. L'« ENTREE DANS LA BROUSSE »	154
II. QUI SONT LES JEUNES <i>ANTI-BALAKA</i> ET (<i>EX-</i>) <i>SELEKA</i> ?	157
II.1- Rencontre avec un "ex-colonel" de la <i>Séléka</i>	157
II.2- A la rencontre d'un jeune anti-Balaka, ex-garde du corps	162
III. LA REPRODUCTION CULTURELLE DE LA VIOLENCE ET LES REFERENCES A UNE ANCESTRALITE MYSTIQUE	165
III.1- La reproduction de la violence à travers les enfants et les jeunes	166
III.2- La reproduction de la violence par la vengeance ou l'obligation de « faire payer la dette » à son bourreau d'hier	169
III.3- La forte référence aux forces occultes et aux pratiques ancestrales	172
IV. LA SORTIE DES GROUPES ARMES, UNE « SORTIE DE LA BROUSSE » ?	175
V. LES JEUNES NON IMPLIQUES DANS LES GROUPES ARMES	177
V.1- Grandir dans la guerre et refuser la violence à Paoua	178
CONCLUSION DU CHAPITRE	182
 CHAPITRE VII	 184
L'AGENTIVITE DES ENFANTS ET JEUNES FACE AUX ACTEURS DE L'ARENE POLITIQUE EN CENTRAFRIQUE	184
INTRODUCTION	184
I. RETOUR SUR LA JEUNESSE EN CENTRAFRIQUE : DEFIS SECURITAIRES ET SITUATION DE CHOMAGE	185
II. L'ENROLEMENT ET L'EXPLOITATION DES ENFANTS ET JEUNES PAR LES CHEFS REBELLES	189
II.1- L'ampleur de l'enrôlement des enfants dans les forces et groupes armés en Centrafrique	190
II.2- Enfants combattants ou adultes en guerre ? De l'exploitation abusives des mineurs	192
III. LES ACTEURS POLITICO-MILITAIRES DE L'ARENE POLITIQUE EN CENTRAFRIQUE	194
III.1- Qui sont les "com-zones" et les "généraux" ?	195
III.2- Les "com-zones" anti-Balaka	196
III.3- Les "généraux" et "colonels" (ex-) <i>Séléka</i>	197

IV. LES PIEGES DES RESEAUX DES COM-ZONES ET LA VULNERABILITE DES JEUNES EX-COMBATTANTS	199
IV.1. Connexions et réseaux rebelles	200
IV.1.1- Contacts réguliers entre ex-combattants jeunes et leurs anciens commandants	200
IV.1.2- Potentiel de (re) mobilisation et loyauté	203
IV.2- “Com-zones” et “généraux” comme intermédiaires clés pour les acteurs de protection de l’enfant et promoteurs de DDR pour adultes	204
IV.3- Attachement : loyauté et gratitude des enfants et jeunes à l’égard de leurs "anciens" commandants	207
IV.3.1- Anciens commandants comme figures paternelles	207
IV.3.2- La gratitude des jeunes envers leurs anciens commandants	208
IV.4. Conclusions sur le thème de l’influence durable des com-zones	210
V. ENFANTS ET JEUNES COMME "RESSOURCE" POUR LES ACTEURS DE L’ARENE POLITIQUE EN CENTRAFRIQUE	212
CONCLUSION DU CHAPITRE	217
CONCLUSION GENERALE	218
I. Histoire et jeunesse comme éléments de compréhension des conflits violents dans l’arène politique centrafricaine	218
I.1. La longue histoire de la violence, facteur explicatif de la durabilité des conflits violents en RCA	220
I.2. Les jeunes comme une constante des conflits violents en Centrafrique	222
II. La jeunesse à agentivité limitée comme ressource dans l’arène politique centrafricaine	223
REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES	227
TABLE DES MATIERES	245
CURRICULUM VITAE	249

CURRICULUM VITAE

Né le 26 août 1988 à Kouango au sud de la République centrafricaine où il a effectué ses études primaires, Crépin Marius Mouguia a obtenu en 2006 son baccalauréat (série A4) au Lycée Mixte de Bambari à l'est du pays. Il a étudié l'anthropologie à l'Université de Bangui de 2007 à 2015, année de l'obtention de son master 2 recherche - option développement et changement social ; un cursus universitaire ponctué d'interruptions des cours à l'Université, conséquence des pics de conflits de 2012 et 2013. Avant son admission fin 2017 en thèse à Leiden University, il a travaillé comme acteur humanitaire de 2014 à 2016 dans les ONG internationales durant la crise politico-militaire que la Centrafrique traversait. En parallèle à ses travaux de recherche doctorale, il a travaillé comme consultant ou comme chercheur aussi bien pour des institutions internationales de recherche (African Studies Centre Leiden, Care and Protection of Children-Columbia University, German Institute for Global and Area Studies) que pour des organisations internationales d'urgence humanitaire et de développement en Centrafrique. Depuis 2016, il est Enseignant-Chercheur à l'Université de Bangui et chercheur au Centre d'études et de recherches anthropologiques (CERA) du département d'anthropologie de ladite Université.